

RAPPORT DE LA Commission d'enquête sur Cornwall

**PHASE 2
SERVICES ET
PROGRAMMES
DE GUÉRISON ET
DE RÉCONCILIATION**

VOLUME 1

VOLUME 2

VOLUME 3

VOLUME 4

L'honorable G. Normand Glaude
Commissaire





RAPPORT DE LA
Commission d'enquête
sur Cornwall



RAPPORT DE LA Commission d'enquête sur Cornwall

**PHASE 2
SERVICES ET
PROGRAMMES
DE GUÉRISON ET
DE RÉCONCILIATION**

VOLUME 1

VOLUME 2

VOLUME 3

VOLUME 4

L'honorable G. Normand Glaude
Commissaire



Ontario

Publié par le
ministère du Procureur général de l'Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2009

Conception de la couverture et de l'intérieur : *Tania Craan Design*

Mise en page : *Lakeside Group Inc.*

Imprimé au Canada : *Webcom Inc.*

ISBN 978-1-4435-0009-8 (Imprimé) (série)

ISBN 978-1-4435-0012-8 (Imprimé) (vol. 2)

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Enquête publique sur Cornwall (Ont.)

Rapport de la Commission d'enquête sur Cornwall.

4 v.

Publ. aussi en anglais sous le titre: Report of the Cornwall Inquiry.

Sommaire complet: Vol. 1, phase 1. Faits et conclusions — v. 2, phase

2. Services et programmes de guérison et de réconciliation — v. 3, phase

2. La voix des témoignages officiels — v. 4, phase 1 & 2. Résumé.

Également disponible sur CD-ROM et sur l'Internet.

ISBN 978-1-4435-0009-8 (série) — ISBN 978-1-4435-0010-4 (v. 1).

ISBN 978-1-4435-0012-8 (v. 2).—ISBN 978-1-4435-0014-2 (v. 3).

ISBN 978-1-4435-0016-6 (v. 4).

1. Abus sexuels à l'égard des enfants—Enquêtes—Ontario—Cornwall.

2. Crimes sexuels—Enquêtes—Ontario—Cornwall.

3. Enquêtes criminelles—Ontario—Cornwall.

4. Enquêtes publiques—Ontario. 5. Enquête publique sur Cornwall (Ont.).

HV8079.C46C6614 2009

362.76'650971375

C2009-905603-8

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :

En ligne au www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone, par l'intermédiaire de l'InfoCentre de ServiceOntario

Du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h

416 326-5300

416 325-3408 (ATS)

1 800 668-9938 sans frais au Canada

1 800 268-7095 ATS sans frais en Ontario

Ce rapport est également accessible à l'adresse www.cornwallinquiry.ca

Available in English

Préservons notre environnement

Ministère du Procureur général de l'Ontario a choisi d'imprimer cet ouvrage sur Legacy Lightweight Opaque à contenu post consommation de 20%, pour les pages imprimées par Webcom Inc.



Sources Mixtes

Groupe de produits issu de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de bois ou fibres recyclés.
www.fsc.org Cert no. SW-COC-002358
© 1996 Forest Stewardship Council



Table des matières

1 Introduction : Un mandat particulier	1
Notre défi	1
Nos principes	3
Nos processus	5
<i>Ce que nous avons fait à la phase 2</i>	5
<i>Qualité pour agir et financement dans le cadre de la phase 2</i>	6
<i>Comité consultatif de la phase 2</i>	9
<i>Personnes ayant collaboré à la phase 2 de cette enquête</i>	12
<i>Renseignements du site Web de la phase 2</i>	13
Ce que contient le rapport de la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall	13
<i>Organisation du rapport de la phase 2</i>	13
<i>Références utilisées dans le rapport de la phase 2</i>	14
 2 Perspectives de guérison et de réconciliation	 17
En quoi consistent la guérison et la réconciliation communautaires?	17
Qu'est-ce qui a été fait pour favoriser un milieu de guérison et de réconciliation?	20
<i>Le mandat de la présente Commission d'enquête</i>	20
<i>Travailler pour la guérison et la réconciliation communautaires</i>	22
Que faut-il faire pour favoriser un milieu propice à la guérison et à la réconciliation?	26
Recommandations	32
 3 Un plan quinquennal pour un changement durable	 35
La somme des parties est supérieure au tout au moment de procéder à un changement	35
Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes	36

Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall	42
Centre d'excellence : Collège Saint-Laurent, campus de Cornwall	49
Catalyseur de changement et établissement d'assises pour l'avenir	52
Intégration avec les initiatives visant à soutenir la guérison et la réconciliation communautaires	54
Recommandations	56
4 Sensibilisation du public, éducation et formation professionnelle dans l'ensemble de l'Ontario	59
La prévention repose sur l'éducation	59
Changer les attitudes, appuyer le changement social	64
Recommandations	72
Rejoindre les enfants et les jeunes	72
Recommandations	79
Formation professionnelle	80
Recommandations	84
5 Changements politiques et législatifs	87
Introduction	87
Excuses	88
<i>Ce que nous avons appris sur les excuses</i>	88
<i>Considérations de politique publique</i>	94
Recommandations	96
Ombudsman ou autre intervenant pour les victimes de violence sexuelle	97
<i>Ce que nous avons appris sur la possibilité de créer un poste d'ombudsman pour les survivants de violence sexuelle</i>	97
<i>Considérations de politique publique</i>	100
Recommandations	106
Clauses de confidentialité dans les règlements d'affaires au civil	107
<i>Ce que nous avons appris sur les clauses de confidentialité</i>	107
<i>Considérations de politique publique</i>	109
Recommandations	112
Détermination de la peine	113
<i>Ce que nous avons appris sur les tendances en matière de détermination de la peine</i>	113
<i>Considérations de politique publique</i>	118
Recommandations	124

6 Programmes et services offerts en Ontario	125
La guérison est impossible sans aide	125
Soutien et services complets à l'intention des hommes	126
<i>Points de vue sur les services offerts aux hommes</i>	126
<i>Que devons-nous étudier?</i>	134
<i>Que doit-on faire en attendant l'étude?</i>	139
Recommandations	140
Des services et un soutien complets destinés à tous les adultes survivants de mauvais traitements	140
<i>Services de counselling à long terme</i>	140
<i>Soutien par les pairs</i>	142
<i>Élimination des obstacles en matière de transport</i>	143
Recommandations	145
Traitement des personnes ayant commis une agression sexuelle à l'âge adulte	145
Recommandations	154
 7 Counselling	 155
Introduction	155
<i>Établissement de services de counselling dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall</i>	156
<i>Mise en œuvre du counselling</i>	162
<i>Communications au sujet du counselling</i>	169
<i>Rétroaction sur le counselling</i>	171
<i>Besoins futurs des clients actuellement en counselling</i>	176
<i>Quelle est la capacité de répondre aux besoins futurs?</i>	178
<i>Options offertes aux clients actuellement en counselling</i>	182
<i>Considérations d'ordre administratif et financier liées à la transition relative aux services de counselling</i>	184
Recommandations	186
Soutien transitoire supplémentaire à Cornwall	187
<i>Le counselling n'est pas une panacée</i>	187
<i>Soutien transitoire supplémentaire</i>	188
Recommandations	190
Capacité d'offrir du counselling dans le cadre de futures enquêtes publiques	191
<i>Points à considérer pour les futures enquêtes publiques</i>	191
Recommandations	192

Annexe 1. Principaux documents de communication sur les services de counselling 193

8 Soutien aux témoins 207

Soutien aux témoins à l'Enquête publique sur Cornwall 207

Points à considérer pour l'avenir 210

Recommandations 211

Annexe 1 : Questions les plus courantes au sujet des services de soutien aux témoins dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall et leurs réponses 212

9 Remplir un mandat particulier 215

Orienté par des principes 215

Résumé des recommandations de la phase 2 216

Annexe A : Résumé des travaux de recherche commandés par la Commission d'enquête publique sur Cornwall 231

Recherche de la phase 1 231

Recherche de la phase 2 menée par des parties 232

Projets de recherche de la phase 2 233

Projets de recherche active 234

Annexe B : Événements entourant l'Enquête publique sur Cornwall 238

Ateliers de recherche 238

Tables rondes 239

Formation professionnelle 240

Réunions communautaires 242

Introduction : Un mandat particulier

Notre défi

Les enquêtes publiques sont créées dans le but de répondre à la fois aux préoccupations et à l'intérêt du public à l'égard d'une série d'incidents ou de circonstances. Elles sont mises sur pied afin de mieux comprendre des affaires litigieuses qui sont survenues dans le passé et de cerner les outils de politique publique qui pourraient faire en sorte de régler les problèmes du passé. Les enquêtes conviennent particulièrement bien aux affaires qui demandent à la fois un examen approfondi et une réflexion sérieuse en matière de politiques. À l'instar de nombreuses autres enquêtes publiques, l'Enquête publique sur Cornwall avait pour mandat de formuler des conclusions sur le passé et des recommandations pour l'avenir. Pour la Commission d'enquête publique sur Cornwall, il s'agissait notamment de faire rapport sur la réaction du système judiciaire et d'autres institutions publiques aux allégations de mauvais traitements du passé¹ dans la région de Cornwall. L'aspect de son mandat axé sur l'avenir consistait en outre à formuler des recommandations « visant l'amélioration accrue de l'intervention dans des circonstances similaires ». À mon avis, l'établissement de recommandations axées sur l'avenir nécessite l'analyse des considérations relatives aux politiques gouvernementales. La responsabilité de la majeure partie de ce travail lié aux politiques a incombé aux personnes qui ont collaboré à la phase 2². Les activités qui se sont déroulées durant cette phase, comme les ateliers d'experts et les travaux de recherche, ont fait progresser le débat nécessaire à

1. Ce mandat est abordé en détail dans mon rapport de la phase 1.

2. Le travail du volet 2 ou du volet II, comme on l'appelle dans les Règles de procédure de l'Enquête publique sur Cornwall, est devenu la « phase 2 ». Pour des raisons d'uniformité, le terme « phase 2 » a été utilisé tout au long de mon rapport et les références au volet 2 ou au volet II devraient être considérées comme des références à la « phase 2 ».

l'évaluation des programmes ou des démarches législatives ou opérationnelles éventuels pour l'avenir. Les recommandations résultant de la phase 2 se rapportent peut-être à Cornwall, mais leurs répercussions ont une bien plus grande portée.

Cependant, en plus du mandat qui est confié à de nombreuses autres enquêtes publiques, le décret³ établissant la Commission d'enquête publique sur Cornwall a créé à la section 3 un mandat particulier pour une enquête publique en Ontario. Il m'enjoignait de « faire enquête et rapport sur les processus, les services ou les programmes susceptibles de favoriser la guérison et la réconciliation communautaires à Cornwall ».

Bien que l'accent ait été mis sur les événements qui sont survenus à Cornwall et dans les environs, personne ne croit que les mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à des enfants et à des adolescents ne se produisent pas ailleurs⁴. De nombreux adultes ne vivant pas à Cornwall ont eux aussi été victimes de mauvais traitements pendant leur enfance ou leur adolescence. Certaines de ces personnes ont surmonté ces mauvais traitements, mais un grand nombre d'entre elles n'ont pas réussi. Il est évident que la guérison personnelle est une aspiration qui transcende la collectivité de Cornwall. Il apparaît également évident que de nombreuses autres collectivités ont subi les conséquences et les coûts de l'exploitation et des mauvais traitements d'ordre sexuel à l'endroit d'enfants et d'adolescents⁵. Les mauvais traitements touchent l'ensemble de la société ainsi que les institutions par l'entremise desquelles la société fonctionne et exprime ses valeurs collectives et sa volonté d'agir au nom de ses membres vulnérables.

Le mandat qui porte particulièrement sur la guérison et la réconciliation met explicitement l'accent sur Cornwall et les comtés environnants – sur ce qui doit être fait pour favoriser la guérison et la réconciliation dans cette région – et s'applique de façon implicite aux autres collectivités et aux circonstances semblables. Puisque le besoin de guérison s'étend au-delà de Cornwall, les solutions d'avenir dans cette collectivité peuvent être prises en compte dans d'autres régions.

Par conséquent, mon rapport de la phase 2 englobe des démarches à la fois locales et provinciales à l'égard de la guérison et de la réconciliation. Dans la

3. Décret 558/2005 du 14 avril 2005. Ce décret a été affiché sur le site Web de la Commission d'enquête publique sur Cornwall.

4. Pour obtenir un exposé complet sur la prévalence des mauvais traitements, voir le résumé des témoignages d'experts dans le volume 1 du présent rapport.

5. Bowlus, Audra, Katherine McKenna, Tanis Day et David Wright, *Coûts et conséquences économiques des sévices infligés aux enfants au Canada, Rapport à la Commission du droit du Canada*, mars 2003. Ce rapport examine les coûts pour la société canadienne associés aux mauvais traitements infligés aux enfants pour une année représentative – 1998 – estimant ces coûts à plus de 15 milliards de dollars.

mesure où les expériences vécues à Cornwall et l'engagement envers la guérison et la réconciliation au sein d'une collectivité peuvent aider, reconforter et inspirer les autres, ce sera effectivement une guérison pour la population de Cornwall. Nous pouvons laisser un puissant héritage en abordant un passé difficile, en établissant des changements constructifs, et en nous engageant à les mettre en œuvre et en menant par l'exemple. Je confie cet héritage aux habitants de Cornwall et à ceux de Stormont, Dundas et Glengarry, de même qu'au gouvernement de l'Ontario.

Nos principes

Il était également évident à mes yeux qu'en abordant ce mandat particulier, il fallait adopter diverses démarches afin de faire participer le plus de personnes possible à la phase 2. Il fallait faire preuve de sensibilité à l'égard des différents besoins. Par exemple, les survivants de mauvais traitements peuvent être rendus à différentes étapes de la guérison, certains d'entre eux étant prêts à rencontrer ouvertement les institutions ou à fournir du soutien aux autres survivants, tandis que d'autres ont besoin de protéger leur vie privée ou d'accroître leur sentiment de sécurité personnelle avant de rencontrer d'autres personnes. Cette réalité dicterait l'utilisation d'une multiplicité de mesures durant la phase 2, notamment des services d'approche vers les survivants et les membres de la collectivité de Cornwall. En recherchant divers moyens de participation, des séminaires professionnels aux réunions de quartier, nous avons respecté certains principes et en avons élaboré d'autres au fil du temps. Ces principes constituent la base des processus d'analyse et d'élaboration de politiques contenus dans le présent rapport et de mes recommandations relatives à la phase 2. Voici les principaux principes.

Participation des survivants

Il est essentiel de faire participer les personnes victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel pendant l'enfance aux discussions visant à définir des démarches pour l'avenir. Elles doivent être entendues par souci de décence et de dignité fondamentales, mais également pour une raison pratique, à savoir que les solutions, quelle que soit leur bonne intention, peuvent ne pas fonctionner si elles ne sont pas soumises à l'expérience des personnes qui ont subi des mauvais traitements. Le fait d'inclure les victimes de mauvais traitements dans le processus d'élaboration de changements pour l'avenir s'avère thérapeutique pour elles. J'ai entendu de nombreuses personnes affirmer qu'elles désirent « donner à leur tour », travailler à mieux servir une génération plus jeune, de sorte que leur propre expérience douloureuse puisse empêcher les mauvais traitements dans

l'avenir. Un grand nombre de survivants sont prêts à marcher aux côtés des personnes qui en sont encore au stade de la guérison et à chercher des démarches pour l'avenir qui viennent appuyer ce travail.

Intervention auprès des garçons et des hommes

Je reconnais que l'histoire des mauvais traitements infligés aux garçons et aux adolescents et la souffrance des adultes survivants durent depuis longtemps, mais notre sensibilisation et nos interventions en tant que société accusent un certain retard par rapport à cette réalité. Les besoins des garçons et des adolescents sont au centre des recommandations de la phase 2. La compréhension du contexte social à l'égard des hommes et des garçons et de la façon dont il peut faire obstacle à la recherche et à l'obtention de l'aide nécessaire en cas de mauvais traitements sexuels nécessite un examen bien ciblé. Le fait de voir le « garçon dans l'homme » a éclairé les travaux de la phase 2 et j'espère qu'il éclairera notre vision de l'avenir à Cornwall et dans l'ensemble de la province.

Durabilité

En examinant les démarches possibles dans mon rapport, j'ai cherché des façons d'assurer la pérennité du changement et des mécanismes de soutien dans les années à venir. Il est préférable de faire moins de choses, mais de bien les faire et de les intégrer à long terme, que d'entreprendre de nombreuses choses, mais de n'en terminer aucune et ainsi ruiner l'espoir d'un vrai changement. Mon rapport se penche sur l'établissement de priorités et sur la façon dont nous pouvons mettre en place les mécanismes nécessaires pour alimenter le momentum, maintenir l'engagement et assurer la responsabilisation.

Partenariat

Je suis persuadé que, même si certaines initiatives peuvent être menées à bien par un champion, on peut, de façon générale, mieux répondre aux besoins des collectivités en agissant en collaboration. Dans mon rapport, j'ai favorisé des démarches qui peuvent réunir des compétences, des points de vue et des renseignements différents et qui peuvent réduire les obstacles entre les organismes.

Pragmatisme

Tout au long de la phase 2, la question a toujours été de savoir « Qu'est-ce qui fonctionne? » et « Qu'est-ce qui va fonctionner? » Bien que la phase 2 ait augmenté les connaissances du public et du monde universitaire, ce ne fut pas une phase théorique, mais bien pratique. Les recommandations de la phase 2

sont conçues pour être pragmatiques et tenir compte de la faisabilité, des coûts, du calendrier d'exécution, de l'orientation et des mesures de reddition de comptes et de responsabilisation liés à la mise en œuvre. Le pragmatisme, c'est peut-être aussi cerner les problèmes existants avec impartialité et mettre au défi les personnes qui disent : « Nous l'avons toujours fait de cette façon. »

Formation et sensibilisation

La sensibilisation du public et des professionnels et la connaissance du public constituent en fait un pouvoir. Le fait d'en savoir davantage sur la prévention des mauvais traitements d'ordre sexuel à l'endroit des enfants peut favoriser la prévention. La sensibilisation aux symptômes et aux signes de mauvais traitements peut mener à une détection et à une intervention plus précoces. La connaissance des mesures adaptées d'intervention peut entraîner une intervention plus efficace pour l'enfant ou l'adolescent et sa famille, de même que pour le système judiciaire et la société en général.

Le fait de savoir comment aider les personnes qui ont subi des mauvais traitements dans le passé peut faire en sorte qu'une aide mieux adaptée soit fournie plus rapidement, au profit de la personne, de sa famille et, dans de nombreux cas, de son employeur, du système judiciaire et de l'ensemble de la société. L'acquisition de connaissances n'est jamais terminée pour les professionnels, les parents ou le public; c'est un processus continu. Une bonne formation et des initiatives de sensibilisation efficaces doivent également s'appuyer sur des travaux de recherche continus. J'ai donc favorisé des solutions qui soutiennent la formation professionnelle, l'éducation, la recherche et la sensibilisation du public dans le but de donner à chacun de nous le pouvoir de protéger nos enfants et d'habiliter ces derniers à demander et à obtenir l'aide dont ils ont besoin.

Nos processus

Ce que nous avons fait à la phase 2

La phase 2 de cette enquête s'est déroulée en même temps que la phase 1, ce qui a apporté plusieurs avantages, dont une plus grande efficacité, la promotion du partage de l'information et la prestation de services visant à apporter une aide directe aux personnes touchées par cette enquête pendant son déroulement. À la phase 2, nous avons cherché à encourager le dialogue et à travailler à l'établissement des relations et de la capacité qui pourraient constituer le fondement de démarches durables en matière de guérison et de réconciliation. Je voulais m'assurer que mes recommandations se rapportant à la collectivité de Cornwall ¹ posaient sur des bases communautaires.

J'ai décidé que la phase 2 devait se dérouler en même temps que la phase 1 et non après les auditions de témoins prévues durant cette phase. En plus des avantages pratiques mentionnés, on a constaté chez les survivants, les membres de leur famille, les parties à la présente enquête et le public le désir d'entreprendre le processus de guérison et de réconciliation. Je crois que cela était en partie motivé par la reconnaissance du fait que la guérison et la réconciliation constituent un effort à long terme et que le travail ne se limiterait à aucun calendrier particulier.

La phase 2 comportait plusieurs éléments qui se chevauchaient de façon manifeste. Ces éléments n'ont pas été mis en œuvre de façon indépendante; ils étaient plutôt interdépendants, chacun éclairant les autres et travaillant avec eux. Cependant, un aperçu de haut niveau des travaux entrepris dans le cadre de la phase 2 s'avère utile si l'on veut en comprendre la portée. La phase 2 comprend les éléments suivants :

- soutien aux témoins;
- counselling;
- témoignages officiels;
- recherche et ateliers liés à cette recherche;
- possibilités d'éducation et de formation;
- services d'approche par le comité consultatif;
- assemblées publiques locales et tables rondes sur les politiques.

L'annexe A renferme une liste complète des travaux de recherche et l'annexe B, une liste complète des événements liés à la phase 2.

De plus, à la phase 2, j'ai demandé et reçu des observations écrites de la part du public ainsi que des observations orales et écrites de la part des parties ayant qualité pour agir dans la phase 2. J'ai également reçu des recommandations sur la phase 2 de la part des personnes qui ont témoigné à la phase 1 et de celles qui ont fourni des témoignages officiels. Toutes ces observations et recommandations ont été examinées avec soin et en profondeur lors de la rédaction de mon rapport de la phase 2.

Qualité pour agir et financement dans le cadre de la phase 2

Le critère relatif à la qualité pour agir à l'égard de la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall est énoncé à l'article 54 de nos Règles de procédure⁶ :

6. Règles de procédure de l'Enquête publique sur Cornwall, modifiées et refondues, le 29 septembre 2006. Ces règles et les modifications apportées ont été affichées sur le site Web de la Commission d'enquête publique sur Cornwall.

54. Le commissaire peut accorder qualité pour agir dans le cadre du Volet II à des personnes ou à des groupes s'il est convaincu que ceux-ci :

- (a) sont suffisamment touchés par le Volet II de l'enquête;
- (b) représentent des intérêts et des points de vue clairement vérifiables qui sont essentiels à l'exécution de son mandat dans le cadre du Volet II et qui, selon lui, devraient être représentés séparément à l'enquête. Afin d'éviter toute redondance, des groupes ayant des intérêts semblables sont encouragés à demander qualité pour agir à titre conjoint.

La plupart des parties se sont vu accorder la qualité pour agir dans le cadre de la phase 2 le 17 novembre 2005⁷. Par la suite, deux parties se sont vu accorder le droit de participer à part entière à la phase 2 : l'Upper Canada District School Board (le 30 juin 2006)⁸ et le Catholic District School Board of Eastern Ontario (le 3 octobre 2006)⁹. Le 12 septembre 2007, la Coalition for Action a obtenu un droit de participer à part entière, limité aux questions qui concernent directement ses intérêts¹⁰. Les parties qui ont reçu la qualité pour agir en vertu de ma décision initiale rendue en 2005 sont les suivantes :

- la Commission des services policiers de Cornwall (Cornwall Police Services Board) et les Services communautaires de la police de Cornwall (droit de participer à part entière);
- la Police provinciale de l'Ontario, la commissaire Gwen Boniface et les agents commissionnés de la Police provinciale de l'Ontario (droit de participer à part entière);
- l'Association de la Police provinciale de l'Ontario (droit de participer à part entière);
- le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels de l'Ontario et sa Division des services correctionnels communautaires pour adultes (droit de participer à part entière);

7. Décision du commissaire en matière de qualité pour agir et de financement, 17 novembre 2005.

Cette décision a été affichée sur le site Web de la Commission d'enquête publique sur Cornwall.

8. Décision du commissaire relative à la demande de qualité pour agir soumise par l'Upper Canada District School Board, 30 juin 2006. Cette décision a été affichée sur le site Web de la Commission d'enquête publique sur Cornwall.

9. Décision du commissaire relative à la demande de qualité pour agir soumise par le Catholic District School Board of Eastern Ontario, 24 octobre 2006. Cette décision a été affichée sur le site Web de la Commission d'enquête publique sur Cornwall.

10. Décision du commissaire relative à la demande de Carson Chisholm et de la Coalition for Action en vue d'obtenir la qualité pour agir et l'aide financière, 12 septembre 2007. Cette décision a été affichée sur le site Web de la Commission d'enquête publique sur Cornwall.

- le procureur général de l'Ontario (droit de participer à part entière);
- la Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas & Glengarry (droit de participer à part entière);
- le Citizens for Community Renewal (droit de participer à part entière);
- le Groupe des victimes (droit de participer à part entière);
- le diocèse d'Alexandria-Cornwall et l'évêque Eugène LaRocque (droit de participer à part entière);
- la Succession de Ken Seguin et M. Doug Seguin (droit de participer à part entière, limité aux questions qui concernent directement ses intérêts et ceux de sa famille);
- le père Charles MacDonald (droit de participer à part entière, limité aux questions qui concernent directement ses intérêts);
- M. Jacques Leduc (droit de participer à part entière, limité aux questions qui concernent directement ses intérêts);
- Le Projet pour hommes (droit de participer à part entière).

Les personnes recevant la qualité pour agir dans le cadre de la phase 2 ont eu le droit de faire une demande de financement de projet et de participation, ce qui comprenait la capacité de demander des fonds pour la recherche et certains projets.

Le processus dans lequel je me suis engagé à l'égard de la recherche ou de projets particuliers demandait aux parties de soumettre des propositions décrivant leurs projets, accompagnées d'une demande de financement détaillée. Les propositions devaient se rapporter au travail de guérison et de réconciliation et satisfaire aux critères définis pour l'ensemble des travaux de recherche de la phase 2. Les propositions ont été examinées par mon comité consultatif, puis j'ai passé en revue les propositions et les conseils de ce dernier. J'ai ensuite fait part au procureur général de mes recommandations à l'égard du financement, qu'il a acceptées.

Les quatre projets qui ont fait l'objet de recherches menées par des parties dans le cadre de la phase 2 ont été confiés au Projet pour hommes. Ils figurent à l'annexe A avec les autres recherches entreprises dans le cadre de l'enquête. Je les remercie pour leur contribution aux travaux de la phase 2. J'aimerais faire remarquer que l'un des documents de recherche – Un ombudsman pour les survivants de violence sexuelle – a également fait l'objet d'un atelier sur les politiques gouvernementales en février 2008.

Les documents écrits qui ont été soumis à la présente Commission d'enquête par Le Projet pour hommes en tant que recherches menées par des parties ont été affichés sur notre site Web et on peut en prendre connaissance sur le CD qui accompagne le présent rapport. Je recommande aux personnes qui s'intéressent tant au point de vue pratique qu'à celui des politiques portant sur plusieurs domaines intéressants se rapportant à la présente Enquête de lire ces documents.

Comité consultatif de la phase 2

En juillet 2006, j'ai mis en place un comité consultatif pour m'aider dans le travail de guérison et de réconciliation, superviser les travaux de recherche de la phase 2 de cette enquête, fournir des conseils et du soutien continu et faciliter les activités communautaires de consultation et d'approche. Les membres du comité n'avaient pas à formuler de recommandations, mais devaient plutôt me faire profiter de leur analyse, de leur sagesse et de leur expérience, y compris leur expérience au sein de la collectivité durant leur mandat. Il incombait également à ce comité consultatif de recevoir des témoignages officiels.

J'aimerais remercier les membres du comité consultatif pour leurs conseils et leur aide inestimables et souligner leur engagement très personnel à l'égard des travaux de la phase 2 – leur volonté de participer avec tout leur cœur et leur esprit aux exigences intellectuelles, aux défis d'un nouvel effort et aux possibilités de guérison pour les personnes et la collectivité. Voici les membres de mon comité consultatif :

Michael Church (Freelton)

Mike est un bénévole actif, dévoué au service des hommes qui ont été victimes de violence sexuelle. Il en a lui-même été victime lorsqu'il était adolescent, mais n'a pu obtenir l'aide qu'il souhaite à chaque homme qu'à l'âge de 56 ans. Il s'est employé à soutenir ses pairs en tant que mentor et à parler de l'incidence de la violence sexuelle à des réunions d'agents de police, de personnel hospitalier, d'écoles et de clubs philanthropiques. Il a été conférencier invité ou participant dans le cadre d'ateliers ou de conférences réunissant des hommes survivants. Il a milité en faveur de réformes au nom de ceux qui ont été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence. Il a constaté que les activités de sensibilisation aidaient les professionnels à reconnaître les symptômes de mauvais traitements chez les enfants et les survivants en leur montrant qu'ils n'étaient pas seuls. Mike a pris sa retraite en décembre 2005, après plus de 40 ans de travail à responsabilités progressives dans une grande banque canadienne et au gouvernement de l'Ontario. Il est fier d'annoncer qu'il vient de célébrer son 42^e anniversaire de mariage.

Jan Handy (Toronto)

Jan est directrice principale de la planification stratégique et des programmes de The Gatehouse^{md}, un centre de soutien et d'enquête sur les mauvais traitements à l'endroit des enfants. The Gatehouse^{md} est un centre d'intervention bénévole, géré de façon indépendante au sein de la collectivité, unique en son genre, qui accueille les personnes dont la vie

a été directement touchée par des mauvais traitements faits aux enfants. En tant que professionnelle spécialisée dans les besoins des survivants de violence sexuelle à l'endroit des enfants, elle a suivi une formation dans le domaine de l'éducation des adultes et le développement communautaire. Ayant elle-même subi les conséquences de mauvais traitements, elle est bien placée pour intervenir en cas de problèmes dans ce domaine. Auteure principale d'*Enhancing Resilience in Adults*, Jan a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du programme de formation The Gatehouse Adult Support Network^{mc}, un vaste réseau d'information et de soutien communautaire destiné aux adultes qui ont été victimes de mauvais traitements pendant leur enfance. Elle détient une maîtrise en théologie et éducation. Elle a également rempli les fonctions de formatrice en perfectionnement professionnel pour plusieurs organismes, dont l'Église anglicane du Canada et les sociétés d'aide à l'enfance, ainsi qu'auprès d'éducateurs de la petite enfance. Membre d'une famille de sept enfants, Jan est une artiste accomplie. Elle partage maintenant sa vie avec son partenaire et ses animaux de compagnie.

Ben Hoffman (Eganville)

Ben est un expert des domaines de la négociation, de la médiation et du rétablissement de la paix. Il a obtenu un baccalauréat et une maîtrise en psychologie de l'Université Wilfrid Laurier, une maîtrise en relations internationales de l'Université Tufts et un doctorat de l'Université de York au Royaume-Uni. Il s'est également spécialisé dans le rétablissement de la paix internationale, dans le cadre du programme de négociations de la Harvard Law School. Ben a commencé à s'intéresser à la médiation dans les services correctionnels du Nord de l'Ontario. Au cours des 30 dernières années, il a démontré un intérêt profond pour les sujets de la guérison et de la justice restauratrice dans divers milieux nationaux et internationaux. Il a joué un rôle central dans la création d'une ligne d'urgence et d'un modèle de réconciliation entre hommes qui ont été victimes de mauvais traitements sexuels et physiques pendant leur enfance dans les écoles St. Joseph's School et St. John's Training School. Il a consigné les histoires de ceux qui ont été touchés par les mauvais traitements dans un livre intitulé *The Search for Healing, Reconciliation and the Promise of Prevention*. À l'heure actuelle, Ben milite en faveur de la prévention de la violence et de la

réconciliation en Colombie-Britannique, en Guinée-Bissau, en Afrique occidentale et au Sri Lanka. De 2000 à 2003, il a été directeur du programme de règlement des conflits au Carter Center, en qualité de représentant de l'ex-président Jimmy Carter. À ce poste, il s'est efforcé de mettre un terme à la guerre qui sévit depuis 19 ans au Soudan et à instaurer la réconciliation dans le Nord de l'Ouganda. Ben est appelé à offrir des services de médiation et des conseils en matière de rétablissement de la paix et à prononcer des discours devant un vaste éventail de clients dans le monde entier.

Peter Jaffe (London)

Peter est professeur à la faculté d'éducation de l'Université Western Ontario. Psychologue clinique, il possède une riche expérience du travail auprès des survivants de violence sexuelle. Il a enseigné et fait des recherches dans ce domaine, il possède de solides antécédents en matière de recherche et d'enseignement et il est un conférencier accompli. Peter a également servi sa collectivité en siégeant au Thames Valley District School Board au poste de conseiller scolaire et il a agi à titre de président du conseil à deux reprises. Il a grandi à Montréal, mais il vit maintenant à London. Il est marié et père de quatre garçons.

Gail Kaneb (Cornwall)

Gail est une femme d'affaires et une conseillère agréée Shadow Work^{md}. Elle travaille en grande partie avec la Young Presidents Organization et plusieurs organismes philanthropiques, certains d'entre eux se concentrant principalement sur l'aide apportée aux pays en développement. Elle aide les gens et les organismes à atteindre leur plein potentiel en les amenant à aborder des domaines à l'égard desquels ils pourraient faire un blocage. En tant que présidente de Breakthrough Strategies, Gail partage les stratégies de leadership, de communication et de gestion des conflits qu'elle utilise pour ses propres affaires ainsi que dans sa vie privée de femme et de mère de trois enfants. Elle a fondé de nombreux conseils de quartier et y a siégé. Elle et son mari Tom ont coprésidé la campagne de levée de fonds « Our Hospital, Our Future » et reçu des diplômes honorifiques du Collège Saint-Laurent en reconnaissance de leur travail au sein de la collectivité de Cornwall. Ils ont été nommés citoyens de l'année à Cornwall en février 2009.

Philip Murray (Ottawa)

Phil a été commissaire de la GRC de 1994 à 2000. Il a pris sa retraite en septembre 2000. Il détient un baccalauréat en administration des affaires et un certificat en administration du personnel de l'Université de Regina (Saskatchewan). Diplômé du programme d'études policières avancées du Collège canadien de police, il possède aussi un diplôme du FBI National Executive Institute des États-Unis. Phil a travaillé à la GRC pendant 38 ans, occupant divers postes opérationnels et de gestion à responsabilités diverses, grimpant les échelons, passant d'agent de police au poste le plus élevé de commissaire de la GRC. À titre de commissaire, Phil s'est fait le champion de la justice réparatrice, des modes de règlement extrajudiciaire des différends et de la médiation, qu'il considère comme étant des concepts importants du système judiciaire et de la réponse de la GRC aux problèmes communautaires. Depuis son départ à la retraite, il a siégé au comité consultatif de recherche de la Commission d'enquête sur Ipperwash. Il est également président du conseil d'administration de l'Hôpital d'Ottawa, membre du conseil de Garda World Security, membre du conseil du Centre Pearson pour le maintien de la paix et membre honoraire du Centre du patrimoine de la GRC.

Le père John Allan Loftus, de Boston, faisait partie initialement du comité consultatif, mais il a dû s'en retirer pour des raisons de santé. Psychologue et professeur, le père Loftus a enseigné et pratiqué en Ontario et aux États-Unis.

Personnes ayant collaboré à la phase 2 de cette enquête

Colleen Parrish, directrice des politiques et présidente du comité consultatif, a dirigé l'équipe qui a collaboré à la phase 2 de cette enquête. Son coordonnateur du counselling et du soutien aux témoins était Patrick Lechasseur. Les personnes suivantes étaient chargées de l'administration financière de ces programmes : Lori Loseth et Lori Beaudette, adjointes administratives, et Lise Kosloski, chef des finances et de l'administration. La liaison entre l'analyse des politiques, la recherche et le comité consultatif a été assurée par Angela Long, analyste des politiques. Lori Loseth était chargée de la coordination des événements et de nombreuses autres activités de soutien et de création de documents. Anna DeVuono, chef des finances et des opérations, et Djordje Sredojevic étaient responsables de la gestion du site Web. Tous les membres de l'équipe ont assumé des responsabilités dans divers domaines, se sont soutenus les uns les autres et ont travaillé en équipe pour s'acquitter de leurs responsabilités.

Les personnes qui ont participé aux travaux de la phase 2 m'ont indiqué qu'elles ont trouvé ce travail très utile, notamment pour ce qui est d'apporter de l'aide et du soutien aux personnes touchées par l'Enquête publique sur Cornwall.

Renseignements du site Web de la phase 2

La partie du site Web de cette enquête consacrée à la phase 2 contenait des renseignements complets sur la formation, les ateliers et les possibilités de rencontre publique. Elle renfermait également des renseignements à l'égard de l'accès aux services de counselling, au soutien aux témoins et aux témoignages officiels. Les documents de recherche ont été mis à la disposition du public, tout comme les comptes rendus des ateliers où l'on a discuté de ces documents. Les présentations disponibles ont également été affichées. Les procès-verbaux des événements publics ont été affichés en ligne de sorte que les personnes qui n'y ont pas assisté puissent se tenir au courant. Mes énoncés de mise à jour réguliers ont été affichés sur notre site Web. L'objectif de transparence complète à l'égard du public a été atteint grâce à l'information détaillée qui a été fournie et tenue à jour sur le site Web de la présente Commission.

La base d'information fournie sur le site Web a soutenu le dialogue communautaire et professionnel qui était important pour la réconciliation communautaire et l'élaboration de politiques gouvernementales. Il a permis aux personnes de l'extérieur de Cornwall qui s'intéressaient aux idées et aux questions faisant l'objet des discussions de se tenir informées et de participer.

Les renseignements contenus dans le site Web de la phase 2 représentent non seulement un corpus de recherches d'intérêt pour le public, les décideurs, les chercheurs et les médias, mais aussi un support pour le dialogue nécessaire à la réconciliation communautaire et à la modification des politiques gouvernementales. Pour faciliter ce rôle continu, le site Web de la Commission d'enquête publique sur Cornwall (www.cornwallinquiry.ca) demeurera actif pendant une certaine période après la fin de cette enquête. Par la suite, le ministère du Procureur général fournira l'accès au rapport de la présente Commission par le biais de son site Web.

Ce que contient le rapport de la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall

Organisation du rapport de la phase 2

Le rapport de la phase 2 commence par la collectivité de Cornwall. Il se penche sur les perspectives de guérison et de réconciliation et donne les détails d'un plan interrelié de changement durable qui s'étend sur une période de cinq ans.

Ce rapport va également au-delà de la collectivité de Cornwall pour aborder la formation professionnelle et la sensibilisation du public. Il examine les changements politiques et législatifs qui pourraient avoir des répercussions à l'échelle de la province et tient compte des programmes et des services qui sont offerts dans l'ensemble de la province. Ce domaine comprend un examen des questions de politique et de programme qui ont été soulevées dans les ateliers et les documents de recherche. Des chapitres séparés portent sur le soutien aux témoins et le counselling, qui sont des programmes innovateurs de l'Enquête publique sur Cornwall. Le chapitre qui traite du counselling aborde mes recommandations à l'égard de la transition en ce qui a trait aux personnes autorisées à recevoir ces services par l'intermédiaire de la Commission de l'enquête publique sur Cornwall.

Le rapport conclut par un résumé de mes recommandations de la phase 2 et des annexes énumérant tous les documents de recherche ainsi que les événements entourant la phase 2.

Les témoignages officiels sont présentés dans un volume distinct de mon rapport.

Références utilisées dans le rapport de la phase 2

Documents de recherche commandés par la présente Commission

Une liste de tous les documents de recherche commandés par la présente Commission est fournie à l'annexe A. Ces documents ont été rendus accessibles sur le site Web de cette Enquête, dans la section portant sur la phase 2. On peut également les consulter sur le cédérom qui accompagne le présent rapport. On fait référence à ces documents comme les « documents de recherche de l'Enquête » dans le rapport de la phase 2.

Projets menés par des parties dans le cadre de la phase 2

L'annexe A renferme également une liste des projets entrepris ou des documents préparés par des parties à la présente enquête dans le cadre de la phase 2. Tous les documents ont été affichés sur le site Web et se trouvent en outre sur le cédérom qui a été créé afin d'inclure tous les rapports de l'Enquête publique sur Cornwall et les rapports de recherche. On fait référence à ces documents comme les « documents de recherche des parties » dans le rapport de la phase 2.

Événements entourant la phase 2

On retrouve à l'annexe B une liste des réunions, des ateliers, des assemblées publiques locales, des initiatives d'approche et des événements de formation

et de sensibilisation de la phase 2. Les procès-verbaux et les dossiers de présentation de nombreuses réunions et de nombreux événements ont été affichés sur le site Web de la présente Commission. Ces activités seront appelées « événements entourant la phase 2 ».

Observations des parties dans le cadre de la phase 2

Les observations finales écrites des parties relativement à la phase 2 ont été mises à la disposition du public sur le site Web de la présente Commission. On les appelle « observations des parties dans le cadre de la phase 2 ».

Observations du public sur la phase 2

Les observations relatives à la phase 2 provenant des personnes autres que les parties sont appelées « observations du public dans le cadre de la phase 2 ». Elles ont été mises à disposition pour consultation aux bureaux de la Commission d'enquête publique sur Cornwall et ont été remises à toutes les parties.

Témoignages officiels

Les résumés des comptes rendus non probants des histoires et des points de vue personnels reçus par les membres du comité consultatif dans le cadre de la phase 2 sont présentés dans le volume 3 du rapport de la Commission d'enquête publique sur Cornwall. Ces résumés sont appelés « témoignages officiels ».



Perspectives de guérison et de réconciliation

En quoi consistent la guérison et la réconciliation communautaires?

Dès qu'il fut mis sur pied en juillet 2006, le comité consultatif a cherché à communiquer avec la collectivité de Cornwall. De nombreuses réunions avec des groupes de toutes tailles ont fourni l'occasion de comprendre le point de vue de la collectivité sur la tâche que le gouvernement de l'Ontario a définie à l'égard de la phase 2 de la présente enquête¹. Lorsque ce travail a commencé, deux questions revenaient sans cesse : « Selon vous, à quoi ressembleraient la guérison et la réconciliation communautaires? » et « Que faudrait-il pour favoriser la guérison et la réconciliation communautaires à Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry? »

En ce qui concerne la guérison, un grand nombre de gens ont dit qu'à leur avis, la guérison était quelque chose de personnel, et non pas une expérience qu'une collectivité peut vivre. Une personne pourrait guérir à la suite de counselling ou d'une thérapie de groupe ou après avoir pris part à un mentorat. Elle pourrait guérir à la suite de rencontres individuelles avec les représentants des institutions si des excuses lui étaient transmises ou tout au moins si on exprimait de l'empathie envers elle en ce qui concerne les événements survenus dans le passé ou du regret pour une certaine conduite. Une personne survivante pourrait guérir si ses souffrances antérieures et ses réalisations personnelles étaient validées et reconnues. Une personne pourrait guérir si on lui donnait l'occasion de raconter son expérience de vie difficile, dans un contexte privé, avec un groupe d'auditeurs compatissants. Les professionnels pourraient guérir si on leur donnait la formation

1. Voir l'annexe B pour obtenir une liste des réunions communautaires; des sommaires de ce qui a été dit à chaque réunion ont été affichés sur notre site Web. Les idées traitées dans ce chapitre ont été mentionnées durant ces réunions.

et les outils leur permettant d'exceller dans les aspects difficiles de leur travail en ce qui concerne les mauvais traitements d'ordre sexuel ou si on les exonérait d'actes répréhensibles. Selon certaines personnes, le point culminant de la guérison individuelle pouvait faire partie de celle de la collectivité, soutenant que, si l'ensemble de la collectivité constatait que les personnes blessées dans le passé avaient pu guérir sur le plan personnel, cela pourrait avoir un effet de guérison sur l'ensemble de la collectivité.

D'autres situaient la guérison communautaire comme l'aboutissement de projets ou d'une infusion de ressources. Elles soutenaient que, si la collectivité se percevait comme ayant les ressources nécessaires pour mettre en œuvre des activités et prendre des mesures visant à soutenir une collectivité vibrante et compatissante, cela constituerait une guérison. Si Cornwall est perçue comme un lieu d'innovation et de leadership, cette nouvelle identité guérirait une collectivité qui a vécu la douleur de la notoriété. Dans la mesure où il y a un sentiment de dynamisme, de fierté et d'exaltation, qu'il y a des événements intéressants et inclusifs que l'on peut espérer, la collectivité s'en remettrait. De nombreuses personnes ont vu ce genre de guérison se manifester dans le renouveau communautaire – une explosion de projets et d'événements positifs qui renouent les liens de la coopération et de la bonne volonté.

Il y a un troisième sentiment de guérison communautaire, l'idée que le préjudice qui est à l'origine du besoin de guérison doit être déterminé, puisque des excuses publiques doivent être présentées. Dans cette vision de la guérison, les dirigeants communautaires et institutionnels reconnaîtraient auprès de la collectivité que toute lacune antérieure a non seulement blessé des êtres humains, mais aussi l'ensemble de la collectivité. Cette reconnaissance s'accompagnerait d'engagements de leur part d'apporter des changements ou de les soutenir au nom de la collectivité². Pour certains, cela engloberait des activités communautaires qui mettent l'accent à la fois sur l'aspect commémoratif et prospectif. D'autres ont recherché la création d'un lieu symbolique de souvenir et d'activités de reconnaissance. Les activités communautaires ont été décrites de différentes façons, allant d'une journée de sensibilisation ou de formation professionnelle à des activités plus joyeuses axées sur la jeunesse, telles qu'une journée de sensibilisation à laquelle on pourrait inviter les élèves et les étudiants à participer avec de la musique, des œuvres d'art, des nouvelles ou de la poésie s'inspirant d'un thème approprié. On a suggéré que ces créations estudiantines puissent être associées à l'art ou à la création littéraire de survivants adultes. Parmi les autres idées qui se sont dégagées, mentionnons une activité « portes ouvertes » pour

2. Voir, par exemple, les observations de la phase 2 de Citizens for Community Renewal, p. 2.

l'ensemble de la collectivité qui comprendrait des installations destinées à ceux et celles qui ont été victimes de violence afin d'accueillir et d'intégrer les survivants à la collectivité. Les idées créatives comprenaient une vente de garage à l'échelle de Cornwall, qui permettrait de faire don d'une partie des sommes recueillies aux organismes qui offrent des services aux adultes survivants et qui serait à la fois une activité plaisante et une façon de faire participer une plus grande partie de la population. Enfin, et surtout, certains ont suggéré que le souvenir de ceux et celles qui ont été victimes de violence devrait être intégré aux activités communautaires. Cela s'est produit lorsque le Jardin aquatique patrimonial de Walkerton a été inauguré à la suite de la tragédie survenue dans cette ville sur le plan de l'approvisionnement en eau, qui a mené à l'enquête publique sur Walkerton présidée par le commissaire Dennis R. O'Connor³.

La création de lieux commémoratifs symboliques a été suggérée comme autre moyen possible de contribuer à la guérison de la collectivité. Ces lieux ont été décrits différemment soit comme jardins ou installations communautaires, soit comme plage familiale ou terrain de basket-ball et encore comme monument permanent, qui serait cependant précieux pour l'ensemble de la collectivité⁴. Un monument commémoratif spécialement consacré aux survivants a également été proposé⁵, parallèlement à un jour du souvenir ou de reconnaissance ou à certaines des activités communautaires décrites précédemment.

La réconciliation a été décrite le plus souvent comme le rétablissement de relations positives. En ce qui a trait aux institutions, on faisait habituellement référence au rétablissement de la confiance en leur capacité d'agir dans le meilleur intérêt des clients et du public⁶. Certains observateurs ont perçu la réconciliation comme comportant également des interactions et une coopération plus poussées entre les institutions ou une meilleure collaboration entre les fournisseurs de services, démontrant une volonté de faire preuve de plus de souplesse afin de venir en aide à ceux et celles qui en ont besoin.

3. La gouverneure générale, Adrienne Clarkson, a inauguré le monument commémoratif le 16 juin 2001 devant une foule de 1 000 personnes, déclarant : « Nous vous voyons faire bon visage, surtout quand la peine et la douleur sont encore si proches et tellement répandues. Mais vous êtes déterminés à vous tourner vers l'avenir. Et cela nous inspire tous en tant que citoyens. » Archives numériques du réseau anglais de Radio-Canada.

4. Voir, par exemple, les idées énoncées dans le compte rendu de la réunion de quartier qui s'est tenue le 13 septembre 2007, p. 3.

5. Voir, par exemple, l'observation de la phase 2 du groupe des victimes, p. 8, et l'observation de la phase 2 de Citizens for Community Renewal, p. 5 et annexe D.

6. Voir, par exemple, les observations de la phase 2 de la Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas & Glengarry, p. 1.

Certains ont également décrit la réconciliation comme le fait de se réconcilier avec le passé. Une fois qu'un compte rendu du passé faisant autorité est exprimé clairement, a-t-on fait valoir, la discorde associée à la grande disparité des faits relatés dans la collectivité se dissiperait. Cela pourrait se traduire par une plus grande volonté de travailler ensemble sur le plan communautaire et par un meilleur consensus sur ce qui doit être fait pour l'avenir.

La réconciliation a également été perçue comme portant sur les progrès à venir. Selon cette vision, quels que soient les désaccords historiques ou actuels qui aient existé à propos de l'interprétation des événements passés, s'il y avait un consensus quant à ce qui doit être fait dans l'avenir, cela pourrait constituer un milieu de réconciliation. Puisque la collectivité travaillerait en collaboration à des projets, des activités et des processus, il serait possible de rétablir des relations affaiblies et d'en établir de nouvelles. Cette idée de projets inspirants et d'initiatives partagées est un point vers lequel les idées de guérison et de réconciliation convergeaient le plus souvent.

Ceux et celles qui percevaient la guérison comme un processus personnel et qui n'adoptaient pas l'idée de guérison communautaire voyaient tout de même la réconciliation comme un objectif indépendant qui s'appliquait à la collectivité dans son ensemble. Quels que soient les points de vue sur la guérison ou la réconciliation, elles étaient généralement considérées, dans un contexte communautaire, comme un processus, un périple et non pas une destination, un voyage qui a commencé, mais qui a encore beaucoup de chemin à parcourir.

Qu'est-ce qui a été fait pour favoriser un milieu de guérison et de réconciliation?

Le mandat de la présente Commission d'enquête

Lorsque le gouvernement de l'Ontario a créé cette Commission d'enquête, il lui a donné un mandat particulier, à savoir « faire rapport sur les processus, les services ou les programmes susceptibles de favoriser la guérison et la réconciliation communautaires⁷ ». Il s'agissait d'un objectif essentiel pour le travail de la phase 2. Lorsque nous avons entrepris ce mandat, mon comité consultatif et moi-même avons dû examiner de quelle manière nous pouvions évaluer pour les autres ce qui créerait un environnement favorisant la guérison et la réconciliation. Une façon manifeste consistait à demander à la collectivité d'élaborer sa propre définition de ce qui serait utile. D'entrée de jeu, il était clair que nous ne pouvions pas dresser immédiatement une liste formelle d'initiatives qui, une fois réunies,

7. Décret 558/2005 du 14 avril 2005. Ce décret a été affiché sur le site Web de l'Enquête publique sur Cornwall.

mèneraient aux résultats souhaités. Cela s'explique du fait que nous avions du travail à accomplir avant d'atteindre le stade où les personnes touchées étaient prêtes à dialoguer à propos d'un avenir collectif. Mon comité consultatif m'a signalé dès le début que bien des personnes et des organismes n'étaient pas encore à ce stade. Par exemple, certains survivants ont indiqué qu'ils ne pouvaient pas assister aux rencontres si des représentants de certaines institutions étaient présents; en même temps, certains représentants d'institutions ont indiqué qu'ils ne pouvaient rencontrer ceux et celles qu'ils percevaient comme ayant une position accusatoire à leur endroit. Afin de formuler des recommandations raisonnables et acceptables en matière de guérison et de réconciliation, nous avons dû en premier lieu favoriser un contexte qui permettait tout au moins de parler d'un avenir partagé.

Cette réalité nous imposait une démarche plus active à la phase 2 et nous amenait à reconnaître que des processus créatifs, sensibles et réitératifs pour aborder la réconciliation et la guérison communautaires faisaient partie intégrante de toute recommandation bien fondée. Comme je l'ai expliqué dans une déclaration que j'ai faite lors d'une assemblée publique locale qui s'est tenue le 2 mai 2007⁸ :

Dans le cadre de la réalisation de notre travail de la phase 2, nous pouvons « essayer » différentes idées et méthodes. Certaines peuvent s'avérer erronées, tandis que d'autres ne le sont peut-être pas immédiatement, mais peuvent le devenir au fil du temps. Certaines idées ne fonctionneront peut-être pas, mais il valait vraiment la peine d'en parler ou d'essayer. Voici où nous courons plus de risques – les uns avec les autres, avec des idées, avec le travail acharné qui consiste à obtenir un consensus et à respecter les différences.

Tout au long de la phase 2, nous avons fait des efforts pour favoriser un contexte réceptif à la discussion, de sorte que les meilleures démarches de guérison et de réconciliation, qui ont émergé de la collectivité, obtiennent un appui et puissent être mises en œuvre de façon pratique. Nos processus ont été conçus de manière à veiller à ce que les recommandations d'initiatives précises pour Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry ne soient pas des concepts théoriques importés d'ailleurs, mais des solutions « faites à Cornwall » avec des champions issus de « Cornwall ». Voilà pourquoi une bonne partie du travail de mon comité consultatif a consisté à prendre contact avec les différentes parties de la collectivité – afin de trouver et d'appuyer ces solutions et ces champions.

8. Déclaration du commissaire G. Normand Claude du 2 mai 2007.

Travailler pour la guérison et la réconciliation communautaires

Afin de favoriser un contexte où les gens pourraient se réunir pour définir des initiatives de guérison et de réconciliation communautaires, nous nous sommes engagés dans un processus d'amorce d'un dialogue communautaire nécessaire. À cet égard, le comité consultatif et moi-même avons eu la chance de bénéficier des conseils de Ben Hoffman, artisan international chevronné de la paix et membre de mon comité consultatif.

Les membres du comité consultatif ont commencé par tenir une série de réunions à participation restreinte dans la région de Cornwall⁹. Ils ont rencontré individuellement des représentants d'établissements, des organismes de services, des survivants, des professionnels, des représentants municipaux, etc. L'objectif était de permettre aux gens de se rencontrer en privé, où ils se sentiraient à l'aise de dire ce qu'ils voulaient, sans craindre de s'exposer à la critique ou à la constitution d'un dossier officiel. Le comité consultatif a commencé à voir émerger des thèmes et des idées de projets.

La prochaine étape consistait à élargir le dialogue. À cette fin, des « assemblées publiques » à participation plus large ont été tenues. Notre première réunion publique, qui a eu lieu le 7 mai 2007, sous le thème « Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté », a permis de mettre l'accent sur la phase 2; depuis le début de la phase 1, l'audition des témoins nous avait amenés inévitablement à nous concentrer sur cette phase. Cette première réunion publique comprenait une présentation de Peter Jaffe, qui avait pour but de favoriser une compréhension mutuelle des réactions courantes à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes gens. Elle a amené les participants à démontrer plus d'ouverture et à vouloir parler avec les autres. La présentation de M. Jaffe a en outre fait ressortir clairement un obstacle à la réconciliation : certaines personnes ne perçoivent pas la nécessité de guérir, n'acceptent pas que l'incidence des mauvais traitements subis pendant l'enfance peut durer une vie entière et ne comprennent pas pourquoi les gens ne « continuent tout simplement pas à vivre leur vie ». Afin de surmonter cet obstacle, il importe d'en prendre conscience.

De nombreuses idées se sont dégagées des réunions publiques et les gens étaient intéressés à les approfondir pour voir s'il était possible d'en arriver à un consensus. Un groupe ayant pour nom PrévAction a vu le jour à la suite de l'intérêt manifesté. Je comprends que le nom du groupe vise à communiquer l'intérêt principal de ses membres, c'est-à-dire prendre des mesures pour prévenir la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes gens. Les membres de PrévAction se veulent des catalyseurs du changement : transformer les idées en

9. Voir l'annexe B, Événements entourant l'Enquête publique sur Cornwall, phase 2, convocation de réunions avec le comité consultatif.

réalité. Les membres de PrévAction ont pris un engagement ferme de cinq ans selon lequel ils serviraient de catalyseurs sur les plans du renouvellement communautaire, de la sensibilisation et des initiatives de compassion au sein de leur collectivité.

Au moment où PrévAction a vu le jour, nous avions déjà constaté que les gens disaient que le dialogue était valable, mais que la phase 2 ne devrait pas se limiter « aux paroles, mais qu'il fallait passer à l'action ». Cela a été corroboré à des réunions de quartier qui se sont tenues à différents endroits de Cornwall. Bien que de nombreuses personnes aient constaté que le fait d'en parler était fort valable, puisque cela pouvait commencer à changer les relations et à favoriser un consensus, on a commencé à ressentir le besoin d'accomplir davantage afin de faire progresser les idées émanant de la collectivité.

À la suite des réunions de quartier, la collectivité de Cornwall a élaboré ses propres paramètres pour les initiatives de la phase 2. Par exemple, un grand nombre de personnes se préoccupaient de ce que les solutions élaborées pour Cornwall devaient également fonctionner dans un plus petit centre. Ce thème a été consigné dans le procès-verbal d'une réunion de quartier qui s'est tenue à l'école Viscount Alexander¹⁰ :

On a insisté pour que nous trouvions des solutions de guérison et de réconciliation qui correspondent à la réalité de la petite ville de Cornwall. Par exemple, dans les plus petites communautés, nous devons penser plus en fonction de centres polyvalents que de centres à usage unique. Cornwall ne peut se permettre des centres à usage unique. On a proposé que les différents groupes et services partagent mieux leurs ressources.

Ce qui est très intéressant, c'est qu'au moment où les réunions de quartier ont eu lieu, de nombreuses personnes qui avaient fait savoir auparavant qu'elles n'étaient pas à l'aise en présence de certaines « autres personnes », assistaient à ces réunions ensemble. Dans de nombreux cas, elles s'entendaient pour reconnaître certaines choses ou trouvaient qu'elles pouvaient être en désaccord ou écouter le point de vue des autres avec respect. Dans le cadre du processus d'élargissement de la discussion avec la collectivité, Gail Kaneb, membre du comité consultatif, a donné un compte rendu au conseil de la ville de Cornwall sur la phase 2 le 13 août 2007.

Au moment où les projets ou services visant à appuyer la guérison et la réconciliation commençaient à se concrétiser, le comité consultatif m'a prodigué

10. Compte rendu de la réunion de quartier qui s'est tenue le 13 septembre 2007, p. 4.

des conseils, que j'ai acceptés, sur la nécessité d'offrir un meilleur soutien aux survivants. Contrairement aux institutions ou aux organismes de services, les survivants n'ont pas l'infrastructure nécessaire pour soutenir leurs efforts; ils n'ont pas de locaux pour tenir des réunions, ni de matériel informatique ou d'employés. Cela signifie que les survivants avaient l'impression d'être défavorisés en soumettant leur cas à la Commission relativement aux programmes ou aux services de la phase 2 ou en traitant d'égal à égal avec les institutions ou les organismes de services. Il était essentiel de régler cette question afin de s'assurer que les solutions de guérison et de réconciliation communautaires tiennent compte du point de vue des survivants.

Le financement d'un programme pilote de mentorat à Cornwall faisait partie des initiatives. La formation a été offerte par The Gatehouse^{md11}, un organisme respecté de Toronto qui possède de nombreuses années d'expérience en activités de mentorat. Les survivants de la région de Cornwall ont été formés pour offrir amitié et soutien aux autres survivants de violence sexuelle. Les mentors ont bénéficié d'une formation structurée pour mieux comprendre l'expérience de vie après avoir été victime de violence sexuelle et perfectionner leurs compétences pour venir en aide aux autres tout en fonctionnant selon des paramètres appropriés et en mettant en place les mesures de protection nécessaires. Aujourd'hui, huit hommes et femmes jouent bénévolement le rôle de mentors à Cornwall. Outre le programme de mentorat, j'ai autorisé le financement de la formation des survivants en matière de leadership. Les participants à la formation ont ainsi acquis des compétences concernant le travail auprès d'autres survivants pour faire progresser les intérêts collectifs de ces derniers. Ceux et celles qui ont participé à la formation en mentorat et en leadership ont bénéficié de leur collaboration avec Janet Handy, membre du comité consultatif, dont l'expérience professionnelle et personnelle constitue un modèle exemplaire de leadership avancé pour les survivants à Cornwall. Dans toutes ces activités, je voulais donner aux survivants les outils nécessaires pour travailler avec les institutions, les groupes communautaires et les organismes de services.

Les survivants ont certes profité des possibilités qui leur ont été offertes. L'équipe de leadership des survivants a proposé d'effectuer sa propre recherche sur ce dont les survivants de Cornwall avaient besoin pour appuyer la guérison

11. Le Gatehouse mène des enquêtes sur les mauvais traitements infligés aux enfants et offre un contexte de type familial pour la divulgation aux policiers et aux services de protection de l'enfance par les enfants eux-mêmes des mauvais traitements qui leur ont été infligés. Le Gatehouse fournit également des services de soutien aux adultes dont la vie a été marquée par des mauvais traitements, misant sur la résilience de ces adultes. Le Gatehouse, qui est situé dans un bâtiment historique du secteur riverain de Toronto, est en activité depuis plus de dix ans.

et la réconciliation¹². Pendant qu'elle travaillait à ce projet de recherche, elle a tenu des haltes-accueil hebdomadaires à un endroit situé à Cornwall, accueillant d'autres survivants à des soirées de groupe. Puisque l'isolement social est une expérience commune que vivent ceux et celles qui ont des antécédents de mauvais traitements, ces activités contribuent à la guérison qui est inhérente à la rupture de l'isolement social.

PrévAction a également mis la main à la pâte. Dans le cadre de la recherche de la phase 2, cet organisme a reçu des fonds pour mener des recherches sur diverses initiatives possibles de réconciliation et de renouvellement communautaires que la collectivité a définies. L'une des activités très utiles que PrévAction a accomplies consistait en une série de consultations communautaires auprès de cinquante organismes à l'occasion de huit réunions distinctes¹³. Cela a permis de tester d'éventuelles initiatives de la phase 2 en les soumettant à ceux et celles qui auraient des idées et des renseignements précieux à cet égard. Comme l'a mentionné un participant : « J'ai aimé que l'invitation de PrévAction ait été lancée aux fournisseurs de services. Il est important de demander aux gens ce qu'ils *pensent*¹⁴. » Ce qui m'intéressait, à ce stade, c'était que le personnel de la Commission ne jouait plus un rôle direct dans ces réunions. La collectivité tenait ses propres discussions à propos des résultats souhaités pour la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall.

Un autre groupe de personnes exceptionnelles de la région avait également vu le jour – Shelter 2015. Sous la direction de Glen Grant, avec l'appui de Jamie Marsolais, il s'est employé à rechercher ce que pourrait exiger l'établissement d'un programme souple d'hébergement à Cornwall¹⁵. Nous en étions arrivés à un stade où la collectivité commençait à définir sa propre vision de la phase 2.

Afin de maintenir les lignes de communication ouvertes, tous les rapports de recherche ont été affichés sur notre site Web, ainsi qu'un résumé de chaque réunion publique et de quartier. Cela a permis à tous les intéressés de savoir ce qui se disait et se faisait.

Pendant que des activités étaient entreprises pour obtenir des renseignements sur des projets possibles pour la région de Cornwall dans le cadre du mandat de

12. Équipe de leadership des survivants, « Recherche et étude de faisabilité : Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes » (Projet de recherche active de l'enquête, 31 janvier 2009).

13. PrévAction, « Rapport à la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall » (Projet de recherche active de l'enquête, 26 septembre 2008), p. 4; un résumé des forums de consultation des dirigeants communautaires est publié à partir de la p. 44.

14. *Ibid.*, p. 44.

15. Shelter 2015 Committee : « Rapport : Proposition de recherche pour un refuge d'urgence à Cornwall (Ontario) (projet de recherche de la phase 2 de l'enquête, 10 décembre 2008).

guérison et de réconciliation, nous nous sommes rendu compte d'un autre obstacle à éliminer. Dans certains cas, les progrès vers la réalisation d'un consensus se sont interrompus parce que certaines relations avaient été tellement endommagées que les conversations nécessaires n'avaient pas lieu. Certaines personnes voulaient savoir si des réparations étaient possibles, mais il leur manquait une structure ou un processus pour aller de l'avant. Par conséquent, j'ai autorisé Jan Handy et Ben Hoffman, membres du comité consultatif, à se tenir à la disposition des intéressés pour des activités de médiation ou d'animation, individuelles ou de groupe. Cela comprenait la convocation de réunions traditionnelles, mais également de cercles de guérison. En outre, neuf médiations individuelles ont été tentées, dont cinq sont allées de l'avant. Ce travail a ajouté un élément nécessaire pour favoriser un milieu où l'on pourrait en arriver à un consensus à l'égard des processus, des services ou des programmes de guérison et de réconciliation communautaires. Il faisait également partie d'un processus cumulatif qui a mené à la conclusion de certains partenariats, puisque des particuliers et des organismes ont découvert des objectifs qui étaient des sources d'inspiration et des façons de réaliser des progrès vers l'atteinte d'objectifs mutuels.

Que faut-il faire pour favoriser un milieu propice à la guérison et à la réconciliation?

Certains fondements de la guérison et de la réconciliation communautaires dans la région de Cornwall sont déjà en place. Si on leur accorde un meilleur soutien et plus de temps, une différence énorme peut en découler sur le plan de l'environnement communautaire et des perspectives. J'aimerais aborder ces éléments prometteurs et souligner le soutien et le temps nécessaires pour la guérison et la réconciliation communautaires.

La présence d'un groupe de survivants qui désire collaborer avec d'autres membres de la collectivité est essentielle. Un groupe a vu le jour grâce à la formation en mentorat et en leadership et aux efforts des survivants eux-mêmes. Il a entamé un processus permettant d'appuyer les survivants et de parler avec des organismes et institutions communautaires. Comme je l'ai mentionné au chapitre I, aucune solution ne sera fructueuse sans l'engagement des survivants. Aussi bien intentionné que l'on puisse être, on ne peut définir ce dont les survivants ont besoin. De plus, le fait de collaborer à un travail qui consiste à aider les autres comporte sa dose de dignité et de guérison.

Au chapitre 3, je formule des recommandations précises relativement au soutien d'un Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes qui créera un point de rencontre pour les survivants de Cornwall et de la région. Le soutien de ces services est essentiel à la guérison et à la réconciliation communautaires, mais cela ne suffit pas. Les survivants ont également besoin de s'engager avec d'autres

membres de la collectivité si l'on aspire à la réconciliation communautaire. Grâce au processus de collaboration, les relations peuvent s'améliorer. Le respect et l'estime peuvent remplacer la méfiance grâce au processus d'observation et d'expérimentation de la sincérité des motifs des autres.

PrévAction est le deuxième élément présent dans la collectivité de Cornwall. Ce groupe comprend des membres provenant d'institutions locales et de la collectivité élargie. Son objectif consiste à agir comme catalyseur du changement, pas nécessairement à le mettre en œuvre ou à le diriger, mais à assumer tout rôle nécessaire pour passer de la vision à la réalité. À cette fin, PrévAction a démontré sa volonté et sa capacité de travailler avec les institutions locales et l'ensemble de la collectivité, mais aussi, ce qui est encore plus important, de s'employer à établir des relations respectueuses et constructives avec les survivants.

Au chapitre 3, je formule des recommandations précises pour appuyer PrévAction afin que ce groupe poursuive son travail à titre de catalyseur et de partenaire des survivants. Encore une fois, il est essentiel d'appuyer ce processus, mais cela ne suffit pas pour favoriser la guérison et la réconciliation communautaires. L'énergie et les compétences que l'on trouve au sein de PrévAction doivent être intégrées à l'établissement des priorités communautaires et à la gestion des processus afin que les ressources mises à la disposition des intervenants pour assurer la guérison et la réconciliation communautaires soient améliorées et employées judicieusement. Comme les gestes parlent d'eux-mêmes, le bon exemple et la démonstration de motivations sincères peuvent permettre d'établir des rapports et des relations de réciprocité.

La collectivité de Cornwall peut compter sur un troisième élément : le campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent. Ce collège envisage de créer un centre d'excellence à Cornwall, qui dispenserait des cours à ceux et celles qui assurent la prestation de services aux survivants adultes ainsi qu'aux enfants et aux jeunes qui ont des antécédents de violence sexuelle. Il veut former des professionnels dans le cadre d'un programme d'études supérieures, offrir une formation spécialisée intensive en sessions d'été et mettre en place des capacités de recherche. Il a l'intention d'offrir des possibilités de stage dans des organismes de services de Cornwall, dont les étudiants et les organismes pourraient tirer parti. De même, le Collège Saint-Laurent se propose de faire participer des survivants à la conception des programmes d'études et aux débats avec des étudiants. De cette façon, on prend en compte et on respecte les points de vue des survivants, comme il se doit. Un objectif du Collège consiste à permettre aux survivants qui en ont la possibilité de devenir étudiants eux-mêmes, de sorte que leur formation professionnelle, conjuguée à leur expérience personnelle, puisse être mise au service d'autres survivants. Le Collège pourrait également être un point de convergence pour une série spéciale de conférences qui seraient accessibles à tous les professionnels de la collectivité, poursuivant ainsi une partie de la

sensibilisation et de la formation qui ont été amorcées dans le cadre de la présente enquête.

Au chapitre 3, je formule des recommandations précises pour appuyer le Collège Saint-Laurent afin qu'il crée un centre d'excellence à Cornwall. Encore une fois, je perçois le soutien de ce programme comme essentiel à la guérison et à la réconciliation communautaires, mais pas comme étant suffisant. Le fait qu'un établissement d'enseignement s'engage à travailler avec des survivants permet d'intégrer et d'élargir l'incidence de la réconciliation communautaire. Au fil du temps, les attentes et la compréhension évoluent et le travail des catalyseurs peut prendre fin, mais l'importance accordée à l'éducation au sein d'une collectivité assure la continuité du changement.

L'organisme Citizens for Community Renewal, partie aux phases 1 et 2 de la présente enquête, est le quatrième collaborateur que j'identifierais aux fins de la guérison et de la réconciliation communautaires. J'ai trouvé que l'intérêt que cet organisme a manifesté à l'égard de la phase 2 était authentique et constructif, ce que j'ai beaucoup apprécié. Cornwall et sa région ne devraient jamais perdre de vue la perspective et l'énergie de cet organisme dans le cadre de toute activité future. Bien que Citizens for Community Renewal n'ait présenté aucune demande de financement, il a démontré son soutien à plusieurs initiatives axées sur les survivants et la collectivité¹⁶. Puisqu'il représente une autre voix bien intentionnée et bien informée de la collectivité, sa participation soutenue contribuera très certainement à un avenir de guérison et de réconciliation.

J'en conclus que ces quatre groupes pourraient représenter une force positive pour la guérison et la réconciliation communautaires s'ils étaient réunis. J'ai formulé des recommandations précises sur la façon dont ces groupes pourraient travailler ensemble, tout en préservant les priorités et les objectifs qui leur sont propres.

Le mécanisme que j'entrevois pour cette collaboration en vue d'assurer la guérison et la réconciliation communautaires comprendrait l'institution d'un fonds réservé de 5 millions de dollars du gouvernement de l'Ontario. Je perçois ce fonds comme une forme non officielle de fiducie de réconciliation, dont les représentants des organismes mentionnés seraient officiellement les fiduciaires. Ils auraient la possibilité de retirer une petite partie des fonds pour fonctionner et faire rapport régulièrement à la collectivité élargie. Compte tenu de l'expérience antérieure qui s'est avérée positive, je crois également valable de permettre à ce

16. Citizens for Community Renewal, observations de la phase 2, « Guérison et réconciliation » (20 février 2009); le CCR a appuyé un centre de protection de l'enfance à Cornwall, un refuge sécuritaire pour hommes, un monument commémoratif pour les survivants et la création d'une société de développement communautaire servant de catalyseur pour le renouvellement communautaire et la promotion d'une meilleure inclusion.

groupe de retenir les services d'un facilitateur pour aider à améliorer constamment les relations et regagner la confiance de la collectivité. En effet, je suggère que cela *devrait* être fait, tout au moins pendant un certain temps, parce qu'un facilitateur pourrait être une source cohérente de renseignements et d'orientation et un moyen d'évaluer les réponses aux demandes de réunions, de discussions individuelles ou de cercles de guérison, qui pourraient s'avérer nécessaires ou souhaitables dans le processus de réconciliation communautaire. D'autres personnes ont également laissé entendre qu'un certain type de facilitateur était nécessaire. Différentes idées ont été mises de l'avant à cet égard, par exemple, par Monseigneur Paul-André Durocher, évêque d'Alexandria-Cornwall¹⁷, et Citizens for Community Renewal¹⁸. Toutefois, le choix d'un facilitateur devrait être laissé à la discrétion du groupe. Ce groupe prendrait également les décisions, dans les limites de certains paramètres, relatives à la façon dont les fonds devraient être attribués afin de faire progresser la guérison et la réconciliation communautaires. Il établirait, après en avoir parlé avec les bailleurs de fonds, une structure de gouvernance appropriée concernant notamment le nombre de représentants de chaque organisme, les règles de convocation et de présidence des réunions et les processus de prise de décisions. Le groupe qui agit au nom de la fiducie de réconciliation aurait certainement besoin d'établir des priorités, à savoir si des fonds devraient être consacrés à certains services ou prévoir le financement des immobilisations dont les programmes ont besoin. Lorsque ces décisions sont prises en groupe, tout sentiment d'exclusion est atténué et un but commun est établi.

Je ne fais pas cette proposition de façon irréaliste. Bien entendu, il n'est pas facile d'établir des priorités relatives et une somme de 5 millions de dollars n'est pas une largesse sans bornes. Les solutions de rechange ne sont toutefois pas souhaitables : les décisions sont prises à l'extérieur de Cornwall et de la région ou il n'y a pas de financement pour favoriser la guérison et la réconciliation et, par conséquent, le travail commencé ne se poursuit pas. Aux chapitres 3, 6 et 7, je fais des recommandations relatives aux sommes à prévoir pour la réalisation de programmes ou la prestation de services qui en valent la peine par des organismes de la région de Cornwall. Toutefois, je perçois certains secteurs comme se prêtant mieux à un processus décisionnel communautaire. Quelles que soient mes opinions personnelles, et j'ajoute que j'ai toujours éprouvé des sentiments positifs à propos des haltes-accueil pour les jeunes, je considère que la décision de financer certains aspects du club des garçons et des filles est une démarche que j'aimerais bien confier aux gens de Cornwall.

17. Paul-André Durocher, témoignage, 2 septembre 2008, transcription, pp. 143-144; il l'appelle « ombudsman ».

18. Citizens for Community Renewal, observations de la phase 2, 20 février 2009, pp. 6-9.

De même, de nombreuses propositions ont été mises de l'avant lors des observations publiques et de celles des parties de la phase 2. Celles-ci allaient des symposiums pour les jeunes à la formation permanente et aux services fournis par S. D. & G. Developmental Services, et de l'érection d'un monument commémoratif pour les survivants à la concrétisation de diverses possibilités de formation et de sensibilisation. Des demandes générales ont été formulées afin d'assurer un meilleur soutien aux services et aux programmes mis en œuvre dans les régions rurales de Stormont, Dundas et Glengarry. Ces idées sont peut-être toutes valables sur le plan individuel, mais je désire insister sur le fait que la guérison et la réconciliation communautaires devraient être une question de choix communautaires et non seulement mes choix. Bien que j'espère que les membres de la fiducie de réconciliation se pencheront sur les idées qui découlent des observations publiques et de celles des parties de la phase 2, ils devraient également être libres d'examiner d'autres idées. Il pourrait, par exemple, s'agir d'une formation sur la présentation d'excuses qui répondent aux besoins de tous, un point que j'aborde au chapitre 5. Quoi qu'il en soit, il est particulièrement important de faire preuve de souplesse pour répondre aux besoins déterminés par la région et de laisser la place aux démarches créatives qui émergeront dans deux ou trois ans dans le cadre de la réconciliation communautaire.

Je désire aborder précisément des suggestions qui ont été formulées dans les observations publiques de la phase 2 selon lesquelles un financement doit être prévu pour la traduction en français des protocoles ou autres documents. Puisque Cornwall est une région bilingue désignée, c'est avec étonnement que j'ai entendu dire qu'il s'agissait là d'un enjeu. Tous les documents produits dans le cadre du travail de la fiducie pour la réconciliation devraient être publiés en français et les services devraient être offerts dans les deux langues. Compte tenu des témoignages entendus à la phase 1 et de mon examen des témoignages officiels, je suis conscient que de nombreuses personnes ayant subi des mauvais traitements à Cornwall sont francophones. Le financement des initiatives de réconciliation communautaire devrait pouvoir faire en sorte que les documents soient produits en français et en anglais et que les services soient dispensés dans les deux langues.

En établissant les paramètres des initiatives de guérison et de réconciliation communautaires, je désire mettre l'accent sur les services directs, mais laisser une certaine marge de manœuvre pour l'approbation des dépenses en immobilisations afin de soutenir les services et de contribuer au renouvellement communautaire. Certaines dépenses en immobilisations sont nécessaires pour créer l'infrastructure des programmes et des services et elles doivent donc être engagées. Toutefois, étant donné que l'enveloppe budgétaire globale est restreinte, les sommes disponibles ne doivent pas être affectées entièrement aux projets d'immobilisations. De plus, ces projets devraient être liés directement aux services ou aux programmes nécessaires.

Je propose d'inclure la création et l'octroi de bourses de réconciliation dans le mandat de la fiducie de réconciliation. Ces bourses aux survivants viendraient en aide à ceux et celles dont les études ont été interrompues pour leur permettre d'obtenir l'équivalent d'un diplôme d'études secondaires ou de fréquenter le Collège Saint-Laurent à Cornwall pour avoir une formation qui leur offrirait de meilleures possibilités d'emploi et un sentiment de réalisation personnelle. J'ose espérer que les survivants qui font un effort pour changer leur vie par le biais des études bénéficieraient également du mentorat et de l'encouragement amical des organismes qui participent au choix des personnes qui recevront une bourse. J'aimerais faire remarquer que le programme de bourses d'études est le seul domaine pour lequel j'ai approuvé des paiements aux personnes ou en leur nom. Certains ont donné à entendre que d'autres sommes devraient être versées aux personnes qui ont pris part à l'enquête en diverses qualités; je ne le recommande pas, mais j'ai suivi le mandat de la phase 2, qui consistait à examiner les processus, les services et les programmes destinés à la collectivité et non pas la rémunération individuelle.

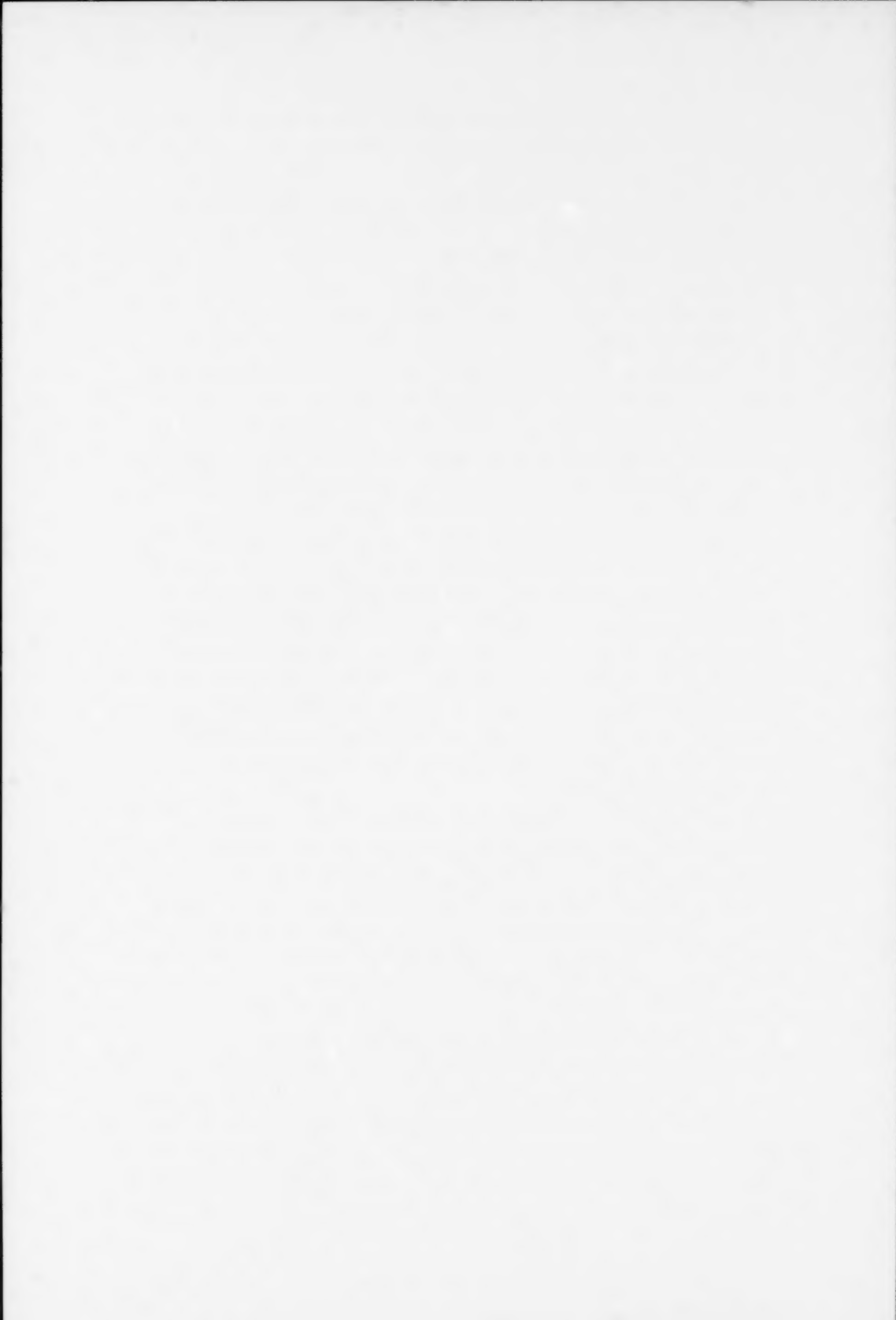
Lorsque j'ai examiné la mise en œuvre des ressources, j'ai également tenu compte du temps nécessaire pour utiliser ces ressources. J'ai déjà indiqué que la guérison et la réconciliation communautaires étaient un périple qui se déroulait au fil du temps et qu'il n'y avait aucun délai fixe pour arriver à bon port. Toutefois, j'ai choisi une période de cinq ans pour le travail de ce que j'ai appelé la fiducie de réconciliation, parce qu'elle est suffisamment longue pour accomplir beaucoup de choses, mais pas assez pour que le processus devienne pénible et que le rapport avec cette enquête soit trop lointain. Je sais qu'il faudra un certain délai de démarrage après la publication de ce rapport et toute décision ultérieure du gouvernement de l'Ontario. Toute période recommandée doit prendre en compte ce délai de démarrage. Dans certains cas, des fonds pourront être consacrés à des dépenses en immobilisations; il faut donc prévoir suffisamment de temps pour que les projets d'immobilisations soient achevés. L'octroi de bourses d'études comportera un processus d'invitation et d'évaluation des candidats; il faut prévoir un certain temps à cette fin. Cinq ans est une période raisonnable, compte tenu de tout cela.

En bref, je perçois les recommandations relatives à la guérison et à la réconciliation communautaires comme un processus qui mise sur les fondations existantes, facilite la prise de décisions à l'échelle régionale et fournit des ressources raisonnables et un délai précis pour agir. Puisque la collectivité est lancée sur son élan, je suggère que les décisions soient prises le plus tôt possible, de sorte qu'elle ne le perde pas. Le temps et les ressources ne sont pas illimités, mais j'espère que la bonne volonté et l'engagement à l'égard de la guérison et de la réconciliation communautaires pourront l'être.

Recommandations

1. Une somme de 5 millions de dollars devrait être fournie par le gouvernement de l'Ontario pour soutenir la guérison et la réconciliation communautaires à Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry pendant une période de cinq ans.
2. Le gouvernement de l'Ontario devrait désigner spécifiquement un fonctionnaire pour agir en qualité d'agent de liaison entre les responsables des décisions relatives aux initiatives qui doivent être financées et le gouvernement de l'Ontario afin de veiller au respect d'attentes raisonnables en matière de gestion financière et de reddition de comptes à l'égard des fonds publics et à l'établissement de mécanismes de gouvernance.
3. Les personnes responsables des décisions relatives aux initiatives qui doivent être financées devraient, aux fins de la reddition de comptes et de la remise de rapports au gouvernement de l'Ontario et aux habitants de Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry, être des représentants des organismes suivants, travaillant en collaboration : l'équipe de leadership des survivants, PrévAction, Citizens for Community Renewal et le campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent.
4. La portée des initiatives qui peuvent être approuvées dans le cadre de l'enveloppe de 5 millions de dollars devrait correspondre à celles qui peuvent être achevées dans un délai de cinq ans et qui visent des événements, des activités ou des organismes des régions de Cornwall et de Stormont, Dundas et Glengarry relativement aux points suivants :
 - a. le soutien des adultes survivants qui ont été victimes de violence sexuelle dans leur enfance ou leur jeunesse;
 - b. la prévention de la violence sexuelle faite aux enfants ou aux jeunes, y compris l'amélioration de la résilience et un sentiment d'inclusion pour les enfants et les jeunes;
 - c. le soutien et l'aide aux enfants, aux jeunes et à leurs familles lorsque survient la violence;
 - d. le perfectionnement des professionnels ou des employés des institutions régionales afin qu'ils puissent mieux soutenir les survivants adultes ou répondre à leurs besoins, ou mieux comprendre l'incidence des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés aux enfants et aux jeunes et mieux y réagir, pourvu que ce perfectionnement soit inclusif et ne s'applique pas à une seule institution ou à un seul organisme;
 - e. la sensibilisation du public à l'incidence de la violence sexuelle faite aux enfants et celle des élèves et des employés des écoles locales;

- f. tout lieu, endroit ou événement de reconnaissance lié à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, présentement et antérieurement.
- 5. Les dépenses qui peuvent être autorisées devraient pouvoir inclure les coûts du matériel en langue française relatif à toute initiative approuvée.
- 6. L'approbation des projets d'immobilisations devrait être limitée à 200 000 \$ à l'égard de tout organisme sur une période de cinq ans; la somme doit être dépensée avant la fin de la période de soutien de la guérison et de la réconciliation communautaires, qui est de cinq ans.
- 7. Les dépenses que le groupe peut approuver comprennent notamment un maximum de cinq bourses annuelles de réconciliation pour les adultes qui ont été victimes de violence sexuelle dans la région de Cornwall ou Stormont, Dundas et Glengarry et qui désirent obtenir l'équivalent d'un diplôme d'études secondaires ou parfaire leurs études en fréquentant le campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent.
- 8. En plus d'examiner et d'approuver des initiatives précises à Cornwall et dans la région, le groupe devrait retenir les services d'un facilitateur ou d'une personne-ressource en développement de la collectivité de son choix afin d'aider à établir des relations et il devrait avoir la discrétion voulue pour obtenir une aide administrative ou en gestion appropriée afin d'appuyer son travail, à même les sommes accordées par le gouvernement de l'Ontario. Les coûts de ces services et les frais généraux ne devraient pas dépasser 10 pour cent des sommes réservées au travail de guérison et de réconciliation communautaires sur une période de cinq ans.
- 9. Le groupe chargé des décisions devrait fournir un rapport annuel en français et en anglais aux gens de Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry pour donner des renseignements détaillés sur les services, les programmes et les dépenses en immobilisations qui sont en cours et planifiés et sur la justification des décisions relatives aux dépenses.



Un plan quinquennal pour un changement durable

La somme des parties est supérieure au tout au moment de procéder à un changement

Au chapitre 2, j'ai proposé un mécanisme visant à promouvoir la prise de décision communautaire relativement aux projets ou aux services de guérison et de réconciliation communautaires. J'ai suggéré des paramètres en ce qui a trait aux autorisations financières, tout en laissant aux autorités locales la discrétion de prendre les décisions. J'ai recommandé la mise en place d'un plan quinquennal pour la durée des travaux ainsi qu'un financement de 5 millions de dollars. J'ai retenu cette démarche parce qu'elle avait le potentiel d'assurer un soutien souple relativement à la guérison et à la réconciliation communautaires nécessaires, répondant aux besoins que la population de la région de Cornwall défendrait aujourd'hui ainsi qu'aux idées et aux possibilités qui pourraient surgir au fil du temps.

Toutefois, j'ai également relevé certaines initiatives importantes qui, selon moi, constituent les pierres angulaires du changement. Elles doivent faire l'objet d'un examen et de recommandations distincts aux fins de soutien. Ces initiatives, prises conjointement, donneraient un élan à la réconciliation. Elles pourraient être une source de fierté communautaire, offrant à la fois de l'innovation et une intervention progressive. En passant de la parole aux actes, les personnes concernées pourraient à juste titre attirer l'attention sur des mesures concrètes permettant de rebâtir la confiance afin de mieux servir ceux qui ont été victimes de violence sexuelle et de prévenir les mauvais traitements dans le futur.

Toutes les propositions spécifiquement décrites dans le présent chapitre découlent des travaux effectués pour entamer le dialogue, dont il est question au chapitre 2. Aucune des initiatives n'existait avant l'établissement de la présente Commission d'enquête, mais elles ont été élaborées à un point tel que leur viabilité

peut être assurée si du soutien financier est accordé. Elles ne dépendent plus de l'impulsion donnée par le comité consultatif et le personnel de la Commission pour progresser et réussir. Elles jouissent d'un soutien local important et les gens qui les appuient ont prouvé qu'ils pouvaient respecter leurs engagements.

S'ajoutant aux recommandations formulées au chapitre 2, les services, les processus et les programmes recommandés dans le présent chapitre constituent une infrastructure solide en vue de la guérison et de la réconciliation communautaires. J'ai choisi ces services et ces programmes parce que leur interaction a une incidence plus élevée que celle de la somme de chaque élément. Les initiatives recommandées se renforcent l'une l'autre sur une période de cinq ans et jettent les assises de la tâche qui consiste à favoriser la guérison et la réconciliation communautaires.

Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes

Un groupe de survivants de violence sexuelle a formulé une proposition visant la création d'un Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes. Certaines de ces personnes ont participé au programme de formation en mentorat offert à Cornwall par The Gatehouse^{md}, un organisme de Toronto possédant une vaste expérience du soutien par les pairs. Elles se sont également engagées à suivre une formation en leadership afin de mieux s'outiller pour aider les survivants et entamer des discussions sur les besoins des survivants avec les institutions et les organismes locaux. L'équipe de leadership des survivants est passée de la formation à la tenue, sur une base volontaire, d'une rencontre hebdomadaire destinée aux survivants, reconnaissant que le secret et l'isolement peuvent figurer parmi les répercussions les plus dévastatrices de la violence sexuelle et que la camaraderie entre les survivants permet de réduire l'incidence de ces deux facteurs.

L'équipe de leadership des survivants a reçu du financement de recherche active à la phase 2 afin d'élaborer sa propre proposition correspondant à la vision et répondant aux besoins des survivants en matière de guérison et de réconciliation. Son rapport est affiché sur le site Web de l'Enquête et est inclus sur le CD de recherche commandé par la Commission.

Mettant en contexte la requête présentée par l'équipe de leadership des survivants, le rapport décrit la compréhension qu'ont les survivants de l'un des obstacles les empêchant de collaborer avec les autres à la guérison et à la réconciliation communautaires :

Le cheminement des survivants au cours de la phase 2 a présenté de multiples difficultés. La première et la plus importante différence est l'inégalité perçue entre, d'une part, les gens au pouvoir qui détiennent

une autorité sociale et donc, une infrastructure institutionnelle composée d'édifices, de constitutions, de mandats et de subventions pour soutenir leurs causes, et d'autre part, les gens qui ne possèdent pas de telles ressources et qui, comme un survivant le dit, « se tiennent sur les coins de rue pour se rencontrer ». Une deuxième inégalité existe entre ceux qui ont une formation scolaire et ceux qui n'en ont pas. Une troisième réside dans la perception courante voulant que les établissements ont fait subir des mauvais traitements à des personnes vulnérables et que ces personnes vulnérables sont impuissantes et ne peuvent rien faire pour changer la réaction de ces établissements à l'égard des victimes¹.

L'équipe de leadership des survivants indique dans son rapport qu'au fil des années, ceux qui étaient en position de confiance ont abusé de leur autorité pour infliger des mauvais traitements aux enfants et aux jeunes. Toutefois, elle poursuit en exprimant la conviction que la majorité des leaders religieux, des parents, des enseignants et autres professionnels sont « des gens dignes et bons »² désirant changer l'ancien processus d'exclusion et soutenant la guérison des survivants et leur inclusion dans la prise de décisions.

L'absence de lieu où les survivants peuvent se rencontrer et inviter d'autres personnes est un obstacle au progrès. La création d'un Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes pourrait atténuer cet obstacle en soutenant les survivants dans leur collaboration avec l'ensemble de la collectivité. Elle pourrait également permettre de lever directement les obstacles à la guérison, qui sont ancrés dans l'isolement social et le fardeau du silence.

De la façon dont je comprends la vision relative au Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes, il s'agirait d'une maison située à Cornwall qui disposerait de certains locaux pour les bureaux, mais qui offrirait principalement un endroit de camaraderie et de réunion aux survivants et à ceux et celles qu'ils invitent pour travailler avec eux. Le Centre s'adresserait aux femmes et aux hommes ayant été victimes de mauvais traitements alors qu'ils étaient enfants ou adolescents. Ce serait un environnement sécuritaire où l'alcool, les relations sexuelles, le jeu, la cigarette et les drogues ne seraient pas permis. En fait, une partie des programmes prévus du Centre serait constituée d'ateliers réguliers sur le lien entre les mauvais traitements et les dépendances, afin de

1. Équipe de leadership des survivants, « Recherche et étude de faisabilité : Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes » (projet de recherche de la phase 2 de l'enquête, 5 février 2009), p. 3.

2. *Ibid.*

soutenir ceux qui cherchent à laisser leurs dépendances derrière eux. Le Centre offrirait également des services de mentorat et de consultation aux survivants, particulièrement ceux qui ressentent de la colère ou du chagrin. Les survivants ayant suivi une formation serviraient de modèles pour les autres, en faisant preuve de résilience personnelle, de compassion, de compréhension et d'acceptation des autres.

La proposition de l'équipe de leadership des survivants est viable. Un conseil des survivants assumerait la responsabilité de l'administration du Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes, mais serait appuyé par un membre du personnel sur place ainsi que par un groupe principal au sein du conseil exécutif, qui serait responsable de divers domaines d'activités. Le membre du personnel assumerait des fonctions semblables à celles du service de liaison avec les victimes dont il est question au chapitre 5, bien que ce poste comprenne également des responsabilités propres au Centre. En collaboration avec les survivants et la collectivité, le membre du personnel offrirait du soutien à chaque survivant et au conseil d'administration du Centre. Il ou elle pourrait en outre agir à titre d'agent de liaison avec les institutions en vue de favoriser le rétablissement des relations ou de trouver les services appropriés aux fins d'aiguillage. Il ou elle mettrait à jour les renseignements sur les services offerts et aiderait à la coordination des ateliers, d'un programme de conférenciers et de cercles de guérison. Les survivants bénévoles ayant reçu une formation continueraient de jouer un rôle important en vue d'organiser les soirées-rencontres, de favoriser le transport et d'effectuer du mentorat de façon individuelle. Il continuerait à y avoir de la formation en leadership et en mentorat, lorsque plus de survivants seraient prêts. Selon ma compréhension des choses, les locaux prévus pour le Centre comprendraient des bureaux pour le personnel et le cercle exécutif du Centre. Il y aurait un local réservé à la méditation et aux rencontres entre les mentors et les participants et, en ce qui a trait aux cercles de guérison, le yoga, les arts ou la musique s'inscriraient dans l'expérience de guérison. Il y aurait également un local de rencontre ouvert où pourraient se tenir des conférences ou des séances de formation et où les survivants pourraient se reconnecter socialement, faire un saut, prendre un café ou organiser des repas-partage. Les familles, les amis et les personnes qui les appuient seraient bienvenus.

L'équipe de leadership des survivants a préparé un plan quinquennal concret. Au départ, elle prévoit louer des locaux, une option raisonnable pour la création de son Centre. Elle a également tenu compte des frais de transport, car beaucoup de survivants vivent dans des régions rurales et n'ont accès à aucun moyen de transport. Il s'agit d'une reconnaissance importante d'un besoin de service. Je laisse aux bailleurs de fonds gouvernementaux le soin de déterminer s'il faut

acheter ou louer un véhicule; toutefois, je soutiens fermement l'idée d'offrir un service de transport afin que les survivants qui habitent dans des zones rurales ou de petites villes puissent participer aux activités du Centre. Il faut élaborer des modèles réalistes afin de répondre aux besoins des personnes vivant dans des zones rurales.

Les coûts pour le premier exercice complet de ce Centre, y compris la location, la mise sur pied initiale et la rénovation, le transport, le personnel et l'établissement de programmes, s'élèveraient à environ 160 000 \$. Les coûts des années suivantes seraient moins élevés en cas d'achat d'immobilisations, mais semblables si la location d'une maison et d'un véhicule devait se poursuivre. Bien sûr, les coûts de mise sur pied et de rénovation d'environ 40 000 \$, qui couvriraient des éléments comme le matériel de bureau, la construction des murs nécessaires, la peinture et le mobilier, seraient ponctuels. Sur une période de cinq ans, en fonction des décisions concernant la location ou l'achat d'immobilisations, les coûts de fonctionnement seraient d'environ 650 000 \$. Cette somme couvrirait la rémunération du personnel et les coûts d'entretien de l'établissement, de transport, de mise en œuvre des programmes ainsi que le loyer, les services publics et les assurances. À long terme, l'achat d'une maison ou d'une fourgonnette réduirait les coûts de fonctionnement, mais, pour ce faire, il faudrait affecter des fonds aux immobilisations. Ils pourraient provenir d'une collecte de fonds ou de ce que j'ai appelé officieusement au chapitre 2 la « Fiducie de réconciliation ».

En examinant la proposition de Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes, j'ai également étudié les propositions connexes formulées par les parties à l'Enquête dans le cadre des discussions et des observations relatives à la phase 2. L'une des idées consistait en un programme de construction de serre³. Si le Centre de ressources communautaires pour la guérison était créé, il pourrait avoir son propre jardin adjacent à l'immeuble. Je conviens du fait que le jardinage peut être thérapeutique et contribuer à la jouissance et à l'environnement de ce Centre. Au fil des années et en fonction des priorités du cercle exécutif du Centre et des immobilisations disponibles, une serre pourrait être construite. Je ne considère pas cet aspect comme étant essentiel à l'ouverture du Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes, mais il s'agit d'un objectif légitime à se fixer à terme.

Deux autres propositions méritent une analyse dans le contexte de l'établissement du Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes : un refuge sécuritaire pour hommes et un refuge permettant à la Ville de Cornwall de loger

3. Voir Citizens for Community Renewal, observations de la phase 2, Annexe C : « Project Safe House ».

des personnes vulnérables, comme les sans-abri âgés de 16 à 20 ans⁴. La proposition de refuge sécuritaire et celle du Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes se chevauchent de façon importante, chacune présentant un modèle de gouvernance par les survivants. Je devrais souligner que, dans le cadre des consultations menées par PrévAction, dont il est question au chapitre 2 du présent rapport, l'idée d'un tel refuge a été bien reçue par les organismes de services aux victimes. Par exemple, bon nombre d'organismes et de professionnels ont indiqué que, si un tel établissement existait, ils y enverraient assurément leurs clients⁵. L'une des différences principales entre la proposition de refuge et celle du Centre est que ce dernier dessert à la fois les hommes et les femmes, alors que le premier ne s'adresse qu'aux hommes. La deuxième différence principale réside dans le fait que le refuge présenterait un élément résidentiel. Sur le plan de l'offre éventuelle de services et de programmes, comme l'intégration de l'art, du jardinage, de la camaraderie et l'aiguillage vers des services communautaires et des professionnels par un membre du personnel, les propositions sont semblables.

La proposition relative à Shelter 2015 est aussi axée sur l'élément résidentiel. En ce qui a trait à l'aiguillage ainsi qu'à l'établissement de programmes ou de services connexes, elle présente également des démarches semblables à celles des propositions concernant le refuge et le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes. Shelter 2015 desservirait à la fois les hommes et les femmes adultes, ainsi que les adolescents plus âgés, séparant ces différents groupes dans des locaux d'habitation distincts. Toutefois, je comprends que l'établissement des programmes du projet Shelter 2015 serait géré par un organisme local présentant un historique de services exemplaires aux personnes dans le besoin à Cornwall : le Centre AGAPÊ. Un rapport exhaustif intitulé *Rapport sur Shelter 2015*, rédigé dans le cadre du programme de recherche de la phase 2, décrit une démarche détaillée, y compris un budget⁶.

En ce qui a trait aux éléments résidentiels des propositions relatives à Shelter 2015 et au refuge, il semble y avoir de sérieux obstacles qui empêchent d'aller de

4. La proposition de refuge a été abordée à la page 5 et à l'annexe C, « Project Safe House », des observations présentées dans le cadre de la phase 2 par Citizens for Community Renewal. Le projet Shelter 2015 a reçu le soutien du Groupe des victimes; voir les observations de la phase 2 du Groupe des victimes, 20 février 2009, p. 8. Le rapport de recherche de la phase 2 intitulé « Shelter 2015 Committee : Rapport : Proposition de recherche pour un refuge d'urgence à Cornwall (Ontario) » contient une analyse complète de Shelter 2015.

5. Rapport de recherche de la phase 2 de PrévAction, rédigé par Claire Winchester, coordonnatrice de recherche (26 septembre 2008), p. 31.

6. Le document intitulé « Shelter 2015 Committee : Rapport : Proposition de recherche pour un refuge d'urgence à Cornwall (Ontario) » a été affiché sur le site Web de la présente Enquête et est inclus sur le CD de recherche préparé dans le cadre du rapport de l'Enquête publique sur Cornwall.

l'avant à l'heure actuelle. Certains arrangements concernant le refuge exigent une entente avec la municipalité, bien que certains puissent être financés par divers ministères du gouvernement ontarien ou par le gouvernement fédéral. Je comprends, selon ce que les représentants de Shelter 2015 m'ont dit, que le personnel responsable de cet aspect à la Ville de Cornwall a exprimé des réserves à l'égard du projet, attribuables en partie aux expériences passées avec un refuge pour jeunes. En outre, je comprends, selon ce que le personnel de la Commission m'a indiqué, que le personnel de la ville craint qu'il n'y ait pas la « masse critique » de personnes nécessitant des services pour justifier un financement complet. Bien qu'il y ait un fort consensus concernant l'existence à Cornwall d'une lacune en ce qui a trait aux services aux sans-abri âgés de 16 à 20 ans, qui sont particulièrement vulnérables à l'exploitation et aux mauvais traitements d'ordre sexuel, on n'en est pas encore arrivé à un consensus concernant une solution.

Compte tenu du fait que cette absence de consensus constitue un obstacle sérieux et que j'ai adopté un principe de pragmatisme quant à la formulation de mes recommandations, je ne fais aucune recommandation précise relativement à un refuge ou à un autre programme présentant des éléments résidentiels. Cela dit, je souligne que les travaux du Shelter 2015 Committee étaient de bonne qualité et je crois que la gestion de programmes par le Centre AGAPÊ serait de haut niveau.

L'une des façons de voir le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes est de penser qu'il pourrait être agrandi au fil des ans. De la même façon que la vision complète d'une serre communautaire gérée par les survivants peut prendre du temps à mettre en œuvre, il pourrait être possible de reconsidérer l'établissement d'un refuge présentant des éléments résidentiels après avoir affiché de solides antécédents, avoir effectué une évaluation approfondie des besoins et être arrivé à un consensus en ce qui a trait à la mise en œuvre. Il est pratique de commencer avec un projet de plus petite envergure, d'en réussir la mise en place, puis de l'élargir au moment opportun.

L'établissement d'un Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes à Cornwall est réalisable du point de vue de la mise en œuvre et permettrait d'atteindre un objectif essentiel en matière de guérison et de réconciliation : la participation des survivants. Si un tel programme était financé, les survivants disposeraient des locaux nécessaires à la guérison personnelle et à l'interaction avec la collectivité élargie pouvant mener à la réconciliation. Tout en respectant le leadership des survivants, d'autres organismes souhaitent offrir du soutien en apportant une expertise, de l'aide bénévole et leur coopération. Par exemple, PréVAction a indiqué qu'il était prêt à s'engager dans cette voie⁷.

7. PréVAction, observations de la phase 2, 12 février 2009, p. 15.

Le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes présente des éléments de succès et répond à un besoin essentiel des survivants et de l'ensemble de la collectivité. Il pourrait assurer une forte contribution des survivants aux changements futurs et au rétablissement des relations.

Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall

Afin de mieux comprendre la proposition d'établissement d'un centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall, il convient de comprendre ce que sont ces centres et les établissements semblables. L'idée qui sous-tend un centre d'intervention en faveur de l'enfance est la création d'un environnement favorable à l'enfant hors des cloisonnements institutionnels des organismes de bien-être de l'enfance ou de la police. Ce sont les professionnels qui vont au centre pour servir l'enfant ou le jeune qui a subi de mauvais traitements, et non l'enfant ou le jeune qui est envoyé au poste de police, puis au bureau du CAS, puis au bureau du PAVT, par exemple. Certains intervenants, comme les agents de police ou les préposés au bien-être de l'enfance, peuvent même travailler sur les lieux, à temps partiel ou à temps plein. D'autres peuvent s'y présenter au besoin, comme les procureurs de la Couronne, le personnel judiciaire ou les avocats. Le professeur Simon Verdun-Jones a décrit les centres d'intervention en faveur de l'enfance dans son document de recherche sur les services de justice pour les jeunes, présenté dans le cadre de la phase 1 :

... Les centres d'intervention en faveur de l'enfance tirent parti des connaissances de nombreuses disciplines (notamment le droit, la santé mentale et la protection de l'enfance) dans le but précis de prévenir de nouvelles victimisations et de nouveaux traumatismes en établissant des lignes directrices relatives au processus de réponse aux allégations de mauvais traitements aux étapes de l'enquête, du traitement et de la poursuite. Les programmes offrent également des services de soutien aux familles⁸.

8. Simon Verdun-Jones, Carla McLean, Valerie H. Gregory et Lauren Freedman, « A Survey of Policies and Practices of Government Agencies Involved in the Administration of Youth Justice and Custodial Care with Respect to Complaints of Child Sexual Abuse and Complaints by Adults of Historical Child Sexual Abuse Who Were Provided with Government Services » (document de recherche de la phase 1 de l'enquête), p. 25.

Les centres d'intervention en faveur de l'enfance sont répandus aux États-Unis, où l'on compte plus de sept cents centres accrédités⁹. Le nombre exact donné varie souvent selon l'article écrit sur le sujet, car il existe un chevauchement entre les diverses entités soutenant les enfants victimes de mauvais traitements. Par exemple, aux États-Unis, il y a ce qu'on appelle les « équipes multidisciplinaires » composées d'agents de police et d'intervenants en bien-être de l'enfance qui s'occupent des causes de mauvais traitements d'enfants, mais dont bon nombre ne sont pas des centres accrédités d'intervention en faveur de l'enfance parce qu'ils ne respectent pas certaines exigences, comme le fait de disposer d'un établissement favorable à l'enfant. En revanche, les centres américains d'intervention en faveur de l'enfance doivent mettre en place une équipe multidisciplinaire. De plus, il existe des variantes de ces centres appelées « child abuse assessment centres » (centres d'évaluation des mauvais traitements infligés aux enfants). Ces organismes offrent en grande partie les mêmes services axés sur les victimes et partagent la même orientation, mais se concentrent davantage sur la tâche de rendre des décisions judiciaires concernant l'existence de mauvais traitement infligé à un enfant.

Il y a eu une augmentation importante du nombre de centres d'intervention en faveur de l'enfance ou d'établissements similaires aux États-Unis à la suite de la mise en œuvre du financement fédéral en 1992, après l'adoption de la *National Children's Advocacy Program Act of 1992*¹⁰. Des études effectuées et publiées dans des revues spécialisées en mauvais traitements infligés aux enfants indiquent que l'expérience des centres américains d'intervention en faveur de l'enfance est positive dans le sens où elle permet de réduire le stress chez les enfants et les membres non agresseurs de la famille et d'assurer leur aiguillage vers les services communautaires¹¹. Les études américaines font également état d'une réduction du nombre de fois que les victimes doivent être interrogées, au moyen de bandes vidéo et d'entrevues d'équipe¹². Cela peut réduire les risques de

9. Kathleen Coulborn Faller et Vincent J. Paluseri, « Child Advocacy Centers: Do They Lead to Positive Case Outcomes? », *Child Abuse & Neglect*, n° 31, 2007, p. 1022.

10. *Ibid.* Voir aussi la *National Children's Advocacy Program Act of 1992*, 102d Cong., 1992 (adoptée) et la *National Children's Advocacy Program Act of 1992*, Pub. L. n° 102-586, S 6, 106 Stat. 4982-5029.

11. Pour une analyse de la documentation dans ce domaine, voir Carol A. Stalker, Amanda Topham, Maxine Barbour et Natalie Forde, « Policies and Practices of Child Welfare Agencies in Response to Complaints of Child Sexual Abuse 1960-2006 » (document de recherche de la phase I de l'enquête), pp. 43-45.

12. T.P. Cross, Lisa M. Jones, Wendy P. Walsh, Monique Simon et David Kolko, « Child Forensic Interviewing in Child Advocacy Centers: Empirical Data on a Practice Model », *Child Abuse & Neglect*, n° 31, 2007, p. 1048.

« revictimisation » qui pourraient découler d'une répétition constante du compte rendu d'un traumatisme. Ces études indiquent que le recours à des équipes multidisciplinaires a entraîné davantage de confessions de la part des auteurs d'agressions et davantage de plaidoyers de culpabilité¹³. Toutefois, selon les études disponibles, il est moins certain que des milieux plus favorables aux enfants et aux familles entraînent davantage d'accusations ou un taux plus élevé de condamnation. Une récente étude américaine indique qu'il existe bel et bien une certaine corrélation entre le recours à un centre d'intervention en faveur de l'enfance et un taux de succès plus élevé en ce qui a trait aux poursuites¹⁴. En outre, il semble qu'il y ait une corrélation entre les centres d'évaluation des mauvais traitements infligés aux enfants (une variante des centres d'intervention) et l'augmentation des taux de condamnation ainsi que des expériences plus positives pour l'enfant victime¹⁵. L'expérience vécue aux États-Unis indique qu'une réponse plus compatissante, davantage axée sur la victime, peut être offerte à celles qui ont subi de mauvais traitements et qu'il y a également des possibilités d'obtenir de meilleurs résultats pour l'ensemble du système de justice.

Des établissements semblables aux centres américains d'intervention en faveur de l'enfance existent en plus petit nombre au Canada et présentent certaines variations quant aux services et au mode de fonctionnement. Par exemple, il y a le Zebra Centre à Edmonton, The Gatehouse^{md} et BOOST à Toronto et le Child Advocacy Centre of Niagara à St. Catharines. L'Ontario offre plusieurs programmes d'aide aux enfants témoins, comme ceux mis en œuvre à Toronto, à London et à Waterloo. Chacun de ces organismes est souvent louangé pour son travail, mais il y a eu très peu de recherche universitaire sur l'incidence au Canada d'entités semblables aux centres d'intervention en faveur de l'enfance, peut-être en raison de leur nombre limité¹⁶. De plus, les programmes spécialisés d'aide aux enfants témoins, comme le Programme d'aide aux victimes et aux témoins, n'ont pas le mandat d'offrir toute la gamme de fonctions de coordination des services ou d'aiguillage qu'offrent les centres américains¹⁷.

13. Stalker *et coll.*, « Policies and Practices of Child Welfare Agencies », pp. 43-45.

14. Voir Aaron Miller et David Rubin, « The Contribution of Children's Advocacy Centers to Felony Prosecutions of Child Sexual Abuse », *Child Abuse & Neglect*, n° 33, 2009, pp. 16-17; l'étude souligne qu'il est difficile d'établir des corrélations directes en raison des nombreux facteurs dont il faut tenir compte.

15. D. Joa et M. Edelson, « Legal Outcomes for Children Who Have Been Sexually Abused: The Impact of Child Abuse Assessment Center Evaluations », *Child Maltreatment*, n° 9, 2004, pp. 263-276.

16. Stalker *et coll.*, « Policies and Practices of Child Welfare Agencies », p. 45.

17. *Ibid.*, pp. 60-64.

Les centres d'intervention en faveur de l'enfance disposent habituellement d'installations permettant d'enregistrer à la fois le son et l'image des entrevues. Dans certains cas, cela peut éviter l'éventuel traumatisme dont souffrent les victimes ayant à témoigner en cour. Il s'agit d'une caractéristique importante, à laquelle le professeur Nicolas Bala a fait référence au cours de son témoignage d'expert devant moi¹⁸. Les enregistrements peuvent également aider à comprendre les répercussions de ces mauvais traitements sur un enfant à un certain âge, l'enregistrement vidéo ou audio captant les mots et les images de l'enfant ou du jeune à un moment plus proche de celui où les mauvais traitements ont été infligés. Il peut y avoir un délai avant que l'affaire ne soit entendue en cour et, à ce moment-là, l'enfant ou le jeune est beaucoup plus âgé sur le plan du développement et présente un risque plus élevé de perte de mémoire.

Dans son rapport présenté en juin 2009, Steve Sullivan, l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels, a approuvé l'élargissement du réseau canadien de centres d'intervention en faveur de l'enfance. Par exemple, il a pressé le gouvernement fédéral d'accorder des fonds destinés aux immobilisations en vue de lancer de tels centres ou d'améliorer leur fonctionnement. Il a également recommandé que les administrations municipales et les gouvernements provinciaux et fédéral définissent une stratégie visant à élargir le réseau de modèles de centre d'intervention en faveur de l'enfance au Canada¹⁹. Le soutien à Cornwall est conforme à cette recommandation et pourrait fournir des renseignements importants quant à l'établissement d'un centre dans une petite collectivité.

L'établissement d'un centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall constituerait un héritage important pour la collectivité et démontrerait la détermination à adopter à l'avenir des démarches positives en matière de réponse aux mauvais traitements infligés aux enfants ou aux jeunes. La recherche de la phase 2 concernant un plan viable a déjà commencé sous les auspices de PrévAction²⁰.

Le rapport sur le projet de centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille démontre que les institutions de Cornwall se sont véritablement engagées à apporter des changements, à la fois en ce qui a trait à l'élaboration du concept et à la promesse de placer du personnel dans l'établissement si celui-ci est créé. Par exemple, les Services communautaires de la police de Cornwall sont prêts à y placer des policiers-éducateurs. La Société de l'aide à l'enfance des comtés

18. Nicolas Bala, témoignage, 14 février 2006, transcription, p. 182, et 20 février 2006, transcription, pp. 13 et 41.

19. Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels, « Chaque image, chaque enfant », publié en juin 2009.

20. PrévAction et le Thompson Rosemount Group Inc., « Child Advocacy Centre of Cornwall and Area: Functional Plan » (projet de recherche de la phase 2 de l'enquête, février 2009).

unis de Stormont, Dundas et Glengarry est prête à mettre en place un bureau permanent avec le personnel nécessaire. Le bureau du procureur de la Couronne est prêt à envoyer du personnel au besoin afin de contribuer à l'orientation relative au processus judiciaire et d'assurer la liaison pendant toute journée d'audience. Le partage de locaux aura des répercussions positives sur l'interaction entre les organismes et l'expérience des victimes de mauvais traitements. Les enfants, les jeunes ou les adultes survivants ne se rendraient qu'à un seul endroit plutôt qu'à plusieurs. Eux ou leurs familles pourraient également y avoir accès à un aiguillage vers les services communautaires, réduisant le stress lié aux allées et venues dans un système complexe en période de traumatisme personnel ou familial.

Au moment de l'élaboration du modèle de Cornwall, les personnes travaillant à un éventuel centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille ont tenu compte des besoins d'une petite collectivité et de la meilleure façon d'y répondre. Par exemple, elles ont reconnu rapidement que le centre ne pourrait pas fonctionner efficacement s'il ne prenait en charge que des cas d'agression sexuelle. Étant donné la taille de la population desservie et le fait que la négligence est souvent liée à la violence sexuelle, physique et affective, il est nécessaire que le centre de Cornwall ait un champ d'intervention plus élargi. L'inclusion de la violence physique et de la négligence signifie aussi que le centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille pourrait collaborer avec le très respecté Centre de traitement pour enfants de Cornwall, qui offre des services de counselling, compte tenu que leurs mandats se chevaucheraient.

De plus, afin d'être viable dans une petite collectivité et de répondre aux besoins, les auteurs de la proposition ont déterminé que le centre devrait également offrir des services aux adultes vulnérables. À titre d'exemples importants, mentionnons les adultes survivants venant divulguer des agressions sexuelles passées ou les personnes âgées ayant été agressées physiquement. Je suis entièrement d'accord pour dire que l'aide aux survivants de violence passée est nécessaire et qu'un établissement plus neutre et accueillant pourrait être particulièrement utile.

La Commission a accordé des fonds de recherche pour l'élaboration d'un plan fonctionnel concernant un éventuel centre d'intervention en faveur de l'enfance²¹. Il était important, selon moi, d'étudier la façon dont ce centre pourrait fonctionner et d'en évaluer les coûts. Ce processus a également servi aux auteurs de la proposition au moment de trouver des idées répondant aux besoins d'une petite collectivité en matière de services. En outre, la disposition physique du centre a fait l'objet d'un examen approfondi, en tenant compte du besoin de créer des milieux favorables aux enfants et accueillants pour les familles et de

21. *Ibid.*

disposer d'installations appropriées pour les adolescents, comme une salle de télévision ou de médias. Le plan fonctionnel, qui tient compte des exigences appropriées en matière de sécurité et de technologies de l'information, a été affiché sur notre site Web et est également inclus sur le CD de recherche commandé par la présente Commission. Les coûts d'établissement d'un centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall, selon le plan, sont évalués à 500 000 \$.

Cette somme peut sembler importante, mais elle comprend la construction de salles d'observation munies d'appareils d'enregistrement discrets, des bureaux et des salles d'entrevue, une salle de thérapie destinée aux jeunes enfants et un espace média plus attrayant pour les adolescents, une cuisine, un espace de rencontre et une salle d'accueil. Elle assurerait également la mise en place d'un milieu muni de systèmes de sécurité et de technologie de l'information adéquats. Dans le cadre de la conception, des mesures ont été prises afin de protéger l'intimité et d'assurer l'accès à ce centre aux personnes souffrant d'un handicap physique.

Outre la disposition physique, on a pensé à planifier les besoins en effectif au-delà de celui fourni par les Services communautaires de la police de Cornwall et la Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry. Le plan fonctionnel indique le besoin d'un réceptionniste, de personnel du Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT) ainsi que d'un coordonnateur ou d'une personne-ressource. Selon ce que je crois comprendre, les nouveaux coûts de dotation en personnel s'élèvent à environ 191 000 \$ annuellement, alors qu'environ 740 000 \$ en services de personnel seront fournis chaque année en nature par les institutions et les organismes locaux. Les coûts d'exploitation annuels, évalués à 264 000 \$, comprennent le loyer, les dépenses de bureau, les assurances, le soutien en matière de téléphonie et de technologie de l'information, la traduction de documents, les services juridiques et comptables ainsi que les coûts des réunions et des communications.

L'existence d'un centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall, modifié afin de mieux répondre aux besoins sur le plan des services et de mieux s'adapter aux réalités d'une petite collectivité, serait un élément important pour rétablir la confiance. Il démontrerait l'engagement des institutions à coopérer entre elles et à régler les problèmes du passé. Je félicite les organismes qui ont travaillé ensemble afin d'élaborer une proposition viable. Plus particulièrement, je souhaite souligner le fait que les institutions locales ont montré leur engagement à continuer de travailler ensemble dans ce centre, dans l'intérêt des enfants et des adultes vulnérables.

Le « modèle de Cornwall » pourrait servir de précédent important pour d'autres petites collectivités. La mise en place d'un projet quinquennal pourrait être l'occasion d'en apprendre beaucoup sur ce modèle et sur la façon dont il

pourrait s'appliquer à des collectivités semblables. Mener par l'exemple constituerait une source de fierté communautaire, mais assurerait également une aide réelle concrète à d'autres collectivités qui pourraient être intéressées à mettre en place un projet semblable. L'examen de l'expérience menée à Cornwall pourrait être utile, car il existe très peu d'études universitaires sur ces établissements dans le contexte canadien²².

La planification visant à établir un centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall a été effectuée. Ce centre pourrait fonctionner sous les auspices d'un organisme existant respecté, tel que le Centre de counselling familial de Cornwall et des comtés unis. Je laisserais à l'organisme et à la collectivité le soin de prendre la décision finale, mais je vois réellement un intérêt à éviter la création d'un autre conseil communautaire dans une petite localité où les membres bénévoles de conseils ont déjà atteint leur limite. En outre, les organismes existants ont déjà mis en place des processus de gouvernance et de gestion financière, ce qui permet un démarrage plus rapide. Une telle démarche se veut un autre exemple de solution conçue en fonction des petites collectivités.

Le financement d'un centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille serait un investissement dans l'innovation et de meilleures interventions pour l'avenir. La proposition prévoit la collaboration de nombreux organismes en vue de la prestation de services directs et d'aiguillage vers les organismes existants, un principe essentiel à la promotion de la guérison et de la réconciliation communautaires. Ce centre a même des projets de stages pour les étudiants du nouveau Centre d'excellence du programme d'études appliquées en prévention, traitement et soutien communautaire pour les enfants, les jeunes et les adultes victimes de mauvais traitements du Collège Saint-Laurent, dont il est question plus loin dans le présent chapitre. Afin d'offrir au centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille une occasion raisonnable de s'établir et d'évaluer son travail et ses résultats, des fonds de fonctionnement et de dotation en personnel devraient être accordés pendant au moins cinq ans, y compris des coûts ponctuels de démarrage de 500 000 \$.

Vers la fin de cette période de fonctionnement, une étude devrait être entreprise pour déterminer la valeur du centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall et dans les comtés environnants. Il serait utile de comprendre l'expérience du centre et la mesure dans laquelle ce type de centre peut s'appliquer à d'autres collectivités de petite et moyenne taille afin de continuer d'améliorer les services et les interventions des institutions dans l'ensemble de l'Ontario.

22. Stalker *et coll.*, « Policies and Practices of Child Welfare Agencies », p. 45.

Centre d'excellence : Collège Saint-Laurent, campus de Cornwall

Le Collège Saint-Laurent, grâce aux fonds de recherche accordés dans le cadre de cette enquête, travaille à l'élaboration d'un programme interdisciplinaire appliqué d'études supérieures sur les mauvais traitements infligés aux enfants, d'un programme de formation professionnelle dans le cadre d'un atelier d'été destiné aux intervenants auprès des enfants, des jeunes et des adultes victimes de mauvais traitements et d'un institut de recherche associé à ces programmes d'enseignement. Sa vision est de mettre en place un ensemble de fournisseurs de services engagés à respecter une démarche interdisciplinaire concernant les mauvais traitements infligés aux enfants et aux jeunes, en vue de mettre fin aux cloisonnements en matière de prestation de services.

Pour l'élaboration et la mise en œuvre de son programme, le Collège entend travailler avec les survivants, les organismes sociaux, les bénévoles et d'autres organismes d'éducation afin d'offrir un enseignement qui tient compte de façon adéquate des complexités de la récupération à l'égard des mauvais traitements subis pendant l'enfance ou l'adolescence. L'objectif est non seulement d'assurer une compréhension théorique des concepts clés, mais aussi d'offrir une orientation pratique. Des survivants seront invités à titre de conférenciers dans le cadre de stages pratiques afin que les étudiants et les professionnels aient l'occasion – à l'instar de l'Enquête – de comprendre les expériences de vie des survivants de violence sexuelle.

Le Collège a également l'intention de proposer des solutions concernant la prestation de services en milieu rural dans son programme de certificat, au cours de ses ateliers d'été et dans ses travaux de recherche. Il prévoit attirer des professionnels travaillant déjà en zone rurale et des étudiants prévoyant travailler dans ces régions. Le Collège a reconnu à la fois les besoins et les défis liés à une meilleure prestation de services dans les zones rurales. Selon moi, cette reconnaissance est essentielle et l'emplacement du Collège sur son campus de Cornwall fait en sorte qu'il est bien placé pour élaborer des démarches innovatrices.

Le Collège prévoit également des stages pour les étudiants de ce programme interdisciplinaire à Cornwall, dans les comtés environnants et, par l'entremise de l'enseignement à distance, dans d'autres régions du monde. L'interaction entre les étudiants, les institutions et les organismes sociaux pourrait profiter à tous ces groupes et, surtout, à ceux qu'ils desservent.

Le projet de Centre d'excellence du programme d'études appliquées en prévention, traitement et soutien communautaire pour les enfants, les jeunes et les adultes victimes de mauvais traitements du campus de Cornwall a reçu l'appui du maire de Cornwall, Bob Kilger, parce qu'il pourrait contribuer au renouveau économique en attirant des professionnels dans les ateliers d'été et en soutenant

l'industrie du tourisme locale. Il a également reçu le soutien du Groupe des victimes. Dans ses observations présentées dans le cadre de la phase 2, le Groupe des victimes a souligné qu'un programme interdisciplinaire comme celui qui a été élaboré par le Collège Saint-Laurent pourrait accroître le réseautage entre les diverses disciplines. Il pourrait également créer un groupe de professionnels-ressources dans les institutions et les organismes locaux, qui offriraient une assistance spécialisée concernant les cas actuels ou passés de violence sexuelle²³.

Le projet d'établissement d'un Centre d'excellence au Collège Saint-Laurent a été étudié afin de déterminer s'il y avait une « lacune » que le nouveau programme pourrait combler et si ce type de cours aurait des chances d'attirer des étudiants. L'étude a permis de conclure que la démarche interdisciplinaire comblerait un besoin qui attirerait les étudiants²⁴. Elle suggère en outre certaines façons de peaufiner la démarche du Collège afin de soutenir ses nouveaux programmes à long terme et de les rendre plus attrayants pour les étudiants. Je crois que le Collège se penche sur cet élément dans le cadre de son plan de mise en œuvre. À mon avis, l'effort visant à tenir compte des problèmes des zones rurales est également unique et répond à un grand besoin. Il est important de trouver des démarches souples en matière de prestation de services dans les petites villes et les zones rurales.

Je souligne que la Commission a également accordé du financement au Collège Saint-Laurent, campus de Cornwall, pour la recherche en conception de programme d'études. Je crois que cette recherche est en cours et que des plans sont en place en vue de demander les autorisations nécessaires aux responsables du Collège et au ministère de la Formation et des Collèges et Universités. Le fait que le Collège souhaite entreprendre la conception du programme dès 2010 est emballant.

En plus de l'enseignement offert par le Collège, des projets sont en cours d'élaboration afin de mettre en place un institut de recherche connexe au sein de ce Centre d'excellence. Le Collège cherche à attirer des personnes possédant une vaste expérience de recherche afin qu'elles travaillent à des projets concernant les mauvais traitements infligés aux enfants et aux jeunes – déterminer leurs causes, les endroits où ils se produisent ainsi que les pratiques de traitement et de prévention prometteuses. Il est également intéressé à poursuivre des recherches sur les répercussions des mauvais traitements sur les collectivités, particulièrement celles de petite taille. L'idée est d'établir une interaction entre l'enseignement et

23. Groupe des victimes, observations de la phase 2, 20 février 2009, pp. 13-14.

24. Sierra Planning and Management, « Feasibility Assessment: Centre of Excellence: Post-Diploma Education in the Prevention, Treatment and Community Support of Victims of Child Sexual Abuse » (projet de recherche de la phase 2, février 2009).

la recherche, en attirant les meilleurs chercheurs et conférenciers à Cornwall afin qu'ils fassent des présentations spéciales ou qu'ils participent aux ateliers d'été. Cela inciterait les étudiants à s'inscrire et répondrait aux importants besoins en recherche.

Pour commencer, le Collège aurait besoin d'une aide initiale afin d'attirer des personnes clés pour entreprendre les travaux de recherche, puis de soutenir ces chercheurs en ce qui a trait à la définition du champ de recherche du Centre et à la présentation de demandes aux organismes habituels de financement de la recherche. Une fois l'étape de démarrage franchie, l'élément de recherche subviendrait à ses propres besoins par l'entremise de demandes aux fonds de recherche établis. Les chercheurs pourraient interagir virtuellement, par exemple en collaborant en ligne avec des chercheurs d'universités canadiennes et américaines. En comptant sur un groupe de chercheurs éminents, les programmes de certificat et d'études supérieures attireraient des conférenciers dont les compétences permettraient de soutenir la participation. En outre, ces personnes pourraient offrir des conseils relativement à l'élaboration d'un programme d'études et à son évolution au fil du temps. Les coûts de ces travaux de démarrage visant l'établissement d'un institut de recherche sont de 100 000 \$.

Je félicite le Collège Saint-Laurent qui a répondu rapidement, de façon créative. La création d'un Centre d'excellence peut contribuer grandement à l'instauration d'un milieu propice à la guérison et à la réconciliation à Cornwall. Ce Centre peut :

- soutenir la formation professionnelle continue et enseigner à une génération de praticiens à servir les victimes de mauvais traitements pendant leur enfance ou leur jeunesse;
- continuer à faire participer les survivants à des activités significatives au cours de l'élaboration des programmes d'études, en tant que conférenciers et étudiants;
- acquérir une expertise en prestation de services dans les zones rurales et les petites villes, puis la partager avec d'autres régions;
- diriger les recherches nécessaires sur les services en zone rurale et l'ensemble des répercussions de la violence sexuelle – perte de confiance, de qualité de vie et de foi et réticence à participer à des activités récréatives, par exemple – ou collaborer à ces recherches²⁵.

25. Afin de mieux comprendre le type de recherche qui devrait être effectué, voir David A. Wolfe, Peter G. Jaffe, Jennifer L. Jetté et Samantha E. Poisson, « The Impact of Child Abuse in Community Institutions and Organizations: Advancing Professional and Scientific Understanding », *Clinical Psychology: Science and Practice*, n° 10, 2003, pp. 179-191.

L'établissement d'un Centre d'excellence à Cornwall peut également apporter une contribution positive au renouveau économique de la collectivité et constituer une source de fierté compréhensible pour celle-ci, deux aspects importants de la guérison et de la réconciliation communautaires.

En profitant d'un certain soutien au cours de la période de fonctionnement initiale, il est probable que le Centre d'excellence continue de fonctionner de façon autonome, grâce aux accords de financement habituels des collègues communautaires. L'investissement dans l'établissement d'assises solides fera en sorte que le Centre d'excellence puisse servir les survivants, les enfants et les jeunes, les fournisseurs de services et les régions de Cornwall et des comtés unis pendant des générations. Il peut également susciter des idées et des travaux de recherche qui seront utiles aux intervenants du domaine des mauvais traitements infligés aux enfants partout au Canada, veillant au partage des pratiques prometteuses au profit des enfants et des adultes survivants vulnérables.

Catalyseur de changement et établissement d'assises pour l'avenir

PrévAction est un organisme qui a été créé dans la collectivité de Cornwall afin de faire progresser les idées élaborées relativement aux initiatives de la phase 2. L'organisme se perçoit comme un catalyseur, faisant ce qui est possible pour inspirer et soutenir le changement, et non comme un organisme de prestation de services. Ses activités de soutien du changement comprennent de la recherche, des consultations, l'animation de réunions, ainsi que des activités d'approche et de communication. PrévAction a effectué une étude à laquelle j'ai fait référence concernant l'éducation. L'organisme s'est également assuré d'élaborer un plan fonctionnel relatif au projet de centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille. Dans ses observations présentées dans le cadre de la phase 2, PrévAction a indiqué être toujours intéressé à établir des relations avec les survivants adultes ainsi qu'à respecter et à soutenir le leadership des survivants.

En fait, PrévAction a présenté des observations publiques approfondies dans le cadre de la phase 2, que j'ai trouvées réfléchies et utiles. L'un des éléments de ces observations consistait à demander du financement pour l'organisme lui-même afin qu'il puisse disposer de bureaux, de personnel et de services administratifs lui permettant de poursuivre ses travaux. Le financement demandé couvrirait une période de cinq ans.

PrévAction pourrait continuer de jouer un rôle déterminant dans la guérison et la réconciliation communautaires. Je résumerais de la façon suivante les travaux de catalyseur que l'organisme pourrait effectuer :

- participer à l'établissement et à la gouvernance de ce que j'ai appelé officiellement la « Fiducie de réconciliation » et participer à la prise de décision concernant la priorisation des dépenses;
- mettre au point une base de données relatives aux sources de financement provenant de fondations ou de programmes gouvernementaux existants, qui pourraient soutenir les initiatives communautaires et aider les organismes locaux à apprendre à présenter une demande de financement;
- consulter d'autres intervenants et travailler avec ceux-ci relativement aux idées de renouveau communautaire, faire avancer celles-ci de sorte qu'elles soient prêtes à être mises en œuvre, comme le groupe l'a déjà fait pour des idées telles que le centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille;
- collaborer avec le Centre d'excellence du Collège Saint-Laurent sur une série de conférences éducatives et l'établissement du Centre;
- continuer à travailler avec les survivants en soutenant des initiatives telles que le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes et offrir une aide pratique, comme de l'expertise en matière de collecte de fonds ou le recrutement de bénévoles.

Assurer un soutien continu à PrévAction reviendrait à appuyer un organisme à large assise ayant déjà fait la preuve qu'il peut agir à titre de catalyseur et qu'il est engagé à maintenir l'impulsion vers un renouveau constructif défini par la collectivité.

De plus, si le ministère de l'Éducation appuie un autre rapport sur la sécurité dans les écoles, comme je le recommande au chapitre 4, PrévAction est intéressé à y contribuer; l'organisme a déjà effectué des travaux intéressants avec des groupes de discussion composés d'étudiants de la région. Il a également fait part de son désir de participer à toute campagne élargie de sensibilisation du public en offrant de l'aide et des conseils, ce qui fait l'objet d'une autre recommandation du présent rapport.

Comme je l'ai mentionné, PrévAction a demandé un financement sur cinq ans pour lui-même. Je recommande trois ans. Cela est dû au fait que je conviens que la grande valeur de PrévAction est d'agir comme catalyseur, un organisme qui aide d'autres organismes à atteindre des objectifs qui profitent à tous. Par conséquent, je limiterais son propre financement organisationnel aux premières étapes de la période de soutien de cinq ans que j'ai recommandée pour la guérison et la réconciliation communautaires. Il est évident à mes yeux que c'est à ce moment-là que le besoin d'un catalyseur se fera le plus sentir. Une fois

ces trois années écoulées, PrévAction continuerait à participer à ce que j'ai appelé officieusement la « Fiducie de réconciliation ». En cas de besoin relatif à un projet précis, l'organisme pourrait présenter une demande à la Fiducie, déclarant un conflit d'intérêts par rapport à sa propre demande. Toutefois, je m'attends à ce que les besoins relatifs à ce projet diminuent à mesure que PrévAction réussira à s'acquitter de son rôle de catalyseur et que d'autres groupes s'assureront de la mise en œuvre, conformément à la vision qu'a PrévAction de son propre rôle.

Je crois que le financement nécessaire à une année de fonctionnement, y compris la dotation de personnel à temps plein, s'élèverait à environ 100 000 \$, soit 300 000 \$ pour trois ans. On devrait également accorder un peu de souplesse à PrévAction relativement à ses arrangements. Par exemple, l'organisme pourrait choisir d'embaucher du personnel à temps partiel durant la troisième et la quatrième années, plutôt que se doter d'un effectif à temps plein durant trois ans. Cela pourrait lui permettre de mieux tenir compte du besoin d'assurer un soutien continu mais moins intensif à titre de catalyseur au fil du temps et de la nécessité de soutenir des projets menés par d'autres plutôt que par lui-même. Ce type de démarche pratique, qui consiste à réagir aux conditions à mesure qu'elles se présentent, devrait être envisagé pendant une période totale de cinq ans.

Je perçois les travaux continus de PrévAction comme étant un élément essentiel à la guérison et à la réconciliation communautaires et une forte contribution au renouveau communautaire. Mon comité consultatif m'informe que PrévAction recrute toujours de nouveaux membres et s'efforce d'être le reflet de la collectivité qu'il souhaite desservir. Son comité central et ses sous-comités sont composés de personnes provenant d'institutions locales, d'organismes de services, de l'administration municipale et d'organismes religieux. Ce groupe réunit des retraités ayant mené de brillantes carrières et des étudiants à la recherche d'une source d'inspiration pour la leur. Il inclut des survivants et des membres des familles des survivants de violence sexuelle. Les participants ne sont pas des représentants officiels d'organismes, mais des bénévoles dont les connaissances de la collectivité et l'engagement sincère les ont menés à prendre part activement aux efforts de la phase 2. Je suis convaincu de l'engagement continu de PrévAction au cours de la période de cinq ans en vue de provoquer un changement durable, mais je suis d'avis qu'un soutien financier durant la période initiale constituerait un investissement stratégique permettant de faire progresser l'objectif de réconciliation et de renouveau communautaire.

Intégration avec les initiatives visant à soutenir la guérison et la réconciliation communautaires

Les programmes et les services spécifiques dont il est question dans le présent chapitre offrent de solides assises à un avenir marqué par la réconciliation et le

renouveau à Cornwall et dans les comtés environnants. J'ai choisi ces activités précises aux fins de financement car, combinées les unes avec les autres et avec les propositions formulées au chapitre 2, elles présentent tous les éléments nécessaires pour faire avancer la guérison et la réconciliation communautaires et les soutenir au fil du temps :

- une place pour les survivants afin de favoriser le soutien par les pairs et le leadership des survivants qui s'avèrent nécessaires et de permettre à ces derniers de participer à part égale aux décisions sur la guérison et la réconciliation des survivants et de l'ensemble de la collectivité;
- un service axé sur les victimes visant à soutenir à la fois les enfants et les adultes vulnérables qui se présentent au centre afin de signaler un mauvais traitement et à favoriser la coopération entre les principales institutions au nom des enfants et des adultes vulnérables;
- un centre d'éducation permanent à Cornwall dont l'objectif est de produire une nouvelle génération de professionnels compétents afin de servir les adultes, les enfants et les jeunes ayant été victimes de violence sexuelle, de continuer à attirer d'excellents conférenciers afin d'offrir une formation approfondie et une source d'inspiration aux professionnels travaillant déjà dans le secteur et de mener des activités de recherche hautement nécessaires;
- un soutien continu à un organisme à large assise ayant agi à titre de catalyseur dans le passé et engagé à maintenir l'impulsion vers un changement constructif fondé sur la collectivité.

De plus, je suis convaincu que les organismes à l'origine de ces quatre initiatives travailleront ensemble et respecteront les efforts des autres – des éléments clés du maintien du changement. L'élan initial ayant mené au projet de Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille a été donné par PréVAction, qui s'est inspiré des idées formulées au cours des réunions communautaires. L'organisme jouit maintenant du soutien d'institutions locales, telles que le bureau local du procureur de la Couronne, la Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry et les Services communautaires de la police de Cornwall, ainsi que d'organismes locaux, comme Citizens for Community Renewal. Le Centre d'excellence du Collège Saint-Laurent prépare actuellement ses travaux en fonction du principe de participation des survivants, à la fois comme étudiants et conférenciers invités. Le Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille prévoit accueillir des étudiants du Collège Saint-Laurent et le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes prévoit également cette option. Pris individuellement, chaque programme ou service mérite d'être soutenu, mais, pris ensemble, ils peuvent avoir des répercussions exponentielles et non seulement cumulatives.

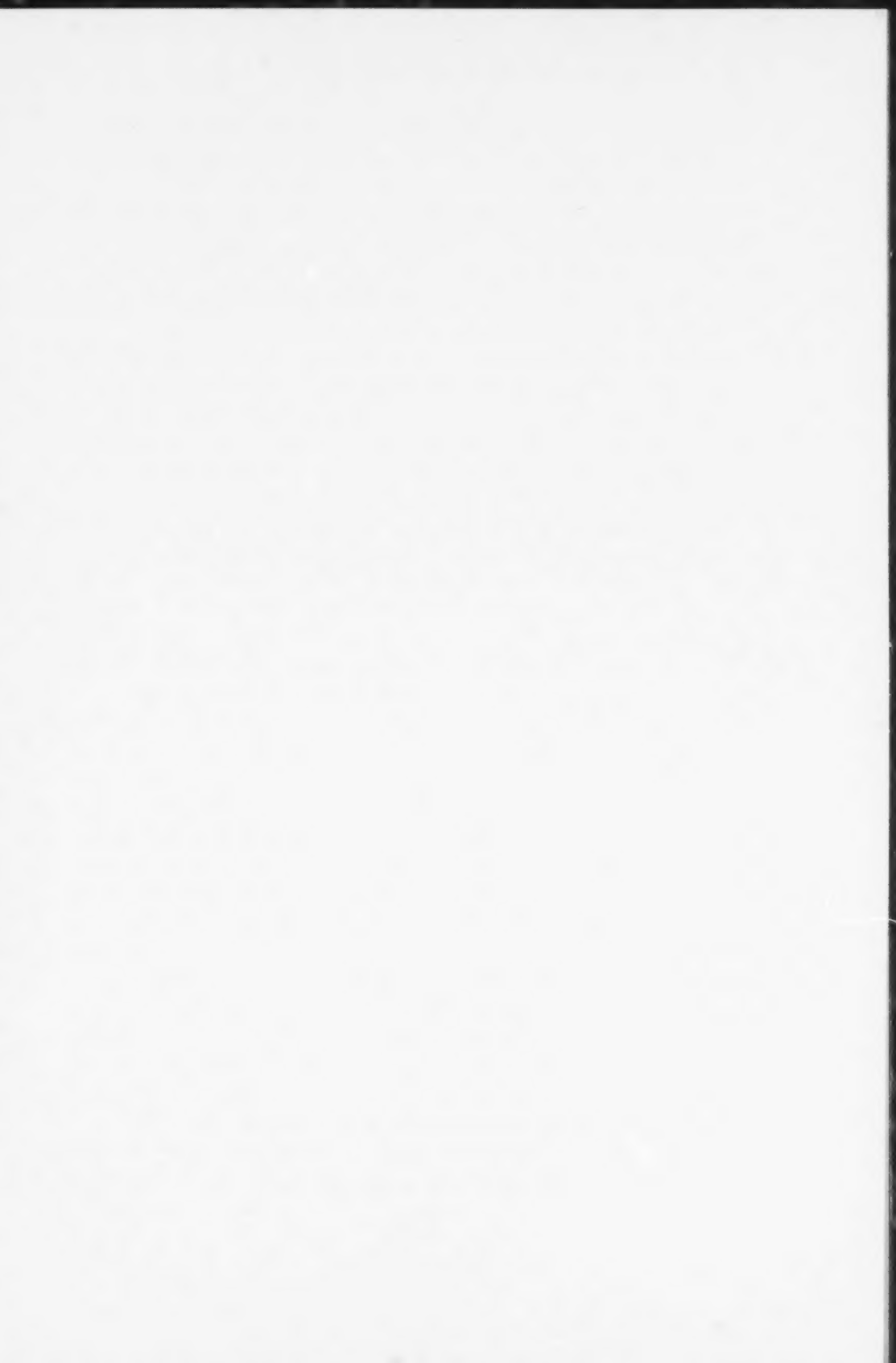
De plus, l'intégration de ces quatre initiatives, si on laisse place à la souplesse et à la possibilité de prendre des décisions à l'échelon local permises par ce que j'ai appelé officieusement la « Fiducie de réconciliation », favorise fortement le rétablissement de la confiance et le renouveau des relations qui font partie intégrante de la réconciliation. La collaboration en vue de déterminer les priorités et de prendre des décisions assure un fondement permanent en matière d'interaction et de soutien mutuel. Parallèlement au soutien continu à la guérison personnelle que j'aborde au chapitre 7, il existe un plan pratique solide visant le progrès durable. Ce plan décrit les éléments nécessaires pour favoriser la guérison et la réconciliation communautaires dans les années à venir à Cornwall et dans les comtés unis.

Recommandations

1. Le ministère du Procureur général devrait accorder un financement d'au moins 650 000 \$ pour l'établissement et le fonctionnement d'un Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes à Cornwall, en se fondant sur la proposition présentée par l'équipe de leadership des survivants. Les fonds de fonctionnement et de dotation en personnel devraient être accordés pour une période minimale de cinq ans.
2. Le ministère du Procureur général devrait accorder un financement maximal de 2,8 millions de dollars pour l'établissement et le fonctionnement d'un Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall, en fonction de la proposition présentée par PréVAction et appuyée par la Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry et les Services communautaires de la police de Cornwall. Les fonds de fonctionnement et de dotation en personnel devraient être accordés pour une période minimale de cinq ans.
3. Le ministère du Procureur général devrait évaluer le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes et le Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille de façon continue et présenter un rapport final au bout de cinq ans afin d'évaluer les résultats, l'information et l'expérience acquise et de déterminer si le financement des deux programmes devrait se poursuivre.
4. Le gouvernement de l'Ontario devrait soutenir l'établissement du Centre d'excellence du programme d'études appliquées en prévention, traitement et soutien communautaire pour les enfants, les jeunes et les adultes victimes de mauvais traitements au Campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent. Ce soutien devrait comprendre un financement de 100 000 \$ pour le démarrage de l'institut de recherche connexe. Le

gouvernement de l'Ontario devrait coopérer avec le Collège en mettant à sa disposition des fonctionnaires ayant une précieuse expertise pour donner des conférences et en envoyant des fonctionnaires aux ateliers d'été des programmes de certificat et d'études supérieures afin qu'ils profitent de la formation offerte. De plus, durant cinq ans, le Collège Saint-Laurent devrait recevoir 10 000 \$ annuellement pour une série de conférences afin de continuer à attirer des experts à Cornwall dans le but d'améliorer la compréhension de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes et d'améliorer les interventions dans ce domaine.

5. Le gouvernement de l'Ontario devrait accorder un financement de 300 000 \$ à PrévAction sur une période d'environ trois ans afin de soutenir la poursuite de son travail à titre de catalyseur de changement, de favoriser sa participation à la création de programmes comme le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes et le Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille et de participer aux travaux permanents de la Fiducie de réconciliation.



Sensibilisation du public, éducation et formation professionnelle dans l'ensemble de l'Ontario

La prévention repose sur l'éducation

Lorsque nous discutons de la façon dont les institutions réagissent aux déclarations de violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, il ne faut pas longtemps avant que les discussions s'orientent vers le grand espoir que l'on nourrit pour l'avenir : la prévention. Pouvons-nous empêcher que de futures générations d'enfants et de jeunes soient victimes d'agressions sexuelles commises par des personnes qu'ils connaissent et en qui ils ont confiance? J'ai constaté que, pour la plupart des gens, la « prévention » signifie mettre un frein aux agressions avant qu'elles ne se produisent. Mais la prévention peut également consister à faire cesser la violence dès le début afin d'éviter que le traumatisme se répète pour une victime et d'empêcher l'agresseur de s'en prendre à une autre victime. Elle peut en outre consister à faire cesser les préjudices en réagissant à la divulgation de violence d'une façon qui guérit au lieu de causer des préjudices, qui délivre les victimes de leur honte et de leur culpabilité et qui responsabilise et sanctionne les agresseurs. La vision d'un avenir où l'on empêche la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes est un thème qui est revenu fréquemment ainsi qu'un espoir sincère que nourrit la Commission d'enquête. Compte tenu de cet intérêt omniprésent à l'égard de la prévention, j'en ai conclu que les recommandations sur les moyens de prévenir de futures agressions sexuelles sur des enfants devraient constituer l'élément central du présent rapport et que la prévention va de pair avec l'éducation. Si la société est bien informée au sujet de la violence sexuelle faite aux enfants, nous serons tous plus en mesure de prévenir les agressions et d'habiliter nos enfants et nos jeunes à se défendre. Si nous prenons la prévention au sérieux, nous devons prendre un engagement en matière d'éducation, qu'il s'agisse d'éduquer les professionnels, les jeunes ou la société dans son ensemble.

La violence sexuelle faite aux enfants – tout particulièrement les agressions extra-familiales – a fait l'objet de mythes très répandus, de malentendus et de déni. Par exemple, lors des dépositions d'experts à la phase 1, j'ai entendu David Wolfe dire que notre société éprouve encore de la difficulté à comprendre et à croire que la plupart des agresseurs ne sont pas des étrangers qui frappent au hasard, mais plus vraisemblablement les personnes auxquelles nous confions nos enfants et nos jeunes. Il a expliqué que « l'une des formes de violence sexuelle faite aux enfants les plus difficiles à accepter pour la société et les professionnels est la notion d'*agression par une connaissance*¹ ».

J'ai également entendu, à la fois dans des témoignages d'experts à la phase 1 de cette Enquête et lors d'un atelier tenu au cours de la phase 2², que le mythe assimilant l'homosexualité à la pédophilie perdure. Dans sa déposition d'expert, David Wolfe a clairement énoncé que « l'homosexualité, par exemple, est une orientation vers les personnes du même sexe, mais elle n'a rien à voir avec la pédophilie. Il ne s'agit pas du tout de la même chose³ ».

Le fait de ne pas comprendre ou de ne pas accepter cette réalité pose le risque que les véritables agresseurs passent inaperçus, alors que des innocents, hommes et femmes, sont stigmatisés. L'un des moyens les plus efficaces de lutter contre la désinformation est de fournir au public des faits et des renseignements exacts sur la façon dont les agressions sexuelles sont commises, sur l'identité des agresseurs et sur les circonstances qui rendent plus vulnérable aux agressions. La prévention découle d'une meilleure connaissance des risques réels et de leur prise en compte, y compris les risques que courent les enfants et les jeunes en présence d'adultes en qui ils ont confiance.

Des témoignages donnés lors des activités organisées dans le cadre de la phase 2 ressort une préoccupation commune aux survivants adultes à l'égard de la sensibilisation et de l'éducation. Bien que les adultes survivants soient très favorables aux efforts déployés pour prévenir la violence faite aux jeunes, on m'a dit qu'ils se sentent laissés à l'écart des initiatives d'éducation. Ils veulent que les professionnels, le grand public et les survivants eux-mêmes prennent pleinement conscience des répercussions qui durent toute la vie. Ils veulent que les professionnels comprennent que la méfiance et le malaise ressentis en présence de personnes en autorité peuvent découler du traumatisme consécutif à la violation

1. David Wolfe, pièce n° 16, onglet 3, p. 3.

2. Homophobie, hétérosexisme : pourquoi ces attitudes nuisent à la lutte contre les abus infligés à des enfants et des adolescents (table ronde sur les politiques, 1^{er} octobre 2008). Dans sa présentation, Michael Seto a souligné qu'il n'y a « aucune preuve que les hommes gays, définis comme des hommes qui préfèrent sexuellement les hommes, posent plus de risques aux enfants que les hétérosexuels, définis comme des hommes qui préfèrent sexuellement les femmes. »

3. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, p. 41.

de confiance. Ils souhaitent que le public voie la petite fille effrayée dans la femme de 40 ans, ou le jeune homme humilié et isolé dans le quinquagénaire. Cette prise de conscience, qui les aiderait à guérir, exige de l'éducation.

Malgré certaines améliorations apportées à la formation et à l'éducation au fil du temps, il semble qu'aucune information sur la violence sexuelle faite aux enfants ou sur ses conséquences qui durent toute la vie ne soit couramment ni systématiquement offerte aux enfants d'âge scolaire, aux professionnels en formation ou au grand public. De vaillants efforts ont été déployés afin de diffuser cette information, mais ils s'inscrivaient en grande partie dans le cadre d'initiatives entreprises par des organismes non gouvernementaux sans but lucratif, qui disposent souvent de moyens financiers restreints et n'offrent leurs services que dans une région géographique limitée.

Dans le contexte de l'opinion générale voulant que la prévention dépende de l'éducation, j'ai également entendu des experts du domaine s'inquiéter du fait que la question de la violence sexuelle faite aux enfants ait disparu de l'actualité et que les ressources limitées autrefois disponibles se soient épuisées⁴. Dans son témoignage contextuel sur l'intervention institutionnelle et communautaire, le professeur Nicholas Bala a déclaré que les sociétés de l'aide à l'enfance et les services de police communautaire ne recevaient plus de formation commune⁵. Dans les années 1990, après plusieurs affaires d'agression sexuelle fortement médiatisées, la prestation d'une formation commune à ces deux types d'organismes était de rigueur. Cependant, au fur et à mesure que le temps passait et que l'attention du public diminuait, les ressources se sont elles aussi amenuisées. Bien que les personnes préoccupées par la situation des enfants et des jeunes et motivées à la changer se soient réellement efforcées d'intervenir, la violence sexuelle faite aux enfants est un problème qui perdure en Ontario. Il me semble évident qu'afin de prévenir les futures agressions sexuelles sur des enfants, de les détecter rapidement et de réduire leurs répercussions au minimum lorsque malheureusement elles sont commises, il faut mettre en œuvre une stratégie d'éducation étendue et cohésive définissant ce en quoi consiste la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes et les mesures à prendre pour composer efficacement avec ce problème. Dans son témoignage d'expert, Peter Jaffe a résumé ainsi la situation :

La prévention de la violence sexuelle faite aux enfants doit comprendre une initiative permanente à cibles multiples qui s'intègre à l'ensemble des collectivités et des institutions. Diverses démarches, comme des

4. La déclaration obligatoire des mauvais traitements d'ordre sexuel commis sur des enfants (tables rondes sur les politiques, 20 janvier 2009), pp. 6-7.

5. Nicholas Bala, témoignage, 20 février 2006, transcription, pp. 9-11, 92-94.

travaux communautaires visant à soutenir les familles, la promotion d'une sexualité saine auprès des enfants et une formation permettant aux enseignants, aux travailleurs sociaux, aux policiers et aux professionnels de la santé de reconnaître les signes de violence sexuelle, sont nécessaires afin d'assurer l'efficacité de la prévention [traduction]⁶.

Il faut informer efficacement et systématiquement toute la population de la province au moyen de messages ciblant différents segments de la société et adaptés aux différents besoins des enfants, des adolescents, des bénévoles et des professionnels. En outre, ces efforts doivent bénéficier d'un financement suffisant afin que chaque école, collectivité et habitant de l'Ontario soient en mesure de contribuer à l'atteinte de l'objectif consistant à prévenir, à détecter et à signaler efficacement les agressions sexuelles et d'intervenir adéquatement.

Au cours de la présente enquête, j'ai donné mon appui à diverses mesures d'éducation, en partie parce qu'elles constituaient des occasions de sensibiliser davantage la population à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes et à ses répercussions sur toute une vie. Les audiences qui ont eu lieu à la phase 1 étaient publiques et également diffusées en direct sur Internet. L'interprétation simultanée en français et en anglais était offerte à la fois dans la salle d'audience et sur Internet. La transcription des instances était affichée sur le site Web de la Commission d'enquête dans un délai de 24 heures. Cela a élargi l'accès du public aux excellents témoignages d'experts au sujet de la violence sexuelle qui ont amorcé les audiences de la Commission d'enquête publique sur Cornwall. Par ailleurs, nous avons commandé plusieurs documents de recherche à des experts dans divers domaines ayant trait au mandat de la phase 1 de cette enquête⁷. Ces documents ont été publiés sur le site Web de la présente Commission d'enquête, ce qui a permis au public de connaître les expériences d'autres territoires de compétence.

Au cours de la phase 2, l'éducation a pris diverses formes. Nous souhaitions informer la collectivité de Cornwall et qu'elle nous informe aussi. Le personnel de la phase 2 et les membres de mon comité consultatif ont beaucoup appris en s'entretenant avec les parties intéressées et des membres de la collectivité au sujet du type de mesures d'éducation et de sensibilisation qu'ils considéraient nécessaires, tant à Cornwall que partout en Ontario⁸. L'éducation était un thème central de la recherche effectuée par PrévAction à Cornwall⁹. La présente

6. Peter Jaffe, pièce n° 23, onglet 3, p. 1.

7. Voir l'annexe A, Recherche de la phase 1.

8. Voir l'annexe B, Réunions de la phase 2 avec le comité consultatif.

9. Voir, par exemple, Ekos Research, « Ce que pensent les jeunes de la prévention des abus sexuels, des dangers sur Internet et du Club des garçons et des filles, Rapport final » (projet de recherche de la phase 2 de l'enquête, février 2009).

Commission d'enquête a commandé des documents de recherche aux parties à cette enquête et à des chercheurs chevronnés afin d'analyser les enjeux pertinents et de mieux renseigner le public à leur sujet¹⁰. Plusieurs de ces documents ont fait l'objet d'ateliers publics, dans le cadre desquels les auteurs et des experts invités ont discuté des documents et des questions qui en ont découlé¹¹. En outre, des tables rondes publiques sur les politiques ont été organisées. Elles portaient sur des sujets comme la confidentialité dans le règlement d'affaires civiles, l'homophobie et ses conséquences négatives sur la prise en charge du problème de la violence sexuelle faite aux enfants et l'obligation de déclarer les cas de ce type de violence¹². Ces ateliers ont donné aux parties intéressées et au public l'occasion d'apprendre auprès d'experts de ces domaines et d'accroître leurs connaissances. Plusieurs activités publiques à grande échelle, que nous avons appelées « assemblées publiques locales » ont eu lieu dans le but d'informer le public au sujet de la violence sexuelle faite aux enfants et d'examiner diverses démarches de prévention. En raison de l'intérêt exprimé à l'égard de la prévention de la violence ou de l'exploitation sexuelle d'enfants, la Commission a fait appel à des experts des domaines de la violence sexuelle faite aux enfants et de la technologie, afin d'informer le public des nouveaux risques que pose Internet¹³. L'enquête a également offert de nombreuses occasions de formation professionnelle dans la région de Cornwall, qui ont été très bien accueillies par les professionnels de la collectivité de Cornwall et d'ailleurs, et qui étaient considérées comme des initiatives nécessaires et louables¹⁴. Ainsi, l'enquête a contribué à accroître la sensibilisation et à fournir de l'information, mais, de toute évidence, il y a encore énormément à faire.

Bon nombre des questions abordées dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall étaient hautement décisives. Cependant, la question d'une sensibilisation, d'une éducation et d'une formation améliorées n'en faisait pas partie. Les témoins entendus à la phase 1 ont déclaré à maintes reprises que leurs expériences les portaient à croire qu'une éducation accrue du public et des professionnels s'imposait afin de prévenir les futures agressions sexuelles sur des enfants. Les personnes qui ont témoigné officiellement pendant la phase 2 ont manifesté un appui extraordinaire à l'idée d'une éducation accrue, la considérant encore une fois comme l'un des principaux outils dont nous disposons pour empêcher la

10. Voir l'annexe A, Recherche de la phase 2.

11. Voir l'annexe B, Ateliers de recherche.

12. Voir l'annexe B, Tables rondes sur les politiques.

13. Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté : prévention et communauté (activité de la phase 2, 18 octobre 2007); Créer un climat d'espoir, de confiance et de fierté – La technologie et l'exploitation des enfants : les risques et les possibilités (activité de la phase 2, 15 avril 2008).

14. Voir l'annexe B, Formation professionnelle.

violence sexuelle. Les membres de mon comité consultatif et le personnel de la phase 2 m'ont indiqué qu'ils avaient entendu mentionner à maintes reprises que l'éducation doit être l'une des recommandations prioritaires de la phase 2. Enfin, dans leurs mémoires présentés à la phase 2, les membres du public et les parties à l'Enquête ont demandé que je mette les initiatives d'éducation à l'avant-plan au moment de formuler mes recommandations au gouvernement de l'Ontario. Afin d'y voir plus clair dans le large éventail d'idées disponibles en matière d'éducation préventive, je me pencherai sur les besoins du grand public, sur ceux des enfants et des jeunes et sur ceux des professionnels. Je m'attarderai à la valeur de l'éducation en matière de prévention, pour éclairer entre autres la définition de solutions plus constructives et plus empreintes de compassion à offrir aux adultes survivants de telles violences.

Changer les attitudes, appuyer le changement social

Pour que les efforts de prévention soient efficaces, il importera tout particulièrement de changer les attitudes au sein de la société à l'égard de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes. Le public doit être conscient que la violence sexuelle est un problème continu qui nécessite une attention et une vigilance constantes. C'est le cas non seulement à Cornwall, mais également partout en Ontario. Même si l'enquête portait sur des événements survenus à Cornwall, les dépositions de plusieurs témoins experts indiquent clairement que Cornwall n'est pas le seul endroit en Ontario où des enfants sont agressés sexuellement¹⁵. Tous les Ontariens doivent faire face à ce problème, qu'ils vivent dans la plus grande ou la plus petite des villes.

Les attitudes qui prédominent à l'heure actuelle à l'égard de la violence sexuelle faite aux enfants sont encore fondées sur des mythes, sur la désinformation et, par-dessus tout, sur le silence. La réalité est que la plupart des gens ne parlent pas de la violence sexuelle faite aux enfants. Ce sujet n'est pas facile à aborder entre les parents et les enfants ou avec des voisins ou des amis. Nous ne voyons pas de publicité télévisée traitant de ce sujet. Nous n'entendons pas de messages d'intérêt public à la radio. Nous ne recevons pas d'information à notre lieu de

15. Voir, par exemple, John Liston, témoignage, 16 février 2006, transcription, pp. 76-83, où M. Liston parle du projet Guardian mis en œuvre à London; Nicolas Bala, témoignage, 14 février 2006, transcription, pp. 184-185, où le professeur Bala parle de l'orphelinat Mount Cashel à Terre-Neuve et du cas de la cathédrale St. George de Kingston; Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, pp. 104-107, où M. Jaffe parle du projet Jericho mis en œuvre à Prescott et des agressions commises au Maple Leaf Gardens; et Wendy Leaver, témoignage, 27 avril 2006, transcription, pp. 7-8, où M^{me} Leaver parle de la prostitution juvénile dans l'ensemble du Canada.

culte ou de loisirs nous disant quels signes surveiller chez les enfants ou les jeunes ou comment réagir à une divulgation faite par un collègue adulte, un client ou un membre de la famille. Le silence fait passer la violence sexuelle inaperçue aux yeux du public. Cela perpétue la honte et le secret qui l'entourent souvent et peut même faire en sorte qu'elle se poursuive; un silence continu dissuade certainement les victimes de signaler les agressions qu'ils ont subies et de recevoir un soutien qui les aiderait à guérir. Ce silence perdure malgré le grand nombre de cas de violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes qui ont été très médiatisés depuis le début des années 1980. L'attention qu'avaient suscitée ces cas après avoir été rendus publics et les ressources qui y avaient été consacrées n'ont pas duré longtemps¹⁶. À mon avis, il est essentiel de donner à la question de la violence sexuelle faite aux enfants une forte résonance auprès du public. Ce sont une attention constante et des efforts soutenus qui permettront de changer la mentalité dominante à l'égard de ce problème. La violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes doit être considérée comme socialement inacceptable. On devrait s'attendre à ce que les jeunes désirent s'exprimer au sujet des agressions sexuelles qu'ils ont subies et que les autres personnes s'adressent rapidement aux autorités compétentes lorsqu'elles soupçonnent quelqu'un d'être victime de violence sexuelle ou un agresseur potentiel.

J'ai déjà fait mention des témoignages d'experts au sujet des mythes qui entourent toujours la violence sexuelle faite aux enfants, tout particulièrement les agressions extra-familiales ou commises par une connaissance. Dans son témoignage contextuel, M. Wolfe a expliqué que, souvent, les enfants ont peur ou sont gênés de divulguer les agressions sexuelles commises par une connaissance. Les auteurs des agressions sont souvent des membres de la société en qui les gens ont confiance et les enfants ont peur qu'on ne les croie pas, puisque ce type d'agresseur ne correspond pas au stéréotype d'un étranger rôdant dans les buissons. Les victimes peuvent avoir honte, car elles peuvent éprouver des sentiments positifs à l'égard de leur agresseur, qui leur a manifesté de l'attention. Elles peuvent se sentir complices si elles ont une réaction physique en partie agréable, à l'opposé de leur malaise cognitif et affectif. En outre, la sexualité n'est pas un sujet abordé ouvertement avec les enfants, qui ont de la difficulté à parler aux autres, tout particulièrement aux adultes, des incidents de nature sexuelle. Dans son témoignage, M. Wolfe a donné l'explication suivante :

J'ai entendu de nombreuses victimes dire qu'elles avaient vu leurs amis être humiliés s'ils essayaient de signaler que telle personne les tripotait au lit la nuit. Si elles avisaient, par exemple, le professeur responsable,

16. Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, pp. 72-74.

elles étaient chassées de l'école ou elles voyaient leur ami se faire taquiner par les autres, se faire traiter de gay. Voilà des exemples de la pression exercée sur les enfants pour qu'ils se taisent. Le silence naturel, le voile de silence qui enveloppe naturellement la sexualité au cours de l'enfance est quelque chose qu'on ne veut pas que les autres sachent [traduction]¹⁷.

Aux fins d'un rapport de recherche réalisé par le groupe communautaire PrévAction dans le cadre de la phase 2, des groupes de discussions ont eu lieu avec des parents de Cornwall afin de déterminer les niveaux de sensibilisation du public à l'égard de la violence sexuelle faite aux enfants. D'après les résultats de cette recherche, je constate que les adultes peuvent éprouver de la difficulté à accepter l'idée que des enfants ou des jeunes courent souvent des risques auprès de personnes qu'ils connaissent et en qui ils ont confiance et en qui d'autres adultes ont également confiance :

Nombreux sont les parents qui pensent qu'il est possible de prévenir la violence sexuelle. Ils croient que le principal moyen d'y arriver consiste à sensibiliser davantage les jeunes. Dans un des cas, un parent a suggéré d'accroître la sensibilisation à l'échelon communautaire. Dans un autre cas, on préférerait mettre les enfants en garde contre les « dangers liés aux étrangers » [traduction]¹⁸.

J'ai également entendu, dans des témoignages d'experts à la phase 1, qu'il demeure plus difficile pour les garçons de dévoiler des agressions, généralement parce qu'ils ressentent de l'anxiété et un inconfort relativement à l'identité sexuelle. M. Wolfe a expliqué que les jeunes hommes avaient encore plus de difficulté à les divulguer, car ils craignent de se faire taxer d'homosexuels, ou qu'ils éprouvent de la confusion par rapport à leur identité sexuelle :

Le cinquième aspect [des répercussions de la violence], qui touche beaucoup plus d'hommes que de femmes, est la confusion liée à l'identité et à l'orientation sexuelles. J'ai constaté ici que, pour les hommes, ce phénomène semble apparaître au début de l'adolescence et se poursuit jusqu'à la fin de la vingtaine. Ils ne savent pas avec certitude

17. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, p. 120.

18. Ekos Research, « Ce que pensent les jeunes de la prévention des abus sexuels, des dangers sur Internet et du Club des garçons et des filles, Rapport final » (projet de recherche de la phase 2 de l'enquête, février 2009).

s'ils sont homosexuels parce qu'ils ont eu des contacts sexuels avec un homme et se demandent si ce qui s'est produit signifie qu'au fond d'eux-mêmes, ils doivent être homosexuels, car ils ont accepté les actes commis ou y ont participé dans une certaine mesure, n'ont pas résisté, n'ont pas arrêté leur agresseur. Ils ont beaucoup de mal à y voir clair [traduction]¹⁹.

La table ronde de la phase 2 portant sur les obstacles créés par l'homophobie donne également à penser que, dans une société hétérosexiste, qui entretient des idées étroites sur les rôles sexuels convenant aux garçons et aux filles ou aux hommes et aux femmes, les jeunes homosexuels et lesbiennes peuvent craindre d'être perçus comme attirant les agresseurs en raison de leur orientation sexuelle²⁰. Lors de cet exposé, Michael Seto a fait observer ce qui suit :

Il se peut qu'accablées par le fait d'avoir eu des contacts sexuels avec un homme, les victimes préfèrent ne pas signaler l'agression et ne pas chercher de l'aide. L'hésitation à chercher de l'aide et à signaler les agressions est grave, parce que, pour les hommes, des abus sexuels subis à l'enfance augmentent le risque de souffrir de plusieurs séquelles, notamment : troubles mentaux, tels que addictions; relations dysfonctionnelles et problèmes sexuels et comportement criminel, y compris infractions sexuelles.

La sensibilisation pourrait concourir à dissiper divers mythes en renseignant le public sur les agresseurs potentiels et sur la nature irréaliste de la perception de l'agresseur comme étant un étranger. Elle pourrait également informer le public de l'obligation de signaler des soupçons raisonnables de violence aux autorités compétentes. Dans son mémoire de la phase 2, la Société de l'aide à l'enfance (SAE) des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry a fait la déclaration suivante :

Le manque de connaissances sur les endroits où aller pour signaler des agressions préoccupe énormément la SAE. Non seulement la population a-t-elle l'obligation de signaler des soupçons de violence à la SAE, mais ce manque de sensibilisation a d'importantes répercussions sur la protection de l'enfance. Si une victime ou une personne qui soupçonne

19. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, p. 115.

20. Homophobie, hétérosexisme : pourquoi ces attitudes nuisent à la lutte contre les abus infligés à des enfants et des adolescents (table ronde sur les politiques, 1^{er} octobre 2008).

des actes de violence veut le divulguer et ne le fait pas parce qu'elle ne sait [pas] à qui s'adresser, la violence continuera [traduction]²¹.

Si le public est mieux informé au sujet de la violence sexuelle faite aux enfants et des mesures à prendre à cet égard, la prévention deviendra un objectif réalisable.

La prévention peut également se révéler rentable pour l'ensemble de la société. Dans le présent rapport, j'ai établi des priorités en tenant compte des ressources limitées. Cependant, ne pas prévenir la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes entraîne des coûts importants. Dans un rapport présenté en 2003 à la Commission du droit du Canada²², les coûts liés à la violence sexuelle faite aux enfants engagés par le système de justice canadien à lui seul étaient estimés à 600 millions de dollars pour l'année à l'étude. Les coûts estimatifs engagés par le système d'éducation dépassaient les 23 millions de dollars par année, tandis que ceux des services sociaux atteignaient le milliard et les coûts de santé, 200 millions pour une seule année. Réduire l'incidence de la violence permettrait de diminuer également les coûts que doit assumer la société, ainsi que ceux couverts par les employeurs ainsi que les personnes touchées et leur famille.

Les médias de masse constituent probablement la source d'information la plus importante pour les adultes et les jeunes. Ce fait a été corroboré par des recherches utiles sur les attitudes des jeunes de Cornwall qui démontrent l'influence qu'exercent les médias sur les enfants et les jeunes²³. Les efforts déployés ne sont efficaces que dans la mesure où les gens se tournent vers le monde par l'entremise des médias de masse. Les initiatives des écoles peuvent produire de meilleurs résultats si elles s'appuient sur ce que les élèves voient à la télévision ou sur Internet et sur ce qu'ils entendent à la radio.

Au cours d'une assemblée publique tenue à Cornwall²⁴, nous avons visionné des messages d'intérêt public provenant de pays comme l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis. À l'unanimité, les personnes présentes ont demandé : « Pourquoi de tels messages ne sont-ils pas diffusés chez nous? » Ces messages

21. Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas & Glengarry, mémoire de la phase 2, p. 14.

22. Audra J. Bowlus, Katherine McKenna, Tanis Day et David Wright, *Coûts et conséquences économiques des sévices infligés aux enfants au Canada*, Rapport à la Commission du droit du Canada, mars 2003. Les coûts totaux annuels des sévices infligés aux enfants (y compris la violence sexuelle faite aux enfants) sont estimés à 15 705 910 047 \$.

23. Ekos Research, « Ce que pensent les jeunes de la prévention des abus sexuels, des dangers sur Internet et du Club des garçons et des filles, Rapport final » (projet de recherche de la phase 2 de l'enquête, février 2009).

24. Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté : prévention et communauté (activité de la phase 2, 18 octobre 2007).

étaient percutants et suscitaient un sentiment de responsabilité collective; ils fournissaient également le numéro de téléphone ou l'adresse électronique de ressources auxquelles s'adresser pour obtenir de l'aide. Ce type d'intervention a été perçu comme faisant cruellement défaut en Ontario.

Bien que je reconnaisse qu'une campagne de sensibilisation à grande échelle et à plusieurs volets nécessitera du temps et de l'argent pour être efficace, je suis porté à en envisager le lancement en raison de la réussite qu'ont connue d'autres campagnes de marketing social mises en œuvre en Ontario. Par exemple, il y a 30 ans, la conduite d'un véhicule après avoir bu était considérée socialement acceptable en Ontario. Les gens ne se sentaient pas socialement responsables d'intervenir afin d'empêcher un ami de prendre le volant après avoir consommé de l'alcool et les jeunes ne choisissaient pas un conducteur désigné avant de sortir. Toutefois, après avoir étudié la question et déterminé les effets dangereux de la conduite en état d'ébriété, le gouvernement de l'Ontario a lancé une campagne d'envergure provinciale à volets multiples visant à sensibiliser la population à ce problème et à changer l'attitude du public au sujet de l'alcool au volant. Des organismes comme MADD (Mothers Against Drunk Driving) et SADD (Students Against Drunk Driving) étaient à l'origine de cette campagne, insistant sur le fait que, si nous agissons tous, tant à la maison qu'à l'école, il est possible d'empêcher des décès sur la route. Bien que l'alcool au volant n'ait pas été éradiqué et que de nombreux facteurs entrent en jeu, la diminution du taux de mortalité routière liée à l'alcool témoigne de l'efficacité des campagnes de sensibilisation. Il n'est plus considéré comme socialement acceptable de prendre le volant après avoir consommé de l'alcool. Par ailleurs, la conduite en état d'ébriété est un sujet que les gens se sentent à l'aise d'aborder au sein de leur famille et de leur groupe de pairs. Aujourd'hui, la plupart des gens n'hésiteraient pas à empêcher un ami, un parent ou même un étranger de prendre le volant en état d'ébriété, et le fait de laisser quelqu'un conduire après avoir consommé de l'alcool est considéré comme un stigmate social. Voilà le type de changement d'attitude que je voudrais voir à l'égard de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes.

D'autres campagnes ont réussi à sensibiliser le public ontarien et à changer son attitude relativement à d'autres questions délicates. Une campagne contre la violence faite aux femmes est actuellement en cours et bénéficie de l'appui du gouvernement de l'Ontario. Intitulée « Voisin-es, ami-es et familles »²⁵, cette campagne vise à mettre en évidence les signes de violence et à apporter un soutien aux personnes qui en ont été victimes. L'une des caractéristiques de ce programme est qu'il cherche à amener le public à prendre conscience d'un

25. Voisin-es, ami-es et familles; www.neighboursfriendsandfamilies.ca/fr/main.php.

problème qui était autrefois considéré comme étant de nature privée. La campagne vise à faire de la violence familiale un problème dont on peut parler en public et à habiliter les gens à intervenir dans ce qui pouvait auparavant être perçu comme une affaire familiale « qui ne les regardait pas ». Non seulement enseigne-t-elle à reconnaître les signes de violence familiale, elle fournit également aux voisins, aux amis et aux membres des familles des outils pour parler aux femmes qui ont été violentées et pour discuter avec les agresseurs et leur dire qu'ils doivent mettre fin à leur comportement. Dans le cadre de cette campagne, de nombreuses ressources ciblent différents auditoires sous des formes diverses, comme des messages d'intérêt public, des brochures, des affiches et des activités de formation. Les documents sont offerts dans 12 langues différentes afin que l'information soit mise à la disposition d'un public multilingue. Bien que la violence familiale et la violence sexuelle soient des problèmes différents, un programme de sensibilisation comme « Voisin-es, ami-es et familles » pourrait servir de modèle à un programme semblable portant sur la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes. Il serait particulièrement utile de mettre en œuvre des programmes de formation en entreprise et de sensibilisation à l'intention des bénévoles qui pourraient devenir de précieuses ressources auprès d'organismes de loisirs ou autres qui n'emploient peut-être pas de professionnels.

L'initiative « Voisin-es, ami-es et familles » a été renforcée par le soutien d'un comité d'experts qui a contribué à sa conception. Compte tenu de la mission novatrice que représente le changement des attitudes sociales à l'égard de la violence sexuelle, je suis convaincu qu'un soutien semblable serait précieux pour les campagnes de sensibilisation à ce problème. Pour ce qui est de l'appui de spécialistes aux campagnes, j'insisterais sur l'importance de l'expertise des survivants eux-mêmes, ainsi que sur les compétences qu'ont acquises bon nombre d'habitants de la région de Cornwall qui se sont intéressés aux travaux de la phase 2 et qui ont déjà commencé à se pencher sur le défi que pose la modification des attitudes²⁶. Sur ce plan, PrévAction, un groupe de Cornwall, a offert de participer à d'éventuels travaux de marketing social afin de faciliter la mise à l'essai, à Cornwall, d'une initiative qui pourrait devenir une campagne d'envergure provinciale.

Lors d'une activité de la phase 2 portant sur la question de la sécurité sur Internet, nous avons entendu parler de plusieurs programmes médiatiques à grande échelle visant à alerter les enfants, les jeunes, les parents et les éducateurs des

26. Voir, par exemple, Ekos Research, « Ce que pensent les jeunes de la prévention des abus sexuels, des dangers sur Internet et du Club des garçons et des filles, Rapport final » (projet de recherche de la phase 2 de l'enquête, février 2009), et Ekos Research, « Rapport sur l'analyse de la conjoncture » (projet de recherche de la phase 2 de l'enquête, février 2009).

risques potentiels du cyberspace²⁷. Ces campagnes diffusent des renseignements qui permettent de mieux détecter les risques et d'en protéger les enfants et les jeunes. Il y a cinq ans, peu d'adultes savaient que des agresseurs pouvaient se servir des ordinateurs comme d'un autre moyen d'attirer et de piéger des jeunes à des fins sexuelles. Nous connaissons maintenant la présence de risques sur Internet et nous apprenons à les atténuer. Cette sensibilisation accrue découle notamment d'efforts généralisés pour informer les adultes et les jeunes à l'aide d'un large éventail de méthodes d'intervention, dont des sites Internet proposant des jeux, des affiches, des messages diffusés à la radio et à la télévision et des brochures. Pourtant, bien qu'ils constituent d'excellents moyens d'aborder les risques liés à Internet, ces efforts ne favorisent aucune prise de conscience des risques que posent les adultes en qui les enfants et les jeunes ont confiance et qu'ils côtoient au quotidien.

Un autre facteur que doivent prendre en compte les campagnes de sensibilisation du public est l'intervention auprès des agresseurs ou des personnes à risque de commettre des agressions sexuelles sur des enfants. De toute évidence, si l'objectif visé consiste à empêcher la violence sexuelle de se produire, il faut porter attention aux personnes qui en sont responsables : les agresseurs. J'appuie les initiatives d'éducation et de sensibilisation destinées aux enfants et aux jeunes afin de les habiliter à se protéger, mais l'existence de ces initiatives ne doit pas atténuer le sentiment de responsabilité qu'ont les adultes de détecter la violence sexuelle faite aux enfants et d'intervenir, ni déresponsabiliser les agresseurs. Il est inacceptable d'imputer pareille responsabilité à un enfant vulnérable, et les membres de la société qui commettent des actes de violence doivent en être tenus responsables. Bien que notre société ne manifeste que peu de sympathie à l'endroit des agresseurs sexuels, ce serait un manque de perspicacité de les laisser à l'écart des programmes de sensibilisation du public. Afin d'informer et de sensibiliser le public, le gouvernement de l'Ontario doit envoyer un message approprié aux agresseurs avérés et potentiels pour les encourager à se faire aider s'ils songent à commettre une agression et mettre des ressources à leur disposition pour les aider *avant* qu'un enfant ou un jeune ne subisse un préjudice. Les familles ont également besoin d'un endroit où obtenir de l'aide si elles sont préoccupées par l'intérêt sexuel que quelqu'un manifeste à l'égard de leurs jeunes fils. Si le gouvernement de l'Ontario accepte certaines des recommandations que j'ai formulées au chapitre 6 en ce qui concerne les services à l'intention des agresseurs avérés et potentiels, les efforts de sensibilisation pourraient alors être conjugués aux programmes destinés aux agresseurs.

27. Créer un climat d'espoir, de confiance et de fierté – La technologie et l'exploitation des enfants : les risques et les possibilités (activité de la phase 2, 15 avril 2008).

Le travail nécessaire pour changer les attitudes de façon durable s'étendra sur plusieurs années. Il est réitératif et continu et il doit être souple afin de miser sur les modes d'apprentissage et de communication des jeunes, des enfants et des adultes. Mais par-dessus tout, il doit être accompli.

Recommandations

1. Le gouvernement de l'Ontario devrait lancer une campagne d'envergure provinciale visant à sensibiliser le public à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, semblable aux campagnes à long terme de lutte contre l'alcool au volant et celle qui est actuellement en cours contre la violence familiale. La campagne devrait chercher à rejoindre un public aussi large que possible et donc à s'appuyer sur la plus grande variété de médias possible, dont la télévision, la radio, les journaux, les magazines, Internet et les panneaux d'affichage. La campagne devrait également cibler différents auditoires grâce à des messages appropriés, s'adressant notamment au grand public, aux parents, aux bénévoles, aux garçons, aux filles, aux professionnels, ainsi qu'aux agresseurs avérés et potentiels.
2. Le gouvernement de l'Ontario devrait créer un comité consultatif chargé de lui donner des conseils sur la conception et la mise en œuvre de la campagne de sensibilisation. Le comité consultatif devrait se composer d'experts œuvrant dans divers domaines, dont l'éducation, la justice, la psychologie, les médias et le marketing social. Le comité devrait également bénéficier de la précieuse expertise de survivants de violence sexuelle et d'habitants de la région de Cornwall qui ont déjà activement manifesté de l'intérêt à l'égard d'une campagne de sensibilisation.

Rejoindre les enfants et les jeunes

Bien que la sensibilisation à la violence sexuelle faite aux enfants exige une campagne massive dans l'ensemble de l'Ontario, il faudra s'appliquer à rejoindre tout particulièrement les enfants et les institutions qui ont le plus de contacts avec eux en dehors de leur famille : les écoles. Puisqu'en Ontario les enfants doivent fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 18 ans ou jusqu'à ce qu'ils obtiennent leur diplôme d'études secondaires, le système scolaire est un contexte idéal pour la prévention et la détection précoce de la violence sexuelle faite aux enfants. L'éducation et la formation offertes au sein des écoles et du système scolaire devraient se faire à plusieurs niveaux dans le cadre d'efforts sociétaux visant à faire face à la violence et à la prévenir. De tels efforts nécessitent plusieurs démarches axées sur la collaboration pour les élèves et les enseignants.

Tout d'abord, il faut mettre en place des programmes systématiques et obligatoires d'éducation sur la violence sexuelle et les relations sexuelles saines ciblant l'ensemble des élèves afin de les sensibiliser à cette question et de les rendre à l'aise d'en discuter avec leurs enseignants, leurs parents et leurs pairs. Grâce à cette éducation, à cette sensibilisation accrue et à cette intégration du sujet dans les cours, il sera beaucoup plus facile pour les enfants de divulguer s'ils ont été victimes d'agressions ou s'ils connaissent quelqu'un qui pourrait l'avoir été. Ces programmes doivent être offerts à tous les niveaux scolaires et être renforcés chaque année par des messages adaptés à l'âge des élèves. À l'heure actuelle, ces programmes ne sont donnés que quelques fois au cours de la vie scolaire d'un élève et ne s'appuient habituellement pas sur un contenu pertinent ou des documents pédagogiques conviviaux. Il me semble évident que les enfants ne sont pas aussi conscients qu'ils devraient l'être des enjeux liés à la violence sexuelle faite aux enfants. Par exemple, la recherche de la phase 2 commandée par la Commission d'enquête au sujet des connaissances des élèves sur les questions de violence sexuelle dans la région de Cornwall a révélé que les élèves trouvaient leurs sources d'information limitées :

Lors de discussions, des élèves de la 7^e à la 12^e année ont parlé d'un nombre restreint de sources d'information au sujet de la violence sexuelle. Les jeunes ont indiqué qu'ils obtiennent habituellement des renseignements à ce sujet dans les médias, dans le cadre de conversations avec des amis et des parents et à l'école. La mesure dans laquelle ces sources les renseignent sur la violence sexuelle varie [traduction]²⁸.

En ce qui concerne l'information sur la violence sexuelle reçue à l'école, elle était également considérée comme assez limitée :

Une minorité d'élèves affirment qu'ils ont acquis des connaissances sur la violence sexuelle à l'école. L'information obtenue en milieu scolaire découle principalement de conversations officieuses avec des enseignants, ainsi que de discussions plus officielles dans le cadre d'un cours sur la santé « lorsqu'il reste du temps » et de cours d'éducation physique. Certains élèves ont remarqué que les écoles fournissent davantage de renseignements aux jeunes sur l'intimidation que sur la

28. Ekos Research, « Ce que pensent les jeunes de la prévention des abus sexuels, des dangers sur Internet et du Club des garçons et des filles. Rapport final » (projet de recherche de la phase 2 de l'enquête, février 2009).

violence sexuelle. Fait intéressant, les élèves de 7^e et de 8^e années sont plus susceptibles de déclarer que le sujet de la violence sexuelle est abordé officiellement à l'école (p. ex., dans le cadre d'assemblées) que ceux du cours secondaire, qui tendent à recevoir des renseignements sur le sujet de façon plus officieuse (p. ex., au cours de discussions de nature générale avec les enseignants). Il s'agit d'un résultat particulièrement intéressant, puisque le programme de la Croix-Rouge comprend des présentations dans les écoles de la collectivité à l'intention des élèves de 7^e et 8^e années, ce qui donne à penser qu'il contribue à faire mieux connaître le problème aux jeunes de ce groupe d'âge [traduction]²⁹.

La plupart des élèves interrogés ont affirmé qu'ils désiraient recevoir ce type de renseignements à l'école et que c'est avec un enseignant qu'ils connaissent et en qui ils ont confiance qu'ils se sentiraient le plus à l'aise d'en parler :

Lorsqu'on leur a demandé qui ils voudraient voir diriger les discussions de groupe sur le sujet, de nombreux élèves de la 7^e à la 12^e année réunis en groupes de consultation ont indiqué qu'ils préféreraient parler à leurs enseignants. Il importe de noter cependant que ce ne sont pas tous les enseignants qui sont considérés aptes à exécuter cette tâche : « Je ne voudrais pas que mon professeur de mathématiques commence à me parler de ce sujet [...] ce serait bizarre ». D'après les groupes de consultation, les élèves préféreraient discuter de violence sexuelle avec des enseignants avec lesquels ils entretiennent des liens étroits, par exemple, leurs professeurs titulaires, leurs professeurs d'éducation physique et ceux de sciences humaines. La plupart ont dit qu'ils ne se sentiraient pas à l'aise de s'entretenir de ce sujet avec d'autres membres du personnel scolaire, y compris les conseillers d'orientation professionnelle et les infirmières. Le principal problème avec les autres membres du personnel scolaire, c'est que les élèves n'ont que des contacts très limités avec eux et hésitent par conséquent à se confier [à] eux : « Je parlerais plus volontiers de ce sujet à un enseignant que je connais et en qui j'ai confiance [traduction]³⁰ ».

29. *Ibid.*, p. 13.

30. *Ibid.*, pp. 17-18.

J'ai trouvé intéressant de constater que les enfants de 7^e et 8^e années à Cornwall étaient en règle générale plus sensibilisés à la violence sexuelle que les élèves des autres niveaux. Comme l'affirme l'étude, la situation s'explique du fait que la Croix-Rouge offre des programmes de sensibilisation à la violence sexuelle (ÉduRespect) sur une base volontaire aux élèves de ces niveaux dans la région de Cornwall. En fait, lors de l'une des activités communautaires de la phase 2, un excellent éducateur bénévole de la Croix-Rouge a donné une version abrégée de la présentation destinée aux élèves de 7^e année³¹. Les personnes présentes ont trouvé l'exposé très convaincant. Le conférencier a informé l'auditoire que des enfants lui avouent avoir été victimes de violence sexuelle chaque fois qu'il donne une présentation. Cela m'indique qu'une sensibilisation accrue est réellement nécessaire – et que des présentations de ce genre doivent commencer bien avant la 7^e année, surtout parce que l'âge moyen des enfants agressés sexuellement est de 10 à 11 ans³². Cela me dit aussi que, si les élèves sont bien informés, ils apprendront quoi faire et s'en souviendront et seront mieux protégés de ceux qui voudraient les exploiter sexuellement.

Bien que je souligne l'existence d'excellents programmes offerts aux élèves ontariens, comme ceux de la Croix-Rouge, il reste que ces programmes ne sont pas accessibles partout et ne s'adressent pas à tous les niveaux scolaires. À mon avis, il est impératif que le gouvernement de l'Ontario prenne des mesures afin d'éduquer et de sensibiliser l'ensemble des élèves ontariens. Il existe de nombreuses façons différentes de diffuser l'information voulue. Le gouvernement pourrait demander à des professionnels externes, comme la Croix-Rouge, de préparer du matériel à l'intention de chaque niveau et d'animer les séances de sensibilisation. En outre, et peut-être surtout, l'information pourrait être intégrée au programme d'études existant afin que les élèves la reçoivent dans le cadre de leurs cours normaux. Cette méthode présente l'avantage d'intégrer les discussions sur la violence sexuelle à la vie scolaire quotidienne. Elle a pour effet de normaliser ces discussions ou de les rapprocher un peu plus de celles qui portent sur des sujets plus courants. Par exemple, dans un cours d'anglais, les élèves pourraient étudier un livre traitant de la violence sexuelle faite aux enfants, ce qui les aiderait à mieux en comprendre les répercussions affectives et sur la vie. Pour les enfants plus jeunes, on pourrait lire à l'heure du conte une histoire qui parle de violence d'une façon adaptée à leur âge et qui pourrait favoriser des discussions sur le sujet. Le gouvernement de l'Ontario a déjà réussi à intégrer

31. Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté : prévention et communauté (activité de la phase 2, 18 octobre 2007).

32. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, p. 51.

d'autres questions sociales, comme l'intimidation et le racisme, à son programme d'études général. Si l'on fait appel aux ressources appropriées, comme des experts qui mettraient au point le contenu et les documents que les enseignants utiliseraient en classe, il n'y a aucune raison valable de croire qu'on ne pourrait pas faire la même chose pour la question de la violence sexuelle.

Je comprends que nous ne pouvons pas rendre obligatoires l'éducation et la sensibilisation des enfants à ce sujet dans l'ensemble du système scolaire sans fournir un soutien adéquat aux enseignants et aux écoles, non seulement en ce qui concerne la mise en œuvre de l'initiative d'éducation, mais également pour composer avec ses répercussions. L'un des effets souhaités de la sensibilisation et de l'éducation est que les enfants ou les jeunes puissent éviter d'être victimes de violence sexuelle. Un autre de ces effets est que, s'ils en sont victimes, les enfants et les jeunes soient plus à l'aise d'en faire part à des personnes en autorité. Si l'information sur la violence sexuelle est communiquée en classe, bon nombre d'enfants se confieront peut-être aux enseignants, car ils se sentiront à l'aise de révéler ce secret dans un endroit où ce sujet est abordé ouvertement. Toutefois, il se peut que les enseignants ne possèdent pas la formation ou les ressources appropriées pour recevoir ces confidences. À l'heure actuelle, ils ne sont pas tenus de suivre de formation sur la violence sexuelle, ni dans le cadre de leurs études universitaires dans un autre domaine que l'enseignement, ni à l'institut pédagogique. Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient besoin d'aide dans ce domaine. En outre, il n'est pas certain que tous les enseignants de l'Ontario reçoivent, à l'égard de cette question, une formation professionnelle continue d'un niveau nécessaire pour leur permettre d'offrir une aide utile aux élèves. En règle générale, les enseignants sont au courant de leur obligation de signaler et c'est à peu près tout. Ils n'ont peut-être pas reçu de résumé du rapport Robins³³ à titre d'étude de cas afin de mieux comprendre ce qui pourrait mal tourner dans les écoles et comme point de départ à une discussion sur les mesures à prendre à l'avenir. Ils ne comprennent peut-être pas le lien positif qui existe entre une intervention précoce et le rétablissement après la violence. Il importe d'intégrer une formation d'initiation appropriée aux études préalables des enseignants et d'imposer une formation professionnelle complémentaire dans l'ensemble de la province. Cela permettra aux enseignants de bien comprendre la matière qu'ils sont tenus d'enseigner, ainsi que de se sentir à l'aise d'intégrer une discussion sur la violence sexuelle à leur enseignement normal et de recevoir des confidences d'élèves.

33. L'honorable Sydney L. Robins, *Protégeons nos élèves, Examen visant à identifier et à prévenir les cas d'inconduite sexuelle dans les écoles de l'Ontario : Rapport* (Toronto, ministère du Procureur général, avril 2000).

De surcroît, conformément à l'objectif de prévention, il importe tout autant de montrer aux enseignants à reconnaître les signes et les symptômes de violence faite aux enfants. Une détection précoce permet d'intervenir de façon appropriée en temps opportun. C'est la détection précoce qui produit les meilleurs résultats possibles pour l'enfant ou le jeune. Les enfants n'avoueront pas toujours être victimes de violence à n'importe qui, ou ils tâteront peut-être le terrain en donnant des indices plus subtils. Compte tenu du temps que les enfants passent à l'école, il est logique de présumer que les enseignants sont les mieux placés, outre les personnes vivant sous le même toit que les victimes, pour identifier les enfants qui en ont peut-être été victimes. Encore une fois, il n'est pas certain que les enseignants et d'autres professionnels de l'éducation possèdent la formation qui leur permettrait de détecter les cas de violence et d'offrir le soutien voulu aux enfants visés par leurs soupçons. Afin de déployer les efforts de prévention les plus complets dans nos écoles, il faudrait intégrer des cours de détection à la formation pédagogique obligatoire des enseignants, tant dans le cadre des études préalables que d'une formation professionnelle complémentaire.

Le Conseil scolaire du district d'Upper Canada (CSDUC) a reconnu, dans son mémoire de la phase 2, la nécessité d'une formation accrue pour ses professionnels, mais il a souligné que les conseils scolaires pris individuellement n'avaient peut-être pas de ressources suffisantes pour offrir cette formation aux enseignants et autres professionnels, et que lui-même ne disposait pas de telles ressources³⁴. Je suis conscient du fait que le manque de ressources puisse avoir une incidence sur la capacité de chaque conseil scolaire d'offrir une formation professionnelle complémentaire appropriée. Afin que tous les élèves ontariens puissent bénéficier de la même éducation et du même soutien, les ressources et le financement nécessaires à la formation professionnelle devraient provenir du gouvernement de l'Ontario. Bien que je me rende compte que cela représente des coûts supplémentaires au moment où les ressources en éducation sont limitées, on pourrait faire en sorte que le besoin de formation professionnelle complémentaire soit moins criant en instituant une formation préalable à l'entrée dans la profession; les enseignants ne devraient ensuite que suivre des cours d'appoint à l'échelon des conseils scolaires. Il incomberait aux facultés d'éducation et à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, plutôt que directement au gouvernement de l'Ontario, de veiller à ce que les enseignants éventuels reçoivent la formation obligatoire sur la violence sexuelle faite aux enfants. Cependant, une demande du gouvernement de l'Ontario – et mes arguments – devraient convaincre ces organismes, qui ont à cœur le bien-être des enfants et des jeunes.

34. Conseil scolaire du district d'Upper Canada, mémoire de la phase 2, pp. 2-3.

Je sais que la ministre de l'Éducation a mis sur pied l'Équipe d'action pour la sécurité dans les écoles. Cette équipe a présenté à la ministre trois rapports sur la violence en milieu scolaire, qui fournissent des renseignements sur divers problèmes, allant de l'intimidation au racisme, et recommandent des politiques, des pratiques et des programmes visant à régler ces problèmes. Le rapport le plus récent, publié en décembre 2008, portait sur la violence sexospécifique, l'homophobie, le harcèlement sexuel, ainsi que le comportement sexuel déplacé d'élèves à l'égard d'autres élèves. Il traitait également de l'examen des protocoles communs aux services de police et aux conseils scolaires locaux, dont l'obligation de signaler³⁵. L'équipe s'est par ailleurs penchée sur les obstacles qui empêchent les élèves de signaler ce type de comportement déplacé de la part d'autres élèves et sur les exigences de déclaration auxquelles doit se plier le personnel scolaire. Depuis sa création, l'Équipe a formulé des recommandations constructives qui ont mené à d'importants changements. Je dirais cependant qu'il reste encore beaucoup à faire. Afin de faire face à tout ce qui peut compromettre la sécurité à l'école et d'offrir aux élèves un milieu d'apprentissage sûr peuplé de gens bienveillants, il manque un élément pour mener à bien l'important travail d'édification d'écoles sécuritaires. Cette tâche supplémentaire consisterait en l'élaboration, à l'intention des écoles, d'une vaste démarche coordonnée de prévention de la violence sexuelle et d'intervention en cas d'agression par des personnes en situation de confiance. Les écoles sont souvent l'endroit où les enfants ou les jeunes iront dévoiler les actes de violence commis par une personne en situation de confiance à la maison ou dans un lieu de loisirs ou de culte; elles peuvent être un endroit où les signes d'abus se manifestent par des modifications du comportement, une baisse de rendement ou l'isolement social. Elles peuvent également être l'endroit où des personnes en situation de confiance comme les bénévoles ou le personnel administratif ou enseignant compromettent la sécurité des enfants en entraînant des enfants ou des jeunes dans des activités de nature sexuelle. Pour garantir entièrement la sécurité dans les écoles, qui est essentielle à l'apprentissage, cet autre élément d'une stratégie destinée à l'ensemble des écoles de l'Ontario doit être mis en place.

Une partie du travail de l'Équipe d'action pour la sécurité dans les écoles pourrait consister à élaborer un éventuel processus de vérification pour les conseils scolaires, qui irait jusqu'au niveau des classes. Ainsi, nous pourrions

35. Équipe d'action pour la sécurité dans les écoles, *Façonner une culture de respect dans nos écoles : promouvoir des relations saines et sûres – Rapport de l'Équipe d'action pour la sécurité dans les écoles sur la violence liée au genre, l'homophobie, le harcèlement sexuel et les comportements sexuels inappropriés dans les écoles* (Toronto, ministère de l'Éducation, 11 décembre 2008).

tous mieux comprendre dans quelle mesure le gouvernement de l'Ontario et les conseils scolaires de la province remplissent leurs obligations relativement à la violence sexuelle faite aux enfants, y compris celle de fournir un soutien au personnel enseignant. La compréhension des attentes est souvent la première étape à franchir pour y répondre. Si les ressources nécessaires ne correspondent pas à celles qui sont offertes, ou si les efforts déployés à un échelon supérieur n'atteignent pas les enfants et les jeunes, on pourrait cerner le problème. La vérification représente également un moyen de déterminer les différences entre les régions de la province et les territoires de compétence où des démarches novatrices ou des partenariats constructifs ont produit des résultats positifs.

Recommandations

3. Le gouvernement de l'Ontario devrait mettre en œuvre un programme universel de sensibilisation à la violence sexuelle dans l'ensemble des écoles ontariennes et des niveaux scolaires. Diverses méthodes devraient être employées pour diffuser ces renseignements, par exemple, inviter des experts de l'extérieur à faire des présentations devant les élèves de tous les niveaux et faire préparer un programme de cours et du matériel pédagogique spécialisé que les enseignants pourraient utiliser en classe. Au moment de la conception de ce programme, il faudrait prendre soin d'y inclure des éléments précis liés à la violence sexuelle faite aux garçons et aux jeunes hommes.
4. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander au Conseil des doyens des 13 facultés d'éducation de l'Ontario d'intégrer obligatoirement aux programmes de baccalauréat et de maîtrise en enseignement une formation complète sur la violence sexuelle couvrant notamment les actes commis par des adultes en situation d'autorité, ainsi que des mesures législatives, des politiques et des pratiques en matière d'intervention.
5. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario de modifier les Normes d'exercice de la profession enseignante afin d'y inclure la prévention et la détection précoce de la violence sexuelle.
6. Le gouvernement de l'Ontario devrait faire en sorte que tous les conseils scolaires de la province offrent une formation à leurs enseignants et à leurs cadres et un programme d'études approprié sur la détection précoce et la prévention de la violence sexuelle. Par exemple, les conseils scolaires devraient inclure une formation sur la violence sexuelle dans le Programme d'insertion professionnelle du nouveau personnel enseignant.

7. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander à la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario de désigner la violence sexuelle comme sujet essentiel des ateliers de perfectionnement professionnel de ses membres.
8. Le gouvernement de l'Ontario devrait commander à l'Équipe d'action pour la sécurité dans les écoles un quatrième rapport qui examinerait les politiques et les programmes relatifs à la violence sexuelle commise par des adultes en situation de confiance. Ce rapport devrait étudier les mécanismes de vérification visant à déterminer la mesure dans laquelle ces programmes sont réellement offerts en classe à différents niveaux scolaires et les obstacles perçus à la prestation de ces programmes partout en Ontario.

Formation professionnelle

Comme je l'ai brièvement mentionné dans le présent chapitre, la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall a donné lieu à diverses occasions de formation professionnelle à l'intention des conseillers et d'autres personnes participant au traitement et à la guérison des survivants de violence sexuelle à Cornwall. Ces occasions de formation ont été bien accueillies par les membres de la collectivité et les participants en ont fait l'éloge de façon unanime. Par exemple, en vertu du mandat de recherche de la phase 2, le Projet pour hommes a offert une série de cinq modules de formation aux fournisseurs de services de counselling et de guérison œuvrant au sein de la collectivité de Cornwall. Cette série s'est révélée si populaire auprès des professionnels de la région de Cornwall que le programme a été répété. Les commentaires formulés par les participants à la suite des séances de formation étaient tout à fait positifs. En voici un exemple :

La formation que j'ai reçue au cours de ces deux jours ainsi que la première offerte par le Projet pour hommes donnent plus de sens et de pertinence à mon travail. J'apprends de la théorie qui s'applique davantage à mes activités. Je comprends mieux à présent ce qui pousse mes clients à agir et à penser comme ils le font. J'ai appris énormément, merci. [traduction]

De même, une séance de formation commandée par la présente Commission d'enquête et donnée par SD&G Developmental Services a suscité une telle demande qu'elle affichait une longue liste d'attente et a également été répétée³⁶.

36. Traumatisme chez le client qui a un retard de développement (activité de formation professionnelle, 8 décembre 2008 et 21 janvier 2009), formation donnée par SD&G Developmental Services.

Les professionnels désiraient manifestement acquérir des compétences pour pouvoir conseiller les personnes accusant un retard de développement qui avaient été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance. L'intérêt et les commentaires des participants à la formation professionnelle témoignent de son importance pour ceux qui conseillent les survivants de violence sexuelle. Cependant, la formation est importante non seulement pour les professionnels qui conseillent les gens et leur viennent en aide, mais également pour l'ensemble des professionnels de première ligne qui peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, entrer en contact avec des enfants ou des jeunes ayant été agressés sexuellement ou avec un adulte ayant été victime de violence dans sa jeunesse. J'ai formulé des recommandations précises aux chapitres 2 et 3 en ce qui a trait aux possibilités d'éducation ou de formation continues à Cornwall. Toutefois, la formation professionnelle doit être liée aux organismes professionnels dont relève la formation préalable ou la formation permanente des personnes qui jouissent d'une certaine reconnaissance professionnelle. Bien qu'une formation locale ou liée à l'emploi soit nécessaire, le rôle des associations professionnelles provinciales doit être pris en compte.

La violation de la confiance et la violence sexuelle peuvent avoir causé un traumatisme à un enfant ou à un jeune, mais ce traumatisme initial peut être aggravé par l'interaction complexe de cette violence avec la situation familiale et de vie de l'enfant. Cela met en évidence la nécessité d'une vigilance accrue de la part des travailleurs de première ligne qui entrent en contact avec les enfants, afin qu'ils puissent reconnaître les signes et les symptômes de violence le plus tôt possible. À cet égard, M. Jaffe a observé :

La sensibilisation des professionnels est cruciale pour la détection de la violence sexuelle faite aux enfants. Certains professionnels, comme les enseignants, jouent un rôle essentiel dans la création de milieux propices à la divulgation. Une formation abordant la dynamique des relations d'agression sexuelle, le processus de divulgation, l'obligation de signaler et les diverses interventions du système à la suite de la divulgation sont des moyens qui aident à prévenir la violence sexuelle ou à l'empêcher de continuer [traduction]³⁷.

Toutefois, pour la plupart des travailleurs de première ligne, le traitement des cas de violence sexuelle faite aux enfants ne représente qu'une partie de leurs tâches et il leur manque souvent la formation voulue pour traiter ces cas efficacement et d'une manière qui assure les meilleurs résultats possibles. Ils doivent apprendre à recevoir les confidences d'enfants ayant été agressés. En

37. Peter Jaffe, pièce n° 23, onglet 3, p. 4.

plus de savoir s'occuper des enfants, les travailleurs de première ligne et, en fait, tous les partenaires du système judiciaire, doivent être sensibilisés aux besoins des adultes victimes de violence sexuelle et mieux comprendre les réactions des survivants adultes. Les professionnels sont souvent mal outillés pour faire face aux réactions courantes comme la colère, la dissociation, la difficulté à faire confiance à des figures d'autorité, même bien intentionnées, ou l'adoption de comportements enfantins ou typiques de l'adolescence. La province doit fournir aux professionnels de meilleurs outils et ressources qui leur permettront de comprendre la violence sexuelle faite aux enfants et ses répercussions et d'intervenir de façon bénéfique pour l'enfant ou l'adulte en question. En outre, elle pourrait appuyer les partenaires du système judiciaire en mettant à leur disposition des renseignements recueillis par des experts des domaines pertinents sur les répercussions d'actes antérieurs de violence sexuelle sur la vie des adultes. Puisque le gouvernement de l'Ontario est un important employeur, il peut assurer la formation des professionnels œuvrant au sein de la fonction publique. Dans d'autres cas, il devra faire appel à d'autres partenaires pour offrir la formation professionnelle nécessaire.

J'ai étudié quelques modes de prestation de cette formation professionnelle. Même si la formation doit être un processus continu et qu'elle doit être donnée en milieu de travail, elle devrait également, dans la mesure du possible, être intégrée aux études préalables des professionnels. Les personnes susceptibles d'entrer en contact avec des enfants ou des adultes vulnérables, dans l'exercice de leur profession, ne devraient pas entendre parler de violence sexuelle pour la première fois au travail. Cependant, mon comité consultatif m'a informé que la formation relative à ce sujet n'est pas couramment offerte de façon obligatoire dans les cours de formation professionnelle des programmes universitaires et collégiaux actuels. Certaines écoles offrent des cours, mais ils sont facultatifs et non obligatoires dans le cadre du programme menant à un diplôme ou à un certificat. La recherche effectuée par le Collège Saint-Laurent révèle une lacune dans l'enseignement offert aux personnes qui travaillent auprès d'adultes, d'enfants ou de jeunes ayant été victimes de violence³⁸. Habituellement, la modification de la formation professionnelle ne relève pas directement du gouvernement de l'Ontario, mais elle s'inscrit dans les responsabilités des facultés et associations professionnelles; cependant, toute demande du gouvernement de l'Ontario et les arguments exposés dans le présent rapport devraient être convaincants.

Les professionnels qui s'occupent d'enfants ont également des responsabilités légales supplémentaires. Ils doivent comprendre leur obligation en vertu de la

38. Don Fairweather, *Centre d'excellence : programme d'études supérieures en prévention, traitement et soutien communautaire pour les victimes d'abus sexuels subis à l'enfance*, Présentation sur la mise à jour de l'étude de faisabilité (recherche de la phase 2), janvier 2009.

loi de signaler tout soupçon raisonnable de violence sexuelle faite aux enfants au bureau de protection de l'enfance. Ils doivent également veiller à la sécurité de leur lieu de travail pour les enfants et les jeunes et à la mise en œuvre de programmes appropriés de sélection des employés et des bénévoles. Les professionnels doivent être bien informés afin de comprendre ces obligations et de s'en acquitter correctement. De surcroît, ils doivent être en mesure de franchir toutes les étapes de la communication avec la SAE locale ou la police, ou les deux, et avec la victime ou sa famille, afin d'offrir le meilleur soutien possible dans un moment difficile en soi.

L'enjeu actuel d'une formation spécialisée commune en matière d'entrevues judiciaires pour la police et les travailleurs des SAE est abordé à la phase 1. Les sociétés de l'aide à l'enfance et les services de police communautaires ont reçu du gouvernement le mandat de s'occuper ensemble des cas de violence sexuelle faite aux enfants, car ils ont des conséquences évidentes sur les systèmes de protection de l'enfance et de justice pénale. Pour s'acquitter de ce mandat, le Collège de police de l'Ontario et l'Association ontarienne des sociétés de l'aide à l'enfance ont pendant plusieurs années organisé des séances de formation commune obligatoires sur les enquêtes relatives aux infractions d'ordre sexuel contre les enfants. Cependant, ce cours a été suspendu et, même si les deux organismes poursuivent leur collaboration, leurs membres ne reçoivent plus de formation ensemble en ce qui a trait à la violence sexuelle. M. Jaffe a souligné que la situation suscite une profonde inquiétude, puisque la police et les organismes de protection de l'enfance ont des cultures institutionnelles et des mandats différents. Il a déclaré ce qui suit :

La formation commune est essentielle, car on essaie d'expliquer aux nouveaux agents de police et travailleurs de l'aide à l'enfance qu'ils forment une équipe. Soit, ils travaillent pour des organismes différents et ne sont pas financés par le même ministère, mais, en fin de compte, ils unissent leurs efforts dans le but de protéger les enfants [traduction]³⁹.

J'ai abordé le rétablissement de la formation commune dans le volume 1 du présent rapport et je réitère mon opinion dans ce chapitre dans le contexte de cette démarche globale d'éducation. Je souligne que je vois également les avantages d'ajouter d'autres participants aux initiatives de formation – par exemple, les personnes qui peuvent prendre part aux enquêtes, comme le personnel médical ou les thérapeutes qui conseillent les enfants ou leur famille. Lorsque divers

39. Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, p. 74.

professionnels apprennent ensemble, ils arrivent à comprendre un problème complexe sous de nombreux angles et surtout du point de vue de la personne qui a besoin d'aide et de soutien. Je vois également le bien-fondé de faire connaître les opinions des experts du domaine à l'ensemble des partenaires du système judiciaire afin de les sensibiliser et de les aider à comprendre les répercussions de la violence.

J'ai fait mention des partenaires du système judiciaire; les juges, bien entendu, en font partie. Il est bien connu que la magistrature est indépendante et que, par conséquent, le gouvernement ne peut imposer d'exigences de formation aux juges. Toutefois, la magistrature ontarienne reconnaît depuis longtemps les avantages de la formation continue. La Cour de justice de l'Ontario comprend un secrétariat à l'éducation qui collabore avec le Cabinet du juge en chef et la Conférence des juges de l'Ontario à la prestation d'un programme de formation continu inégalé. L'Institut national de la magistrature d'Ottawa offre également d'excellents programmes d'enseignement à l'intention des juges. Ces organismes mettent en œuvre des moyens utiles d'offrir d'éventuels programmes sur la victimisation masculine et les nombreux enjeux liés à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes par des adultes en qui ils ont confiance. Bien qu'il ne puisse rendre aucun programme obligatoire, le gouvernement de l'Ontario peut toutefois laisser entendre aux juges en chef des divers échelons du système judiciaire qu'une formation dans ce domaine capital pourrait intéresser les juges et les aider à s'acquitter de leurs responsabilités.

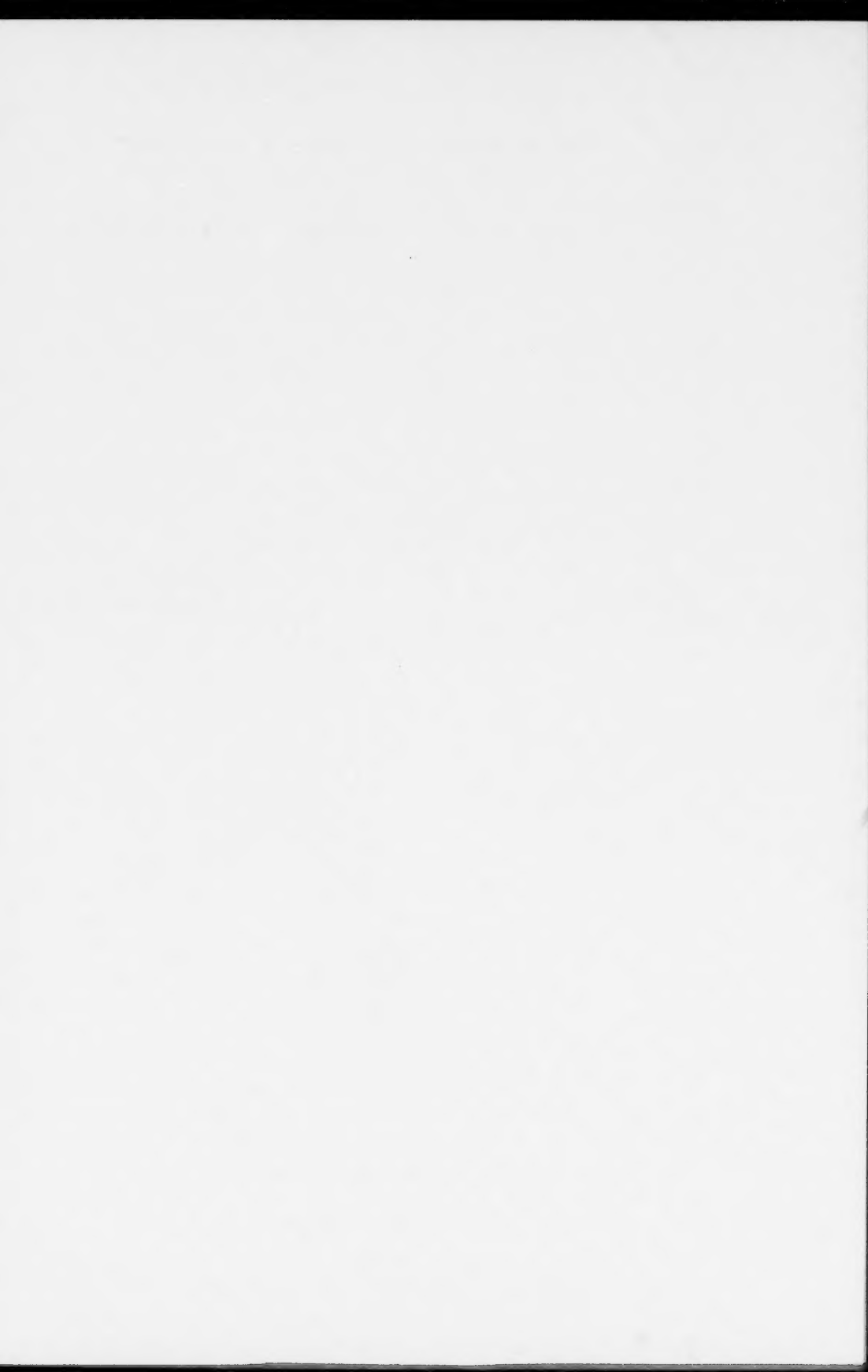
Étant conscient que l'élaboration de matériel et de programmes pédagogiques représente un projet d'une envergure considérable, j'attire l'attention sur les ressources déjà rassemblées par la présente Commission d'enquête. Bon nombre de personnes ont émis des commentaires sur la valeur éducative des témoignages donnés par des experts dans le cadre de l'Enquête. La compilation de certains de ces témoignages écrits et oraux en un guide pédagogique à l'intention des professionnels permettrait de miser sur les travaux d'experts de renommée nationale. La mise en pratique des leçons tirées du vaste dossier de preuves que la Commission a recueillies illustrerait très concrètement les exigences interprofessionnelles de l'intervention en cas de violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes. J'estime qu'il serait utile, à la fin de l'enquête, d'adapter ces ressources afin d'en faire un outil pédagogique destiné à la formation professionnelle.

Recommandations

9. Le gouvernement de l'Ontario devrait mettre en œuvre une formation professionnelle obligatoire, complète et continue pour les employés de la province de l'Ontario, y compris des séances de sensibilisation pour les professionnels susceptibles d'entrer en contact avec des enfants

victimes de violence ou des adultes ayant été agressés sexuellement pendant leur enfance ou leur jeunesse. Des renseignements provenant d'experts du domaine de la violence sexuelle devraient être mis à la disposition de tous les partenaires du système judiciaire afin qu'ils en comprennent les répercussions la vie durant.

10. Le ministère du Procureur général devrait demander aux juges en chef de la Cour de justice de l'Ontario d'envisager la prestation d'un programme de formation des juges sur les questions de violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes par des adultes en qui ils ont confiance.
11. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander aux facultés professionnelles de l'ensemble des universités et collèges de l'Ontario de mettre en œuvre une formation obligatoire sur la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes et ses répercussions immédiates et tout au long de la vie à l'intention des professionnels qui entrent en contact avec des adultes survivants ou avec des enfants ou des jeunes pouvant avoir été agressés sexuellement.
12. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander aux ordres professionnels dont les membres sont susceptibles d'entrer en contact avec des adultes survivants ou avec des enfants et des jeunes pouvant avoir été agressés sexuellement de promouvoir la formation dans ce domaine et, s'il y a lieu, de modifier les lignes directrices et les normes pertinentes en matière de compétence professionnelle.
13. Le gouvernement de l'Ontario devrait financer la formation spécialisée commune des travailleurs de la protection de l'enfance et des policiers en ce qui a trait aux enquêtes sur les cas de violence sexuelle faite aux enfants. Il faudrait aussi offrir cette formation à d'autres professionnels compétents qui pourraient être appelés à participer aux enquêtes ou à soutenir la victime ou sa famille.
14. Le gouvernement de l'Ontario devrait faire en sorte qu'un module de formation professionnelle soit préparé à l'aide des témoignages d'experts et d'autres éléments de preuve et renseignements pertinents tirés de l'Enquête publique sur Cornwall, afin qu'il puisse être intégré à l'enseignement collégial, universitaire et professionnel.



Changements politiques et législatifs

Introduction

Les modifications aux lois et aux politiques publiques abordées dans le présent chapitre ont été portées à mon attention de plusieurs façons au cours de la phase 2. Plusieurs constituaient des questions que mon comité consultatif m'a recommandées aux fins de recherche et d'analyse. Les études entreprises sur les excuses et les perspectives en matière de programmes de traitement pour ceux qui ont commis des agressions sexuelles sur des enfants sont des exemples de travaux de recherche recommandés. D'autres enjeux sont ressortis de l'intérêt public qui s'est manifesté lors des rencontres de la phase 2; le meilleur exemple est l'étude commandée sur les tendances en matière de détermination de la peine dans les causes de violence faite à un enfant par une personne qui n'est pas membre de la famille. D'autres enjeux ont été portés à mon attention par les parties à la présente enquête. Le Projet pour hommes, une partie ayant droit de participer à part entière à la phase 2, a proposé une étude sur la possibilité de créer un poste d'ombudsman pour les victimes d'agression sexuelle. J'ai recommandé que cela se fasse dans le cadre des recherches des parties. Le groupe Citizens for Community Renewal, une autre partie à la présente enquête, nous a suggéré de tenir des « tables rondes sur les politiques » relatives à divers sujets, dont trois ont été retenus : les clauses de confidentialité dans les règlements d'affaires civiles, le devoir de signaler la violence sexuelle faite aux enfants ainsi que l'homophobie et ses répercussions sur la solution du problème de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes. Une autre partie, la Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, a également manifesté de l'intérêt à l'égard du deuxième thème. Les questions relatives aux changements politiques et législatifs concernant le devoir de signaler la violence sexuelle faite aux enfants sont traitées dans le premier volume.

Les présentations des auteurs et des participants aux ateliers et aux tables rondes sur les politiques étaient excellentes. Le fait que de si nombreuses personnes étaient disposées à parcourir de longues distances afin d'effectuer une présentation à Cornwall témoigne de leur intérêt personnel et professionnel à l'égard des importantes questions de politiques publiques faisant l'objet de discussions. J'aimerais remercier tous ceux et celles qui ont participé au débat sur les politiques publiques – les professionnels et les experts, les avocats et les membres du public, qui ont soulevé des questions exploratoires et partagé la valeur de leur expérience personnelle.

Je suis d'avis que les études et les tables rondes sur les politiques ont permis de mieux comprendre la complexité des enjeux et des possibilités d'avenir. Je crois également que ces travaux ont eu une valeur éducative pour le public et les parties à la présente Commission. Comme je l'ai indiqué au chapitre 4, l'une des responsabilités de toute enquête publique est de promouvoir la sensibilisation du public.

En abordant ces enjeux dans la présente section de mon rapport sur la phase 2, j'ai dans chacun des cas résumé ce qui a été retenu des études et des ateliers ou des tables rondes sur les politiques. J'ai ensuite établi les considérations de politique publique qui sont ressorties dans l'analyse de ces enjeux, soulignant celles qui selon moi étaient particulièrement pertinentes. Mes recommandations suivent pour chacun des sujets.

Excuses

Ce que nous avons appris sur les excuses

Mon comité consultatif m'a indiqué que l'un des enjeux problématiques que la collectivité a soulevés au cours des réunions de consultation avec le public et les parties est celui des excuses. Les gens se demandaient pourquoi il était si difficile d'obtenir des excuses – particulièrement dans les cas de violence sexuelle faite aux enfants –, que ce soit des auteurs de cette violence ou des personnes qui n'ont peut-être pas agi de façon appropriée dans les cas connus de violence ou en réponse à la révélation de mauvais traitements. Ils ont indiqué vouloir des excuses « réelles » ou « significatives », parlant parfois de divers aspects des excuses qui caractériseraient des « excuses louables » ou soulignant que même des excuses tardives seraient utiles. Ce sujet a également été abordé au cours de l'audition des témoins de la phase 1 et des observations de la phase 2¹. Tout en

1. Voir, par exemple, David Silmsen, témoignage, 30 janvier 2007, transcription, pp. 48-49; Greg Bell, témoignage, 21 octobre 2008, transcription, pp. 70-72; Groupe des victimes, observations orales de la phase 2, 27 février 2009, transcription, p. 37.

reconnaissant la valeur des excuses, certaines personnes ont également fait une mise en garde, à savoir que des excuses pourraient faire « plus de mal que de bien » si elles n'étaient pas sincères ou si elles étaient présentées seulement aux fins de relations publiques².

Bien qu'il ait été généralement reconnu que des excuses pourraient promouvoir la guérison et la réconciliation, bon nombre de questions ont été soulevées au cours des discussions portant sur la façon dont on pourrait intégrer les excuses aux cadres juridiques actuels. Par exemple, quel problème juridique pourrait découler de la présentation d'excuses? La personne présentant ses excuses admettrait-elle une culpabilité qui pourrait engager sa responsabilité civile, voire criminelle? Des excuses présentées par une seule personne au sein d'une institution engageraient-elles la responsabilité des autres? On s'est également intéressé à l'efficacité et à l'utilité des excuses. Qu'est-ce qui constitue de bonnes excuses ou des excuses favorisant la guérison? Quand devrait-on présenter des excuses? Pourquoi les gens devraient-ils envisager de présenter des excuses? Parfois, des personnes participant aux réunions ont affirmé qu'elles auraient souhaité présenter des excuses, mais qu'elles pensaient ne pas pouvoir le faire pour des motifs juridiques. Bien sûr, au cours de l'audition des témoins de la phase 1 et durant la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall, j'ai entendu des excuses ou des expressions de regrets de la part de personnes et d'institutions et j'ai également entendu des demandes d'excuses, non seulement de ceux qui ont parlé de leur situation personnelle, mais aussi de ceux qui ont témoigné dans le contexte communautaire ou au cours de la partie institutionnelle de l'audition des témoins³.

Il est apparu évident que la présentation d'excuses est plus complexe que ce que l'on pourrait penser à première vue. Il est également apparu évident que la valeur symbolique des excuses était importante en tant que validation et forme de réparation. Une chose si importante pour de si nombreuses personnes mérite une réflexion approfondie.

Après avoir pris connaissance de ces considérations, mon comité consultatif a recommandé la commande d'une étude sur les implications juridiques et éthiques des excuses ou de l'expression de regrets dans des affaires civiles. J'ai accepté cette recommandation et un appel d'offres a été lancé à l'intention des chercheurs intéressés⁴.

2. Voir, par exemple, Carson Chisholm, témoignage, 11 octobre 2007, transcription, p. 18.

3. Voir, par exemple, Angelo Towndale, témoignage, 5 septembre 2008, transcription, p. 127; Lise Brisson, témoignage, 5 octobre 2006, transcription, pp. 151-152; Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas & Glengarry, observations de la phase 2, p. 1, et Services communautaires de la police de Cornwall, observations orales de la phase 2, 27 février 2009, transcription, pp. 96-98.

4. Voir « Volet de la phase 2 – Calendrier de recherche active – Finalisé après consultations », Enquête publique sur Cornwall, 14 décembre 2006, accessible à l'adresse www.cornwallinquiry.ca.

Plusieurs propositions ont été reçues à ce sujet. En fin de compte, Leslie Macleod, une avocate, médiatrice et universitaire, a été sélectionnée pour réaliser l'étude. Elle a présenté une ébauche de document à la présente Commission, qui a été affichée sur le site Web de cette dernière et distribuée aux avocats des parties en décembre 2007, en vue de solliciter des commentaires. Un atelier a ensuite été tenu le 17 janvier 2008, où M^{me} Macleod a présenté son document⁵. De plus, Russell Getz, du Bureau du procureur général de la Colombie-Britannique, a présenté son point de vue sur les implications juridiques de la présentation d'excuses. M. Getz est le représentant britanno-colombien de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada et l'auteur de la loi uniforme sur la présentation d'excuses⁶.

Après l'atelier, M^{me} Macleod a révisé son mémoire et en a présenté la version finale le 12 avril 2008⁷. Je ne copierai pas l'étude dans le présent document, étant donné qu'elle est incluse sur le cédérom contenant toutes les recherches effectuées dans le cadre de l'enquête, ni ne donnerai de détails sur l'atelier, un résumé pouvant être consulté sur le site Web de la présente Commission. Je soulignerai certains des principaux points à examiner :

- Des excuses ou une expression de regrets peuvent constituer un outil puissant en ce qui a trait à la guérison et au rétablissement de relations, qu'elles soient liées à des fautes mineures ou à des fautes plus graves, particulièrement pour les victimes.
- Les raisons incitant à présenter des excuses sont nombreuses et ces dernières peuvent profiter à la fois à la victime et au transgresseur. Des excuses peuvent favoriser le pardon, la guérison et la réconciliation, qui sont souvent interreliés. La guérison, particulièrement en cas de mauvais traitement, a été reconnue comme principal résultat positif, permettant aux victimes de regarder vers l'avenir, dotées d'un sens renouvelé de santé physique, mentale et affective. Des excuses peuvent également favoriser la réconciliation des personnes en cause, ce qui est bénéfique à la victime, au transgresseur et à la collectivité en général. La réconciliation découlant de la présentation d'excuses peut prendre diverses formes : il peut s'agir d'une réconciliation privée et personnelle avec le passé, ou d'une manifestation extérieure prenant la forme d'une relation renouvelée pour aller de l'avant.

5. Voir l'annexe B, Ateliers de recherche.

6. Voir Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada à l'adresse www.ulcc.ca/fr/home/.

7. Voir l'annexe A, Projets de recherche de la phase 2.

- Certains éléments fondamentaux devraient être intégrés – ou du moins pris en compte – afin que la présentation d'excuses soit significative : la reconnaissance, le remords, la responsabilité, le repentir, les raisons, la réparation et le redressement. Des excuses authentiques exigeront une certaine combinaison de ces éléments, et plus il y en aura, mieux ce sera. Toutefois, les excuses ne doivent pas toutes être les mêmes et leur contexte variera. Les besoins de la victime dans chaque cas particulier doivent constituer la principale considération servant à formuler des excuses.
- Certaines personnes présentant des excuses peuvent ne pas intégrer les éléments fondamentaux ou les besoins de la victime dans leurs excuses, ce qui peut diminuer le degré auquel ces excuses peuvent favoriser la guérison et la réconciliation. Par exemple, des excuses peuvent être *tactiques*, en ce sens où les souffrances de la victime sont reconnues afin que la personne présentant ses excuses gagne en crédibilité. Des *excuses explicatives* essaient d'excuser le comportement sans en assumer la responsabilité. Des *excuses formalistes* sont présentées sous pression, afin de faire « disparaître » un problème, sans réel remords ou empathie. La plupart des personnes souhaitent recevoir des excuses où le transgresseur exprime des remords et assume la responsabilité de ses actes⁸.
- De façon générale, les excuses tactiques, explicatives et formalistes sont perçues comme étant inadéquates et non sincères par les victimes de préjudices et, par conséquent, peuvent causer *plus* de mal en entraînant des répercussions psychologiques négatives. Elles peuvent en outre compromettre une relation qui est déjà difficile, car ce type d'excuses peut être perçu comme une exploitation supplémentaire de la victime.
- Il y a une tendance grandissante à présenter des excuses à l'égard des fautes majeures qu'ont commises les gouvernements. L'un des exemples les plus récents au Canada est celui des excuses présentées aux Premières nations en juin 2008 par le premier ministre Stephen Harper en ce qui a trait aux pensionnats. Les excuses présentées en février 2004 par le premier ministre Dalton McGuinty en ce qui a trait aux centres d'éducation surveillée de l'Ontario en constituent un autre exemple pertinent.

8. Leslie H. Macleod, « A Time for Apologies: The Legal and Ethical Implications of Apologies in Civil Cases », pp. 12-13 (références omises); accessible sur le site Web de la présente Commission d'enquête à l'adresse www.cornwallinquiry.ca et sur le cd-rom de toutes les recherches effectuées dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall.

- Parallèlement à ce « phénomène de présentation d'excuses » par les gouvernements à l'égard de préjudices systémiques infligés à grande échelle à des groupes spécifiques, les législateurs tant au Canada qu'à l'étranger ont envisagé d'adopter des lois sur la présentation d'excuses dans le cadre du processus d'instances civiles afin de lever les obstacles juridiques pouvant exister à cet effet⁹.
- Pour bon nombre d'institutions et de particuliers, des obstacles juridiques empêchent de présenter rapidement des excuses, le plus important étant que ces excuses pourraient être interprétées aux fins d'un procès civil comme une admission de responsabilité. De plus, il faut déterminer si un contrat d'assurance pourrait être annulé à la suite de présentation d'excuses, un problème pouvant souvent empêcher de verser des sommes aux personnes ayant subi des préjudices. Une loi sur la présentation d'excuses peut offrir une protection claire à cet égard dans le cadre d'instances civiles, ou du moins clarifier les conséquences de la présentation d'excuses.

De nombreuses raisons justifient l'adoption d'une loi sur la présentation d'excuses. M^{me} Macleod les a énumérées dans son document de recherche :

- une loi est gage de certitude quant à l'incidence des excuses sur la responsabilité;
- la protection qu'offre la loi à l'égard des excuses couvre toutes les circonstances dans lesquelles elles sont présentées;
- la protection qu'offre la loi en matière de responsabilité encouragera les particuliers à assumer la responsabilité morale et à offrir des excuses;
- des excuses pourraient permettre de réduire la fréquence et l'intensité des poursuites en justice et favoriser un dialogue plus ouvert;
- des excuses pourraient entraîner des résultats plus rapides, moins coûteux et plus satisfaisants pour les parties lésées et les malfaiteurs;
- des excuses peuvent également favoriser la guérison et la réconciliation et rétablir les relations sociales¹⁰.

Bien qu'une loi sur la présentation d'excuses puisse promouvoir celle-ci, bon nombre de personnes n'ont pas l'impression que cette protection est justifiée ou craignent même que la protection offerte soit employée improprement, par

9. Voir, en Colombie-Britannique, *Apology Act*, S.B.C. 2006, c. 19; en Saskatchewan, *An Act to Amend the Evidence Act*, S.S. 2007, c. 24; au Manitoba, *Loi sur la présentation d'excuses*, L.M. 2007, chap. 25.

10. Macleod, « A Time for Apologies », p. 81.

exemple, pour réduire les versements. M^{me} Macleod énumère les motifs invoqués à l'encontre de l'adoption d'une loi sur la présentation d'excuses :

- la présentation d'excuses ne devrait pas être protégée par une loi, car des excuses peuvent être nécessaires pour établir la responsabilité;
- le public pourrait être confus si des contrevenants qui admettent leur faute sous la protection d'une loi sur la présentation d'excuses ne sont pas déclarés fautifs au procès;
- des excuses qui ne jouissent pas de la protection de la loi sont plus significatives, car l'acceptation des risques qui y sont associés sous-entend une contrition sincère;
- des excuses présentées sous la protection de la loi peuvent être non sincères ou perçues comme telles, ce qui en diminue la valeur aux yeux de la victime;
- la loi pourrait favoriser l'utilisation d'excuses pour des motifs stratégiques pouvant désavantager les victimes, voire leur causer d'autres préjudices¹¹.

Au cours de la présente enquête, le procureur général de l'Ontario a déposé un projet de loi sur la présentation d'excuses¹². Le projet de loi a été adopté par l'Assemblée législative de l'Ontario et a reçu la sanction royale en avril 2009. Cette loi élimine le risque de responsabilité civile découlant de la présentation d'excuses, à l'exception de certains cas; par exemple, une personne présentant des excuses au cours d'un procès ne sera pas à l'abri d'une reconnaissance de responsabilité qu'un juge pourrait décider de déclarer.

Les préoccupations de nature juridique n'ont pas été les seuls obstacles à la présentation d'excuses et une loi en cette matière n'est pas le seul outil permettant de promouvoir les excuses. Outre les obstacles juridiques, M^{me} Macleod a souligné le manque de sensibilisation, tant au sein du public que chez les professionnels, à l'égard de la valeur des excuses et de la façon de présenter des excuses qui seront bien accueillies. Si une telle sensibilisation et des études connexes existaient, il serait possible de modifier les attitudes et des excuses plus significatives pourraient être offertes au bénéfice de la victime, du transgresseur et de la société en général. Par exemple, le degré de sensibilisation est très faible à l'égard des éléments qui constituent des excuses efficaces ou des répercussions de mauvaises excuses. Si l'intention réelle est de guérir et de réconcilier au moyen d'excuses, il serait réellement utile de comprendre ce qui favoriserait ce résultat.

11. *Ibid.*

12. *Loi de 2009 concernant la présentation d'excuses*, L.O. 2009, chap. 3.

Considérations de politique publique

Il m'apparaît évident qu'il y a de nombreux avantages à présenter et à recevoir des excuses significatives sans qu'il n'y ait l'obstacle de craintes de poursuites. Des excuses peuvent être déterminantes pour ce qui est de permettre à la victime de guérir et aux personnes de réconcilier leurs sentiments et peut-être rétablir une relation avec une autre personne ou un organisme. Bien qu'il soit possible que des excuses profitent davantage à la victime, elles procurent également des avantages à ceux qui les présentent et à la société en général. Contrairement à ce qui survient en cas de poursuites, où les résultats sont souvent avantageux pour une seule partie, des excuses peuvent être avantageuses pour les deux parties, la victime et le transgresseur en retirant chacun des bienfaits.

Comme je l'ai mentionné précédemment, des excuses significatives englobent beaucoup plus que les mots « Je suis désolé ». En examinant les politiques qui pourraient favoriser la présentation d'excuses, je garde à l'esprit que de telles politiques devraient non seulement offrir un mécanisme juridique qui permettrait de présenter des excuses plus librement, mais qu'elles devraient aussi offrir aux personnes en cause les outils nécessaires pour présenter des excuses significatives tenant compte des besoins des victimes.

Il faut d'abord déterminer s'il est avantageux d'avoir en place la loi sur la présentation d'excuses qui a été adoptée. Bien qu'il soit vrai que le système actuel de common law offre des protections relativement à la présentation d'excuses dans un contexte de discussions visant un règlement, ces protections ne sont de toute évidence pas suffisantes, notamment parce qu'elles sont incertaines. Qu'une situation fasse déjà l'objet d'une instance ou non, les avocats peuvent craindre que toute forme d'excuses ira à l'encontre des intérêts de leurs clients et peuvent conseiller, par conséquent, de ne pas en présenter – à moins qu'une protection soit garantie relativement à cette déclaration. C'est le cas même si des excuses ne sont pas toujours assimilées à une admission de responsabilité en droit de la preuve et même si elles peuvent faire l'objet d'une protection par l'entremise de divers mécanismes juridiques, tels que des discussions et des médiations se déroulant « sous toutes réserves ». Toutefois, la promulgation d'une loi sur la présentation d'excuses offre aux personnes et aux organismes qui en présentent une protection dans le cadre du processus d'instances civiles, et clarifie les cas où cette protection n'est pas offerte.

Les raisons à l'encontre de l'adoption d'une loi sur la présentation d'excuses ne sont pas aussi convaincantes que celles en faveur d'une telle loi. Une déclaration de responsabilité ne se fonde rarement que sur des excuses et bon nombre de personnes qui présentent des excuses jouissent déjà d'une protection par voie des divers mécanismes existants. Les parties averties à un litige connaissent déjà ces dispositions. Toutefois, comme le souligne M^{me} Macleod, une absence de

loi sur la présentation d'excuses désavantage ceux qui n'ont pas reçu de conseils juridiques, parce qu'ils peuvent présenter des excuses spontanées sans connaître les répercussions de ce geste¹³. La seule existence d'une loi concernant la présentation d'excuses ne réduit pas le degré de sincérité des excuses. En fait, on peut soutenir qu'avec une loi, la capacité de présenter des excuses significatives – des excuses qui répondent aux besoins de la victime – serait accrue en raison de l'élimination du besoin d'intégrer un élément de protection aux excuses. Enfin, la loi n'oblige pas la victime à accepter les excuses, quelqu'en soit la raison. Cela pourrait en réalité obliger à présenter des excuses plus réfléchies et significatives.

Des excuses favorisent souvent le règlement des affaires civiles et mettent fin aux instances sans que celles-ci ne se rendent à l'étape du procès. Dans d'autres cas, la présentation rapide d'excuses peut servir à éviter complètement le processus judiciaire. Certaines victimes ne sont pas intéressées à se rendre au procès et ne veulent en réalité que recevoir des excuses; elles peuvent se sentir forcées de porter leur cause en justice parce que le transgresseur ou l'organisme derrière ce dernier refuse de présenter des excuses. La réduction des obstacles à la présentation d'excuses favoriserait un règlement rapide et pourrait en fait réduire le nombre de causes portées devant les tribunaux. Cela pourrait profiter à toute la société.

Comme je l'ai souligné précédemment dans le présent chapitre, l'Assemblée législative de l'Ontario a déjà décidé d'agir relativement à cette question en adoptant la *Loi de 2009 sur la présentation d'excuses*¹⁴. La loi régit la présentation d'excuses et d'autres expressions de regrets. De telles expressions ne seront pas interprétées comme un aveu de responsabilité ou admissibles aux fins de prouver la responsabilité dans des affaires civiles se rapportant à la question en litige. Des excuses ou une expression de regrets ne pourront pas non plus annuler une police d'assurance.

Afin d'accroître les répercussions positives de la *Loi de 2009 sur la présentation d'excuses*, il est important de veiller à sensibiliser la population à l'égard des avantages de la présentation d'excuses ainsi que de la façon de présenter des excuses qui sont significatives, et d'éviter le type d'excuses qui font plus de mal que de bien. Le gouvernement de l'Ontario est bien placé pour jouer un rôle de premier plan relativement à cette sensibilisation en déployant des efforts pour soutenir la présentation d'excuses significatives et en invitant les organismes professionnels à offrir des ateliers, dans les deux langues officielles, aux membres du public. De plus, la Commission du droit de l'Ontario ou une entité semblable

13. Macleod, « A Time for Apologies », p. 82.

14. *Loi de 2009 concernant la présentation d'excuses*, L.O. 2009.

pourrait recevoir du financement dans le but d'étudier l'utilisation d'excuses dans diverses situations et d'élaborer des protocoles ou des trousseaux d'outils pouvant servir aux organismes ou aux institutions et aux professionnels au moment de présenter des excuses ou d'offrir des conseils relativement à des excuses. Cela aiderait les organismes qui veulent réellement présenter des excuses à apprendre comment le faire de façon efficace et à éviter les pièges courants.

Enfin, afin de promouvoir l'utilisation élargie des excuses, il est essentiel que les professionnels participant au processus d'instances civiles soient sensibilisés à l'égard des avantages éventuels. Dans le contexte d'une action en justice, ou d'une éventuelle action en justice, la majorité des avocats conseillent à leur client de ne pas présenter d'excuses afin de protéger leurs intérêts juridiques. Même avec la protection de la loi, il faudra sensibiliser les avocats et autres professionnels du droit à l'égard de l'utilité des excuses concernant la réponse aux besoins des victimes et des transgresseurs afin qu'ils puissent relayer cette information à leurs clients et les conseiller adéquatement. Le gouvernement de l'Ontario devrait, en collaborant avec les associations professionnelles, favoriser l'auto-éducation des professionnels à l'égard de la présentation d'excuses et de son utilisation efficace dans des instances civiles ou à la place de celles-ci.

J'ai examiné l'utilité d'offrir un atelier de sensibilisation sur la présentation d'excuses à Cornwall. L'idée serait d'offrir aux institutions ayant été des parties à la présente enquête, à d'autres organismes locaux intéressés et aux professionnels qui les conseillent une séance privée visant à accroître l'efficacité des excuses. L'unique objectif serait d'accroître le potentiel de guérison et de réconciliation des excuses qui pourraient être présentées. La participation ne serait pas une reconnaissance de fautes passées, mais une façon de comprendre comment présenter des excuses constructives à l'avenir. J'imagine qu'une séance de cette nature serait utile, mais pas si elle est mal interprétée ou jugée contrariante. La participation devrait être volontaire et avoir comme objectif d'assurer la guérison des personnes recevant des excuses. Par conséquent, je suggérerais que, si les institutions ou les organismes locaux sont intéressés à recevoir une certaine forme de sensibilisation et de formation sur l'accroissement de l'efficacité de la présentation d'excuses, l'organisme que j'ai appelé officieusement la « Fiducie de réconciliation » au chapitre 2 du présent volume devrait envisager de financer cette sensibilisation et cette formation dans le cadre de son mandat de guérison et de réconciliation communautaires.

Recommandations

1. Le gouvernement de l'Ontario devrait demander à la Commission du droit de l'Ontario ou à une entité semblable d'étudier l'utilisation et les répercussions de la présentation d'excuses et d'élaborer des « pratiques

exemplaires ou prometteuses », des protocoles et des troussees d'outils afin de favoriser et de soutenir la présentation d'excuses significatives.

2. Le gouvernement de l'Ontario devrait collaborer avec des associations, telles que le Barreau du Haut-Canada, l'Association du Barreau de l'Ontario, l'ADR Institute of Ontario, l'Ontario Medical Association et l'Insurance Institute of Ontario, afin de sensibiliser les professionnels à l'utilisation efficace des excuses dans le contexte d'instances civiles. Cette sensibilisation devrait porter sur les avantages et les risques liés aux excuses, les questions éthiques et juridiques qui découlent de la présentation d'excuses, la façon de promouvoir et de protéger les intérêts des personnes impliquées à chaque étape du processus d'instance civile et les éléments d'une présentation d'excuses efficace du point de vue des personnes qui reçoivent les excuses.

Ombudsman ou autre intervenant pour les victimes de violence sexuelle

Ce que nous avons appris sur la possibilité de créer un poste d'ombudsman pour les survivants de violence sexuelle

Les parties à la présente enquête ont eu l'occasion de mener des travaux de recherche s'inscrivant dans le mandat de la phase 2. Les travaux de recherche par les parties peuvent se révéler utiles pour promouvoir une discussion ainsi qu'une analyse informées des enjeux et exprimer une diversité d'opinions.

Les parties à la présente enquête ont été invitées à présenter des propositions de recherche qui porteraient sur les processus, les services ou les programmes qui favoriseraient la guérison et qui aideraient la collectivité de Cornwall à aller de l'avant. Les propositions ne devaient pas reprendre des travaux de recherche en cours ou déjà proposés à la présente Commission. Nous avons indiqué clairement que les travaux de recherche des parties seraient indépendants et pourraient refléter ou non les opinions de la présente Commission d'enquête¹⁵.

Le Projet pour hommes a été l'une des parties à la présente enquête qui a présenté un projet de recherche axé sur l'étude du rôle potentiel d'un ombudsman pour les victimes d'agression ou de violence sexuelle et la façon dont cet ombudsman pourrait potentiellement travailler. Mon comité consultatif a étudié la proposition et en a conseillé l'acceptation et le financement. J'ai formulé une recommandation à l'intention du ministère du Procureur général afin que cette partie reçoive du financement, ce qui a été accepté. En effet, le problème entourant la façon de traiter les plaintes contre des institutions, de formuler les

15. Voir la déclaration du commissaire G. Normand Glaude, 28 février 2007, p. 1.

plaintes et de les régler se situe au cœur du mandat de la présente Commission d'enquête. Par conséquent, les travaux de recherche sur ce mécanisme ont été utiles.

Le Projet pour hommes a présenté un document de recherche intitulé « Un ombudsman pour les survivants de violence sexuelle (rôle et fonctions) », préparé par David Bennett, LL.B., C. Med., et David Lizoain, B.A., M. Sc. L'ébauche a été reçue en février 2008, affichée sur le site Web de la présente Commission et distribuée aux avocats aux fins de commentaires. M. Bennett a également présenté son document dans le cadre d'un atelier tenu le 22 avril 2008, dont le sujet était le rôle potentiel d'un ombudsman pour les victimes d'agression ou de violence sexuelle. De plus, la Commission a invité deux experts chevronnés à Cornwall afin de parler de leur expérience pertinente : Steve Sullivan, l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels, et Kwame Addo, un enquêteur au Bureau de l'ombudsman de l'Ontario. La version finale du document du Projet pour hommes a été présentée le 29 avril 2008 et affichée sur notre site Web; elle est également incluse sur le cédérom des documents de recherche faisant partie du présent rapport. Le document de recherche du Projet pour hommes et l'atelier m'ont aidé à analyser toutes les questions en jeu.

Tant au cours de l'audition des témoins de la phase 1 que durant les rencontres publiques de la phase 2, certaines personnes ont exprimé leur frustration à l'égard de leurs relations avec les institutions. Elles ont indiqué avoir souvent senti qu'elles n'étaient pas traitées équitablement ou prises au sérieux et qu'elles ne disposaient pas de recours réalistes relativement à leurs plaintes. Le Projet pour hommes, dans son document, propose une solution potentielle à ces frustrations : la création d'un poste d'ombudsman pour les victimes d'agression ou de violence sexuelle. Cette entité pourrait aider les personnes formulant des plaintes concernant la façon dont elles ont été traitées par les institutions dans le cadre de leurs relations avec celles-ci et voir à ce que ces plaintes soient réglées. Je n'examinerai pas le document ou l'atelier en détail, étant donné qu'il est possible de les consulter sur notre site Web¹⁶ et que le document de recherche est sur un cédérom qui fait partie du présent rapport. Je soulignerai plutôt certains des points pertinents qui ont été soulevés à la fois dans le document et durant l'atelier :

- Le bureau de l'ombudsman est un organisme impartial qui peut aider les gens à régler des plaintes précises contre des institutions par voie d'un processus plus officiel. Un ombudsman peut également aborder des questions systémiques et formuler des recommandations publiques sur

16. Voir « Enquête publique sur Cornwall – Phase 2 – Recherche » à l'adresse www.cornwallinquiry.ca et le cédérom qui contient tous les travaux de recherche de l'Enquête publique sur Cornwall.

la façon d'améliorer le système institutionnel dans son ensemble. Ces recommandations ne lient toutefois pas l'institution.

- L'objectif d'un ombudsman, par définition, n'est pas d'adopter une attitude d'affrontement, mais bien de collaboration, ce qui le distingue du modèle de justice traditionnel. Un ombudsman enquête afin de juger si la plainte est justifiée, puis suggère des méthodes de règlement officieux. La majorité des plaintes portées devant un ombudsman sont réglées de façon officieuse, et cet aspect est perçu comme un élément clé d'un règlement rapide et efficace des plaintes.
- Le bureau de l'ombudsman est généralement un organisme de dernier recours. On s'attend généralement à ce que les plaignants aient épuisé les mécanismes de gestion des plaintes au sein de l'institution avant de communiquer avec l'ombudsman. Bien qu'il ne s'agisse pas, par conséquent, d'un centre de première intervention, les personnes qui communiquent avec le bureau de l'ombudsman avant de communiquer avec les institutions seront renvoyées de façon appropriée à l'endroit où l'on pourra examiner leur problème.
- L'une des principales caractéristiques dont il faut tenir compte au moment d'évaluer un règlement obtenu grâce à un ombudsman est l'indépendance de ce dernier par rapport au gouvernement ou à tout autre organisme qui l'a créé. Un ombudsman jouit habituellement d'un droit d'inamovibilité afin de ne pas pouvoir être relevé de ses fonctions simplement parce que le gouvernement n'aime pas ses conclusions. Les postes d'ombudsman sont habituellement créés dans un cadre qui les fait paraître comme étant indépendants aux yeux du public, pas trop près du gouvernement ou d'un autre organisme constitutif.
- La confidentialité constitue une autre considération importante pour les utilisateurs des services d'un ombudsman ou d'un intermédiaire semblable. Bien que la majorité des gens supposent que leurs relations avec un ombudsman ou un organisme semblable sont confidentielles, cela n'est pas toujours le cas. La protection de la confidentialité devrait être régie par la loi afin d'assurer la protection maximale des renseignements fournis par un plaignant.
- Afin d'être efficace et d'être perçu comme utile, un ombudsman doit être crédible, tant aux yeux du public que des institutions. Il peut gagner cette crédibilité grâce à sa capacité de convaincre d'autres personnes de façon officieuse par le poids des renseignements fournis ou le caractère raisonnable de ses arguments. La crédibilité peut en outre être soutenue par des pouvoirs plus officiels, tels que ceux d'assigner des témoins et d'exiger des documents.

Il existe plusieurs types différents d'ombudsman. Les plus importants pour comprendre les travaux de recherche effectués par le Projet pour hommes sont l'ombudsman législatif et l'ombudsman spécialisé. Les ombudsmans législatifs sont créés aux termes d'une loi et exercent habituellement une compétence élargie sur différentes institutions. Citons par exemple le Bureau de l'ombudsman de l'Ontario, qui exerce sa compétence sur un large éventail d'institutions du gouvernement ontarien.

Les ombudsmans spécialisés, d'autre part, sont créés afin de gérer des problèmes ou d'exercer des compétences plus spécifiques, comme l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels, dont le mandat se limite évidemment aux personnes subissant des préjudices à la suite d'actes criminels. Bien qu'il soit possible de créer des ombudsmans spécialisés aux termes d'une loi ou d'un pouvoir exécutif, comme un décret, leur compétence et leur champ d'exercice ont une portée plus limitée que ceux des ombudsmans législatifs et il leur manque souvent les pouvoirs élargis d'un tel bureau, tels que celui d'obliger les gouvernements à fournir des documents.

Considérations de politique publique

En réfléchissant à ma démarche à l'égard de cette question, j'ai tenu compte de nombreux facteurs, que j'aborderai de façon quelque peu détaillée.

Il n'est pas rare que des personnes ayant été victimes de violence sexuelle éprouvent des difficultés dans leurs relations avec les institutions publiques. Il me semble que ces difficultés découlent habituellement de deux facteurs distincts. Premièrement, les personnes peuvent ne pas savoir où aller pour recevoir du soutien ou comment participer au processus judiciaire. Deuxièmement, une fois qu'elles ont demandé de l'aide ou qu'elles ont signalé une présumée infraction, il peut y avoir des problèmes de communication et des malentendus avec les institutions chargées de leur répondre. C'est à cette deuxième étape du processus qu'un ombudsman pourrait être utile, afin de contribuer à régler les problèmes que rencontrent les survivants dans leurs relations avec les institutions.

Actuellement, il n'existe aucun endroit en Ontario où un survivant de violence ou d'agression sexuelle peut se rendre afin de déposer une plainte contre une institution après avoir épuisé les mécanismes internes. L'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels nouvellement créé ne s'occupe que des questions de compétence fédérale et est par conséquent incapable d'aider les survivants ayant des problèmes avec des organismes ayant reçu un mandat de la province, comme les sociétés de l'aide à l'enfance ou les services policiers, ou avec des procureurs de la Couronne, par exemple.

Le Bureau de l'ombudsman de l'Ontario est investi par la loi de vastes pouvoirs sur les organismes gouvernementaux ontariens et a mené un examen approfondi de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, qui semble avoir entraîné des changements positifs¹⁷. Toutefois, le Bureau de l'ombudsman de l'Ontario n'a pas compétence sur bon nombre d'institutions avec lesquelles les survivants de violence sexuelle entrent en contact, telles que les conseils scolaires, les hôpitaux publics, les organismes de bien-être de l'enfance, les municipalités et le mécanisme d'examen des plaintes contre la police¹⁸. L'absence de compétence dans certains de ces cas est due au fait que les services ne sont pas offerts directement par le gouvernement de l'Ontario. Ils sont plutôt offerts par des organismes indépendants financés par le gouvernement, mais ayant leur propre structure de gouvernance, tels que les organismes de bien-être de l'enfance et les conseils scolaires. Dans le cas de la police, un article de la *Loi sur les services policiers* annule la compétence de l'ombudsman¹⁹. Je suis conscient du fait que l'Ontario est l'une des deux seules provinces où il n'y a pas d'ombudsman pour surveiller les organismes de bien-être de l'enfance²⁰ et l'une des trois seules provinces où il n'y a pas d'ombudsman pour surveiller les services policiers²¹.

Les personnes souhaitant formuler des plaintes contre des organismes ne relevant pas de la compétence du Bureau de l'ombudsman de l'Ontario doivent avoir recours au mécanisme de traitement des plaintes prévu par la loi qui est, dans le cas des organismes de bien-être de l'enfance, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, alors que, dans celui des services policiers, le processus de traitement des plaintes est régi par la *Loi sur les services policiers*²². Les mécanismes de surveillance des services policiers ont fait l'objet de critiques, ayant été jugés inefficaces compte tenu du fait qu'ils sont de nature procédurale

17. Voir Honorable R. Roy McMurtry, O. Ont., c.r., *Rapport McMurtry sur l'assistance financière pour les victimes d'actes de violence criminels en Ontario*, Toronto, ministère du Procureur général, juin 2008, pp. 23-24, où il est souligné : « Le ministère et la Commission ont pris d'importantes mesures afin de tenir compte des recommandations de l'ombudsman. De plus, on m'a informé que le nombre de plaintes qu'a reçues l'ombudsman concernant la Commission a chuté de façon importante et que les rapports trimestriels du ministère et de la Commission n'ont suscité aucune inquiétude chez l'ombudsman relativement à la mise en œuvre de ses recommandations. »

18. Ombudsman Ontario, *Rapport annuel 2007-2008*, Toronto, Bureau de l'ombudsman, juin 2008, p. 10.

19. *Loi sur les services policiers*, L.R.O. 1990, chap. P.15, art. 78.

20. L'autre est Terre-Neuve et Labrador.

21. Les autres sont la Colombie-Britannique et le Yukon.

22. *Loi sur les services policiers*, L.R.O. 1990, chap. P.15, art. 56-80.

et qu'ils ne prévoient pas de pouvoirs d'enquête indépendants. Je souligne que l'Assemblée législative de l'Ontario a adopté un nouveau régime législatif afin de traiter les plaintes concernant les services policiers²³, y compris la création d'un poste de directeur indépendant de l'examen de la police. Ces modifications, toutefois, n'ont toujours pas été promulguées. Dans le cas de la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, le Bureau de l'ombudsman de l'Ontario a déclaré que l'ombudsman a compétence sur les questions systémiques, alors que les pouvoirs de la Commission en ce qui a trait au règlement des plaintes ne s'étend pas aux questions systémiques, mais ne sont conçus que pour traiter les cas individuels²⁴. Le Bureau de l'ombudsman de l'Ontario demande que sa compétence soit étendue à ces domaines depuis plus de 30 ans²⁵.

Je compatis aux difficultés des victimes qui ont des plaintes à formuler contre les services gouvernementaux qui ne relèvent actuellement pas du Bureau de l'ombudsman de l'Ontario, mais je suis également d'avis que les circonstances dictent que l'on procède de façon pragmatique à la priorisation des dépenses et à la concentration des efforts. J'ai tendance à favoriser la prestation de services et de soutien directs à ceux qui ont été victimes de mauvais traitements au cours de leur enfance ou de leur jeunesse. S'il faut apporter des améliorations aux services, je préfère le faire par le biais de la sensibilisation et de ressources supplémentaires. Je suis d'accord avec M. David Petepiece, à qui l'avocat du Projet pour hommes a demandé son avis sur la création d'une autre autorité pour amener les institutions à coopérer davantage. Il a répondu ceci :

Je ne vois pas comment l'ajout d'un autre organisme va accomplir quoi que ce soit. Je crois que certains des organismes qui existent déjà ont besoin d'une mise au point... donc il est inutile de donner un mandat ou un pouvoir à une personne si elle n'est pas préparée à l'exercer, et l'ajout d'un autre groupe, dont le mandat chevauche celui des organismes en place, ne constitue pas, selon moi, une mesure positive [traduction]²⁶.

La mise en place d'une meilleure formation est un exemple d'amélioration directe. Dans les cas où les fonctionnaires ou autres professionnels profiteraient

23. R.O. 2007, chap. 5, art. 10.

24. Ombudsman Ontario, *Rapport annuel 2007-2008*, pp. 13-14.

25. Ombudsman Ontario, *Rapport annuel 2006-2007*, Toronto, Bureau de l'ombudsman, juin 2007, p. 10.

26. David Petepiece, témoignage, 8 février 2007, transcription, pp. 91-92.

de services de sensibilisation ou de formation, un tel investissement serait essentiel afin d'offrir une réponse plus adaptée et plus appropriée aux victimes de mauvais traitements. Je recommande cette sensibilisation ou formation au chapitre 4 du présent rapport. Toutefois, je ne suis pas convaincu qu'un nouveau poste d'ombudsman spécialisé pour les victimes d'agression ou de violence sexuelle devrait être créé ou que des recommandations devraient être formulées en vue d'étendre la compétence du Bureau de l'ombudsman de l'Ontario aux organismes qui ne relèvent pas déjà de lui, uniquement pour couvrir les victimes d'agression sexuelle. La création d'un nouveau poste d'ombudsman spécialisé pourrait éventuellement être perçue comme du favoritisme à l'égard d'un groupe de victimes par rapport à un autre. Par exemple, si un poste d'ombudsman pour les victimes d'agression ou de violence sexuelle était créé et avait compétence sur les plaintes contre les sociétés de l'aide à l'enfance et les services policiers, cela créerait une injustice pour les autres victimes, disons d'agression grave, de vol ou d'autres crimes, qui sont incapables d'accéder à des mécanismes semblables.

Je crains également que l'élargissement de la compétence pourrait créer des attentes auxquelles on ne pourrait répondre. Les survivants de mauvais traitements peuvent être déçus des décisions d'agents de police indiquant qu'il n'existe pas de motifs raisonnables de porter des accusations ou de la décision d'un procureur de la Couronne indiquant qu'il n'existe pas d'espoir raisonnable d'obtenir une condamnation, ou ressentir de la colère à l'égard de ces décisions. Un ombudsman ne peut pas intervenir pour influencer ce jugement et le Bureau de l'ombudsman de l'Ontario n'intervient pas actuellement dans les décisions discrétionnaires des procureurs de la Couronne, malgré qu'il ait compétence sur les ministères du gouvernement. Le Bureau de l'ombudsman de l'Ontario peut déjà se pencher sur les plaintes relatives aux services, comme ceux offerts par la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels ou le Programme d'intervention rapide auprès des victimes, étant donné qu'il a déjà compétence sur la prestation des services du ministère du Procureur général sans qu'il soit nécessaire d'élargir sa compétence dans ce domaine.

De plus, l'extension de la compétence actuelle du Bureau de l'ombudsman de l'Ontario créerait un autre palier de bureaucratie. L'un des principaux motifs pour lesquels l'ombudsman n'a pas compétence sur les sociétés de l'aide à l'enfance et les services policiers est que ces organismes ont déjà mis en œuvre leurs propres mesures de règlement des plaintes. En vertu de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille a le pouvoir d'examiner les plaintes formulées par les personnes qui ont reçu des services d'une SAE et celles qui ont présenté une

demande de services qui a été refusée²⁷. Les services policiers disposent également de leur propre mécanisme de règlement des plaintes, prévu dans la *Loi sur les services policiers*²⁸. Comme je l'ai indiqué, ce mécanisme a été restructuré de façon à assurer un processus d'examen plus indépendant en ce qui a trait aux plaintes contre la police, un processus se rapprochant davantage des services d'un ombudsman, bien que non identique. Ce nouveau mécanisme permettra plus particulièrement au directeur indépendant de l'examen de la police d'étudier les questions d'ordre systémique²⁹. Comme ces changements législatifs n'ont pas encore été promulgués, nous ne savons pas s'ils seront efficaces. Si ces changements sont promulgués, le fait de donner au Bureau de l'ombudsman de l'Ontario une compétence supplémentaire sur les services policiers ne servirait qu'à doubler les interventions et à semer la confusion. Les ressources qui serviraient à offrir les services d'un ombudsman dans ce domaine seraient, à mon avis, mieux attribuées si elles étaient utilisées pour offrir des services de première ligne aux victimes d'agression ou de violence sexuelle ou une formation au personnel des organismes responsables, tels que les services policiers, afin qu'ils soient d'abord et avant tout plus sensibles et réceptifs. Toutefois, je m'attends à ce que l'efficacité du directeur indépendant de l'examen de la police soit examinée; s'il s'avère inefficace, la création d'un poste d'ombudsman pourrait être à nouveau prise en considération.

27. *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, L.R.O. 1990, chap. C.11, art. 68.1. Le paragraphe 68.1 (4) stipule particulièrement ce qui suit :

68.1 (4) Les questions suivantes peuvent faire l'objet d'une révision par la Commission aux termes du présent article :

1. Des allégations portant que la société a refusé de traiter une plainte présentée par le plaignant en vertu du paragraphe 68 (1) comme l'exige le paragraphe 68 (2).
2. Des allégations portant que la société n'a pas répondu à la plainte dans le délai qu'exigent les règlements.
3. Des allégations portant que la société ne s'est pas conformée à la procédure d'examen des plaintes ou à toute autre exigence en matière de procédure prévue par la présente loi en ce qui concerne l'examen des plaintes.
4. Des allégations portant que la société ne s'est pas conformée à l'alinéa 2 (2) a).
5. Des allégations portant que la société n'a pas donné au plaignant les motifs d'une décision qui concerne ses intérêts.
6. Les autres questions prescrites.

28. *Loi sur les services policiers*, L.R.O. 1990, chap. P.15.

29. R.O. 2007, chap. 5, art. 10. Le nouvel article 57 de la *Loi sur les services policiers* prévoit ce qui suit :

57. Outre les autres fonctions que lui attribue la présente loi, le directeur indépendant d'examen de la police peut examiner des questions d'ordre systémique qui font l'objet de plaintes déposées par des membres du public en vertu de la présente partie ou qui donnent lieu à de telles plaintes et peut faire des recommandations au sujet de ces questions au solliciteur général, au procureur général, aux chefs de police, aux commissions de police ou à toute autre personne ou tout autre organisme.

Le problème que représentent les plaintes relatives aux services fournis en Ontario peut être attribué, du moins en partie, au manque de soutien offert aux victimes au début de leurs efforts visant à obtenir de l'aide. Après avoir vécu un traumatisme, les personnes ont souvent de la difficulté à s'orienter dans le système, ce qui augmente leur niveau de frustration. À mon avis, plutôt que d'offrir du financement supplémentaire pour le règlement des plaintes après la prestation des services, on servirait mieux les Ontariens si l'on offrait plus de soutien aux victimes afin qu'elles obtiennent les services ou les renseignements adéquats au commencement de leurs efforts pour les obtenir. De tels services devraient être offerts à toutes les victimes d'agression ou de violence sexuelle, ainsi qu'à leurs familles, afin de les aider à obtenir le soutien nécessaire et adéquat dans chacun des cas. Il existe déjà des services qui viennent en aide aux victimes, notamment les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes et le Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT). Les premiers fournissent des services en situation de crise et à court terme et ne sont utiles que sur une partie du parcours de la victime de mauvais traitements³⁰. Le PAVT n'est offert aux victimes que dans les cas où des accusations ont été portées. L'une des leçons importantes qui a été retenue au cours de la présente enquête est que la majorité des cas de violence ou d'agression sexuelle n'entraînent pas d'accusations. Les victimes dans les cas n'ayant fait l'objet d'aucune accusation, ou en fait les victimes qui ne signalent pas à la police les mauvais traitements qu'elles ont subis, ont également besoin d'orientation pour s'y retrouver dans le réseau de services offerts dans cette province, par exemple, de l'aide pour trouver des services de counselling ou d'intervention immédiate et signaler les problèmes à d'autres organismes, tels que les sociétés de l'aide à l'enfance. Je donnerais la priorité à la satisfaction de ces besoins par le gouvernement de l'Ontario plutôt qu'à la mise en place d'un autre organisme de surveillance.

Mon rapport de la phase 1 retrace les circonstances d'incidents au cours desquels un agent de liaison avec la victime aurait été utile pour la suite des choses. Dans des circonstances où une victime veut un agent de sexe masculin (ou féminin), le personnel de liaison avec les victimes pourrait expliquer aux services policiers pourquoi cela est nécessaire, c'est-à-dire en raison des questions intimes qui seront abordées. Si cette question avait été réglée dans le cas de M. Silmsner, cela aurait amélioré les communications avec les Services communautaires de la

30. Par exemple, les SOAIV administrent le Programme d'intervention rapide auprès des victimes, qui permet d'offrir de l'aide immédiate et qui est un bon programme. Toutefois, ils accordent jusqu'à dix séances ou 1 000 \$ aux fins de counselling, ce qui est suffisant pour quelques semaines de séances seulement. Il est très improbable que toute accusation connexe soit déposée et instruite à l'intérieur d'une telle période, ce qui signifie que la victime pourrait devoir se présenter à la barre sans avoir bénéficié de services de counselling.

police de Cornwall. Le fait de porter à l'attention des autorités qu'une personne juge que sa plainte est ignorée constitue un autre exemple d'intervention. M. Albert Roy pensait avoir déposé une plainte concernant une conversation qu'il avait eue dans une voiture de police, et l'absence de réponse l'a blessé et l'a rendu anxieux. Si une partie impartiale avait été en mesure de faire un suivi, le problème aurait probablement pu être réglé adéquatement plus tôt au cours du processus. Si une victime de mauvais traitement semble impolie ou en colère au moment de téléphoner à un bureau gouvernemental, un agent de liaison avec les victimes pourrait intervenir pour juger si la personne pourrait profiter de conseils de stabilisation afin d'être moins bouleversée et plus efficace en ce qui a trait au signalement d'une agression sexuelle. En même temps, l'agent de liaison pourrait aider à expliquer que la réaction de colère est normale chez les hommes et que, bien que l'impolitesse ne soit pas acceptable, ce n'est pas une raison pour laisser tomber quelqu'un. Encore une fois, ce type d'intervention aurait pu aider dans le cas de M. Silmsen. Une autre tâche utile que pourrait remplir le personnel de liaison avec les victimes serait d'expliquer la complexité du système judiciaire et des instances civiles – les rôles et les responsabilités des divers participants aux diverses étapes. Je crois que cela aurait aidé M. John MacDonald et aurait réduit ses difficultés personnelles plus tôt au cours du processus.

Recommandations

3. Le gouvernement de l'Ontario devrait promulguer dès que possible les dispositions de la *Loi sur les services policiers* créant le poste de directeur indépendant de l'examen de la police. Il devrait examiner l'efficacité de ce mécanisme du point de vue des victimes après plusieurs années de fonctionnement.
4. Le gouvernement de l'Ontario devrait s'assurer que ceux qui traitent les plaintes relatives aux services gouvernementaux, qu'il s'agisse du Bureau de l'ombudsman de l'Ontario ou de commissions indépendantes de traitement des plaintes, ont reçu une formation sur les victimes d'agression ou de violence sexuelle et qu'ils sont capables de fournir des services spécialisés, tels que des aiguillages appropriés et des interventions adaptées.
5. Le gouvernement de l'Ontario devrait créer un service de liaison avec les victimes à l'échelle de la province afin d'aider les victimes à accéder aux services adaptés à leurs besoins, non seulement au moment de la crise ou peu après, mais aussi à long terme. En mettant en place un tel service, il faudrait accorder la priorité à Cornwall et à la région de Stormont, Dundas et Glengarry.

Clauses de confidentialité dans les règlements d'affaires au civil

Ce que nous avons appris sur les clauses de confidentialité

Lorsqu'une partie à la présente enquête, Citizens for Community Renewal, a proposé la tenue d'une table ronde sur les questions concernant les clauses de confidentialité dans les règlements d'affaires au civil, mon personnel a entrepris un examen de la jurisprudence et de la documentation afin de vérifier si la tenue d'une discussion accroîtrait de façon utile l'ensemble des renseignements et préciserait la définition des enjeux nécessaires à l'évaluation de la modification des politiques publiques. L'examen a été bref. Peu de choses ont été écrites sur les clauses de confidentialité dans les règlements d'affaires au civil et il existe peu de jurisprudence à ce sujet. Par conséquent, j'ai autorisé la tenue d'une discussion de groupe sur les clauses de confidentialité. Je devrais préciser que cette discussion n'était pas axée sur les dispositions illégales concernant les paiements effectués en contrepartie d'une entente de ne pas témoigner dans une affaire criminelle. Je voulais que la discussion de groupe examine les pratiques juridiques existantes dans les règlements d'affaires au civil – une clause en vertu de laquelle les parties promettent de garder secrets tous les détails ou certains détails relatifs au règlement. J'étais motivé en partie par le fait de savoir que, dans les cas de violence sexuelle faite aux enfants ou aux jeunes, le secret est un fardeau, une exacerbation du traumatisme liée à cette violence. Est-ce que les pratiques courantes en matière de règlement d'affaires au civil augmentent en réalité le fardeau du secret?

Des experts distingués se sont réunis en décembre 2008 : le professeur Erik Knutsen de l'Université Queen's, le médiateur Steven Gaon et Simona Jellinek, une avocate ayant une expertise en représentation de victimes d'agressions sexuelles passées. Le professeur Knutsen a formulé des commentaires sur la faible quantité de travaux effectués par les universitaires dans ce domaine et a de plus désigné ce domaine comme étant important sur le plan des politiques. Je ne reproduirai pas l'ensemble de la discussion du groupe, qui a été affichée sur notre site Web³¹, mais j'en extraurai plutôt les points principaux :

- La plupart des litiges concernant des incidents de violence sexuelle passée ou actuelle contre des enfants ne se rendent pas devant les tribunaux, mais font plutôt l'objet d'un règlement à la suite d'une médiation ordonnée par le tribunal, d'une médiation volontaire ou d'une entente volontaire. Par conséquent, ce qui survient au cours de ces

31. Affiché en décembre 2008 à l'adresse [www.cornwallinquiry.ca/Phase 2/réunions](http://www.cornwallinquiry.ca/Phase%20réunions).

processus a des répercussions sur la majorité des personnes et des institutions impliquées dans les différends.

- On ne se préoccupe pas assez des clauses de confidentialité au moment de régler les plaintes en matière de violence sexuelle. À moins qu'un avocat ou un médiateur très bien informé ne participe au processus, ces dispositions sont considérées comme une « tâche administrative de routine » à la fin des discussions relatives au règlement et l'on utilise des « dispositions passe-partout »³². Par conséquent, on discute rarement des besoins particuliers des personnes impliquées dans des cas de violence sexuelle, ou l'on n'en tient pas souvent compte.
- Les conséquences juridiques de la violation de ces clauses de confidentialité sont floues et le processus d'application devant les tribunaux peut ne pas être pratique ni pour l'une, ni pour l'autre des parties. De plus, bien que les mots semblent indiquer, par exemple, que les parties au règlement ne peuvent discuter de quoi que ce soit avec leur conjoint ou leur conseiller ou répondre aux questions d'une association professionnelle ou d'un organisme de réglementation dans

32. Steven Gaon a donné des exemples de « dispositions passe-partout », ainsi que de certaines clauses qui semblent avoir été plus clairement négociées, comme suit :

« JE M'ENGAGE EN OUTRE à maintenir strictement confidentielles les modalités de l'action devant la Cour supérieure, les modalités du règlement à l'amiable et la présente décharge, mais je peux en discuter avec les membres de ma famille proche et avec mes conseillers juridiques et financiers. » [traduction]

« JE CONFIRME que le présent règlement ne constitue pas un aveu de responsabilité de la part du bénéficiaire de la décharge de responsabilité. » [traduction]

« JE M'ENGAGE EN OUTRE à tenir confidentielle la somme d'argent qui m'a été versée à titre de règlement de l'action devant la Cour supérieure, mais je peux en discuter avec les membres de ma famille proche et mes conseillers juridiques et financiers. Malgré ce qui précède, aucune disposition de la présente décharge de responsabilité ne m'empêche de discuter de toute autre question liée à l'action devant la Cour supérieure ou des aspects qui ont été plaidés dans le cadre de cette affaire, avec qui que ce soit. » [traduction]

« Je promets solennellement de tenir confidentielles les modalités de la présente entente et, sans limiter la généralité de ce qui précède, je ne les communiquerai pas, directement ou indirectement, à des représentants des médias ou à n'importe qui d'autre, et je n'en parlerai à personne. Cependant, il est entendu que je peux discuter des modalités de la présente entente avec mon conseiller juridique et un membre de ma famille proche, à la condition que cette personne s'engage à respecter les mêmes conditions de confidentialité de l'information que celles auxquelles je consens dans la présente décharge de responsabilité. Il est aussi entendu que toute violation de ces conditions aura pour conséquence, au gré du renonciataire, d'annuler le règlement et (ou) de conférer au renonciataire le droit d'introduire une action contre moi pour m'empêcher de divulguer les modalités de la présente entente, y compris de demander une injonction, sans préavis, et de demander l'adjudication des dépens contre moi d'après un barème d'indemnité élevé. » [traduction]

le cadre d'une enquête, s'agit-il vraiment de ce que les parties envisagent ou de ce qui est acceptable comme politique publique?

- Lorsque l'on s'entend sur les modalités du règlement, la personne qui reçoit l'indemnisation peut ne pas avoir tenu compte de ses besoins à long terme ou ne pas avoir reçu des conseils à cet égard. Par conséquent, elle peut constater que le « fardeau du secret » augmente au fil du temps ou se demander comment interpréter cette promesse – s'il est possible de discuter du règlement avec un nouveau conjoint, un agent de police ou un responsable d'une association professionnelle ou d'un organisme d'autoréglementation ayant communiqué avec elle parce qu'elle a été désignée par d'autres comme une victime potentielle d'un individu faisant l'objet d'une enquête.
- Les besoins des défenseurs et des demandeurs varient. Par exemple, les demandeurs souhaitent parfois garder leur identité et le montant de l'indemnisation secrets; les défenseurs peuvent également souhaiter préserver la confidentialité des renseignements concernant le montant versé, mais peuvent en outre souhaiter garder secrète l'existence d'un règlement et l'identité de la personne ou la cause qui en a fait l'objet. Par conséquent, la confidentialité peut présenter une valeur monétaire, bien que l'on puisse ne pas s'en rendre compte pleinement si l'on ne prête pas une attention particulière à cette question au cours des négociations.
- Dans de nombreuses situations, l'argent disponible aux fins de règlement provient d'une assurance et l'avocat de la compagnie d'assurances participera par conséquent à la défense et au règlement; l'assureur peut en fait être le décideur réel en ce qui concerne le règlement et peut insister sur l'utilisation de ses dispositions standard de confidentialité pour des raisons de pratique ou par crainte que les demandes soient plus nombreuses si le règlement est rendu public. Donc, certains organismes ne peuvent pas être souples en ce qui a trait aux clauses de confidentialité, même s'ils comprennent les répercussions du secret sur les victimes de violence et souhaitent être plus ouverts.

Considérations de politique publique

En réfléchissant à la démarche à recommander, j'ai été convaincu par un certain nombre de considérations relatives aux politiques, que j'aborderai.

Les instances civiles et les règlements s'inscrivent dans un processus qui intervient entre des personnes. L'intérêt public entre également en jeu, mais pas de la même manière que dans les affaires criminelles, auxquelles le public,

par l'entremise de son gouvernement, participe directement. Je suis convaincu que certains changements sont nécessaires, mais je serai prudent dans mon intervention. Chaque cause peut comporter des facteurs devant être pris en compte, et les intérêts des personnes en cause peuvent varier.

Bien que les décisions sur la confidentialité puissent faire l'objet de négociations dans les règlements d'affaires au civil, cela ne devrait pas se faire dans un contexte où ces négociations n'ont pas vraiment lieu. C'est une chose que de prendre des décisions éclairées, c'en est une autre que d'insérer une clause passe-partout inappropriée ou créant de la confusion à la fin d'un règlement, sans discussion réelle. Compte tenu du caractère délicat du secret pour les personnes victimes de violence pendant leur enfance, il faut prêter davantage attention à ces négociations et aux répercussions à long terme de la confidentialité.

Bien que la liberté de négocier le règlement d'une affaire au civil doive être reconnue, il devrait y avoir des domaines où l'on accorde une importance accrue aux considérations de politique publique. Comme il existe peu de jurisprudence sur les clauses de confidentialité, on ne peut pas être certain de la façon dont les tribunaux réagiront dans une cause donnée. Toutefois, en interprétant le langage utilisé dans les règlements, je peux concevoir qu'il pourrait y avoir des réticences à conclure qu'une personne ne peut pas parler à son médecin ou à son conseiller de la violence qu'elle a subie, uniquement parce que cela a été indiqué dans les documents ayant fait l'objet de discussions au cours de la médiation, ou que les survivants ne pourraient pas discuter du processus de règlement et de ses répercussions sur eux avec des conseillers. Il me semble également que l'interprétation d'une clause de manière à interdire les discussions entre conjoints ou parents proches soulèverait des questions d'intérêt public, compte tenu du fait que les communications entre conjoints sont généralement traitées avec beaucoup de déférence en droit. De même, si une enquête était en cours au sein d'une profession autoréglémentée et qu'une clause de confidentialité générale était en vigueur, il ne semble pas approprié de conclure que cette clause aurait pour conséquence d'empêcher une victime de répondre ou d'effectuer un signalement à un organisme professionnel. Toutefois, les personnes qui signent des clauses de confidentialité peuvent ne pas se rendre compte de la signification de ces clauses ou de la façon dont elles s'appliquent, ces clauses étant floues ou incomplètes; leurs avocats, au moment d'offrir des conseils, les interpréteront probablement de façon prudente. Il serait nettement préférable que les clauses uniformes, une fois qu'elles ont fait l'objet d'une entente après de réelles discussions, soient explicites sur ces points et adaptées à la situation. On ne devrait pas permettre que les clauses uniformes relatives aux affaires de violence fassent systématiquement référence aux conseillers financiers, mais pas aux conseillers juridiques. Si les compagnies d'assurances ou leurs avocats constituent un obstacle, il faudrait apporter certaines modifications aux règlements pris en

application de la *Loi sur les assurances*. Ce disant, je reconnais que de nombreuses compagnies d'assurances et leurs avocats, comprenant la nécessité d'une plus grande clarté relativement aux ententes de confidentialité et les problèmes que celles-ci peuvent entraîner du point de vue des victimes de violence sexuelle, peuvent volontairement y apporter des modifications.

Bien que j'accepte l'idée voulant que les règlements d'ordre privé respectent les négociations privées et que l'intrusion du public par l'entremise de ses gouvernements soit limitée, je crois que les considérations politiques sont différentes lorsqu'une partie est une institution publique. Derrière le ministère ou l'organisme financé par les pouvoirs publics se trouvent les Ontariens. Je crois que la majorité des membres du public comprendraient les motifs pour lesquels on garde confidentiels le nom d'une personne qui a subi de mauvais traitements et le montant versé par un ministère ou un organisme gouvernemental à cette personne. Toutefois, outre cela, je ne crois pas qu'il soit d'intérêt public d'imposer la confidentialité; pour être plus précis, je ne vois pas pourquoi les contribuables devraient verser de l'argent à une victime de mauvais traitements pour garder les renseignements confidentiels, surtout si la personne ne désire pas vraiment la confidentialité et subit des pressions pour accepter l'entente. Une telle situation ne serait pas souhaitable pour la personne qui reçoit l'argent ou pour le grand public qui paie. Par conséquent, il faudrait changer complètement d'attitude en ce qui a trait aux ententes de confidentialité dans les affaires de violence sexuelle impliquant le gouvernement de l'Ontario ou des organismes tels que les conseils scolaires, les services policiers ou les sociétés de l'aide à l'enfance. Il ne s'agit pas d'un précédent. Par exemple, le gouvernement du Canada a modifié sa démarche en ce qui a trait aux clauses de confidentialité concernant les pensionnats³³.

J'aimerais faire remarquer que Monseigneur Durocher, évêque du diocèse d'Alexandria-Cornwall, m'a invité à faire des recommandations au diocèse; en outre, il a indiqué que je pourrais également faire des suggestions à la Conférence des évêques catholiques du Canada³⁴. J'ai statué dans le cadre des instances de la phase 1 que la présente Commission d'enquête a compétence pour faire des recommandations au diocèse, mais j'apprécie l'invitation et la suggestion de Monseigneur Durocher à élargir les discussions afin d'inclure ses collègues

33. En 2000, la Commission du droit du Canada, dans son rapport intitulé *La dignité retrouvée : La réparation des sévices infligés aux enfants dans les établissements canadiens*, a recommandé, à la page 179, que les gouvernements n'imposent pas de clauses de confidentialité dans les règlements d'affaires au civil avec les survivants. En effet, dans le règlement final conclu le 6 mai 2007, le gouvernement canadien n'a exigé aucune clause de confidentialité dans le cadre du règlement des plaintes. Voir www.residentialschoolsettlement.ca/settlement.

34. Paul-André Durocher, témoignage, 2 septembre 2008, transcription, pp. 142-143.

responsables de diocèses partout au Canada. Afin de mettre ces discussions en contexte, je dirais que le raisonnement qui s'applique aux institutions religieuses est semblable à celui qui s'applique aux gouvernements. On s'attend à ce que les institutions religieuses, comme les gouvernements, donnent l'exemple en adoptant des normes de conduite élevées. Une norme de conduite élevée consisterait à reconnaître que, s'il existe des motifs de régler des causes de violence sexuelle faite à des enfants ou à des jeunes, les préjudices passés ne devraient pas être exacerbés par le fardeau d'un futur secret. À ce sujet, dans ses observations finales relatives à la phase 1, l'avocat du diocèse d'Alexandria-Cornwall a indiqué que le diocèse a récemment adopté une politique qui n'exige pas de clauses de confidentialité dans les règlements de cas de violence sexuelle et qu'il renoncera à celles qui ont été conclues dans le passé³⁵. Si tel est le cas, je loue ce changement de politique. J'aimerais faire remarquer que cela est le cas de l'Église catholique romaine en Australie depuis un certain temps, comme l'indique le rapport que le sénat australien a publié en 2004, intitulé *Forgotten Australians* (Les Australiens oubliés)³⁶.

Recommandations

6. Le gouvernement de l'Ontario devrait enjoindre à tous les ministères ou organismes relevant de sa compétence de cesser de demander ou d'exiger des ententes de confidentialité dans les règlements de cas de violence sexuelle, sauf pour préserver l'identité de la personne recevant un paiement et le montant de ce versement, mais uniquement si la personne le désire; le gouvernement de l'Ontario ne devrait pas appliquer les clauses de confidentialité contenues dans les ententes passées, sauf dans des circonstances exceptionnelles.
7. Le gouvernement de l'Ontario devrait adopter une loi concernant les institutions, telles que les conseils scolaires, les sociétés de l'aide à l'enfance et les services policiers, exigeant qu'elles adoptent d'ici trois ans une politique relative aux ententes de confidentialité semblable à celle qu'a adoptée le gouvernement de l'Ontario; entre-temps, il est vivement conseillé à ces organismes d'apporter volontairement des changements.
8. Le diocèse d'Alexandria-Cornwall devrait maintenir en vigueur une politique sur les clauses de confidentialité dans les accords de règlement semblable à celle qui est recommandée au gouvernement de l'Ontario.

35. Diocèse d'Alexandria-Cornwall, observations de la phase 1, 19 février 2009, p. 137.

36. Senate Community Affairs References Committee, *Forgotten Australians: A Report on Australians Who Experienced Institutional or Out-of-Home Care as Children*, Commonwealth d'Australie, août 2004, p. 234.

9. Les règlements pris en application de la *Loi sur les assurances* devraient être modifiés afin de rendre illégale la pratique en vertu de laquelle un assureur suggère des dispositions de règlement qui restreignent les discussions sur les mauvais traitements et les règlements connexes avec les conjoints, les parents proches, les conseillers financiers, les médecins, les conseillers juridiques, les services policiers ou les organismes de réglementation, ou insiste pour inclure de telles dispositions.
10. Les organismes de médiateurs, d'arbitres et d'avocats devraient offrir des séances de formation afin de sensibiliser leurs membres aux questions touchant les clauses de confidentialité dans les règlements de causes de violence sexuelle, en mettant particulièrement l'accent sur les répercussions du fardeau du secret. De plus, les organismes de médiateurs et d'arbitres devraient élaborer une série de clauses de confidentialité de type « pratique exemplaire ou prometteuse » à utiliser dans les cas de violence sexuelle. De telles dispositions de type « pratique exemplaire ou prometteuse » devraient indiquer clairement que les personnes peuvent discuter de la violence qu'elles ont subie ou de tout règlement connexe avec leurs conjoints, leurs parents proches, leurs conseillers financiers, leurs médecins et leurs conseillers juridiques, ainsi qu'avec les services policiers et les organismes de réglementation.

Détermination de la peine

Ce que nous avons appris sur les tendances en matière de détermination de la peine

Une question soulevée au cours des témoignages entendus à la phase 1 ainsi que durant les rencontres et les événements tenus pendant la phase 2 était celle de la détermination de la peine imposée aux personnes reconnues coupables de violence sexuelle sur des enfants dans notre société. J'ai entendu de nombreuses voix demander l'imposition de « sentences plus sévères » aux personnes reconnues coupables de violence sexuelle contre les enfants³⁷. Je n'ai pas le mandat de recommander l'imposition de sentences plus sévères aux contrevenants, compte

37. Voir, par exemple, Scott Burgess, témoignage, 19 octobre 2006, transcription, p. 4; Dawn Raymond, témoignage, 31 octobre 2006, transcription, p. 60; Helen Dunlop, témoignage, 20 septembre 2007, transcription, p. 31; Claude Thibault, témoignage, 2 octobre 2007, transcription, p. 19; Fernand Vivarais, témoignage, 21 octobre 2007, transcription, pp. 151-152, et *Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté* (rencontre communautaire tenue dans le cadre de la phase 2), procès-verbal de la rencontre du 2 mai 2007, p. 4.

tenu du fait que ce domaine relève du gouvernement fédéral. Toutefois, j'ai le mandat d'examiner la réponse institutionnelle du système de justice ontarien, ce qui comprend la façon dont les tribunaux ont traité les personnes ayant infligé de mauvais traitements d'ordre sexuel à des enfants, du point de vue des politiques, et de formuler des recommandations afin de renforcer la réponse du système de justice au moment d'établir les sentences.

En ce qui a trait à la question de la détermination de la peine, j'ai approuvé la réalisation d'une étude des tendances en matière de détermination de la peine au Canada de 1969 à 2008. L'étude a été menée par le personnel de la phase 2 de la Commission : Angela Long, analyste des politiques travaillant pour la présente Commission d'enquête et candidate au doctorat à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, en a été l'auteure principale. Elle a été assistée par Louise-Michelle Tansey-Miller, titulaire d'un baccalauréat et d'une licence en droit de l'Université d'Ottawa. L'objectif de l'étude était d'examiner les tendances en matière de détermination de la peine en Ontario, en Alberta et au Québec concernant les personnes ayant infligé de mauvais traitements d'ordre sexuel à des enfants dans une situation extra-familiale, au cours de la période allant de 1969 à 2008. Les cas constituant l'échantillon retenu pour cette étude ont été pris parmi ceux qui ont été signalés et ne représentent pas toutes les causes, bien que le signalement au cours des dernières années soit plus complet. En examinant les résultats de cette étude, il faut garder à l'esprit qu'il était impossible d'obtenir un dossier complet réunissant toutes les causes. Dans l'échantillon couvert par l'étude, les causes ont été divisées en quatre périodes distinctes, en fonction des changements importants qui ont été apportés aux dispositions du droit criminel touchant les agressions sexuelles et la détermination de la peine dans les causes d'agression sexuelle. Le document de recherche fournit une analyse des tendances en matière de détermination de la peine concernant les mauvais traitements sexuels infligés à un enfant ou un jeune par des personnes en situation d'autorité ou entretenant un autre type de relation particulière avec un enfant ou un jeune, telles que des enseignants, des membres du clergé, des parents d'accueil, des travailleurs sociaux auprès des enfants et des jeunes et des travailleurs scolaires. L'étude n'a pas tenu compte des infractions perpétrées par des membres de la famille. Elle a tenu compte de plusieurs variables différentes, comme le caractère actuel ou passé de l'infraction ayant mené à l'accusation, la relation entre le contrevenant et la victime, le sexe et l'âge de la victime, le fait que le contrevenant a plaidé coupable ou a été reconnu coupable à l'issue d'un procès et le fait que le contrevenant avait des antécédents en matière d'infractions sexuelles sur des enfants.

Une ébauche de l'étude a été achevée en septembre 2008, distribuée aux avocats des parties et affichée sur le site Web de la présente Commission d'enquête aux fins de commentaires. Un atelier s'est tenu le 22 octobre 2008 afin de diffuser les résultats de l'étude et de solliciter d'autres commentaires des parties et du

public. Outre les deux auteures de l'étude, qui faisaient partie du personnel de la Commission, Ellen Campbell, fondatrice et directrice générale du Canadian Centre for Abuse Awareness et du Martin Arnold Kruze Memorial Fund, et un ancien procureur de la Couronne, Scott Newark, ont présenté leurs points de vue sur le sujet de la détermination de la peine³⁸. Le document final a été présenté en janvier 2009 et est affiché sur le site Web de la Commission³⁹; il est également inclus sur le cédérom de recherche commandé par la Commission.

L'objectif du document de recherche sur les tendances en matière de détermination de la peine était de formuler quelques conclusions générales sur la détermination de la peine des contrevenants dans des causes de violence sexuelle faite à des enfants par des personnes qui ne sont pas membres de la famille. Compte tenu de l'ampleur et de la complexité des facteurs dont il faut tenir compte dans le processus de détermination de la peine, cette étude ne peut qu'aborder des questions générales. Toutefois, en fonction des renseignements tirés de l'échantillon examiné, il m'apparaît évident qu'une autre étude plus approfondie sur cette question est nécessaire. Je soulignerai ci-dessous certaines des conclusions du document :

- Les renseignements statistiques concernant la détermination de la peine au Canada sont incomplets. Les domaines à l'égard desquels nous manquons de données comprennent la relation entre le contrevenant et la victime, l'âge de la victime et le sexe de cette dernière⁴⁰.
- La vaste majorité des contrevenants dans les causes de violence sexuelle faite à des enfants par des personnes qui ne sont pas membres de la famille dans les trois provinces étaient des hommes. Un faible nombre de contrevenantes ont été signalées dans les trois provinces⁴¹.
- En Alberta et en Ontario, la majorité des victimes de cas de violence sexuelle faite à des enfants par des personnes qui ne sont pas membres de la famille étaient de sexe féminin. Au Québec, toutefois, la majorité de ce type de victime était de sexe masculin. Dans les trois provinces, un nombre important de victimes de sexes masculin et féminin ont été signalées⁴².

38. Voir l'annexe B, Ateliers de recherche.

39. Voir le site Web de l'Enquête publique sur Cornwall (www.cornwallinquiry.ca – Phase 2 – Recherche).

40. Angela M. Long et Louise-Michelle Tansey-Miller, « Abus sexuels commis contre des enfants en dehors de la famille : Tendances en matière de détermination de la peine en Alberta, en Ontario et au Québec, 1969-2008 », p. 85, à l'adresse www.cornwallinquiry.ca et sur le cédérom qui contient tous les travaux de recherche de l'Enquête publique sur Cornwall.

41. *Ibid.*, pp. 101-102.

42. *Ibid.*, pp. 93-100.

- Une relation de confiance existait dans 38 pour cent des causes de violence sexuelle faite à un enfant en Alberta, 36 pour cent en Ontario et 45 pour cent au Québec; dans les trois provinces, ce pourcentage est beaucoup plus élevé que celui des causes où les agresseurs étaient des étrangers⁴³.
- Dans les trois provinces, l'accusation d'agression sexuelle est celle qui a été la plus souvent portée dans les causes de violence sexuelle faite à des enfants par des personnes qui ne sont pas membres de la famille. Elle pourrait être utilisée parce qu'il y a moins d'éléments de preuve. Il convient de souligner que l'agression sexuelle n'est pas une infraction pour laquelle la loi prévoit une peine minimale⁴⁴.
- La vaste majorité des contrevenants reconnus coupables de violence sexuelle faite à un enfant qui n'est pas un parent reçoivent une peine de détention ou une peine de détention accompagnée d'une période de probation. Bien que d'autres peines existent, par exemple une condamnation avec sursis et probation, elles représentent un très faible pourcentage du nombre total de peines⁴⁵.
- Les peines avec sursis sont devenues un outil important en matière de détermination de la peine dans les causes de violence sexuelle faite à des enfants. Au cours de la période allant d'octobre 1996 à juin 2008, dans les trois provinces, les peines avec sursis et les peines avec sursis et probation sont devenues la deuxième option la plus courante en ce qui a trait à la détermination de la peine⁴⁶.
- En moyenne, les peines imposées aux personnes reconnues coupables de violence sexuelle faite à des enfants étaient plus sévères en Alberta⁴⁷.
- En Alberta et en Ontario, il y a une tendance à la baisse évidente quant à la durée moyenne des peines de détention imposées aux personnes reconnues coupables de violence sexuelle faite à des enfants qui ne sont pas des parents. Au Québec, toutefois, la tendance est à la hausse⁴⁸.
- L'Alberta affiche la moyenne globale la plus longue en ce qui concerne les peines de détention pour les causes de violence sexuelle passée faite à des enfants. L'Ontario suit de très près, la moyenne au Québec étant considérablement plus basse qu'en Alberta et qu'en Ontario⁴⁹.

43. *Ibid.*, pp. 103-107.

44. *Ibid.*, pp. 128-130, 180-182, 231-233.

45. *Ibid.*, pp. 120-122, 171-174, 223-225.

46. *Ibid.*

47. *Ibid.*, pp. 274-278.

48. *Ibid.*

49. *Ibid.*, p. 281.

- Tant en Ontario qu'en Alberta, au cours des quatre périodes à l'étude, la durée moyenne des peines de détention imposées aux personnes qui entretenaient une relation de confiance avec la victime était immanquablement beaucoup plus faible que la durée moyenne des peines de détention imposées aux contrevenants qui n'entretenaient pas ce type de relation. Au Québec, au cours des deux premières périodes à l'étude, les personnes qui entretenaient une relation de confiance ont reçu des peines de détention plus longues en moyenne que celles qui n'entretenaient pas ce type de relation. Toutefois, au cours des deux dernières périodes, la tendance s'est inversée au Québec, les causes sans relation de confiance faisant l'objet de peines de détention plus longues en moyenne que celles avec relation de confiance⁵⁰.
- Dans les trois provinces, les déclarations de délinquant dangereux et de délinquant à contrôler concernaient presque exclusivement les causes sans relation de confiance, seules quelques causes avec relation de confiance ayant fait l'objet de telles déclarations⁵¹.
- Tant en Alberta qu'au Québec, les personnes ayant déjà été condamnées pour violence sexuelle faite à un enfant ont reçu une peine proportionnellement plus longue que les personnes sans antécédents (31 et 24 mois respectivement), tandis qu'en Ontario, la différence moyenne était plus faible, soit 14 mois⁵².
- Par le passé, les peines étaient plus longues en Alberta et en Ontario quand les victimes étaient de sexe féminin. Toutefois, plus récemment, les peines se sont égalisées selon le sexe des victimes, l'Alberta atteignant presque la parité et l'Ontario imposant en fait de plus longues peines, en moyenne, aux contrevenants dont les victimes étaient de sexe masculin. Au Québec, cependant, les contrevenants dont les victimes sont de sexe féminin reçoivent toujours une peine plus longue en moyenne que ceux dont les victimes sont de sexe masculin⁵³.
- En Alberta et en Ontario, il y a eu une diminution nette globale de la durée moyenne de la peine de détention portée en appel par rapport à la peine imposée en première instance. Au Québec, toutefois, il y a eu une augmentation nette de la durée moyenne de la peine de détention portée en appel par rapport à la peine imposée en première instance⁵⁴.

50. *Ibid.*, pp. 283-287.

51. *Ibid.*

52. *Ibid.*, pp. 288-290.

53. *Ibid.*, pp. 290-291.

54. *Ibid.*, pp. 325-328.

Considérations de politique publique

La détermination de la peine de ceux qui ont commis des crimes sexuels contre des enfants est de toute évidence une question complexe et à volets multiples qui mérite un examen minutieux. J'ai entendu dire au cours de la phase 1 et de la phase 2 que la population était frustrée par ce qu'elle considère être des peines clémentes imposées pour des crimes sexuels contre des enfants. Ce sujet est réapparu au cours de plusieurs rencontres publiques tenues dans le cadre de la phase 2⁵⁵. Cependant, la durée des peines n'est qu'un élément du tableau de la détermination de la peine. Cette question requiert une analyse plus détaillée des répercussions de la violence sexuelle faite aux enfants.

Toutefois, je souhaite premièrement émettre un avertissement clair. Comme l'ont souligné les auteurs du document de recherche, les personnes qui se voient imposer une peine, que ce soit dans des causes de violence sexuelle faite à des enfants ou pour des crimes en général, ne représentent qu'une petite fraction des auteurs de crimes. Comme l'ont indiqué les experts en détermination de la peine, de 2 à 5 pour cent des crimes perpétrés seulement se rendent en fait à l'étape de la détermination de la peine⁵⁶. Nous avons également entendu dire que les crimes sexuels contre les enfants sont sous-signalés⁵⁷. Dans le volume 1 et le chapitre 4 du volume 2 du présent rapport, j'ai énuméré certains des motifs pour lesquels les enfants sont réticents à signaler un mauvais traitement. Toutefois, un simple coup d'œil au pourcentage de crimes sexuels perpétrés contre des enfants, même sans tenir compte du faible taux de signalement, fait réfléchir. Le Centre canadien de la statistique juridique indique qu'en 2003, les enfants représentaient 21 pour cent de la population canadienne, mais étaient victimes de 61 pour cent des agressions sexuelles signalées⁵⁸. Ainsi, bien que la détermination de la peine constitue une partie importante de la réponse judiciaire à la violence sexuelle faite aux enfants, ces statistiques indiquent qu'elle n'est pas une panacée. De toute évidence, la vaste majorité des causes n'atteignent jamais l'étape à laquelle l'agresseur reçoit une sentence. Des mesures relatives à la détermination de la peine peuvent faire partie de la solution en vue de lutter contre la violence sexuelle

55. Voir « Créer un climat d'espoir, de confiance et de fierté – La technologie et l'exploitation des enfants : Les risques et les possibilités » (rencontre communautaire tenue dans le cadre de la phase 2), procès-verbal, 15 avril 2008, p. 8, et « Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté » (rencontre communautaire tenue dans le cadre de la phase 2), procès-verbal, 2 mai 2007, p. 4.

56. Julian V. Roberts et David P. Cole, « Introduction to Sentencing and Parole », dans *Making Sense of Sentencing*, publié par Julian V. Roberts et David P. Cole, Toronto, University of Toronto Press, 1999, p. 8.

57. Nico Trocmé, témoignage, 15 février 2006, transcription, p. 80.

58. Centre canadien de la statistique juridique, *La violence familiale au Canada : un profil statistique 2005*, Ottawa, Statistique Canada, 2005, p. 69.

faite aux enfants, mais ne devraient pas être perçues comme étant la façon de prévenir les mauvais traitements ou d'apporter une aide lorsque ceux-ci sont infligés. Nous devons plutôt nous engager à nous attaquer au problème sous divers angles. J'en ai décrit un grand nombre en détail dans d'autres parties du présent rapport, notamment le renforcement de la sensibilisation du public, le soutien à l'éducation et l'intervention auprès de ceux qui infligent de mauvais traitements ou qui craignent pouvoir en infliger.

Les travaux de recherche effectués dans le cadre de l'étude sur la détermination de la peine m'indiquent qu'il peut exister des pratiques disparates en cette matière dans les causes de violence sexuelle faite aux enfants. Ces disparités se situent sur deux plans différents, que j'aborderai séparément. Le premier concerne les peines imposées aux contrevenants entretenant une relation de confiance avec leur victime, par opposition à ceux qui lui sont étrangers. L'étude indique que la majorité des causes dans chaque province étaient des cas où le contrevenant était en situation de confiance avec la victime, par exemple un enseignant, un gardien d'enfant, un entraîneur ou un ami de la famille⁵⁹. Cette conclusion est corroborée par la documentation générale sur le sujet et M. Wolfe, dans son témoignage contextuel, l'a confirmé, en déclarant ce qui suit :

De toute évidence, l'agresseur est beaucoup plus souvent une connaissance, bien que nous souhaitions toujours le voir comme l'étranger, le violent, la personne très effrayante qui chasse les enfants dans sa voiture et qui les enlève. Ces personnes-là existent toujours. Nous devons tous en être conscients, mais la réalité est qu'il est plus probable que l'agresseur soit l'entraîneur de l'enfant que cet homme dans sa voiture [traduction]⁶⁰.

Toutefois, les contrevenants qui entretenaient une relation de confiance avec leurs victimes ont reçu des peines beaucoup plus courtes, en moyenne, que les contrevenants qui n'étaient pas connus de cette dernière. Pour toutes les périodes à l'étude, la durée moyenne de la peine de détention imposée en Ontario lorsqu'il y avait une relation de confiance était de 25,45 mois, mais de 37,93 mois lorsqu'il n'y avait pas de telle relation; en Alberta, la durée moyenne lorsqu'il y avait une relation de confiance était de 36,52 mois et de 48,07 mois lorsqu'il n'y en avait pas; au Québec, la durée était de 28,10 mois dans le premier cas et de 33,44 mois dans le second⁶¹.

59. Long et Tansey-Miller, « Abus sexuels commis contre des enfants en dehors de la famille », pp. 91-95.

60. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, p. 69.

61. Long et Tansey-Miller, « Abus sexuels commis contre des enfants en dehors de la famille », p. 284.

Tout au long de la présente enquête, j'ai constamment entendu dire que les répercussions d'un mauvais traitement infligé lorsqu'il y a une relation de confiance peuvent être graves. En raison de la nature même des relations de confiance, le bris de cette relation à la suite d'une inconduite sexuelle peut avoir des répercussions potentielles beaucoup plus lourdes de conséquence qu'un mauvais traitement infligé par un étranger. Ces répercussions se font sentir dès le début de l'épreuve subie par un enfant. On peut avoir des réticences à croire un enfant lorsqu'il signale un mauvais traitement si l'adulte accusé est respecté ou important. Cela est attribuable à l'image dominante de l'agresseur étranger qui s'est perpétuée dans notre société. Dans son témoignage contextuel, M. David Wolfe a indiqué que la société a tendance à croire les enfants qui signalent avoir été agressés par un étranger, tandis qu'elle est réticente à croire les signalements de mauvais traitements par une personne en situation de confiance, en raison de cette relation de confiance déjà établie. En ce qui a trait aux cas d'agression par des étrangers, il a souligné ce qui suit :

Quand il s'agit d'un étranger [...] personne ne doute de l'innocence de l'enfant. L'enfant n'a rien à voir avec un étranger qui l'attaque et nous donnerons plus de soutien à l'enfant. Nous ferons tout ce qu'il y a à faire pour croire l'enfant et, par conséquent, c'est – je ne devrais pas dire plus facile de guérir, mais les chances de guérison de l'enfant sont plus élevées dans ces circonstances, car ils ont tous les problèmes, tout le soutien, et il n'y a pas de relation de confiance [traduction]⁶².

À l'inverse, dans les causes d'agression par une personne en situation de confiance, il a déclaré ceci :

Quand je parle à des adultes qui ont subi de mauvais traitements dans leur enfance, l'un des éléments les plus fondamentaux dont ils se plaignent est l'abus de confiance, habituellement par une personne à laquelle ils étaient attachés, leur entraîneur, leur enseignant. Quelqu'un qui avait une valeur à leurs yeux s'est révélé être une autre personne qui a abusé d'eux. C'est très difficile à accepter pour nous. Les adultes – comme je dis, leurs parents peuvent également avoir de la difficulté à accepter qu'une personne qui a une valeur pour nous, un membre du clergé, un directeur d'école ou qui que ce soit d'autre, abusait de nous et de nos enfants [traduction]⁶³.

62. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, p. 67.

63. *Ibid.*, pp. 66-67.

Même si l'on croit un enfant dans une cause de mauvais traitement infligé par une personne en situation de confiance, il y a souvent davantage de répercussions psychologiques négatives lourdes de conséquence pour la victime. Les victimes d'abus de confiance entretiennent souvent une relation étroite avec le contrevenant, ce qui entraîne des sentiments contradictoires concernant les mauvais traitements⁶⁴. M. Wolfe a élaboré sur ce concept comme suit :

Les gens ont de la difficulté à comprendre que, 30 ans plus tard, vous pouvez encore vous blâmer vous-même ou vous sentir coupable et honteux, etc., parce que quelqu'un vous a tripoté; un gardien vous a tripoté une fois, mais cela peut arriver, et cela peut arriver particulièrement si ce gardien est votre cousin ou quelqu'un d'important dans votre vie. Parce que vous vous demandez constamment : Pourquoi me ferait-il cela? Pourquoi ai-je mérité cela? Je pensais que j'étais important pour lui. Donc, cela dépend vraiment de la mesure dans laquelle cette personne était importante pour vous. C'est souvent plus facile – mais quand même difficile – lorsque la personne n'était pas très importante. C'était un chauffeur d'autobus, une personne que vous avez vue une ou deux fois, elle ne signifiait rien pour vous, particulièrement si vous l'avez dit à quelqu'un et qu'il a été établi que vous n'aviez pas commis de faute. Vous vous remettrez probablement de cela [traduction]⁶⁵.

Dans la réforme de la détermination de la peine de 1996, le Parlement a adopté une disposition particulière obligeant les juges à tenir compte de l'abus de confiance en tant que facteur aggravant. L'article 718.2 énonce ce qui suit :

718.2 Le tribunal détermine la peine à infliger compte tenu également des principes suivants :

- a) la peine devrait être adaptée aux circonstances aggravantes ou atténuantes liées à la perpétration de l'infraction ou à la situation du délinquant; sont notamment considérées comme des circonstances aggravantes des éléments de preuve établissant :
 - (iii) que l'infraction perpétrée par le délinquant constitue un abus de la confiance de la victime ou un abus d'autorité à son égard⁶⁶.

64. David Wolfe, pièce n° 16, onglet 3, p. 4.

65. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, pp. 105-106.

66. *Code criminel*, L.R.C. 1985, chap. C-46, modifié.

Bien que l'alinéa 718.2 a) (iii) n'ait pas été adopté spécifiquement pour juger les causes de violence sexuelle faite aux enfants, son applicabilité est néanmoins claire. En cas de preuve d'abus de confiance dans une cause de violence sexuelle faite à un enfant, cet abus devrait être considéré comme étant un facteur aggravant au moment de prononcer la peine.

L'échantillon de causes et les renseignements dont il est question dans l'étude commandée par la présente Commission d'enquête indiqueraient qu'en moyenne, les contrevenants qui entretenaient une relation de confiance avec leur victime reçoivent des peines de détention plus courtes que ceux qui n'entretenaient pas ce type de relation. Je crains que cela n'indique que l'on ne tient pas suffisamment compte du facteur aggravant qu'est l'abus de confiance dans les causes de violence sexuelle faite aux enfants. Toutefois, la détermination de la peine est un processus complexe, qui comporte une myriade de facteurs liés à chaque contrevenant et à l'infraction commise. Il pourrait y avoir d'autres facteurs en jeu expliquant la durée plus longue de la peine imposée aux « étrangers », comme le fait que le contrevenant a un casier judiciaire ou non, qu'il participe ou non à des programmes de réadaptation après l'infraction ou qu'une arme à feu a été utilisée au moment de commettre l'infraction, compte tenu du fait que l'utilisation d'une arme à feu entraîne une peine minimale.

Malgré qu'il puisse y avoir des explications pour certaines différences, le modèle constant des peines moyennes imposées à ceux qui entretenaient une relation de confiance avec leur victime et ceux qui n'entretenaient pas ce type de relation, compte tenu de la preuve de l'existence de répercussions négatives accrues sur la victime, m'indique qu'il faut prêter une plus grande attention à la relation entre la victime et le contrevenant au cours du processus de détermination de la peine. Par exemple, les procureurs de la Couronne doivent avoir à leur disposition une preuve d'expert et les renseignements adéquats afin d'invoquer les répercussions de mauvais traitements pour plaider en faveur d'une peine plus sévère en raison d'un abus de confiance. Dans certains cas, ils peuvent avoir besoin de financement pour obtenir des rapports spécialisés. Tous les partenaires du système de justice pourraient trouver utile d'être sensibilisés aux répercussions de la violence sexuelle, particulièrement en ce qui a trait aux relations de confiance, pour mieux pouvoir tenir compte de ces renseignements au moment de la détermination de la peine.

L'abus de confiance n'est qu'un des facteurs dont il faut tenir compte au moment de déterminer la peine. L'étude a également démontré que le système de justice a utilisé plusieurs facteurs contre-intuitifs pour déterminer les peines, tels que les bonnes mœurs passées du contrevenant. Il convient de noter que les « bonnes mœurs » du contrevenant peuvent en réalité lui avoir permis d'infliger plus facilement de mauvais traitements à des enfants ou à des jeunes. De plus, en s'appuyant sur l'échantillon de causes prises en compte dans l'étude commandée

par la présente Commission d'enquête, il semble qu'une absence de préjudice physique ait servi de facteur atténuant dans des causes de mauvais traitements impliquant des adultes en qui les victimes avaient confiance⁶⁷. L'absence de préjudice physique semble diminuer le préjudice psychologique subi si un enfant se fait infliger des mauvais traitements par une personne en situation de confiance ou d'autorité⁶⁸, même si ce type de mauvais traitements peut entraîner un préjudice aussi grave sinon plus grave, comme M. Wolfe l'a expliqué dans son témoignage d'expert⁶⁹. La sensibilisation des personnes travaillant au sein du système de justice et les renseignements qui leur sont fournis devraient inclure des faits et des renseignements pertinents sur la violence sexuelle faite aux enfants par des adultes en situation de confiance et les préjudices que cause cette violence. Au chapitre 4, j'ai parlé du besoin de formation professionnelle concernant tous les aspects de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes. J'ai également formulé des suggestions relativement aux programmes de sensibilisation à élaborer dans ce domaine pour et par une magistrature indépendante. Il y a des mythes très répandus sur la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes dans notre société, comme le fait qu'elle est plus souvent commise par des étrangers ou qu'il y a moins de répercussions à long terme s'il y a peu de mauvais traitements physiques, que l'ensemble de la société entretient; les participants au système de justice ne sont pas à l'abri de l'acceptation de ces mythes, mais sont réceptifs à la sensibilisation.

En examinant l'étude sur les tendances en matière de détermination de la peine, j'ai également remarqué que les provinces présentaient des différences en ce qui a trait à la durée moyenne des peines. Parmi les trois provinces ayant fait l'objet de l'étude, la durée moyenne des peines de détention dans les causes de violence sexuelle faite à des enfants variait grandement. L'Alberta avait la durée moyenne la plus longue concernant les peines de détention et le Québec, la plus courte⁷⁰. En outre, les provinces affichaient des tendances différentes quant à l'augmentation et à la diminution des peines au fil du temps. En Ontario et en Alberta, la durée moyenne des peines de détention diminuait, alors qu'au

67. Long et Tansey-Miller, « Abus sexuels commis contre des enfants en dehors de la famille », pp. 108-116. En outre, un facteur aggravant couramment invoqué au moment de la détermination de la peine est l'incidence sur la victime, qui est parfois liée au degré de violence physique. Toutefois, comme M. Wolfe l'a expliqué dans son témoignage, dans les cas où il y a abus de confiance, le recours à la violence n'est pas fréquent, mais les répercussions demeurent très graves, voire plus graves que dans les cas de violence faite par un étranger; voir David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, pp. 70-72.

68. Long et Tansey-Miller, « Abus sexuels commis contre des enfants en dehors de la famille », p. 119.

69. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, pp. 67, 105-106.

70. Long et Tansey-Miller, « Abus sexuels commis contre des enfants en dehors de la famille », pp. 274-280.

Québec, elle augmentait⁷¹. Compte tenu du fait que le droit criminel au Canada est de compétence fédérale, on ne s'attendrait pas à observer de telles variations dans les résultats d'une province à l'autre. Selon moi, l'existence de ces disparités mérite l'attention des autorités provinciales et nationales ainsi qu'une étude visant à assurer l'uniformité accrue, à l'échelle nationale, des pratiques en matière de détermination de la peine dans toutes les causes de violence sexuelle faite à des enfants, ou au moins à mieux expliquer au public les causes de ces différences.

Recommandations

11. Le ministère du Procureur général devrait entreprendre un examen approfondi des pratiques en matière de détermination de la peine dans les causes de violence sexuelle faite aux enfants afin de déterminer s'il faut réviser les politiques et les procédures de la Couronne.
12. Le ministère du Procureur général devrait offrir une formation et des renseignements pertinents aux procureurs de la Couronne afin qu'ils présentent des observations appropriées aux tribunaux dans les causes de violence sexuelle faite par une personne en situation de confiance. Dans certains cas, des fonds devraient être accordés en vue de la préparation des rapports nécessaires. De plus, une formation et des renseignements pertinents devraient être offerts à tous les partenaires au sein du système de justice afin de faire en sorte que tous comprennent bien la plus récente information sur les répercussions de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes par des personnes en position de confiance et d'autorité.
13. Le gouvernement de l'Ontario devrait communiquer avec les autres provinces et le gouvernement fédéral en vue d'entreprendre un examen de la détermination de la peine dans les causes de violence sexuelle faite aux enfants. Cet examen devrait porter notamment sur les durées de peine appropriées, la consignation de renseignements statistiques pertinents et accessibles concernant la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes ainsi que les pratiques et les procédures relatives à la détermination de la peine des contrevenants dans ces causes.

71. *Ibid.*

Programmes et services offerts en Ontario

La guérison est impossible sans aide

Lorsqu'une personne est victime, dans son jeune âge, de violence sexuelle, cette dernière peut avoir d'énormes répercussions et la marquer à vie. Lorsque des enfants sont victimes d'exploitation sexuelle par ceux qui sont censés les aider à grandir et veiller sur eux, les conséquences peuvent se faire sentir non seulement à ce moment-là ou vis-à-vis de l'adulte auquel ils faisaient confiance, mais également pour le reste de leur vie et envers tous les adultes.

Lorsqu'un adulte qui a été agressé sexuellement refoule ce souvenir toute sa vie, s'en sent coupable ou en a honte, il peut y avoir réagi de façon telle que son existence s'est gravement détériorée. Les réactions négatives peuvent inclure l'alcoolisme, la toxicomanie, les problèmes de colère pouvant mener à des actes criminels, l'échec des relations, les difficultés en milieu scolaire ou professionnel, les admissions régulières à l'hôpital, l'automutilation et les maladies physiques.

Il est tout aussi essentiel de comprendre l'impact initial des mauvais traitements que celui qu'ils peuvent avoir tout au long d'une vie. Cette compréhension devrait permettre d'admettre le principe que les victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel ont besoin d'aide pour guérir et qu'ils la méritent.

Certains enfants ou adolescents reçoivent de l'aide de leur famille, de leurs enseignants, de travailleurs sociaux, de médecins et de conseillers qui les soutiennent, évitant ainsi de voir leur vie se dégrader à cause d'un traumatisme non résolu. Certains de ceux qui n'ont pas reçu le soutien requis étant jeunes l'ont trouvé à l'âge adulte grâce à un conjoint qui leur a été d'un grand soutien, un parrain ou une marraine AA solide, un travail productif, des amis compréhensifs ou un médecin de famille attentif. Ils ont trouvé la résilience nécessaire pour faire face aux répercussions des mauvais traitements d'ordre sexuel et mènent une vie

normale, empreinte de joies et de chagrins, de réalisations et de défis. Toutefois, les gens ne sont pas tous en mesure de se remettre de mauvais traitements d'ordre sexuel sans aide, et ce n'est pas non plus une attente raisonnable. Alors que certains ont la chance de trouver de l'aide auprès de proches, il arrive souvent qu'ils aient besoin d'un soutien autre que la famille ou les amis, et même d'un soutien externe qui leur permettra ensuite d'en arriver au point où ils pourront se tourner vers la famille ou les amis, lever le voile sur ces mauvais traitements, leur demander de l'aide et solliciter leur compréhension.

Pour surmonter concrètement les répercussions initiales et potentielles à long terme des mauvais traitements, il faut recourir à des intermédiaires utiles. Par « recours à des intermédiaires », j'entends l'aide d'une personne ou d'un organisme qui peut agir comme interface entre une victime et le reste du monde pour l'épauler pendant qu'elle traverse des moments difficiles. Pour être utile, ce recours peut prendre la forme de counselling professionnel. Il peut s'agir du soutien d'un pair ou d'une aide spécifique pour comparaître devant le tribunal. Le fait que certaines personnes aient besoin de ce genre de soutien ne doit pas être considéré comme une faiblesse ou un gouffre pour les ressources publiques. Il s'agit plutôt d'un investissement envers des personnes qui méritent une aide et qui, grâce à elle, peuvent accroître leur bien-être et avoir une vie productive. Les conséquences des mauvais traitements sexuels sont réelles, graves et omniprésentes aussi bien pour les personnes que pour la société; les services fournis devraient l'être tout autant.

Ce que j'avance dans cette introduction peut sembler évident et les lecteurs se demanderont probablement pourquoi je ressasse de telles vérités. Cependant, il y a selon moi une réticence à accepter le coût et l'effort inopportuns d'aider les gens à guérir, surtout lorsqu'il s'agit d'hommes et de garçons. C'est une sorte de déni perpétuel – déni de l'importance, du temps ou de l'argent nécessaire pour se rétablir. C'est pour cette raison que je commence ce chapitre sur les services offerts en Ontario par le principe des répercussions et des besoins indéniables.

Soutien et services complets à l'intention des hommes

Points de vue sur les services offerts aux hommes

Ce n'est que très récemment que nous avons, en tant que société, envisagé le besoin de mettre en place des services pour les hommes qui ont été victimes de mauvais traitements lorsqu'ils étaient enfants ou adolescents. Au cours de la phase 1, les témoignages d'experts ont mis en évidence les nombreux obstacles qui empêchent les hommes de parler ouvertement des mauvais traitements dont

ils ont été victimes et de demander de l'aide¹, aide qui se trouve être insuffisante lorsqu'ils la demandent². En outre, le rôle traditionnel de l'homme dans la société peut, pour certains, être un frein à la demande d'aide sous forme de counselling ou de traitement parce que cela pourrait sembler être un signe de faiblesse ou d'émotivité exagérée³.

Le mouvement féministe a éveillé la conscience publique sur la violence familiale et sexuelle infligée aux femmes et aux jeunes filles. Les gouvernements ont réagi en offrant des services visant à soutenir les droits des femmes et à s'assurer qu'elles soient traitées sur un pied d'égalité⁴. Un réseau de services, tels que les centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel et les refuges pour les victimes de violence familiale, s'est peu à peu développé. Au nombre des programmes plus récents figurent le Programme d'intervention auprès des partenaires violents, qui conseille les personnes qui ont agressé leur conjoint ou leur partenaire, et les programmes SupportLink destinés à soutenir au téléphone les personnes qui risquent d'être harcelées. Par ailleurs, au fil du temps, les refuges pour les victimes de violence familiale ont étendu leurs services au-delà de la simple sécurité physique. En outre, de nombreux hôpitaux disposent désormais d'installations de traitement réservées aux victimes de

-
1. Voir le point de vue de M. Wolfe, qui a cerné les stigmates concernant l'homosexualité, le manque de compréhension de la part de la société, le déni, la peur et la confusion en ce qui a trait aux sentiments envers la personne qui a abusé d'eux, en tant qu'obstacles les empêchant de le signaler; David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, pp. 118-123. Il aborde également les perceptions selon lesquelles on donne souvent aux garçons et aux hommes l'impression qu'ils devraient « s'endurcir » en réaction aux mauvais traitements; David Wolfe, témoignage, 14 février 2006, transcription, pp. 13-14. M. Jaffe a abordé le thème des garçons qui souhaitent éviter de se sentir ou d'avoir l'air vulnérables, de se sentir coupables ou complices des « faveurs » de leurs agresseurs, ainsi que la préoccupation ayant trait à l'homophobie et à la socialisation des hommes qui les amène à réagir ou à agir d'une façon conforme aux normes de conduite « masculines »; Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, pp. 51-56.
 2. Voir David Wolfe, témoignage, 14 février 2006, transcription, pp. 14-19; il mentionne aux pages 18 et 19 que la plupart des services pour hommes sont offerts par l'entremise des prisons et souligne les coûts que le fait de ne pas offrir de services avant qu'ils ne soient incarcérés engendrent pour la société.
 3. Parmi les études qui abordent les conflits liés au rôle masculin figurent celle de G.E. Good, D.M. Dell et L.B. Mintz intitulée « Male Role and Gender Role Conflict: Relations to Help Seeking in Men », *Journal of Counseling Psychology*, n° 36, 1989, pp. 295-300, et celle de C. Blazina et E. Watkins Jr. intitulée « Masculine Gender Role Conflict: Effects on College Men's Psychological Well-Being, Chemical Substance Usage, and Attitudes Toward Help-Seeking », *Journal of Counseling Psychology*, n° 43, 1996, pp. 461-465.
 4. Cette information a été fournie par plusieurs témoins. Voir, par exemple, Sonia Faryna, témoignage, 26 juillet 2006, transcription, pp. 18-21; Nicolas Bala, témoignage, 14 février 2006, transcription, pp. 126-132; John Liston, témoignage, 16 février 2006, transcription, pp. 12-13, 16.

violence familiale et sexuelle qui offrent des services médicaux et de counselling. Ces installations accueillent aussi bien des hommes que des femmes. Cependant, certaines fournissent uniquement des services pour les agressions récentes et n'en offrent aucun à ceux et celles qui ont été victimes de mauvais traitements par le passé⁵. Des enfants victimes de violence ont bénéficié des services de counselling fournis par les sociétés de l'aide à l'enfance, les centres de santé mentale pour enfants et autres organismes, tels que le Centre de traitement pour enfants de Cornwall. Ces services sont offerts aussi bien aux garçons qu'aux filles.

Lorsque je fais référence au réseau des services d'aide aux enfants et aux femmes, j'insiste sur le fait que ceux-ci sont, selon moi, positifs et progressifs. Je ne laisse entendre d'aucune manière qu'ils sont suffisants. En réalité, j'aborderai, plus loin dans ce chapitre, certaines des lacunes qui existent toujours en ce qui a trait aux services offerts aux femmes adultes. Cependant, certains services offerts aux femmes sont plus complets et mieux répartis géographiquement et font l'objet de financements relativement stables, voire presque suffisants⁶. Loin de moi l'idée de mettre en opposition dans cet examen des politiques les services offerts aux femmes et ceux dont bénéficient les hommes. Les deux sont nécessaires et requièrent un soutien financier.

Les services offerts aux hommes ne sont pas aussi étendus géographiquement et ne sont le plus souvent financés que par l'entremise de projets pilotes ou de façon temporaire. Même si ce financement pouvait se poursuivre, si chaque année les organismes trouvaient des initiatives recevant un financement suffisant pour leur permettre de continuer à fonctionner, leur pérennité n'est pas assurée. De plus, cela signifie que, d'année en année, les organismes pourraient devoir modifier leur orientation pour réaliser les projets financés qu'ils se sont engagés à mener à bien, plutôt que d'élaborer et d'améliorer des services répondant effectivement le mieux aux besoins des hommes qui ont été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence.

Parmi les preuves contextuelles de nature institutionnelle du ministère du Procureur général, M^{me} Sonia Faryna, du Secrétariat ontarien des services aux victimes, a abordé, lors de son témoignage, le financement des projets pilotes et des subventions aux collectivités. En juillet 2006, elle a fait référence à un certain nombre de projets destinés aux hommes, en faisant remarquer qu'ils

5. Cela n'est pas le cas pour l'Hôpital communautaire de Cornwall; les membres de mon personnel m'ont informé que le programme de prévention des agressions sexuelles et des voies de fait de l'hôpital inclut les victimes de violence antérieure.

6. Les maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence sexuelle tout comme les centres d'aide immédiate aux victimes d'agression sexuelle ou de viol en Ontario reçoivent des fonds de fonctionnement annuels et non un financement à durée limitée dans le cadre de projets pilotes.

faisaient l'objet d'une évaluation dans le but d'élaborer de futurs modèles de prestations de services adaptés et efficaces⁷. Les mêmes projets pilotes ont été évoqués en février 2009 dans les observations de la phase 2 du ministère du Procureur général⁸. M^{me} Faryna a également fourni des renseignements relatifs aux services offerts à toutes les victimes d'actes criminels, tels que les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (SOAIV), les programmes de soutien aux victimes et aux témoins (PAVT) associés aux tribunaux et la Ligne d'aide aux victimes, un système d'aiguillage téléphonique. La majeure partie du financement des services auxquels les victimes masculines de violence pourraient avoir accès émane du gouvernement de l'Ontario et est consacrée à des services parajudiciaires, tels que les PAVT ou les SOAIV, qui s'adressent au très faible pourcentage de personnes dont l'agression sexuelle fait l'objet d'un procès criminel⁹. Dans son témoignage, M^{me} Faryna a déclaré que le rapport de l'Office des affaires des victimes d'actes criminels intitulé *A Voice for Victims* (Une voix pour les victimes) avait signalé le manque de services destinés aux hommes en 2000¹⁰. Je reconnais, à cet égard, que la mise sur pied de la présente enquête a constitué un facteur de changement pour le ministère du Procureur général en matière d'élargissement des services. Les connaissances acquises au cours de celle-ci et l'espoir que les services destinés aux hommes puissent faire partie de mon rapport de la phase 2 pourraient avoir contribué à la décision de maintenir le statu quo pendant tout ce temps.

Parmi les preuves contextuelles de nature institutionnelle du ministère du Procureur général, M^{me} Faryna a fourni un document de travail sur les services financés par le Secrétariat ontarien des services aux victimes. Ce document indique qu'au cours de l'exercice 2005-2006, le Fonds de la justice pour les victimes a financé des services à hauteur de 41 123 900 \$. Près de 15 millions

7. Sonia Faryna, témoignage, 26 juillet 2006, transcription, pp. 148-153. Dans son témoignage, M^{me} Faryna a fait référence à des projets de subventions visant les services destinés aux survivants adultes de violence de sexe masculin. Parmi eux figurent le M'Wikwedong Native Cultural Resource Centre, l'association pour la vie communautaire de North Bay et du district, le Thunder Bay Sexual Assault & Sexual Abuse Counselling & Crisis Centre, l'Ininew Friendship Centre à Cochrane, le Projet pour hommes, la Native Men's Residence, l'Alpha House, le Sexual Assault Centre for Quinte and District, The Gatehouse^{md}, l'Association canadienne pour la santé mentale à Waterloo et le Shishogama First Nations Council.

8. Ministère du Procureur général, observations de la phase 2, 20 février 2009, et observations orales de la phase 2, 27 février 2009. Les projets mentionnés dans ces observations sont les mêmes que ceux énumérés à la note de bas de page n° 7.

9. Ce faible pourcentage a été relevé par Julian V. Roberts et David P. Cole, « Introduction to Sentencing and Parole », dans *Making Sense of Sentencing*, Toronto, Presses de l'Université de Toronto, 1999, p. 8.

10. Sonia Faryna, témoignage, 26 juillet 2006, transcription, pp. 48-49.

de dollars ont été accordés aux PAVT et aux SOAIV et 2,1 millions de dollars, aux centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, qui sont largement destinés aux femmes, étant donné que seuls quelques-uns fournissent actuellement des services aux victimes masculines. Ces programmes font l'objet d'un financement plus stable, alors que les autres catégories d'initiatives à financer, les subventions aux collectivités et les projets spéciaux d'aide aux victimes, sont financés par le biais de projets pilotes pendant une période déterminée ou reçoivent moins d'un an de financement. En 2005-2006, les projets spéciaux d'aide aux victimes ont reçu 649 000 \$ au total, et les subventions aux collectivités ont versé 6,2 millions à l'ensemble des bénéficiaires approuvés¹¹.

Dans leurs observations écrites et orales¹², le Projet pour hommes et le Groupe des victimes m'ont fait comprendre qu'il était temps de mettre un terme aux services offerts aux hommes de façon temporaire ou sous forme de projet et d'établir des services permanents jouissant d'un financement stable. La démarche proposée par le Projet pour hommes et le Groupe des victimes en vue d'étendre les services consistait à adopter un modèle de service « spécifique » semblable à celui actuellement mis en place par le Projet pour hommes à Ottawa (le groupe a également un petit bureau à Cornwall et y offre des services). J'entends par « spécifique » le fait que les services offerts par l'entité sont destinés aux hommes, soit en s'adressant uniquement à eux, soit en offrant des services ou des programmes distincts pour hommes, conçus pour répondre aux besoins de ceux qui ont été victimes de mauvais traitements. J'entends également par là qu'elle dispose d'un personnel formé pour comprendre les réactions des hommes auxquels de la violence sexuelle a été infligée par le passé, capable de reconnaître que ces derniers réagissent différemment des femmes et qu'ils requièrent des démarches en matière de services qui surmontent les réticences que les hommes ont souvent à chercher et à recevoir de l'aide.

En réponse à ces observations, le ministère du Procureur général a rappelé l'existence d'un certain nombre de programmes pilotes ou de projets visant à fournir des services aux hommes. Certains pourraient être considérés comme faisant partie du modèle « spécifique », destinés aux hommes uniquement; d'autres l'étaient en ce sens qu'ils fournissaient des services spécialisés pour hommes au sein d'un organisme servant aussi bien les hommes que les femmes. Certains services étaient dispensés par un organisme qui offre des services identiques aux femmes et aux hommes, mais qui n'offre pas de services spécialement adaptés aux hommes. Dans ses observations de la phase 2, le ministère du Procureur

11. Sonia Faryna, témoignage, 26 juillet 2006, pièce 49.

12. Le Projet pour hommes, observations de la phase 2, 20 février 2009, pp. 2-8, et observations orales de la phase 2, 27 février 2009. Le Groupe des victimes, observations de la phase 2, 20 février 2009, p. 6, et observations orales de la phase 2, 27 février 2009.

général affirme qu'il est nécessaire de procéder à une enquête plus approfondie avant de prendre une décision concernant un modèle de services pour hommes¹³. Il semble que la volonté de mener une enquête approfondie soit principalement motivée par le fait que le modèle du Projet pour hommes pourrait coûter plus cher que d'autres modèles qui font davantage appel à des bénévoles ou qui pourraient réduire les coûts en utilisant l'infrastructure administrative d'organismes existants. Le ministère du Procureur général recommandait qu'une tierce partie indépendante étudie l'efficacité de divers modèles de prestations de services, en tenant compte non seulement du coût, mais aussi en considérant probablement toute autre mesure d'efficacité sur le plan des résultats ou de la satisfaction des clients.

Je comprends la frustration exprimée quant au caractère adéquat des services offerts aux hommes qui ont survécu à de mauvais traitements. Aujourd'hui, peu de services s'offriraient à un jeune homme de 23 ans qui s'avancerait pour révéler qu'un adulte à qui il faisait confiance lui a infligé de mauvais traitements entre les âges de 13 et 16 ans. Il pourrait obtenir des services de santé mentale externes si sa santé mentale était très gravement atteinte. Selon la collectivité où il habite, il pourrait ou non être capable d'obtenir des services de counselling dans un centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle (qui offrent tous des services aux femmes, mais peu aux hommes) ou par l'entremise d'un autre programme de counselling en milieu hospitalier, mais dont la durée est généralement limitée. S'il se trouvait sur le territoire de l'un des quelques projets pilotes financés par le ministère du Procureur général, il pourrait recevoir des services dans le cadre de ce projet, mais uniquement dans la mesure où le projet est en cours et que lui-même répond aux critères de ce dernier. Il est peu probable qu'un jeune homme de cet âge bénéficie d'avantages fournis par son employeur et, si c'était le cas, ceux-ci seraient limités sur le plan temporel ou pécuniaire. S'il commettait une infraction, qu'il agressait sa conjointe ou qu'il devenait alcoolique ou toxicomane – conséquence courante des mauvais traitements –, il pourrait obtenir des services de counselling, mais ceux-ci seraient en grande partie axés sur ce qu'il pourrait considérer comme étant sa « faute » ou un comportement inacceptable, plutôt que sur les violences dont il a été victime¹⁴. Il pourrait, en soumettant une demande à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, obtenir une indemnité de counselling s'il était capable de démontrer qu'un acte criminel

13. Ministère du Procureur général, observations de la phase 2, pp. 268-276. (Remarque : Les observations de la phase 2, qui ont suivi celles de la phase 1, font l'objet d'une numérotation consécutive.)

14. Je tiens à souligner que je n'excuse pas les actes criminels ou l'agression d'un partenaire, quelle qu'en soit la raison, mais il est, selon moi, raisonnable de comprendre le point de vue des personnes qui cherchent des services ainsi que l'aide dont les hommes pourraient avoir besoin pour changer leur vie.

de violence a été commis, mais cela prendrait des mois au cours desquels il devrait trouver un soutien par ses propres moyens pour la situation d'urgence qu'il traverse ainsi que pour le processus complexe de demande. Il obtiendrait de l'aide accordée aux victimes et aux témoins, mais uniquement si son dossier devait conduire à des accusations et à une poursuite, étape qu'il pourrait ne pas atteindre pour une multitude de raisons hors de sa volonté. Parce que les incidents de mauvais traitements étaient antérieurs et non présents, certains services, tels que les SOAIV, ne seraient pas pertinents. En outre, le jeune homme pourrait se sentir obligé de traverser un difficile processus de divulgation et de discussion des détails des violences qu'il a subies uniquement pour obtenir des services lui permettant de faire face à ce même processus. Dans le même ordre d'idées, je pourrais évoquer le cas d'un homme de 50 ans qui voit sa vie se détériorer à cause de sa difficulté à maintenir des relations et à contrôler sa colère chez lui et au travail, et qui tente finalement d'obtenir de l'aide pour résoudre les causes de son comportement : un traumatisme non surmonté lié à des mauvais traitements d'ordre sexuel. En conclusion, il existe donc peu d'aide pour les personnes qui en ont besoin et celle qui existe n'est pas toujours accessible rapidement. En effet, elle ne pourrait se concrétiser que lorsque le pire se produit – sous forme de préjudices à soi-même ou aux autres.

Après avoir démontré les lacunes en matière de services offerts aux hommes, j'aimerais souligner qu'il ne s'agit pas d'un point sans importance. Je ne reviendrai pas sur les témoignages de la phase 1 concernant les répercussions des mauvais traitements et du fait de ne pas recevoir d'aide; ils sont bien plus éloquentes que je ne peux l'être. De même, les personnes qui se sont exprimées lors de témoignages officiels ont maintes fois évoqué les répercussions qu'ont eues sur elles, à long terme, les mauvais traitements ainsi que la façon dont leur vie a changé lorsqu'elles ont obtenu une aide appropriée, après avoir pu finalement l'obtenir. M. Wolfe, en témoignant en qualité d'expert, a insisté sur le sentiment de crise et d'urgence exprimé par les adultes survivants lorsqu'ils cherchent de l'aide. Il a déclaré :

Selon moi, c'est également crucial parce que, lorsqu'ils se résolvent à en faire part à quelqu'un, à en parler plus ouvertement ou du moins à leurs amis et leur famille, il s'agit d'un point critique pour nombre d'entre eux. S'ils n'obtiennent pas de soutien, ne bénéficient pas d'un traitement approprié et ne prennent pas conscience de ce qui leur est réellement arrivé et de la mesure dans laquelle cela les a touchés, ils pourraient se heurter à d'importants problèmes d'ajustement¹⁵.

15. David Wolfe, témoignage, 14 février 2006, transcription, p. 9.

Lorsque nous avons demandé à M. Wolfe comment pourraient se traduire ces « importants problèmes d'ajustement », voici ce qu'il a répondu :

Eh bien, selon ce que j'ai constaté, ils pourraient se remettre à boire beaucoup ou à adopter un comportement violent envers eux-mêmes ou les autres. Ils rencontrent des problèmes à leur travail; tout en eux commence à se détériorer plus rapidement et ils en viennent à s'autodétruire en tentant de se suicider. Lorsqu'une personne décide de se confier, elle est en situation de crise parce que, jusqu'à ce moment-là, le fait de se taire fonctionnait jusqu'à un certain point. Elle souffrait, mais au moins elle faisait son possible pour en faire abstraction et, lorsqu'elle décide de faire autrement, elle a besoin d'aide immédiatement¹⁶.

Étant donné qu'il est, selon moi, urgent de résoudre le problème du soutien apporté aux hommes qui ont survécu à des agressions sexuelles par le passé, que je suggère une étude approfondie pourrait paraître contre-intuitif. Toutefois, grâce à l'inclusion de ce précieux témoignage sur les répercussions des mauvais traitements dans le présent rapport d'enquête et à une analyse améliorée des éléments de services offerts pour remédier à ces violences, nous disposons des fondements d'une meilleure compréhension de ce dont nous avons besoin pour préparer un plan stratégique de services à l'intention des hommes. Étant donné que nous devons élaborer des solutions à long terme et les mettre en œuvre efficacement, il me paraît sage d'entreprendre une étude approfondie qui déboucherait sur des programmes et des services qui pourraient être utiles aux hommes pendant des décennies. Une telle étude ne devrait pas se limiter aux coûts d'un organisme prestataire ou d'un autre. Cette limitation ne fonctionnerait pas parce qu'en plus de chercher à savoir quel organisme offrirait ces services, il faut également se demander quels seraient les services offerts, à quels clients et où. Afin de s'assurer que l'argent dépensé influera sur la vie des hommes touchés et de leur famille de façon constructive, l'étude approfondie devrait avoir pour objectif de définir une stratégie globale en matière de services destinés aux hommes ayant été victimes de mauvais traitements pendant leur enfance ou leur adolescence et d'élaborer un plan de mise en œuvre pertinent. Étant donné que ce besoin a été cerné depuis près de dix ans dans le rapport de l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, intitulé *A Voice for Victims*, paru en 2000, j'ose espérer que cela pourrait se faire rapidement.

16. *Ibid.*, pp. 9-10.

Que devons-nous étudier?

Ayant convenu qu'une étude est nécessaire, je souhaite m'assurer qu'elle sera menée de façon exhaustive et qu'elle pourra aboutir à une orientation stratégique ferme de mise en œuvre. Par conséquent, je vais énumérer les éléments dont il faut tenir compte ainsi que certaines des considérations pertinentes. En outre, j'insiste sur le fait que cette étude va, selon moi, au-delà du ministère du Procureur général. Il est possible, par exemple, que le ministère qui s'occupera au mieux de l'intendance des services destinés aux hommes ne soit pas celui du Procureur général, mais le ministère des Services sociaux et communautaires. Certains éléments pourraient relever de la responsabilité du ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Tous ces aspects devraient être pris en compte et il faudra prendre des décisions quant à la reddition de comptes relative aux services. Bien que le Secrétariat ontarien des services aux victimes assume la responsabilité générale des services aux victimes, il est possible qu'en se concentrant sur les services judiciaires connexes ou sur ceux proposés aux victimes définies au sens du Fonds de la justice pour les victimes – l'organisme qui les finance –, ses résultats soient limités dans ce domaine.

Je vais énumérer les principales questions que l'étude doit examiner et aborder les considérations liées à chacune d'elles :

- De quels services les hommes qui ont été victimes de violence sexuelle ont-ils besoin?
- Quel devrait être le modèle de prestation de ces services? Qui devrait fournir ces services aux hommes?
- Que pourrait-on apprendre des services offerts aux femmes qui pourrait contribuer à définir la politique et la prestation des services destinés aux hommes?
- Existe-t-il des considérations particulières en matière de services visant les hommes, telles que surmonter la plus grande réticence des hommes à demander de l'aide ainsi que les besoins différents que ceux-ci peuvent avoir?
- Qui, au sein du gouvernement de l'Ontario, devrait assumer l'intendance d'une stratégie relative aux services destinés aux hommes?

Il existe une large gamme de services envisageables pour les hommes qui ont été victimes de violence sexuelle par le passé. Il convient d'examiner la nécessité de mettre en place les services possibles suivants :

- évaluation clinique des besoins en matière de counselling;
- counselling à long terme;

- counselling immédiat;
- counselling de groupe;
- counselling familial ou conjugal;
- coordination des bénévoles;
- soutien par les pairs, y compris le mentorat individuel et les groupes animés par les pairs;
- haltes-accueil ou autre soutien social;
- documents de sensibilisation écrits, sites Web et lignes téléphoniques sans frais;
- services d'aiguillage communautaire.

On évoque souvent les questions d'éducation, d'information et de sensibilisation du public dans le cadre des services et des programmes destinés aux hommes. J'ai déjà abordé ces questions au chapitre 4, mais je rappelle que la sensibilisation et l'information du public seront essentielles en ce qui a trait aux services pour hommes. Sans elles, il est possible que nous ne parvenions pas, en tant que société, à surmonter la réticence des hommes à demander de l'aide et à bénéficier de façon persistante de l'aide disponible. Je n'ai pas suggéré d'étudier les services associés aux tribunaux tels que le PAVT dans ce contexte étant donné qu'ils sont déjà proposés aux hommes, bien qu'ils se limitent à ceux dont les mauvais traitements ont conduit à des accusations criminelles.

Il faudrait examiner de façon méthodique ce dont on a besoin en Ontario en se fondant sur cette liste de services éventuels. Il est possible qu'ils ne puissent relever d'un seul ministère. Il importe que nous comprenions bien ce dont nous avons besoin. Je tiens à rappeler qu'à l'heure actuelle, les services fournis s'inscrivent souvent dans le cadre d'une subvention à court terme ou d'un projet pilote qui répond aux critères de financement provincial. Il ne s'agit pas d'une critique; cette démarche permet effectivement à des collectivités et à des organismes de mettre en place, au niveau local, des solutions qui cadrent avec les lignes directrices provinciales, ce qui est positif. Toutefois, en qualité d'observateur indépendant, je remarque que l'on s'est davantage concentré sur les services « immédiats », ceux offerts dans le cadre du système judiciaire et les services d'aiguillage. Il pourrait en résulter une grave lacune sur le plan des services : aucune aide n'est offerte à la suite de la brève période de crise et les services d'aiguillage ont peu d'organismes vers lesquels orienter les gens. Résultat : les services pourraient être moins axés sur les besoins exprimés par les survivants. Ainsi, il serait bon, selon moi, que la stratégie de services envisagée inclue des discussions avec les survivants de violence sexuelle.

Dès que la « palette » de services aura été définie, il faudra réfléchir aux agents responsables de les dispenser. Il pourrait s'agir :

- d'organismes spécialisés pour hommes;
- d'organismes offrant des services aux hommes et aux femmes victimes d'agression, mais dont certains sont destinés aux hommes uniquement;
- d'organismes qui fournissent déjà une large gamme de services de counselling, mais qui pourraient y ajouter des services aux victimes d'agression sexuelle;
- d'organismes qui fournissent des services aux femmes et qui souhaitent élargir ces derniers afin d'inclure les hommes.

On trouve des exemples d'organismes existants dans chacune de ces catégories. Parmi les services spécialisés offerts aux hommes figurent le Projet pour hommes (Ottawa et Cornwall) et Male Victims Standing Tall (Kingston). Au nombre des organismes offrant aussi bien des services aux hommes qu'aux femmes figurent The Gatehouse^{md} (Toronto), le Biidaaban Healing Lodge (Heron Bay), le York Region Abuse Program (Newmarket) et Family Service Thames Valley (région de London). Les 41 associations de counselling familial de l'Ontario sont des exemples d'organismes qui fournissent déjà des services de counselling et qui pourraient étoffer ces derniers en y ajoutant le counselling à l'intention des hommes victimes de violence sexuelle. Elles offrent gratuitement des services de counselling de courte durée, individuel ou en groupe, mais les proposent également à des tarifs inférieurs à ceux pratiqués par les professionnels, comme par exemple de 60 \$ à 80 \$ au lieu de 100 \$ à 125 \$ l'heure. Certaines de ces associations, mais pas toutes, se sont spécialisées dans les traumatismes survenus pendant l'enfance et les services spécialisés pour hommes. Par exemple, Family Service Toronto offre un service spécialisé aux hommes homosexuels qui ont subi de la violence sexuelle pendant leur enfance. L'association de counselling familial de Cambridge et North Dumfries fournit des services aux survivants de mauvais traitements d'ordre sexuel. Le réseau des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel en Ontario offre des exemples d'organismes qui possèdent une expertise en matière d'agression sexuelle, mais qui s'adressent en majorité aux femmes. Cependant, certains d'entre eux (p. ex., Quinte, Sarnia, Renfrew) offrent déjà des services destinés aux hommes survivants de violence sexuelle et d'autres pourraient envisager d'en offrir également.

L'Ontario est une province diversifiée et je présume qu'aucun modèle de prestation ne fonctionnera de la même manière dans toutes les collectivités. Il est probable que les grandes régions urbaines aient une population suffisante pour soutenir des organismes plus spécialisés, particulièrement dans les services à l'intention des hommes ou la violence sexuelle durant l'enfance. Dans d'autres collectivités, il serait plus pratique d'élargir et d'adapter aux conditions de la région les services des organismes existants desservant la population masculine, surtout s'ils étaient associés à des services offerts aux Autochtones ou s'ils

pouvaient fournir des services dans la langue des personnes touchées. Il est nécessaire de mettre en place des démarches différentes dans les régions éloignées et rurales, en tirant parti des installations et des organismes existants.

Il importe que les organismes qui entreprennent d'offrir ces services comprennent les besoins des hommes qui ont été victimes de violence sexuelle dans leur enfance ou leur adolescence et qu'ils disposent d'un personnel formé pour y répondre. Cela m'amène à la question des considérations spéciales relatives aux hommes. Il est peu probable que les organismes qui se lancent dans ce domaine soient efficaces si leur personnel n'est ni préparé ni formé. Tout d'abord, le personnel des organismes qui par le passé offraient des services généraux de counselling ou d'aiguillage devrait être correctement formé relativement à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes gens. C'est un domaine spécialisé en pleine évolution; les personnes qui travailleront dans ce domaine devront investir dans la formation spécialisée nécessaire. Ensuite, il faut reconnaître que les hommes qui ont subi de mauvais traitements n'y réagissent pas de la même façon que les femmes. Les personnes expertes en matière d'aide aux femmes pourraient avoir à suivre une nouvelle formation pour aider les hommes. Elles, tout comme les organismes qui les emploient, pourraient devoir apprendre à venir à bout des modèles de socialisation masculine qui accroissent la réticence à demander de l'aide et à recourir de façon persistante aux fournisseurs de services existants pour résoudre les problèmes qu'ils rencontrent dans leur vie. Les hommes peuvent rencontrer plus de problèmes en ce qui a trait à la gestion de la colère ou à la honte et une certaine confusion quant à leur orientation sexuelle¹⁷. Ils pourraient avoir besoin de faire participer les membres de leur famille aux services de counselling parce que leur relation conjugale ou maternelle constitue un soutien essentiel; les organismes de services pourraient se rendre compte que soutenir la femme ou la mère apporte également un soutien à l'homme qui tente de surmonter les violences qu'il a subies. Si les organismes ne sont pas préparés à acquérir l'expertise et à concevoir des services qui apportent un soutien aux hommes, leur entreprise ira à l'encontre du but recherché tout en gaspillant les fonds publics. Toutefois, la nécessité d'offrir des services axés sur les hommes qui répondent à leur sensibilité est de plus en plus reconnue. Lorsqu'une formation spécialisée sur la violence sexuelle et les hommes a été proposée dans le cadre de cette enquête, les professionnels y ont d'emblée participé.

Un autre élément à prendre en compte dans la définition des stratégies de services pour hommes est le recours à des bénévoles. J'ai déjà souligné que la coordination des bénévoles devrait être envisagée comme un service dans toute étude visant à mettre en place une démarche stratégique. Ces derniers sont parfois

17. David Wolfe, témoignage, 14 février 2006, transcription, pp. 13-14, et 13 février 2006, transcription, pp. 118-123; voir aussi Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, pp. 51-56.

considérés comme un moyen de réduire les coûts. Cela est peut-être vrai et n'est pas mauvais en principe. Par exemple, des bénévoles correctement formés peuvent offrir le soutien par les pairs que ne peuvent donner les professionnels. Ils peuvent être en mesure de passer plus de temps avec une personne et fournir un modèle à suivre. Les bénévoles peuvent, à leur tour, recevoir une formation utile, avoir la satisfaction d'apporter quelque chose aux autres et acquérir une expérience utile sur le plan professionnel ou scolaire. Cependant, les bénévoles ont besoin d'être encadrés par des professionnels en matière de consultation et de formation. Il convient d'agir avec précaution lorsqu'on enseigne aux bénévoles à comprendre les problèmes relatifs aux mauvais traitements d'ordre sexuel et à être sensibles au fait que les hommes et les femmes qui ont été victimes de violence pendant leur enfance ou leur adolescence y réagissent différemment. Il faut également faire attention afin d'empêcher que les bénévoles ne s'épuisent émotionnellement ou ne soient traumatisés par personne interposée ou d'éviter de déclencher le traumatisme de ceux qui ont eux-mêmes été victimes de violence. À cet égard, un document de discussion et un guide sur le soutien par les pairs incluant de l'information sur le recours à des bénévoles, qui ont été préparés dans le cadre de la phase 2, énumèrent les mesures de protection. Le document de recherche des parties de la phase 2 intitulé « Des victimes à l'aide de victimes » a été préparé par le Projet pour hommes, a été affiché sur notre site Web et figure sur le cédérom joint au présent rapport¹⁸.

Le dernier élément à prendre en compte est l'ensemble de l'intendance mise en œuvre au sein du gouvernement de l'Ontario en matière de services destinés aux hommes qui ont subi de mauvais traitements pendant leur enfance ou leur adolescence. Il me semble évident qu'aucun ministère n'est susceptible à lui seul d'assumer la responsabilité de l'ensemble des services destinés aux hommes. Les services destinés aux femmes sont répartis à tous les niveaux du gouvernement; je m'attends donc à ce qu'il en soit de même pour les services futurs offerts aux hommes. Cependant, il me semble que le fait de disposer d'un groupe qui s'occupe de l'information nécessaire à la coordination et qui s'efforce de définir l'orientation stratégique et de la préciser au fil du temps pourrait être utile. Cela permettrait de renforcer la mise en œuvre et les communications avec le public. Je reconnais également qu'il n'est pas toujours facile d'avoir l'air d'assumer des responsabilités sans disposer de tous les pouvoirs habituels nécessaires à la mise en œuvre. Cependant, l'autre possibilité est coûteuse en faisant double emploi et, sur le plan humain, en entraînant des lacunes en matière de services.

18: Mark Patton, M.S.S., C.R.S., et Rick Goodwin, M.S.S., C.R.S., « Des victimes à l'aide des victimes : Une étude des avantages, des risques et des enjeux du soutien par les pairs chez les victimes de violence sexuelle dans la province de l'Ontario » (document de recherche de la phase 2), novembre 2008.

Que doit-on faire en attendant l'étude?

J'ai indiqué que, dans bien des collectivités, des hommes ont attendu trop longtemps des services dont ils avaient vraiment besoin immédiatement. Bien que je recommande d'effectuer une étude en vue d'établir une orientation à long terme, il est nécessaire de prendre certaines mesures de précaution au cours de celle-ci. Étant donné que les services actuellement offerts sont limités, il convient de prendre d'extrêmes précautions afin de les préserver en attendant d'établir l'orientation stratégique. Sinon, la quantité de services offerts aux hommes serait très faible, ce qui est, selon moi, inacceptable. Continuer à apprendre des organismes qui œuvrent déjà dans ce domaine est une autre bonne raison pour préserver les services existants. Il est aussi important de préserver la capacité de mise en œuvre des organismes expérimentés ou de leur personnel qui possède une expérience inestimable.

Parce que j'ai recommandé que les services de counselling (individuel ou en groupe) soient l'un des domaines étudiés, je souhaite me reporter à ceux qui sont offerts dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall. J'aborde ce sujet en profondeur au chapitre 7 du présent rapport. Je tiens toutefois à souligner que les possibilités de counselling à long terme qui s'offrent aux hommes survivants de violence sont très limitées. Si le gouvernement de l'Ontario a besoin de plus de temps pour étudier les problèmes relatifs aux services destinés aux hommes et élaborer une démarche, le programme de counselling actuel ne devrait pas être supprimé avant d'y avoir trouvé une solution de remplacement. Je ne suggère pas que le counselling offert dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall soit un précédent qui convient à l'ensemble de l'Ontario : il est propre aux circonstances de cette enquête et son modèle pourrait être précieux pour les futures enquêtes publiques, mais il ne convient pas à une prestation à grande échelle. Cependant, s'il faut du temps pour définir l'orientation stratégique des services destinés aux hommes, il faut alors conserver ceux qui existent déjà jusqu'à ce qu'une nouvelle démarche soit mise en place. Un autre exemple est The Gatehouse^{md}, à Toronto, qui dispose de programmes destinés aux hommes qu'il faut continuer de soutenir pendant la durée de l'étude. Il faut également soutenir le travail du Projet pour hommes pendant cette période. Il faut préserver les services, l'expérience et les connaissances de cet organisme jusqu'à ce que des orientations à long terme soient définies. Le Projet pour hommes a fait savoir, dans ses observations orales de la phase 2, que l'organisme encourait un risque financier¹⁹. Je m'inquiéterais si tel est le cas, étant donné que le Projet pour hommes constitue un réservoir de connaissances précieuses.

19. Le Projet pour hommes a fait des observations orales le 27 février 2009. Son avocat, M^e David Bennett, a exprimé son inquiétude concernant l'état du financement du groupe, 27 février 2009, transcription, pp. 57-59.

Recommandations

1. Le gouvernement de l'Ontario devrait commander une étude en vue d'établir une orientation stratégique et d'élaborer un plan de mise en œuvre pour fournir des services aux hommes ayant été victimes de violence sexuelle.
2. L'étude devrait se pencher sur l'éventail de services nécessaires, les modèles de prestation de services, la répartition de ces derniers, les considérations particulières relatives aux services destinés aux hommes et la responsabilité générale au sein du gouvernement de l'Ontario.
3. En attendant qu'une orientation stratégique soit mise en place relativement aux services destinés aux hommes, les services actuellement offerts aux victimes masculines de violence sexuelle devraient être soutenus par un financement continu.

Des services et un soutien complets destinés à tous les adultes survivants de mauvais traitements

Si un plan stratégique de services pour hommes est élaboré et mis en œuvre, il devrait combler une importante lacune en matière de services offerts aux personnes qui ont été victimes de violence pendant leur enfance et leur adolescence. Cependant, je souhaite aborder les lacunes qui existent toujours aussi bien pour les femmes que pour les hommes.

Le réseau de services destinés aux femmes est plus étendu géographiquement et fournit un éventail d'aide plus large que celui qui est offert aux hommes. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de lacunes en matière de services. Tout comme les hommes, rien ne garantit aux femmes qu'elles peuvent accéder aux services dont elles ont besoin de façon certaine.

Je souhaite aborder trois domaines présentant des lacunes en ce qui a trait aux services offerts aux femmes et aux hommes qui ont été victimes de violence sexuelle : le counselling à long terme, le soutien par les pairs et les services offerts dans les régions rurales et éloignées.

Services de counselling à long terme

Le rapport de l'honorable R. Roy McMurtry sur les victimes de crimes violents met clairement en exergue le fait que les services de counselling constituent un « besoin essentiel » pour les victimes²⁰. Ces services sont plus largement

20. L'honorable R. Roy McMurtry, O. Ont., c.r., *Rapport sur l'aide financière accordée aux victimes de crimes violents en Ontario*, Toronto, ministère du Procureur général, mai 2008, p. 1.

disponibles lorsqu'ils sont fournis en situation de crise et à court terme (p. ex., pendant moins de six mois). Il n'existe pas de réponse parfaite, surtout pour les hommes, mais nous disposons de certaines ressources.

Cependant, les hommes et les femmes n'ont pas facilement accès à des services de counselling à long terme, alors que c'est précisément ce dont ont besoin les personnes qui ont subi une agression sexuelle par le passé²¹. Certaines d'entre elles pourraient obtenir une ordonnance prévoyant des services de counselling si leur demande à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels était acceptée. Certaines victimes atteintes de troubles mentaux graves suite à un traumatisme pourraient suivre une thérapie par l'entremise de services hospitaliers externes ou internes. D'autres pourraient bénéficier de services psychiatriques par le biais de l'Assurance-santé de l'Ontario. Ces services sont toutefois difficiles à obtenir parce que l'Ontario ne compte qu'environ 2 500 psychiatres pour une population de plus de 12 millions d'habitants, dont 279 seulement se disent être en mesure d'offrir des services en français²². Les psychiatres ne peuvent pas tous prendre le temps nécessaire pour conseiller quelqu'un qui a été victime de violence sexuelle. Les psychiatres ou les médecins de famille peuvent prescrire les médicaments nécessaires, mais cela constitue rarement une solution valable. En particulier, les survivants de violence qui habitent dans des régions rurales ou éloignées peuvent ne pas avoir accès à un psychiatre ou même à un médecin de famille qui dispose de suffisamment de temps pour fournir des services de counselling.

Il y a plus de psychologues²³ et ceux-ci peuvent avoir de l'expertise dans le domaine du counselling. Mais, à moins d'être associés à un hôpital ou à un organisme subventionné ou de fournir des services par le biais de programmes d'aide aux employés, ils facturent des honoraires trop élevés pour bon nombre d'Ontariens et d'Ontariennes. Nombreux sont les psychologues qui factureront leurs services de counselling en fonction des moyens de leurs clients ou iront même jusqu'à les offrir bénévolement, mais cela ne saurait régler complètement

21. Des témoignages d'experts ont apporté la preuve au cours de la phase 1 de la nécessité d'offrir des services de counselling à long terme aux adultes ayant été victimes de violence sexuelle dans leur enfance ou leur adolescence. Voir David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, pp. 91, 95-103, et Peter Jaffe, 22 février 2006, transcription, pp. 140-142.

22. Le site Web officiel du gouvernement de l'Ontario (www.ontario.ca) indique qu'en janvier 2009, l'Ontario comptait plus de 12 millions d'habitants. Le site Web de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario indique qu'en 2009, l'Ontario comptait 2 481 psychiatres, dont un grand nombre n'acceptait plus de nouveaux patients. Parmi eux, 279 figuraient sur la liste de ceux capables de fournir des services en français (voir www.cpso.on.ca).

23. Le site Web du gouvernement du Canada sur l'emploi en Ontario indique que l'Ordre des psychologues de l'Ontario compte 4 151 membres inscrits, voir www.ontariojobsfutures.ca.

le problème. Les régimes d'avantages sociaux et les programmes d'aide aux employés limitent habituellement, le cas échéant, les séances de counselling financées à un nombre suffisant pour couvrir quelques semaines ou quelques mois. Globalement, il en résulte que les survivants adultes de violence, hommes ou femmes, ne peuvent pas toujours accéder aux services de counselling à long terme dont ils ont besoin. Il faut admettre cette réalité et y trouver une solution.

Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée devrait porter son attention sur la nécessité d'offrir des services de counselling à long terme aux personnes qui ont été victimes de violence sexuelle durant leur enfance ou leur adolescence. Il devrait envisager de recourir à des psychologues et des travailleurs sociaux qualifiés en vue d'élargir l'accès à ces services. Cela aidera également les régions rurales ou éloignées où il y a moins de psychiatres et où les médecins de famille travaillent déjà énormément pour répondre aux besoins de base des patients. Des réseaux peuvent être mis sur pied afin d'assurer une liaison appropriée avec les médecins qui prescrivent les médicaments et de permettre de transférer un patient très instable vers un hôpital. L'un des objectifs serait évidemment de réduire le nombre de situations de crise conduisant à une hospitalisation et d'aider les patients à retrouver, avec le temps, une vie plus saine et plus heureuse. L'amélioration de l'accès aux services professionnels de counselling constituerait un moyen important d'accroître la qualité de vie de ceux et celles qui portent le fardeau d'agressions sexuelles survenues pendant l'enfance.

Il est même possible que le fait de permettre à des survivants de violence sexuelle d'accéder à des services de counselling puisse réduire les coûts globaux de la santé, en réduisant, par exemple, le nombre d'hospitalisations ou les besoins en matière de traitement de problèmes de santé liés à l'alcoolisme, à la toxicomanie ou à la dépression. Une étude bien structurée sur une période de quatre à sept ans pourrait fournir les renseignements nécessaires pour orienter la future politique publique.

Soutien par les pairs

Les survivants de violence sexuelle parlent souvent du soulagement qu'ils ont ressenti en rencontrant d'autres survivants et en se rendant compte qu'ils n'étaient pas seuls. En outre, ils soulignent souvent qu'ils souhaitent aider d'autres survivants en tirant parti de leur propre expérience de façon constructive. Le soutien par les pairs fournit quelque chose qu'une aide professionnelle ne peut pas apporter : il peut réduire l'isolement social et construire l'estime de soi, deux importants facteurs de résilience. La rencontre d'un survivant qui est un exemple positif à suivre peut motiver d'autres survivants à apporter des changements à leur vie et les amener à prendre conscience de l'aspect positif du fait de demander conseil ou

de participer à des thérapies de groupe. Cela peut aider à surmonter la réticence qu'éprouvent les hommes à demander de l'aide. Les pairs, qu'ils soient survivants de sexe masculin ou féminin, peuvent apporter leur soutien aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Ils ne se substituent pas aux services de counselling offerts individuellement ou en groupe par des professionnels, mais ils offrent une façon efficace de faire une différence dans la vie des personnes qui ont subi de mauvais traitements pendant leur enfance ou leur jeunesse.

Accroître les mécanismes de soutien par les pairs pourrait profiter à toutes les victimes, hommes et femmes, qui ont subi de mauvais traitements d'ordre sexuel par le passé, pourvu qu'ils comprennent des mesures de protection adaptées à tout le monde. Parmi celles-ci figure le type de formation dispensée par The Gatehouse^{md} aux pairs qui interviennent à titre de mentors à Cornwall dans le cadre d'un programme de mentorat commandité par cette enquête. Une formation et une supervision appropriées sont essentielles à la mise en place de programmes de soutien par les pairs constructifs et sûrs. En ce qui concerne les répercussions positives du soutien par les pairs et les mesures de protection à prendre en compte, je me reporte au document de recherche des parties de la phase 2, « Des victimes à l'aide de victimes », préparé par le Projet pour hommes²⁴. Je rappellerais également l'expérience positive de l'intervention des pairs comme mentors à Cornwall dans le cadre d'une initiative de la phase 2 de la présente enquête. Bien que, selon moi, le coût n'est pas le seul élément à prendre en compte, je tiens à souligner que de nombreuses activités de soutien par les pairs sont aussi efficaces sur le plan des résultats pour les personnes en cause qu'économiques. C'est pour cette raison qu'il faudrait leur apporter un soutien plus constant et, plus particulièrement, financer la formation afin d'assurer la sécurité des initiatives de soutien par les pairs.

Élimination des obstacles en matière de transport

Les personnes qui habitent dans des centres urbains ou qui ont accès aux transports en commun peuvent avoir des difficultés à comprendre les besoins de ceux qui vivent dans les régions éloignées ou rurales de cette province. Certains habitants des régions rurales peuvent ne pas avoir accès aux services dont ils ont besoin à cause du coût élevé des transports. D'un autre côté, il est impossible d'offrir des services spécialisés dans chaque village. Certains habitants des régions rurales peuvent obtenir des services par téléphone ou des renseignements sur Internet, mais de nombreuses personnes souffrant d'un traumatisme non résolu lié à la violence sexuelle ont besoin de rencontrer des gens, de réduire leur isolement et

24. Patton et Goodwin, « Des victimes à l'aide de victimes ».

d'être aidées en confiant leurs sentiments, leurs réactions et leurs espoirs pour l'avenir. La présente enquête a fourni de l'aide en matière de transport par le biais du programme de counselling de l'Enquête publique sur Cornwall abordé au chapitre 7. Cela a été très important pour les personnes vivant dans des régions rurales où il n'y a pas de transports en commun et où les distances à parcourir pour se rendre là où les services sont offerts obligent les gens à prendre leur voiture à une époque où le prix de l'essence est élevé. La possibilité d'avoir accès aux transports a permis aux personnes ayant des revenus plus modestes d'obtenir régulièrement des services de counselling. Cela a permis à de nombreuses personnes de franchir un cap; elles ont pu terminer le programme de counselling et aller de l'avant dans leur vie. Il existe peu d'aides financières en matière de transport visant à permettre à tous les survivants de violence sexuelle adultes, hommes et femmes, qui habitent dans des régions rurales ou éloignées, d'avoir accès aux fournisseurs de services. Il faudrait envisager de permettre aux personnes qui ont recours à des services liés aux mauvais traitements d'ordre sexuel qu'elles ont subis dans leur enfance ou leur adolescence de surmonter cet obstacle.

J'ai examiné, en guise de solution à proposer aux personnes qui empruntent les transports pour obtenir des services de counselling ou autres liés aux mauvais traitements, le précédent du Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales²⁵. Ce programme accorde une subvention au transport (actuellement de 41 cents le kilomètre) aux résidents du nord de la province afin qu'ils puissent accéder à des services spécialisés, à condition que la distance fasse plus de 100 kilomètres aller-retour. Ce programme pourrait être modifié et adapté aux régions rurales et éloignées, en fournissant une subvention équivalente pour le transport afin que les gens puissent accéder à des services de counselling relativement à la violence sexuelle. Il faudrait apporter d'autres modifications appréciables au programme pour qu'il fonctionne. Par exemple, les règles du programme actuel stipulent que les personnes doivent se rendre chez le spécialiste le plus proche. Compte tenu du caractère sensible des discussions d'ordre sexuel, on peut raisonnablement s'attendre à ce que certaines personnes sollicitent les conseils d'un homme ou

25. Ministère de la Santé et des Soins de longue durée (www.health.gov.on.ca). Ce programme est offert aux personnes qui parcourent plus de 100 kilomètres aller-retour pour obtenir les services d'un spécialiste couverts par l'Assurance santé de l'Ontario. Le paiement comporte une franchise correspondant à 100 kilomètres. En d'autres termes, une personne qui parcourt 210 kilomètres aller-retour se verra rembourser les frais de 110 kilomètres, qui, au tarif actuel, seraient de 45,10 \$. Pour obtenir cette subvention, un résident du Nord de l'Ontario doit être aiguillé vers un spécialiste et se rendre chez celui qui est le plus proche de chez lui. Il existe aussi une indemnité d'hébergement si le patient doit dormir à l'hôtel en raison de la distance parcourue. Selon moi, cette indemnité n'est pas nécessaire pour les services de counselling compte tenu de la courte durée des séances.

d'une femme ou que d'autres aient besoin d'un conseiller francophone qui ne sera pas forcément celui qui sera le plus proche; il conviendrait donc d'assouplir quelque peu cette règle.

Recommandations

4. Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée devrait définir une stratégie permettant de fournir des services de counselling à long terme aux personnes qui ont été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence et qui en ont besoin à long terme. Cette stratégie devrait avoir pour principal objectif d'accroître l'accès aux services de counselling à long terme en ayant recours à des psychologues et des travailleurs sociaux qualifiés. Dans ce contexte, il faut envisager de mener une étude bien structurée en vue d'examiner les répercussions des services de counselling sur les autres coûts des soins de santé.
5. Le ministère du Procureur général devrait fournir un appui constant aux initiatives de soutien par les pairs ou par le mentorat offert aux hommes et aux femmes qui ont été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence.
6. Le gouvernement de l'Ontario devrait fournir une subvention pour le transport aux survivants de violence sexuelle qui doivent participer à des séances de counselling ou de soutien par les pairs individuelles ou en groupe s'ils vivent dans une région rurale ou éloignée et qu'ils doivent parcourir plus de 100 kilomètres (aller-retour) pour ce faire.

Traitement des personnes ayant commis une agression sexuelle à l'âge adulte

Lorsqu'il est question de prévenir les mauvais traitements, il convient d'envisager de traiter les personnes qui en agressent d'autres sexuellement ainsi que ce que l'on peut faire pour éviter qu'elles ne récidivent. Il arrive souvent qu'il y ait une réticence à parler des services destinés aux délinquants sexuels et un dégoût à sembler leur offrir des services financés par les deniers publics. Il n'est pas réaliste de penser que nous pouvons prévenir la violence en ignorant les auteurs. Les services ne récompensent pas le fait d'avoir infligé de mauvais traitements d'ordre sexuel, mais constituent une technique visant à empêcher que cela ne se reproduise.

Il est utile de commencer cet examen par des observations tirées du rapport de recherche de la phase 2 préparé dans le cadre du programme de prévention des agressions sexuelles et des voies de fait de l'Hôpital communautaire de

Cornwall, intitulé « Programme de traitement pour les délinquants sexuels et les personnes susceptibles de commettre une infraction sexuelle : proposition de programme »²⁶ :

Dans notre société moderne, le délinquant sexuel est le délinquant le plus méprisé. Ses actions nous répugnent et nous font peur. Nous avons donc tendance à lui ôter toute caractéristique humaine et à le bannir de notre société. Une fois qu'il a été reconnu coupable de ses crimes horribles, nous cherchons à lui imposer une peine maximale d'emprisonnement dans l'espoir d'éliminer le problème. Une fois le délinquant relâché, nous le chassons de notre collectivité et le mettons au ban de notre société. C'est une solution qui peut sembler logique, alors qu'en réalité elle crée d'autres victimes. Le délinquant sexuel est isolé et éloigné de la société, sans emploi parce que personne ne veut embaucher un délinquant sexuel, et il ne cherche pas un traitement par peur d'être découvert. Ainsi, « si le délinquant sent que sa situation est sans espoir et qu'il sera toujours mal vu, il en viendra à croire que récidiver ne lui causera pas plus de mal » [traduction]. Des efforts de sensibilisation aux problèmes des délinquants sexuels et l'acceptation de ces délinquants, tout en leur donnant accès à des traitements, sont les premiers pas vers une solution de longue haleine.

De plus en plus de recherches confirment l'idée que les délinquants sexuels peuvent être traités efficacement pour leur permettre de vivre sans commettre d'actes criminels après leur mise en liberté. Les délinquants sexuels qui ont des comportements de paraphilie ne peuvent pas être « guéris », mais ils peuvent apprendre à ne plus agresser en suivant une thérapie efficace. Le traitement est possible.

En réfléchissant à des solutions en ce qui a trait aux auteurs adultes d'agression sexuelle, je me suis plus particulièrement intéressé à mieux comprendre les services destinés aux délinquants adultes qui ont été victimes de violence sexuelle dans leur enfance et qui sont donc à la fois victimes et agresseurs. Par conséquent, dans le cadre du programme de recherche de la phase 2 qui m'a été recommandé par mon comité consultatif, la présente Commission d'enquête a financé un

26. Angèle Lynch et Sarah Kaplan, programme de prévention des agressions sexuelles et des voies de fait de l'Hôpital communautaire de Cornwall, « Le programme de traitement pour les délinquants sexuels et les personnes susceptibles de commettre une infraction sexuelle : proposition de programme » (rapport de recherche de la phase 2, 30 avril 2009), Résumé. Ce document de recherche de la phase 2 a été affiché sur le site Web de la présente Commission d'enquête et est inclus sur le cédérom comprenant les études commandées par cette dernière.

document de recherche et un atelier sur les problèmes que rencontrent les hommes qui ont été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance et qui ont commis des agressions de même nature à l'âge adulte.

L'étude commandée a examiné les besoins en matière de traitement et de soutien des hommes qui ont été victimes de violence sexuelle dans leur enfance et qui en ont infligé à d'autres une fois adultes. Bien que les besoins en matière de services se soient concentrés sur l'Est de l'Ontario, la recherche comprenait un examen élargi et un résumé des études universitaires sur le passage du rôle de victime à celui d'agresseur et de l'incidence des différences individuelles en matière de vulnérabilité et de résilience. Les personnes qui ont réalisé cette étude ont également interrogé des organismes de services ontariens et tenu deux ateliers : un pour connaître le point de vue de ceux qui travaillent sur le terrain et un autre à Cornwall dans le cadre du mandat de sensibilisation du public de la présente Commission d'enquête. Le document de recherche de Michael Petrunik, Adina Ilea et Susan Love ainsi qu'un résumé du contenu de l'atelier de Cornwall ont été affichés sur notre site Web. Ce document est inclus sur le cédérom qui contient tous les documents de recherche de l'Enquête publique sur Cornwall²⁷.

L'examen des études universitaires déjà menées sur le sujet au Canada et aux États-Unis a été utile pour aborder le thème des besoins en matière de services. Voici un résumé des renseignements les plus pertinents réunis :

- Alors que plus de femmes que d'hommes déclarent avoir été victimes de violence sexuelle, ces derniers sont plus susceptibles de faire part de préjudices psychologiques à court et à long termes²⁸.
- La plupart des garçons qui ont été agressés sexuellement dans leur enfance ne commettent pas d'agression sexuelle à l'âge adulte²⁹. En effet, des études concluent que rien ne prouve qu'avoir été victime de violence sexuelle pendant l'enfance poussera un adulte à en infliger à son tour³⁰.
- Cependant, les délinquants sexuels adultes et juvéniles ont souvent été agressés sexuellement pendant leur enfance. Il est aussi plus probable qu'ils aient été victimes de mauvais traitements que les non-délinquants. Cela est exacerbé par l'existence d'autres types de violence (physique

27. Michael Petrunik, Adina Ilea et Susan Love, « Le besoin de traitements et de services de soutien dans l'Est de l'Ontario pour les hommes ayant été victimes d'abus sexuels dans leur enfance ou leur adolescence et qui sont devenus délinquants sexuels à l'âge adulte » (document de recherche de la phase 2, 1^{er} février 2008).

28. *Ibid.*, p. 20.

29. *Ibid.*, p. 25.

30. *Ibid.*, p. 22.

ou affective), de négligence et d'abandon³¹. Cela indique que les mauvais traitements subis pendant l'enfance pourraient accroître le risque que l'on devienne délinquant sexuel à l'âge adulte³². Cela laisse également supposer l'existence possible d'une série de facteurs interreliés qui accroissent le risque d'être à la fois victime et agresseur³³.

- Les stéréotypes masculins ou les attentes de la société envers les garçons peuvent pousser les hommes qui ont été victimes de violence à croire qu'ils l'ont été parce qu'ils n'ont pas réussi à agir comme un homme ou un garçon aurait dû le faire et, par conséquent, à éprouver trop de honte à faire savoir qu'ils ont subi des mauvais traitements, que ceux-ci leur aient été infligés par un homme ou une femme³⁴.
- Une étude met en évidence les facteurs, tels que l'estime de soi, la confiance en soi, le fait d'avoir des objectifs positifs ainsi qu'un ou plusieurs adultes à qui parler ou de réussir à l'école ou dans les sports, qui font en sorte qu'il est peu probable qu'un enfant qui a été victime d'agression sexuelle en inflige à son tour une fois adulte³⁵.
- Certaines études citées indiquent également qu'il y a plus de probabilités que les délinquants sexuels adultes aient été victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel pendant plus de un an et qu'ils considèrent ce type de violence comme étant normal ou plaisant. Ils sont également plus isolés et ont moins de soutien sur le plan social³⁶. Toutefois, ces différences entre les délinquants et les non-délinquants ne sont pas corroborées dans toutes les études³⁷.
- Les personnes qui se remettent des mauvais traitements et qui n'en infligent pas à l'âge adulte sont plus susceptibles de les signaler et de demander de l'aide. Elles sont également plus enclines à « renégocier ce que cela signifie d'être un homme », tel que tenter d'aider les autres afin de s'affirmer en tant qu'homme³⁸.

Les auteurs de l'étude ont effectué un sondage sur les services offerts aux personnes ayant été à la fois victimes de mauvais traitements sexuels et agresseurs.

31. *Ibid.*, p. 23.

32. *Ibid.*, pp. 22-25.

33. *Ibid.*, pp. 24-25.

34. *Ibid.*, pp. 26-28.

35. *Ibid.*, p. 29.

36. *Ibid.*, pp. 30-32.

37. *Ibid.*, p. 33.

38. *Ibid.*, pp. 34-36.

Bien que des questionnaires aient été envoyés à 50 organismes de l'Est de l'Ontario, seulement 12 ont répondu. Aucun d'entre eux n'offrait de services aux hommes qui étaient à la fois victimes et agresseurs³⁹. Certains leur offraient des services, mais uniquement s'ils avaient commis de telles agressions avant l'âge de 18 ans⁴⁰. Toutefois, le programme Community Justice Initiatives, à Kitchener (Ontario), a mis sur pied un groupe spécial destiné aux personnes qui sont à la fois victimes et agresseurs⁴¹.

Les auteurs de l'étude ont consulté des experts en matière de recherche et des fournisseurs de services du domaine. Plusieurs d'entre eux travaillaient auprès des délinquants sexuels emprisonnés dans des établissements fédéraux, placés dans des centres de santé mentale et dans des établissements provinciaux correctionnels de santé mentale. Les opinions étaient relativement divergentes en ce qui a trait à la façon de traiter les victimes qui avaient également infligé de mauvais traitements⁴². Certains experts et fournisseurs de services étaient favorables à des programmes spécialisés, d'autres étaient d'avis que le traitement était ou pourrait être incorporé aux programmes pour délinquants sexuels, ou encore qu'il faudrait se concentrer sur la prévention de la récidive chez les agresseurs sans tenir compte des violences que ceux-ci avaient subies. De même, si un programme devait être créé, certains préféraient que celui-ci soit mis en place en milieu hospitalier avec accès à la pharmacothérapie; d'autres s'opposaient à ce type d'environnement et préféraient les programmes communautaires menés par des psychologues et des travailleurs sociaux expérimentés, travaillant éventuellement de concert avec un établissement psychiatrique⁴³.

Tous les avis se rejoignaient pour dire que les personnes travaillant dans ce domaine devaient recevoir une formation appropriée, être supervisées, avoir connaissance des risques de récidive, avoir de l'expérience auprès des délinquants et comprendre les répercussions de la violence sexuelle sur les victimes de sexe masculin⁴⁴.

Les auteurs de l'étude ont laissé entendre que certaines orientations sont prometteuses en ce qui a trait aux agresseurs qui ont subi de mauvais traitements pendant leur enfance ou leur jeunesse. La plupart d'entre elles prévoient une collaboration entre les organismes afin de gérer les risques et de prévenir de futures agressions, mais également d'aider la personne en cause à améliorer sa vie.

39. *Ibid.*, p. 38.

40. *Ibid.*

41. *Ibid.*, pp. 38-39.

42. *Ibid.*, p. 72.

43. *Ibid.*, pp. 73-74.

44. *Ibid.*, pp. 76-78.

Ce point était considéré comme un incitatif de changement. Parmi les organismes concernés pourraient figurer, par exemple, des établissements psychiatriques, des organismes d'aide postcarcérale destinés aux délinquants, tels que la John Howard Society, et des organismes de justice réparatrice faisant appel au bénévolat, tels que les cercles de soutien et de responsabilisation⁴⁵, qui fournissent un « cercle » de bénévoles dans le but de soutenir les délinquants et de les responsabiliser. Ce domaine étant émergent, on a également estimé qu'il était important que toute démarche ou tout programme entrepris comprenne des processus d'évaluation intégrés⁴⁶. Il était évident que l'existence d'une lacune en matière de services offerts aux délinquants ayant été victimes de violence signifie que l'expérience disponible est quelque peu limitée et qu'il faudrait faire preuve de précautions pour concevoir des solutions. Il faudrait acquérir de l'expérience avant de pouvoir choisir une démarche standard ou habituelle.

Peu après la parution du rapport de recherche de la phase 2 sur les victimes-agresseurs, une autre demande de recherche sur les services offerts aux délinquants sexuels a été soumise à la présente Commission d'enquête. Cette proposition a été faite par l'Hôpital communautaire de Cornwall. Celui-ci a reçu un financement de recherche pour produire un rapport sur les services hospitaliers qui pourraient être offerts aux délinquants sexuels à Cornwall. Les services dispensés dans le cadre du programme de prévention des agressions sexuelles et des voies de fait de l'hôpital apportaient un soutien aux victimes de violence sexuelle (actuelle ou antérieure) et à celles de violence familiale. Toutefois, le personnel de l'hôpital a reconnu qu'il faudrait aussi inclure des services destinés aux agresseurs pour prévenir les mauvais traitements. L'étude de l'hôpital intitulée « Programme de traitement pour les délinquants sexuels et les personnes susceptibles de commettre

45. Les cercles de soutien et de responsabilisation forment un groupe établi à Ottawa qui travaille par l'entremise de l'église anglicane St. John the Evangelist. Les membres du cercle rencontrent régulièrement les détenus libérés après avoir purgé une peine d'emprisonnement pour violence ou agression sexuelle. Ils les soutiennent et les aident à faire les bons choix, tels que s'abstenir de consommer de l'alcool, conserver leur travail ou poursuivre leurs études. Par la même occasion, ils les conseillent afin d'éviter les situations à risque, telles que fréquenter une femme ayant de jeunes enfants, et surveillent leur conduite, signalant tout problème. Il existe d'autres organismes semblables fondés sur le même modèle de soutien. Les délinquants sexuels qui participent à ce genre de programmes récidivent moins souvent que ceux qui n'y participent pas. Par exemple, les cercles de soutien et de responsabilisation d'Ottawa ont indiqué, durant l'atelier, qu'aucune des personnes avec lesquelles ils avaient travaillé n'avait récidivé. Par conséquent, l'existence de telles démarches peut prévenir toute violence future.

46. Petrunkin, Ilea et Love, « Le besoin de traitements et de services de soutien dans l'Est de l'Ontario pour les hommes ayant été victimes d'abus sexuels dans leur enfance ou leur adolescence et qui sont devenus délinquants sexuels à l'âge adulte », p. 124.

une infraction sexuelle : proposition de programme »⁴⁷, a été affichée sur notre site Web et est incluse sur le cédérom comprenant les documents de recherche de l'Enquête publique sur Cornwall joint au présent rapport.

Le rapport de l'Hôpital communautaire de Cornwall comprend un examen des travaux de recherche pertinent sur les délinquants sexuels masculins adultes et passe en revue les programmes de traitement existants pour à la fois obtenir de l'information et comprendre les services offerts aux délinquants à Cornwall et dans la région. De même, les chercheurs ont mené des entrevues auprès des principales parties intéressées en vue de réunir des renseignements pertinents et de comprendre la demande éventuelle de programmes de traitement. Ils se sont également penchés sur les cercles de soutien et de responsabilisation pour à la fois soutenir les délinquants sexuels et les responsabiliser. Par ailleurs, ils ont examiné des programmes de prévention novateurs mis en œuvre aux États-Unis tels que « Stop It Now! ». Ce programme dispose d'une ligne d'aide sans frais qui offre soutien, information et ressources aux adultes qui s'inquiètent des comportements sexualisés qu'eux-mêmes ou d'autres pourraient avoir.

L'étude de l'Hôpital communautaire de Cornwall a conclu qu'il existe relativement peu de services offerts aux délinquants sexuels adultes ou aux personnes susceptibles de commettre une infraction sexuelle dans la région de Cornwall⁴⁸. Le Centre de traitement pour enfants dispense des traitements destinés aux garçons âgés de 12 à 18 ans. Les délinquants reconnus coupables peuvent participer à des programmes à Ottawa, mais les problèmes liés au transport et la distance limitent leur capacité à y prendre part. L'Hôpital communautaire de Cornwall propose de mettre sur pied un programme à l'intention des délinquants sexuels de la ville et des personnes qui n'ont pas encore commis d'infraction, mais qui souhaitent obtenir de l'aide avant que cela ne leur arrive. Ce programme serait supervisé par le programme de prévention des agressions sexuelles et des voies de fait de l'hôpital. Les renseignements recueillis auprès des Services communautaires de la police de Cornwall indiquaient qu'entre 70 et 75 délinquants sexuels sont enregistrés à Cornwall. Le bureau de probation provincial compte en tout temps de 40 à 50 dossiers de délinquants sexuels, alors que le bureau fédéral des libérations conditionnelles en compte entre 15 et 20, dont un bon nombre fait l'objet de longues périodes de surveillance⁴⁹.

Les renseignements fournis laissent supposer que certains d'entre eux pourraient bénéficier d'un traitement. Comme je l'ai mentionné, la proposition de l'Hôpital communautaire de Cornwall accepterait également les personnes

47. Lynch et Kaplan, « Programme de traitement pour les délinquants sexuels et les personnes susceptibles de commettre une infraction sexuelle : proposition de programme ».

48. *Ibid.*, p. 3.

49. *Ibid.*

se présentant d'elles-mêmes, c'est-à-dire celles qui n'ont pas encore commis d'infraction, mais qui souhaitent obtenir de l'aide avant que cela ne se produise. Cela est conforme à des programmes comme « Stop It Now! » aux États-Unis⁵⁰ et pourrait constituer une mesure préventive importante.

L'Hôpital communautaire de Cornwall a proposé des démarches de traitement spécifiques et déterminé le personnel nécessaire, les budgets de fonctionnement et les coûts de démarrage. Il a intégré nombre des enjeux soulevés au cours de l'étude de recherche de la phase 2 intitulée « Le besoin de traitements et de services de soutien dans l'Est de l'Ontario pour les hommes ayant été victimes d'abus sexuel durant leur enfance ou leur adolescence et qui sont devenus délinquants sexuels à l'âge adulte ». Par exemple, la proposition de l'hôpital intégrerait certaines des démarches de traitement suggérées dans cette étude et tiendrait compte de la victimisation sous-jacente ainsi que des agressions perpétrées à l'âge adulte ou des risques d'agression. La proposition de l'Hôpital communautaire de Cornwall ne prévoit pas de cercle de soutien et de responsabilisation communautaire et est évidemment un modèle axé sur les services hospitaliers. Toutefois, selon la première étude de recherche de la phase 2, un modèle hospitalier est l'une des possibilités qu'il faudrait envisager.

Le budget proposé par l'Hôpital communautaire de Cornwall s'élève à près de 100 000 \$ en coûts de démarrage, ce qui couvre la définition d'une stratégie de sensibilisation et de communication, la formation du personnel, l'installation des bureaux et les activités connexes. Le budget annuel est estimé à 206 000 \$. Si les locaux disponibles à l'Hôpital de Cornwall sont insuffisants, les coûts de location additionnels pourraient s'élever à près de 35 000 \$ par an. Cependant, l'objectif est, à long terme et compte tenu de la restructuration actuelle des installations de l'Hôpital communautaire de Cornwall, que le programme soit offert en son sein.

Je félicite l'Hôpital communautaire de Cornwall et son personnel pour le travail qu'ils ont accompli en vue d'élaborer une proposition réalisable qui pourrait s'avérer très précieuse pour prévenir la violence et changer les vies à Cornwall. Les renseignements tirés des éléments du programme, s'il est mis en œuvre à Cornwall, pourraient également profiter à d'autres collectivités.

Dans le domaine des services destinés aux hommes et aux survivants adultes, j'ai indiqué que l'heure est venue, selon moi, de définir une stratégie globale

50. Pour obtenir des renseignements sur les programmes « Stop It Now! » et des exemples de leurs affiches et documents de sensibilisation novateurs, voir les annexes du document de recherche de la phase 2 intitulé « Programme de traitement pour les délinquants sexuels et les personnes susceptibles de commettre une infraction sexuelle ».

cohérente. L'information est disponible; les problèmes et les possibilités sont raisonnablement accessibles. Évidemment, il reste beaucoup à faire pour définir une stratégie complète, mais cela est faisable et doit être mis en œuvre rapidement. Nous disposons de moins d'information dans le domaine des services offerts aux délinquants sexuels qui ont également été victimes de violence et lorsqu'il est question de traiter les personnes qui se présentent de leur propre chef en vue de réfréner leur envie de commettre une agression sexuelle. Il est toutefois vital que nous commençons à réunir les renseignements dont nous avons besoin. Du travail a été effectué sur les délinquants, surtout en relation avec les établissements correctionnels, mais nous avons moins d'expérience en matière de solutions communautaires. De plus, il est probable que du travail à l'égard de certaines populations soit nécessaire pour obtenir les renseignements souhaités. Un des exemples proposés par le personnel de SD&G Developmental Services lors des observations du public à la phase 2 porte sur les personnes qui souffrent de retards de développement et qui ont commis des infractions sexuelles ou sont susceptibles de le faire.

Par conséquent, je penche pour la démarche qui consiste à suggérer une série de projets de démonstration incluant des délinquants vivant dans la collectivité, les personnes qui se présentent de leur propre chef parce qu'elles risquent d'avoir un comportement violent et celles qui ont été victimes de violences pendant leur enfance ou leur adolescence et qui ont commis des infractions sexuelles à l'âge adulte. Ces projets pourraient ensuite être examinés afin d'en vérifier l'efficacité et de voir comment améliorer et préciser les futures démarches. Au fil du temps, nous disposerions d'une information de meilleure qualité qui pourrait mener à la définition d'une stratégie provinciale. L'idéal serait de choisir différents modèles de projets de démonstration afin de voir quelles démarches permettraient au mieux de réaliser les objectifs de prévention de la violence par le traitement des délinquants et des personnes susceptibles de commettre des infractions. Je me suis grandement intéressé au travail accompli par les cercles de soutien et de responsabilisation (église anglicane St. John the Evangelist) et le Projet pour hommes dans le document de recherche de la phase 2 mentionné plus tôt dans ce chapitre. Ces organismes seraient d'excellents partenaires pour un projet de démonstration avec d'autres organismes possédant une expertise dans le traitement des délinquants sexuels.

Je répète que nous ne devrions pas avoir peur de parler des services destinés aux délinquants sexuels ou aux personnes susceptibles de commettre des infractions de cette nature à cause de notre dégoût pour ce qu'ils ont fait ou pourraient faire. Nous ne pouvons pas nous permettre, en tant que société, d'ignorer des possibilités de prévention prometteuses.

Recommandations

7. Le gouvernement de l'Ontario devrait travailler avec des groupes, des organismes et des établissements de santé qualifiés et intéressés en vue de mettre sur pied jusqu'à cinq projets de démonstration fournissant un traitement aux délinquants sexuels, notamment à ceux qui ont été victimes de violence pendant leur enfance, en utilisant plusieurs modèles, à condition de prévoir des mesures de protection.
8. Le gouvernement de l'Ontario devrait envisager sérieusement d'adopter, parmi les initiatives à mettre en œuvre, le projet de l'Hôpital communautaire de Cornwall.
9. Le gouvernement de l'Ontario devrait collaborer avec les éventuels commanditaires ou partenaires des projets afin de s'assurer qu'au moins un des projets de démonstration incorpore le Projet pour hommes et un organisme tel que les cercles de soutien et de responsabilisation.
10. Les programmes devraient être évalués avec attention afin d'en déterminer l'incidence sur la prévention de la violence sexuelle, d'établir les pratiques prometteuses transférables et de mettre en place des solutions de traitement réalisables axées principalement sur la prévention de la violence sexuelle, mais également sur l'amélioration de la vie des personnes susceptibles de commettre des infractions sexuelles afin de réduire leur propension à le faire.

Counselling

Introduction

Le besoin de counselling a été l'une des questions les plus fréquemment soulevées au cours de la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall. Certaines personnes particulièrement se sont dites préoccupées par le manque de counselling pour les survivants de violence sexuelle antérieure – ceux qui, pendant leur enfance ou leur adolescence, n'ont pas eu accès à des services qui devraient être offerts aujourd'hui. Les services destinés aux survivants masculins ainsi qu'aux garçons et aux jeunes hommes agressés ont suscité pas mal de préoccupations. Cela s'explique en partie par le fait que la socialisation des hommes peut les rendre hésitants à demander de l'aide et que beaucoup moins de services sont offerts aux hommes qu'aux femmes. Le témoignage d'expert fourni par Nico Trocmé dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall a révélé que de 10 à 18 pour cent des filles et de 4 à 8 pour cent des garçons avaient subi des mauvais traitements d'ordre sexuel¹. D'autres experts affirmeraient que le pourcentage de victimes est plus élevé en raison d'une tendance à la sous-déclaration des agressions². Cela porte à croire qu'un nombre potentiellement considérable de personnes pourrait avoir besoin de counselling.

Les répercussions de la violence sexuelle constituent une litanie déchirante : alcoolisme et toxicomanie, problèmes de confiance tout particulièrement envers les personnes en autorité, problèmes liés aux relations intimes ou familiales, décrochage scolaire, anxiété ou troubles de l'humeur, confusion relative à l'identité sexuelle, problèmes de maîtrise de soi menant parfois à l'accomplissement d'actes criminels, graves maladies physiques et décès prématuré³. Des témoins experts

1. Nico Trocmé, témoignage, 15 février 2006, transcription, pp. 65-68.

2. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, pp. 45-46.

3. *Ibid.*, pp. 97-104, 113-115; Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, pp. 25, 39, 142.

ont souligné le rôle important que joue le counselling lorsqu'il s'agit d'aborder et d'amoindrir les conséquences de la violence sexuelle⁴.

À la fin des témoignages de la phase 1, les témoins ayant comparu devant la Commission d'enquête sur Cornwall ont eu la possibilité de formuler des recommandations, ce qu'ont choisi de faire 82 d'entre eux. Il est intéressant de noter que 15 personnes ont expressément fait mention du counselling dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall et que beaucoup d'autres ont parlé de l'amélioration des services aux victimes de violence sexuelle en général.

Par ailleurs, lors de la présentation d'observations à la phase 2, des membres du public et des parties à l'Enquête ont profité de l'occasion pour aborder le sujet du counselling offert dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall. Quatre des 15 personnes ou organismes ayant présenté des observations ont formulé des commentaires sur l'avenir du counselling. En outre, quatre parties ont abordé le counselling dans leurs observations de la phase 2 et deux autres en ont parlé dans leurs observations de la phase 1. Toutes les parties ayant fait part de commentaires sur le counselling m'ont confié que le counselling devait se poursuivre et demandé que j'aborde cet enjeu dans mon rapport. De toute évidence, la question du counselling a été l'une des plus importantes de la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall, et nombreux étaient ceux qui s'inquiétaient de son avenir.

Établissement de services de counselling dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall

On m'a demandé d'envisager de mettre des services de counselling à la disposition des personnes touchées par l'Enquête publique sur Cornwall. Cette requête a été présentée dans le contexte des demandes de qualité pour agir et de financement soumises au début de cette enquête. Le groupe des victimes et le Projet pour hommes ont tous deux soulevé la question, soulignant la probabilité que des personnes ayant été agressées pendant leur enfance ou leur adolescence seraient touchées par cette enquête⁵. Peter Jaffe, expert sur le sujet de la violence sexuelle faite aux enfants, a confirmé la nécessité d'offrir du counselling aux survivants de mauvais traitements antérieurs dans sa réponse aux questions de l'avocat de Citizens for Community Renewal⁶.

4. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, p. 96; Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, p. 136.

5. Observations du Groupe des victimes, 7 novembre 2005, transcription, pp. 54-56; observations du Projet pour hommes, 7 novembre 2005, pp. 85-91.

6. Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, p. 153.

Le 13 février 2006, après avoir examiné les moyens permettant d'offrir des services de counselling, j'ai déclaré ce qui suit :

J'ai pris des mesures afin que des services de counselling soient offerts à toutes les personnes touchées par cette enquête, pas seulement les présumées victimes et les présumés agresseurs et leurs familles, mais également toute personne participant à l'enquête qui ressent le besoin de demander une aide quelconque [traduction]⁷.

Je justifie en partie l'établissement de services de counselling en invoquant un certain point de vue que j'ai adopté au cours de cette enquête. Le mandat de la Commission consistait entre autres à faire rapport des processus, des services ou des programmes de guérison et de réconciliation communautaires. Afin d'élaborer un plan communautaire, nous devons favoriser la création d'un milieu propice à la guérison et à la réconciliation. Manifestement, le counselling peut contribuer à la guérison personnelle et ainsi aider les personnes à se préparer à participer à la guérison et à la réconciliation communautaires. J'estimais également que les processus propres à l'Enquête publique sur Cornwall devaient faire preuve de sensibilité et que la présente Commission d'enquête devait être une institution modèle dans son intervention auprès des personnes touchées par ses travaux.

Je trouvais urgent d'instaurer des services de counselling, car des témoins potentiels étaient interrogés et des experts témoignaient déjà. Par conséquent, des gens pouvaient être touchés par les activités de la Commission d'enquête même si tôt après le début des travaux. Par ailleurs, je connaissais les précédents qui mettaient en évidence le besoin d'un tel soutien au début des processus dans le cadre desquels des personnes devaient raconter de douloureux incidents survenus dans le passé, notamment le rapport publié en 2000 par la Commission du droit du Canada sur la violence sexuelle commise dans des établissements canadiens, y compris dans des pensionnats pour enfants autochtones⁸. J'ai également reçu des témoignages d'experts sur le besoin de counselling dans le cadre de la présente enquête pour les adultes qui ont été agressés sexuellement pendant leur enfance ou leur adolescence⁹. J'en ai conclu que nous devions agir rapidement afin de mettre en place des services de counselling à l'intention des personnes touchées par l'Enquête publique sur Cornwall.

7. G. Normand Glaude, commissaire, déclaration préliminaire, 13 février 2006.

8. Commission du droit du Canada, *La dignité retrouvée : La réparation des sévices infligés aux enfants dans des établissements canadiens : sommaire*, Ottawa, mars 2000, pp. 4, 9, 25, 29.

9. Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, pp. 136, 153.

Le programme de counselling a été mis en œuvre le 13 mars 2006, peu après mon annonce initiale de février. Lors de l'élaboration du programme de counselling, j'ai examiné les critères d'admissibilité, les points à aborder, les limites potentielles du counselling, les coûts éventuels, la protection de la vie privée et les mécanismes administratifs appropriés. Les principes directeurs choisis pour le programme de counselling étaient le choix personnel, la protection de la vie privée et la simplicité des processus administratifs¹⁰.

En ce qui concerne l'admissibilité aux services de counselling, j'ai décidé que toute personne touchée par l'enquête serait admissible. Outre les personnes s'identifiant comme des survivants de mauvais traitements, les personnes suivantes ont également été considérées comme étant admissibles : les personnes s'identifiant comme des agresseurs, les professionnels de la collectivité, les membres du personnel et les avocats de la Commission d'enquête, les avocats des parties à la présente enquête, ainsi que les membres de la collectivité de Cornwall qui étaient autrement mêlés à cette enquête ou touchés par celle-ci. Cette dernière catégorie comprenait, par exemple, des personnes dont les souvenirs de mauvais traitements subis durant l'enfance à l'extérieur de la région de Cornwall avaient été exacerbés par l'omniprésence du sujet dans les médias locaux et les conversations tenues dans leur milieu de travail à Cornwall. Les membres de la famille de survivants étaient également admissibles aux services de counselling, du fait que ce type de traumatisme peut avoir des répercussions profondes sur le fonctionnement familial. En outre, les membres de la famille pouvaient éprouver des difficultés à voir leur parent ou leur conjoint témoigner publiquement d'expériences de vie douloureuses. Les mineurs étaient admissibles, mais, dans certains cas, ils étaient dépourvus de la maturité nécessaire pour consentir aux services en leur propre nom et leurs parents ou tuteurs devaient en faire la demande pour eux.

S'agissant d'évaluer l'admissibilité, j'ai donné pour consigne au personnel de se fier à l'auto-identification du demandeur dans le cadre du processus d'acceptation des demandes au téléphone ou en personne. Il était déplacé pour la Commission d'enquête publique sur Cornwall de fouiller de façon indiscrete dans le passé des gens afin de savoir s'ils avaient bel et bien subi de la violence sexuelle dans le but de déterminer leur admissibilité aux services de counselling : la présente Commission ne peut statuer sur la culpabilité criminelle ou la responsabilité civile. Il suffisait qu'une personne ait signé une demande de counselling indiquant qu'elle avait subi des mauvais traitements d'ordre sexuel à Cornwall ou dans les environs, par exemple, pour être admissible.

10. Commission d'enquête publique sur Cornwall, communiqué, 9 mars 2006.

J'ai décidé que chaque personne devrait pouvoir choisir son conseiller, à la condition que ce dernier possède les qualifications voulues pour offrir ces services et qu'il soit disposé à le faire dans les limites des paramètres de rémunération et d'administration fixés par la présente Commission d'enquête. Si une personne avait besoin d'aide pour trouver un conseiller compétent, le personnel de la Commission lui venait en aide et tenait à jour une liste d'aiguillage à cette fin. Le choix d'un conseiller est extrêmement important afin d'établir une alliance thérapeutique viable. Pour les survivants de mauvais traitements, le pouvoir qu'ils ont sur cet aspect de leur guérison est en soi un outil inestimable pour les aider à conserver une partie de leur dignité et de leur estime de soi et à croire en leur capacité d'orienter leur destinée. On ne saurait trop insister sur ce point.

J'ai décidé que le type et la fréquence des séances de counselling dépendraient des recommandations du conseiller, elles-mêmes fondées sur son jugement professionnel, dans des limites raisonnables. Les conseillers étaient tenus de fournir au personnel de la Commission responsable du programme de counselling un plan de traitement pour chaque client.

J'ai décidé que les frais de déplacement engagés pour participer aux séances de counselling devaient être remboursés, dans les limites des tarifs permis par le gouvernement de l'Ontario. La région de Cornwall et des comtés de Stormont, Dundas et Glengarry est principalement rurale, constituée de petites villes où les transports en commun sont limités, et il pouvait être nécessaire de parcourir de grandes distances pour se prévaloir des services. Les frais de déplacement pouvaient compromettre l'assiduité des clients, tout particulièrement des personnes à faible revenu. L'élimination de cet obstacle était nécessaire afin de faciliter la participation régulière aux séances de counselling qui peuvent favoriser les progrès et elle a démontré que nous étions conscients des défis que représente la prestation de services dans les régions éloignées et moins densément peuplées de l'Ontario.

En ce qui concerne la rémunération des conseillers, des honoraires d'un montant maximal de 125 \$ l'heure pour les psychologues agréés et de 100 \$ l'heure pour les autres conseillers compétents ont été établis. La présente Commission d'enquête a également fixé des tarifs pour le counselling de groupe, bien que relativement peu de groupes aient été formés. Si les honoraires habituellement perçus par un professionnel ou un organisme étaient inférieurs à ceux versés par la Commission d'enquête, seuls les honoraires moins élevés pouvaient être facturés à la Commission. Le niveau d'honoraires choisi par les responsables du programme de counselling était, à l'époque de son adoption, identique à celui autorisé par la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, ainsi qu'à celui privilégié par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. La rémunération

des services de counselling était versée directement aux conseillers. D'autres modalités de paiement, par exemple, le fait pour les clients de devoir payer leur conseiller et de demander un remboursement, auraient nui à la participation aux séances de counselling. Les conseillers n'étaient pas autorisés à exiger de paiement supplémentaire de la part des clients; ils devaient accepter les honoraires versés en contrepartie de leurs services, même si leur tarif habituel était plus élevé.

J'ai envisagé de plafonner les services de counselling, par exemple, en imposant une limite de temps, une limite financière ou une combinaison des deux. En fin de compte, j'ai décidé que le plafonnement allait à l'encontre de l'objectif qui consistait à offrir le counselling à long terme nécessaire en fonction des besoins de chaque personne. J'ai délégué au personnel de la Commission responsable du programme de counselling la liberté administrative d'établir des limites quotidiennes ou hebdomadaires du nombre d'heures de counselling, dans le cadre de discussions de groupe avec des conseillers, afin d'évaluer les pratiques exemplaires.

J'ai ordonné que de rigoureuses mesures de protection de la vie privée soient prises. La gestion du programme de counselling a été confiée au personnel de la Commission chargé de la phase 2. Un nombre restreint de membres du personnel de la Commission connaissaient l'identité des personnes acceptées aux fins du counselling; ni les avocats ou les enquêteurs de la phase 1 ni moi n'avions accès aux renseignements ou aux dossiers sur les personnes acceptées en counselling. Les dossiers et les renseignements étaient physiquement isolés; des numéros, plutôt que les noms des clients, ont été utilisés pour les besoins de la facturation.

À l'origine, j'ai établi un échéancier d'environ un an pour les services de counselling, soit jusqu'au 31 mars 2007. À cette date, nous aurions une meilleure idée de la demande et de tout aspect des modalités de counselling nécessitant une amélioration.

En janvier 2007, nous avons procédé à un examen du programme de counselling, dans le cadre duquel nous avons notamment demandé l'opinion des parties à l'Enquête. Cet examen comprenait également un sondage effectué par un chercheur indépendant et visant à savoir si les clients et les conseillers étaient satisfaits du programme de counselling. Ce sondage sera abordé plus en détail dans le présent chapitre. Lors de l'examen de janvier 2007, je me suis penché sur les questions ci-dessous :

- s'il y avait lieu de maintenir le programme de counselling pour les personnes déjà acceptées;
- s'il y avait lieu de continuer d'accepter de nouveaux clients pour les services de counselling et jusqu'à quand;

- si d'autres modifications devaient être apportées aux règles ou à l'administration du programme de counselling.

Après cet examen, j'ai décidé que les services de counselling devaient continuer d'être offerts aux personnes acceptées, jusqu'à 90 jours après la présentation de mon rapport au gouvernement de l'Ontario. Mon raisonnement était que la publication de mon rapport pourrait en soi avoir des répercussions sur certaines personnes qui auraient besoin du soutien de leur conseiller. Je voulais également donner au gouvernement de l'Ontario le temps de composer avec toute transition relative au counselling ou aux recommandations à cet égard, pour ainsi éviter une interruption des services.

Lorsque j'ai prolongé le programme de counselling, j'ai déclaré ce qui suit :

Je donne l'instruction de prolonger les services de counselling jusqu'à la date de publication du rapport final de la Commission d'enquête, plus 90 jours. Ce délai tient compte du fait que des personnes pourraient avoir besoin de counselling pendant un certain temps. En outre, la période de 90 jours prévoit l'étude de toute recommandation concernant le maintien du programme de counselling sans créer d'interruption des services. Je dois souligner que je n'ai formulé aucune conclusion ou recommandation à cet égard, mais que je tiens à parer à cette éventualité¹¹.

J'ai également décidé de continuer d'autoriser de nouvelles personnes à faire la demande de services de counselling. La présente Commission recevait des témoignages officiels et certaines personnes pouvaient encore être touchées. J'ai fixé au 31 mars 2008 l'échéance initiale de l'acceptation de nouveaux clients en counselling, mais j'ai ajouté un examen de la situation en janvier 2008. Après l'examen effectué au début de 2008, la date finale d'acceptation de nouveaux clients a été fixée au 31 août 2008. La seule exception concernait les personnes qui devaient témoigner au cours de la phase 1 ou qui comparaissaient de façon officieuse après le 31 août 2008. Cette mesure tenait compte des répercussions potentielles d'une comparution, qui parfois ne se manifestent qu'une fois le processus de témoignage terminé.

Je n'ai pas modifié les règles d'admissibilité aux services de counselling ni les modalités de sélection des conseillers, fondées sur le « choix ». Le sondage a révélé un appui sans réserve au choix du conseiller par le client et de nombreux

11. Déclaration du commissaire G. Normand Glaude, 28 février 2007.

clients ont fait valoir l'importance d'une relation de confiance et de soutien avec leur conseiller. Les honoraires n'ont pas été majorés; cependant, des limites cohérentes ont été instaurées relativement au nombre d'heures de counselling hebdomadaire et quotidien permis. J'ai également indiqué que nous prendrions des mesures afin d'offrir du counselling téléphonique en situation de crise ou dans des circonstances exceptionnelles approuvées préalablement par le personnel de la Commission. Nous avons demandé la même souplesse dans nos processus d'examen.

J'ai confirmé des décisions déjà prises de ne pas rembourser notamment les frais liés aux médicaments, aux billets d'absence du travail ou de l'école, à la garde d'enfants, aux suppléments nutritifs ou aux soins infirmiers. Le programme de counselling devait demeurer axé sur le counselling.

Les modifications les plus importantes apportées à l'élaboration du programme de counselling à ce stade de l'examen concernaient les conseillers. J'ai limité la charge de travail à 20 clients par conseiller et donné pour consigne au personnel de la Commission d'organiser périodiquement des réunions avec les conseillers et de superviser ces derniers. J'ai également indiqué qu'en raison de la prolongation des services, nous devrions abandonner les processus à court terme de consignation de données sur les conseillers et privilégier les vérifications annuelles, portant notamment sur le statut professionnel, la preuve d'assurance et les antécédents judiciaires. Je souligne que le personnel de la Commission a également exigé une preuve de scolarité et des références pour chaque conseiller.

Mise en œuvre du counselling

J'ai délégué la responsabilité opérationnelle du programme de counselling au personnel de la Commission chargé de la phase 2. Je ne cataloguerai pas tous les aspects de la mise en œuvre, mais, puisque la prestation de services de counselling dans le cadre d'une enquête publique constituait en quelque sorte une innovation, il est utile de préciser ce que nous avons fait et ce que nous avons retenu de nos expériences. Par ailleurs, au fil du temps, nous avons recueilli des renseignements utiles sur la prestation de services aux survivants de mauvais traitements antérieurs. En outre, lorsque l'on abordera ultérieurement les démarches administratives en vue de l'avenir, il faudra bien comprendre les dispositions actuelles. Je donnerai également certaines statistiques et certains renseignements sur les dépenses, puisque l'Enquête publique sur Cornwall a entraîné des coûts supplémentaires comparativement à d'autres enquêtes, coûts attribuables en partie à la prestation de soutien sous forme de counselling.

Puisque les services de counselling ont nécessité l'exécution d'un programme à échelle réduite, des processus et des mesures de protection nécessaires à sa mise en œuvre ont été établis. Un manuel d'administration complet a été rédigé; des

processus ont été instaurés afin d'assurer la mise de côté de fonds, la production de rapports statistiques mensuels, ainsi que la séparation physique et électronique des dossiers renfermant des renseignements personnels. Nous avons mis en place des protocoles relatifs aux questions de sécurité, y compris les éventualités de suicide et de préjudice à autrui. Nous avons prévu des contacts en cas de crise et des moyens de joindre les conseillers pour composer avec des situations de détresse inhabituelle.

Le personnel de la Commission, qui avait suivi la formation appropriée pour s'acquitter de ses tâches, a continué de recevoir de la formation tout au long de la présente enquête. Puisque le coordonnateur du counselling était bilingue, les clients pouvaient recevoir une aide en français ou en anglais. Une salle d'accueil privée a été créée pour le counselling, à l'écart des principaux bureaux administratifs de la présente Commission. On a aménagé cette pièce de façon à la rendre plus accueillante, y créant entre autres un cadre physique moins officiel, pour qu'elle n'ait pas l'aspect d'un bureau. Le personnel offrait des boissons chaudes ou froides aux clients et essayait de les mettre à l'aise. Certaines personnes avaient des aptitudes limitées en lecture et en écriture. Par conséquent, même si la Commission avait préparé des troussees d'information écrites, le personnel a pris le temps d'en expliquer les principaux points verbalement. Le personnel de la Commission est demeuré à la disposition des clients qui avaient besoin d'aide pour lire ou comprendre les documents écrits concernant le counselling ou pour remplir des formulaires.

Le personnel responsable du programme de counselling offrait également un service d'accueil téléphonique, nécessaire pour les personnes vivant loin de Cornwall et pour celles atteintes d'un handicap physique.

Il s'est efforcé de fixer rapidement une première entrevue de counselling avec les clients. Les membres du personnel d'accueil m'ont informé avoir constaté, tout particulièrement, que les hommes trouvaient souvent difficile de demander de l'aide et qu'ils éprouvaient fréquemment une certaine détresse au moment de leur entrevue d'approche. La programmation d'une rencontre avec un conseiller à une date précise et rapprochée semblait suffire à réduire l'anxiété et à accroître la probabilité que les hommes se présentent à leur rendez-vous de counselling. Le fait qu'une proportion élevée d'hommes ait participé à des séances de counselling après l'approbation de leur demande appuie les observations du personnel selon lesquelles un processus d'accueil efficace peut inciter les hommes à recevoir de l'aide.

On s'est efforcé d'utiliser des formulaires très simples. Comme je l'ai déjà mentionné, je désirais que nos processus favorisent l'accès et les services plutôt que de les entraver. À titre d'exemple, j'ai inclus une copie de notre formulaire de frais de déplacement et du formulaire de compte de dépense couramment utilisé par les fonctionnaires de l'Ontario.



Déclaration de frais de déplacement et de frais généraux – Employés non-membres de la FPO

Nom du demandeur (Écrire en lettres moulées)	Téléphone (y compris le code régional)	Page de
--	--	------------

MinistèreObjet du déplacement et nature des frais[illegible]

Montant total de la demande?

Signature du demandeur (obligatoire)	Signature du responsable de l'approbation (obligatoire)
--------------------------------------	---

Adresse postale pour l'envoi du chèque (obligatoire)	Nom du responsable de l'approbation (obligatoire) (Écrire en lettres majuscules)
--	--

Ville/localité	Code postal	Titre
----------------	-------------	-------

Rempli le (j/mmm/aa)	Téléphone (y compris le code régional)
----------------------	--

Mode de paiement <input type="checkbox"/> Chèque <input type="checkbox"/> TFE* (s'il s'agit d'une première demande, veuillez joindre le formulaire TFE n° 7540-2022F).	Date d'approbation/d'autorisation (jj/mm/aa)
---	--

À l'usage du ministère **IFIS Account Code - Claim Amount Summary**

Claim date (dd/mm/yy)	Claim No.
-----------------------	-----------

Line No.	Ministry (3 digits)	Program (6 digits)	Business Unit (4 digits)	Cost Centre (6 digits)	Account (6 digits)	Initiative (4 digits)	Future Use (4 digits)	Future Use (4 digits)	Line Amount
1					533910		0000	0000	
2					533915		0000	0000	

		Total Claim Amount?	
--	--	----------------------------	--

Les renseignements personnels consignés dans la présente sont recueillis en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*, L.R.O. 1990, ch. M.37, art. 11, et serviront à déterminer, à vérifier et à contrôler l'admissibilité au remboursement. Pour obtenir des informations au sujet de la collecte de ces renseignements, veuillez communiquer avec l'unité des services financiers de l'organisation à laquelle vous soumettez le présent formulaire.

Enquête publique sur Cornwall
Formulaire 5 : Frais de déplacement – Counselling

1. Renseignements personnels

Nom : _____	Prénom : _____
Autre nom utilisé : _____	
Adresse : _____	App. : _____
Ville : _____	Province : _____
Code postal : _____	Téléphone : _____
Date de naissance : (jj/mm/aaaa) _____	Sexe : Homme Femme

J'ai assisté à des séances de counselling aux dates suivantes :

Lieu : _____

Je réclame le remboursement des frais de stationnement, taxi, bus ou train, et je joins les reçus pertinents. Le montant que je réclame est de :

J'ai conduit, ou quelqu'un m'a conduit(e), à ces rendez-vous et je réclame le montant de 0,40 \$ par kilomètre parcouru. Le nombre total de kilomètres parcourus est de :

(Signature)

(Date)

**Veuillez présenter le formulaire de remboursement des dépenses une fois par mois
seulement
(à la fin du mois)**

Rapporter à :

Patrick Lechasseur
L'Enquête publique sur Cornwall
709, rue de la Fabrique
Cornwall (Ontario) K6H 7K7

Le personnel responsable du programme de counselling a également collaboré étroitement avec les conseillers. Ces derniers ont reçu des trousseaux d'information, des directives sur les attentes en matière de facturation et des copies des documents remis aux clients. Des réunions périodiques ont eu lieu afin de leur donner des renseignements et des explications sur diverses exigences administratives. En outre, le personnel a régulièrement communiqué par courriel avec les conseillers, les avisant entre autres des occasions de formation et de supervision. La plupart des conseillers ont participé à la formation offerte par la présente Commission d'enquête. Ces occasions de formation sont décrites à l'annexe B du présent volume. À compter de juillet 2007, le programme de counselling comprenait également de la supervision pour les conseillers désirant consulter un collègue plus chevronné dans des cas difficiles. Comme je l'ai mentionné, une preuve d'assurance, une preuve de statut professionnel et une vérification policière étaient exigées chaque année. Aucun conseiller approuvé par la Commission d'enquête publique sur Cornwall ne possédait de casier judiciaire.

Les conseillers étaient autorisés à offrir un maximum de deux heures de counselling par jour et de six ou quatre heures par semaine. Le nombre d'heures de counselling autorisé a diminué au fil du temps, conformément à une évaluation des pratiques exemplaires effectuée en collaboration avec le superviseur associé au programme de counselling. Du counselling supplémentaire était permis en situation de crise. Cependant, pour obtenir une autorisation à cet égard, les conseillers devaient fournir une attestation professionnelle déclarant que leur client traversait une situation de crise et qu'il avait besoin d'une aide accrue. Nous voulions faire en sorte que l'aide soit accessible immédiatement, par exemple, lorsqu'un client avait des tendances suicidaires, et assurer également une gestion raisonnable des deniers publics.

Au cours de la première année d'activité du programme de counselling, soit de mars 2006 à mars 2007, 191 dossiers ont été ouverts pour des personnes ayant exprimé un besoin de counselling; le personnel de la Commission a accepté 184 personnes et 159 ont commencé à recevoir du counselling. Des 89 hommes acceptés, 71 se sont identifiés comme étant des survivants, 17 comme des membres de la famille d'un survivant et un seul comme professionnel. Parmi les 96 femmes, 58 se sont identifiées comme des survivantes, 37 comme des membres de la famille d'un survivant et une seule comme professionnelle. Toutes ces personnes sauf six habitaient à Cornwall ou dans l'Est de l'Ontario. Les professionnels étaient peu nombreux et leur nombre n'a augmenté que modérément au cours de la période de prestation des services de counselling. Nous avons considéré comme étant admissibles les professionnels œuvrant dans divers établissements de Cornwall, les avocats des parties, les membres du personnel de la Commission, ainsi que d'autres membres de professions venant en aide susceptibles d'être traumatisés par personne interposée en raison de leur interaction avec la clientèle du programme de counselling de la présente Commission.

Au cours de la deuxième année d'activité, jusqu'au 31 mars 2008, 130 autres personnes ont demandé des services de counselling. Toutes, sauf cinq d'entre elles, habitaient à Cornwall ou dans l'Est de l'Ontario. Pendant cette deuxième année, le nombre de demandes présentées par des survivantes et des professionnelles a augmenté. À la fin de mars 2008, nous avons accepté 179 femmes au programme de counselling, dont 112 disaient être des survivantes et 61 des membres de la famille (habituellement la conjointe) d'un survivant; six femmes se sont identifiées comme des professionnelles touchées par cette enquête. Parmi les 137 hommes acceptés au cours de la deuxième année, 106 se disaient des survivants, 29 des membres de la famille d'un survivant et un seul, professionnel.

L'accueil de nouveaux clients a pris fin à l'été 2008. À ce moment-là, 395 dossiers avaient été ouverts aux fins de counselling et 388 clients avaient été acceptés. Encore une fois, la plupart des personnes vivaient à Cornwall ou dans l'Est de l'Ontario; seulement 15 d'entre elles y faisaient exception. Parmi les 162 hommes acceptés, 122 s'identifiaient comme des survivants, 36 comme des membres de la famille et quatre comme des professionnels. Parmi les 226 femmes, 140 s'identifiaient comme des survivantes, 76 comme des membres de la famille et 10 comme des professionnelles.

La plupart des personnes qui ont demandé à se prévaloir de services de counselling ont été acceptées. Cela s'explique en partie par le fait que, lorsqu'on les interrogeait ou lorsque des organismes de services sociaux ou des conseillers les appelaient au sujet d'éventuels clients, les membres du personnel de la Commission expliquaient clairement les critères d'admissibilité. Ces mesures ont permis de diminuer le nombre de demandes présentées par des personnes qui ne répondaient pas aux critères. La raison la plus fréquente justifiant le refus de certaines personnes était leur échec à participer à un processus d'accueil programmé, après plusieurs tentatives d'organiser des discussions en personne ou au téléphone. Quelques personnes ont été refusées, ne satisfaisant pas aux critères d'admissibilité puisqu'elles n'avaient aucun lien avec les travaux de la présente Commission d'enquête ou avec des incidents de violence sexuelle subie durant l'enfance ou l'adolescence. Ceux et celles qui n'étaient pas d'accord avec les décisions prises par le coordonnateur du programme de counselling pouvaient demander que la directrice des politiques réexamine la question. Ce n'est pas arrivé souvent, mais il y a lieu de mettre au point un mécanisme de règlement des différends plus précis en prévision de programmes futurs.

Le nombre de conseillers a lentement augmenté au fil du temps. Au cours de la première année, 24 conseillers s'occupaient des clients. En 2009, il y avait 37 conseillers à la disposition des clients autorisés à recevoir des services de counselling dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall.

Puisque les clients pouvaient choisir leur conseiller, ils avaient souvent une idée de celui qu'ils voulaient consulter. Si le conseiller avait déjà été approuvé par la présente Commission d'enquête aux fins d'aiguillage et qu'il n'avait pas

atteint la charge de travail maximale de 20 dossiers, le jumelage pouvait avoir lieu immédiatement. Si une personne affichait une préférence pour un conseiller particulier, mais que ce dernier ne figurait pas dans la liste d'aiguillage, le personnel de la Commission d'enquête communiquait avec le conseiller afin de vérifier ses qualifications et sa disposition à travailler dans les paramètres du programme de counselling. Si le personnel de la Commission n'était pas satisfait des qualifications du conseiller ou si d'autres facteurs entravaient la participation de ce dernier au programme, par exemple, sa réticence à fournir les renseignements nécessaires ou à travailler en fonction du barème d'honoraires, le personnel trouvait un autre conseiller.

La majorité des 388 personnes autorisées à se prévaloir des services de counselling avaient une préférence pour un conseiller particulier. Toutefois, 156 d'entre elles ont demandé à être aiguillées par le personnel responsable du programme de counselling. Afin de bien aiguiller les clients, le personnel de la Commission a tenu compte du lieu ou du déplacement pour assister aux rendez-vous, de la préférence linguistique, de la préférence quant au sexe du conseiller, du besoin de services spécialisés, comme une expérience des troubles de dissociation, les retards de développement ou la toxicomanie, et d'autres besoins personnels comme l'accès pour les personnes handicapées, un lieu privé et la possibilité d'obtenir des rendez-vous le soir et la fin de semaine.

Les coûts du counselling se divisaient en trois catégories : les services de counselling, la préparation de rapports sur les plans de counselling et les coûts de transport. Les dépenses sont déclarées au 31 mars 2009, soit la fin de l'exercice du gouvernement de l'Ontario. Nous devons choisir une date limite rapprochée afin de prévoir le temps nécessaire à la traduction, à la révision et à l'impression du présent rapport.

Les conseillers étaient tenus de préparer un rapport exposant le plan de counselling de chaque nouveau client. La raison justifiant un tel rapport était que le client et le conseiller devaient discuter de leurs attentes et de leurs objectifs en matière de counselling, ainsi que d'autres questions comme la fréquence des séances. Les conseillers étaient autorisés à facturer 100 \$ pour la production de ce rapport. En cas de révision ultérieure d'un rapport, pas d'autres honoraires n'étaient perçus. Puisque l'accueil de nouveaux clients a pris fin en 2008, les coûts inscrits dans cette catégorie ont diminué au fil du temps. Cependant, il arrive encore que des clients changent de conseiller et qu'il soit nécessaire de produire un nouveau rapport. Depuis la mise sur pied du programme de counselling, un montant total de 41 700 \$ a été versé pour la préparation de plans de counselling.

La catégorie de paiement la plus importante au titre du counselling est celle du counselling de longue durée. Elle comprend le counselling individuel, en

couple, en famille ou en groupe. Depuis le début du programme, le montant versé pour le counselling de longue durée offert aux clients acceptés se chiffre à 2 748 659 \$.

Afin de faciliter l'assiduité des clients et de répondre aux besoins des habitants des petites villes et des régions éloignées, le programme de counselling comprend une aide au transport. Le taux de remboursement pour les kilomètres parcourus en voiture était le même que celui qu'applique le gouvernement de l'Ontario en règle générale. Le programme remboursait également les frais de stationnement (reçus à l'appui), les billets d'autobus dans les régions où existent des transports en commun et les courses en taxi (également sur présentation d'un reçu) lorsqu'aucun autre moyen de transport n'était accessible. Depuis la création du programme de counselling, la somme de 239 678 \$ a été versée sous forme d'aide au transport aux personnes recevant des services de counselling.

Le programme prévoyait également l'accès à un conseiller chevronné à des fins de supervision, tant pour venir en aide aux conseillers chargés de dossiers difficiles qu'à titre de mesure de protection. Depuis la mise en place des modalités de supervision, le programme de counselling a autorisé le versement de 10 000 \$ aux fins de la supervision professionnelle.

Les dépenses totales au titre du soutien en matière de counselling offert dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall depuis le début s'élèvent à 3 040 037 \$.

Communications au sujet du counselling

Dans les communications portant sur le counselling, nous avons mis l'accent sur l'accessibilité et la facilité de compréhension. Les documents de communication ont été fournis en français et en anglais. Conformément aux principes de fonctionnement du programme de counselling, nous avons tenté d'utiliser un langage et un style simples, directs et faciles à comprendre. Certains des principaux documents de communication figurent en annexe au présent chapitre.

Nous avons préparé une trousse de communication à l'intention des personnes pouvant avoir besoin de counselling. Cette trousse était fournie à tous sur demande, ainsi qu'à toute personne qui faisait la demande de services de counselling. Elle était également affichée sur le site Web de la présente Commission d'enquête, dans la section consacrée à la phase 2. Tous les conseillers ou conseillers potentiels ont reçu la trousse afin de bien comprendre les communications adressées à leurs clients et de pouvoir parler avec ces derniers des documents de la trousse que ceux-ci ne comprenaient pas. Des exemplaires ont également été remis aux avocats de toutes les parties pour leur permettre d'en faire part à leurs clients. Les avocats des parties ont également reçu des lettres soulignant qu'ils étaient admissibles à des services de counselling.

J'ai annoncé les principales modifications apportées au programme de counselling dans des déclarations, sur notre site Web, dans des courriels adressés aux conseillers et, à plusieurs reprises, par envoi direct à l'ensemble des personnes acceptées à des fins de counselling. Les communications adressées aux clients du programme de counselling ne portaient aucune marque permettant de déceler qu'elles provenaient de la Commission d'enquête publique sur Cornwall. Bon nombre de personnes recevant des services de counselling s'inquiétaient du fait que des visiteurs occasionnels à leur domicile, des membres de leur famille ou des voisins puissent poser des questions indiscrettes. Cela indique l'ampleur du souci de confidentialité, que nous avons respecté.

Au fil du temps, nous avons reçu des demandes visant la création de documents supplémentaires. Par exemple, un groupe de fournisseurs de services de la région de Cornwall a demandé au personnel de la Commission de dresser une liste des conseillers approuvés en vertu du programme de counselling. Il a également demandé à la présente Commission d'enquête de fournir des renseignements au sujet des services locaux qui pourraient se révéler utiles pour les personnes agressées sexuellement. La Commission a obtenu et affiché ces renseignements sur son site Web.

L'une des façons utiles de veiller à ce que les renseignements soient transmis aux clients bénéficiaires de services de counselling consistait à travailler en étroite collaboration avec les conseillers. Les clients demandaient souvent à leur conseiller de leur expliquer les modifications apportées au programme de counselling. Par conséquent, il importait que le personnel rencontre périodiquement les conseillers afin de leur expliquer les modifications et de répondre à leurs questions ou à leurs demandes d'éclaircissements ou d'interprétation des règles dans diverses circonstances. Les conseillers ont demandé à être informés d'avance au sujet de toute décision prise à l'égard de la transition relative aux services de counselling et à participer à une séance d'information aux fins de discussion interactive. Ainsi, ils pouvaient à leur tour faire part de cette décision aux bénéficiaires des services de counselling d'une façon qui la rendait plus facile à comprendre et à accepter. Lorsque j'ai décidé que l'acceptation de nouveaux clients au programme de counselling prendrait fin le 31 août 2008, nous nous sommes efforcés d'aviser toute personne admissible et intéressée à recevoir des services de counselling de l'échéance imminente. Nous avons pour cela employé les moyens suivants :

- des énoncés portant ma signature, qui ont été publiés directement sur le site Web de la présente enquête;
- un communiqué de presse;
- des lettres directement adressées à l'ensemble des parties, des conseillers et des personnes figurant dans la liste d'envoi de la phase 2;

- des avis payés dans les journaux de Cornwall et de l'Est de l'Ontario, en anglais et en français¹²;
- des messages radiodiffusés à Cornwall et dans les environs au cours de l'été 2008.

Toute orientation future concernant les services de counselling devrait prévoir des communications appropriées avec les clients admis au programme, soit directement, soit par le truchement des médias. Les conseillers, qui jouent un rôle essentiel dans les communications avec les clients, et les organismes de services de la région de Cornwall et de Stormont, Dundas et Glengarry, qui sont également touchés par les décisions concernant le counselling, doivent être informés directement.

Rétroaction sur le counselling

Nous avons pu, par divers moyens, obtenir de la rétroaction sur le counselling. Le premier de ces moyens était un sondage auprès des conseillers et des clients visant à évaluer leur degré de satisfaction à l'égard des communications, des formalités d'accueil et des processus administratifs de l'enquête ayant trait au counselling. Nous avons également demandé aux clients s'ils se sentaient à l'aise avec leur conseiller et si les services de counselling les aidaient. Une société de recherche indépendante, Allen Research Corporation, a effectué le sondage en janvier 2007. La version intégrale du rapport de recherche a été publiée sur le site Web de la présente Commission d'enquête et fait partie des documents de recherche de cette enquête figurant sur un CD qui accompagne le présent rapport et répertoriés à l'annexe A¹³. Les conseillers ont répondu au sondage par écrit et les clients ont été interrogés au téléphone après y avoir préalablement consenti.

Le sondage avait pour but premier d'éclairer les décisions stratégiques concernant la prolongation des services de counselling offerts dans le cadre de la présente Enquête publique. À l'époque, le programme de counselling était censé prendre fin le 31 mars 2007. Il visait ensuite à cerner les problèmes et les insatisfactions relatifs à l'administration des services de counselling qu'il était possible de régler. Le taux de participation au sondage a été très élevé, près de la

12. Entre le 30 mars et le 6 juin 2008, des avis ont été publiés dans les journaux suivants : *Glengarry News* (Alexandria), *Le Droit* (Ottawa), *Morrisburg Leader* (Morrisburg), *Standard-Freeholder* (Cornwall), *Seaway News* (Cornwall), *Winchester Press* (Winchester), *Le Journal* (Cornwall).

13. Allen Research Corporation, *Sondage indépendant auprès des clients et des fournisseurs de services de counseling*, janvier 2007; Enquête publique sur Cornwall – Rapport de recherche sur les services de counselling. Les coûts de réalisation du sondage et de production du rapport se sont élevés à 32 000 \$.

totalité des conseillers et des clients y ayant répondu. Le sondage a révélé que l'ensemble des clients et des conseillers étaient favorables à la prolongation. La principale raison donnée était qu'il existait toujours un besoin. Les adultes survivants de violence sexuelle subie pendant l'enfance nécessitaient une thérapie à long terme.

Les taux de satisfaction à l'égard des services de counselling étaient élevés. Par exemple, sur une échelle de 0 à 10, où 10 correspondait à « extrêmement satisfait », la cote de satisfaction se situait à 9,1. Quatre-vingt-deux pour cent des conseillers ont accordé une note élevée à l'administration des services de counselling, en raison de la simplicité des processus, de la réceptivité des administrateurs et du respect de la vie privée. Les clients appréciaient à la fois leur droit de participer et celui de choisir leur conseiller. Ils ont également indiqué qu'ils sentaient que leur vie privée était protégée et qu'ils estimaient que les exigences et les processus d'ordre administratif leur étaient suffisamment bien expliqués. Les suggestions d'amélioration visaient la rapidité du personnel à répondre aux demandes et celle de l'émission des paiements.

Pendant l'administration des services de counselling, le personnel était disponible pour répondre aux questions au téléphone ou en personne. Par ailleurs, des réunions de conseillers ont eu lieu de temps à autre afin de leur permettre d'échanger des renseignements et de faire part de leurs préoccupations. Nous avons ainsi pu mieux comprendre les problèmes du point de vue des bénéficiaires du counselling et de celui des thérapeutes professionnels.

À la fin de 2008, un autre sondage sur les services de counselling a été réalisé. Il a été préparé avec l'aide d'un comité de transition chargé de conseiller la directrice des politiques de la phase 2 en ce qui a trait à l'avenir du counselling. Puisque le sondage portait sur des questions personnelles délicates, les clients n'étaient pas identifiés et les conseillers pouvaient répondre de façon anonyme. À titre de mesure de protection supplémentaire, nous n'avons compilé que des données statistiques.

Il y a eu deux sondages axés sur les conseillers : un pour chaque conseiller concernant sa pratique et son expérience du counselling dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall et un pour chaque client actif. Le terme « client actif » s'entend d'un client accepté dans le cadre du programme qui avait assisté à au moins une séance de counselling au cours de la période de trois mois précédant le sondage. Cette période allait du mois d'août au mois d'octobre 2008.

Ce sondage ne servait pas à évaluer le degré de satisfaction, contrairement à celui de 2007, même s'il donnait aux conseillers l'occasion de faire part de leurs commentaires sur les points forts et les points faibles de l'administration des services de counselling. Le sondage de 2008-2009 mettait l'accent sur les besoins futurs des clients, mis en évidence par les conseillers dans une évaluation clinique du stade atteint en counselling et du temps nécessaire pour poursuivre les séances

de counselling. Ces renseignements se sont révélés importants pour l'étude des dispositions de transition. Nous avons également demandé aux conseillers de nous parler des communications avec les clients au sujet de la fin du programme de counselling et du soutien communautaire dont leurs clients auraient besoin.

Au total, nous avons reçu 178 questionnaires sur les clients. Le personnel de la commission a estimé à 195 personnes la clientèle « active »; le taux de participation à cet égard a donc été très élevé. Les caractéristiques démographiques des répondants sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 7.1

Nombre de participants selon l'âge et le sexe

Âge	Femmes	Hommes	Total
Moins de 25 ans	13	5	18
De 26 à 35 ans	11	6	17
De 36 à 45 ans	31	19	50
De 46 à 55 ans	33	26	59
De 56 à 65 ans	14	17	31
Plus de 65 ans	2	1	3
Total	104	74	178

Le sondage a révélé que la plupart des clients étaient âgés de plus de 35 ans. Il fallait s'y attendre, puisque la plupart des bénéficiaires du counselling (140) s'identifient comme des survivants de mauvais traitements subis pendant l'enfance ou l'adolescence. Ces renseignements démographiques soulignent le fait que beaucoup de temps s'écoule entre le traumatisme d'origine, c'est-à-dire les mauvais traitements, et le moment où la victime obtient des services de counselling, souvent des dizaines d'années. Le groupe comprenait également quatre victimes-agresseurs et 31 membres de la famille de survivants. Le reste des clients étaient des professionnels ou des membres de la collectivité. La plupart des personnes (120 sur 178) recevaient du counselling individuel; les autres, du counselling familial, de couple ou de groupe. Les groupes de counselling formés dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall étaient très petits.

La plupart des conseillers travaillaient avec leurs clients depuis un ou deux ans, bien que certains l'aient fait depuis plus longtemps à la date du sondage. La fréquence déclarée des séances était hebdomadaire, aux deux semaines ou mensuelle. Seuls dix clients rencontraient leur conseiller plusieurs fois par semaine. La durée des séances de counselling la plus fréquemment déclarée était de 90 minutes à deux heures.

Dans le cas de 91 clients, les conseillers ont indiqué que ceux-ci consultaient également d'autres professionnels, notamment des experts en toxicomanie, des spécialistes de l'éducation ou du développement ou des médecins qui s'occupent de leurs besoins en médicaments. Cela laisse entendre que la clientèle est plus complexe qu'elle n'y paraît.

Les conseillers devaient également évaluer les clients au moyen d'une échelle à quatre points, sur laquelle « 1 » représentait une instabilité importante et « 4 », la stabilité ou le stade où un client avait presque surmonté son traumatisme et prenait sa vie en main. Parmi les clients en counselling actif, seuls 23 ont reçu une note de « 4 » ou stable, 125 d'entre eux se voyant attribuer une note de « 1 » ou « 2 ». Lorsqu'on a demandé aux conseillers si le client avait presque surmonté son traumatisme, ils ont répondu « non » dans 143 cas. Ces renseignements portent à croire que les clients qui reçoivent toujours des services de counselling sont en détresse, éprouvent de la difficulté à prendre leur vie en main et revivent quotidiennement les répercussions de la violence sexuelle vécue dans le passé. Pour les membres de la famille, les résultats du sondage laissent entendre que les conjoints (la plupart des membres de la famille sont les conjoints des victimes) subissent les conséquences négatives de la vie avec une personne qui a mal surmonté son traumatisme. Les conseillers ont indiqué que, dans bon nombre de cas, cela signifiait que la continuité des relations conjugales était menacée, car les conjoints luttent pour maintenir une certaine stabilité dans leur vie familiale.

Ensemble, ces réponses donnent à penser que ce groupe de clients a de grands besoins.

Les conseillers devaient en outre évaluer la nécessité d'une thérapie continue, ainsi que la durée appropriée du maintien de la thérapie à la date limite du sondage (janvier 2009). D'après leurs réponses, environ 23 clients termineraient le counselling à la fin de l'automne ou au début de l'hiver 2009; selon les évaluations, 48 clients auraient besoin de plus de quatre ans de thérapie supplémentaire après 2009. Les autres auraient besoin de six mois à quatre ans de counselling supplémentaire après 2009.

On a interrogé les conseillers au sujet de possibles sources de financement pour le counselling, autres que la Commission d'enquête publique sur Cornwall. Seuls 34 clients disposaient d'une autre source de financement. Les commentaires formulés dans le cadre du sondage ont indiqué que l'accès à d'autres sources de paiement, le cas échéant, réduirait la durée ou la fréquence du counselling. Par exemple, certaines personnes avaient déclaré pouvoir se prévaloir de programmes d'aide aux employés, sous réserve d'un nombre limité de séances, par exemple, un maximum de dix. D'autres pouvaient se payer elles-mêmes des services de counselling, mais elles devraient réduire le nombre des séances utiles afin que la thérapie soit abordable. Certains clients peuvent être considérés comme des patients externes d'hôpitaux ou des bénéficiaires de services communautaires, mais

il se pourrait qu'ils doivent attendre pour recevoir ces services et subir une autre évaluation pour y être admissibles. Certains pourraient avoir droit à une indemnité de counselling de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, mais le temps, la complexité des formalités et les répercussions du processus de demande pourraient constituer des obstacles.

Les conseillers se sont vu demander de prédire les conséquences que pourrait avoir le transfert de leurs clients à un autre conseiller (p. ex., à un organisme de la région ou à un groupe qui pourrait être mis sur pied pour offrir des services de counselling de transition). Vingt-six clients ont été évalués comme étant susceptibles de subir des conséquences très graves (p. ex., d'avoir des comportements suicidaires, de devoir être hospitalisés, de s'automutiler, de commettre des actes criminels comme de la violence ou de connaître une rechute de leurs dépendances). Cinquante-cinq autres ont été évalués comme étant susceptibles de réagir de façon négative, mais dans une mesure moindre que celles décrites pour le premier groupe. On prévoyait par exemple des réactions comme un retour au retrait social et à l'isolement, une augmentation de la colère ou de la méfiance, ainsi qu'une détérioration des relations familiales ou conjugales. Les conseillers estimaient que 56 clients pourraient supporter de changer de thérapeute, pourvu que les nouveaux thérapeutes sachent répondre aux besoins des clients, notamment en ce qui a trait à la langue, à la préférence pour un conseiller de sexe masculin ou féminin et à la pertinence de son expérience. Trente-huit clients actifs ont été identifiés comme étant susceptibles d'abandonner la thérapie s'ils ne pouvaient la poursuivre avec le conseiller de leur choix.

Selon les conseillers, le counselling de groupe pourrait représenter une solution positive pour environ 30 pour cent des clients (une proportion de la clientèle plus élevée que celle qui suit actuellement une thérapie de groupe), mais il pourrait rarement remplacer le counselling individuel. Ils le considéraient plutôt comme un complément à ce dernier. En outre, les options de soutien par les pairs, comme le mentorat ou les haltes-accueil, étaient considérées comme étant positives pour les clients, mais sans pouvoir se substituer au counselling individuel.

On a demandé aux conseillers de s'exprimer sur la communication des changements visant la prolongation ou la fin du programme de counselling. La majorité d'entre eux ont dit préférer être informés des changements d'abord afin de pouvoir en faire part à leurs clients, le grand public et les médias en étant informés par la suite. Certains ont suggéré que la présente Commission d'enquête communique directement avec les clients, mais d'autres se sont fermement opposés à cette idée, craignant que ces communications plongent des clients dans la détresse s'ils les comprenaient mal ou les acceptaient difficilement. Ces données correspondent à ce que nous avons appris au sujet des communications pendant la prestation des services de counselling.

Bien entendu, alors que certains conseillers ont tendance à exagérer les besoins en counselling, et j'ai tenu compte de ce facteur, les résultats du sondage donnent à penser qu'un nombre important de clients ont toujours besoin de counselling pour atteindre un niveau raisonnable de stabilité et surmonter leur traumatisme. Les évaluations des conseillers sont renforcées par des témoignages d'experts concernant le besoin de counselling à long terme pour les survivants de mauvais traitements, ainsi que par les caractéristiques des clients en counselling, qui mettent en évidence un besoin accru pour ces personnes. Il est tout particulièrement pertinent de constater que tant de participants aux séances de counselling ont attendu des années, voire des décennies, pour consulter un thérapeute et qu'ils ont toute une vie de problèmes à régler en thérapie.

Besoins futurs des clients actuellement en counselling

Pour l'analyse des solutions futures en matière de counselling, il est pertinent de tenir compte à la fois de l'évaluation globale du groupe et des besoins propres aux clients. Pour ce qui est de la clientèle, le nombre de clients admis au programme de counselling de l'Enquête publique sur Cornwall est fixe : un maximum de 388 personnes tout au plus seraient admissibles aux services de counselling. Cependant, à l'heure actuelle, un peu moins de 200 personnes participent activement au programme. Les gens interrompent le counselling pour de nombreuses raisons. Certaines personnes estiment qu'elles ont atteint leur objectif grâce au counselling et qu'elles peuvent poursuivre leur chemin seules ou avec le soutien de leurs parents et amis. D'autres abandonnent parce qu'elles ont l'impression que le counselling ne les a pas aidées ou qu'il ne peut leur être d'aucun secours. Parfois, ces personnes reviennent faire une autre tentative ou cherchent un conseiller qui saura mieux répondre à leurs besoins. Certaines personnes font une pause pour divers motifs, dans l'intention d'y revenir plus tard. Bien que l'on puisse s'attendre à des fluctuations pour ces diverses raisons, les meilleurs renseignements dont nous disposons indiquent qu'environ 170 à 190 clients poursuivraient leur thérapie après l'échéance actuelle du programme de counselling, s'il était prolongé. Toutes ces personnes, à l'exception de quelques-unes, seraient des survivants de violence sexuelle ou des membres de la famille de survivants directement touchés par des problèmes liés à ces derniers.

Dans le cadre du sondage mené récemment, des conseillers ont déclaré que leurs clients avaient toujours besoin de counselling pour une durée supplémentaire variant entre quelques mois et plus de quatre ans. Les clients nécessitant plus de quatre ans de thérapie étaient relativement peu nombreux, c'est-à-dire environ 48. Dans bon nombre de situations, on a constaté que l'interruption du counselling avec le conseiller de son choix peut avoir des conséquences très graves ou négatives pour un client, comme je l'ai déjà mentionné dans le présent rapport.

Dans certains cas, des clients ont été évalués comme ayant besoin de counselling, mais étant capables de changer de conseiller, par exemple, au sein d'un organisme communautaire. Cependant, les conseillers rappellent qu'il importe de tenir compte des besoins particuliers de ces personnes : des services en français, une expérience de retard de développement, une expérience de trouble de stress post-traumatique ou une préférence quant au sexe du conseiller en raison des sujets personnels abordés pendant les séances.

De combien d'heures de counselling une personne a-t-elle besoin pour se remettre de mauvais traitements d'ordre sexuel subis pendant son enfance ou son adolescence? Il n'existe pas de réponse normalisée. Selon le témoignage d'expert de David Wolfe, il n'y a pas de « processus normal » de réaction à la violence sexuelle, contrairement à une maladie physique grave¹⁴. Ce que nous savons, c'est qu'il y aura des répercussions à long terme, mais celles-ci ne sont pas prévisibles. En outre, se reportant à un article qu'il avait rédigé, « Child Abuse in Religiously-Affiliated Institutions: Long-Term Impact on Men's Mental Health¹⁵ », M. Wolfe a indiqué qu'il existait plusieurs facteurs exacerbants pour les personnes en cause :

- les mauvais traitements commis par une personne qui jouait un rôle important dans la collectivité et qui était estimée et respectée;
- les mauvais traitements commis au sein d'un organisme que la victime appréciait (p. ex., un organisme de loisirs ou une église);
- l'incapacité de divulguer les mauvais traitements – n'avoir personne à qui se confier, avoir trop honte d'en parler;
- une intervention inadéquate ou l'absence d'intervention efficace au cours de la période suivant les mauvais traitements (p. ex., déni, omission d'offrir une thérapie ou de prendre des mesures).

Le personnel de la phase 2 m'a informé que de nombreux clients en counselling vivent de telles situations exacerbantes. Par ailleurs, l'âge relativement avancé du groupe dans son ensemble porte à croire que ces personnes ont attendu longtemps avant d'obtenir de l'aide relativement au traumatisme vécu quand elles étaient jeunes et qu'elles ont probablement acquis des stratégies d'adaptation nuisibles. Dans le sondage relatif aux clients réalisé dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall, les conseillers ont signalé, par exemple, qu'une proportion importante du groupe souffrait de problèmes de toxicomanie. Les clients présentant des antécédents complexes pourraient avoir besoin de plus de temps pour se libérer

14. David Wolfe, témoignage, 13 février 2006, transcription, p. 91.

15. *Ibid.*, pp. 95-103.

de leur passé et arriver à s'abstenir de consommer de l'alcool ou des drogues, des moyens servant à atténuer la douleur causée par les mauvais traitements subis, mais qui, de leur propre aveu, nuisent à leurs chances de trouver le bonheur maintenant et plus tard.

Lorsqu'il a livré son témoignage d'expert à la phase I, Peter Jaffe a également été interrogé sur la durée ou la nécessité du counselling. Tout comme M. Wolfe, il a indiqué qu'on ne peut prédire avec certitude la façon dont une personne peut réagir à des mauvais traitements. Cependant, il a insisté sur le fait que certaines personnes ont besoin de services spécialisés¹⁶. Il a également souligné que l'établissement d'une relation de confiance avec un thérapeute constitue un facteur à prendre en considération pour les survivants de violence sexuelle. Leur expérience négative avec des personnes en autorité peut les empêcher d'avoir suffisamment confiance en un conseiller pour se laisser traiter¹⁷. Il me semble qu'il faille un certain temps pour tisser un tel lien de confiance et qu'une fois établi, il ne se transfère pas facilement.

Compte tenu des témoignages d'experts et des renseignements précis recueillis sur la clientèle grâce au sondage, j'en arrive à la conclusion que les clients qui reçoivent actuellement des services de counselling auront besoin de poursuivre leur thérapie pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. Toutefois, je m'attends à ce qu'au bout de ces cinq années, un petit groupe de clients ait encore besoin de counselling. Il n'y a aucun moyen de déterminer avec certitude à combien s'élèvera leur nombre, mais une quarantaine de personnes constitue une estimation raisonnable. Les autres sont susceptibles de terminer leur thérapie au cours de ces cinq années.

Quelle est la capacité de répondre aux besoins futurs?

Dans le cadre des travaux du comité de transition mentionné précédemment dans le présent chapitre, nous avons sondé les organismes de la région de Cornwall afin de savoir quels services ils offraient et s'ils étaient capables d'accueillir de nouveaux clients. Cette démarche avait pour objet d'évaluer la capacité des organismes locaux à prendre potentiellement en charge les dossiers que traite actuellement la Commission d'enquête publique sur Cornwall. Les organismes locaux et certains professionnels de la santé ont répondu. Les résultats variaient. Plusieurs organismes étaient en mesure d'accueillir quelques clients, mais imposaient des restrictions sexospécifiques : ils ne pouvaient s'occuper que de femmes. Certains autres n'étaient capables d'offrir qu'une intervention à court terme ou en cas de crise, compatible avec leurs propres mandats, et non la thérapie

16. Peter Jaffe, témoignage, 22 février 2006, transcription, p. 136.

17. *Ibid.*, pp. 137-138.

à long terme prévue en vertu du programme de counselling. D'autres préoyaient accroître leur capacité à offrir des services ultérieurement, mais pour le moment le délai d'attente pour les nouveaux clients variait de un à huit mois. Dans un cas, le délai d'attente serait moins long si la personne pouvait payer et le tarif était inférieur au tarif habituel des séances de counselling, ce qui les rendait plus abordables. Certains organismes ont indiqué qu'ils étaient en mesure d'accepter immédiatement de nouveaux clients en counselling individuel, mais seulement un nombre limité d'entre eux. Au moment du sondage en 2008, les organismes ont évalué leur capacité à environ 10 à 20 femmes et cinq autres clients (hommes et femmes). En outre, ils pouvaient également accueillir des hommes en groupe, mais la capacité de se déplacer constituait un critère pour plusieurs organismes, et certaines personnes ne pouvaient être considérées comme étant suffisamment stables pour participer à des séances de groupe. Je ne doute pas un instant de la motivation et de la compassion des fournisseurs de services locaux ni du fait qu'ils déploieraient des efforts pour répondre aux besoins dans la mesure de leurs capacités. Malgré cela, il est irréaliste de s'attendre à ce qu'ils absorbent jusqu'à 150 clients dans la région de Cornwall. Ce surcroît de clientèle créerait des contraintes pour les organismes communautaires et entraverait le processus constructif de guérison communautaire au cours de la période suivant la fin des travaux de la présente Commission d'enquête.

Le sondage de portée locale ne pouvait pas évaluer les services dispensés aux personnes vivant à l'extérieur de la région de Cornwall et de la zone desservie. Toutefois, le sondage effectué auprès des conseillers à la fin de 2008 interrogeait ces derniers sur la capacité des clients à obtenir eux-mêmes des services de counselling au sein de leur collectivité. En règle générale, les conseillers ont indiqué que leur client habitait dans une région rurale où aucun service n'était offert ou qu'il n'avait accès qu'à des services limités là où il vivait. Plusieurs conseillers ont répondu que leur client était considéré comme une personne « difficile à servir », qu'il s'était adressé à des organismes privés avec peu de succès et que le counselling privé représentait la seule solution réaliste.

Lorsque j'ai examiné d'autres sources possibles de services de counselling, j'ai envisagé de faire appel à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels. Cette Commission peut offrir à la fois des indemnités de counselling provisoire et définitive aux victimes de crimes violents, qui comprennent la violence sexuelle. En outre, les personnes qui ont déjà été indemnisées par la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels peuvent demander une indemnité de counselling supplémentaire, à la condition que les dispositions de leur ordonnance ne les en empêchent pas.

Certaines personnes touchées par l'enquête pourraient demander et recevoir une indemnité de counselling. Le temps nécessaire pour franchir les diverses étapes du processus de demande pourrait avoir des répercussions sur les survivants

de mauvais traitements. Lors de discussions avec des représentants de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, mon personnel a appris que le délai nécessaire pour recevoir une indemnité provisoire, lorsqu'elle est accordée, variait entre quatre et six mois et qu'il fallait compter encore six mois pour une indemnité définitive, avec la possibilité d'une audience. Les clients qui souhaitent faire modifier une indemnité déjà accordée afin d'ajouter ou d'accroître la prestation de services de counselling pourraient être obligés d'attendre environ quatre mois avant de recevoir une réponse à leur demande et pourraient devoir répéter le processus chaque année. L'un des avantages de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels est qu'elle utilise également le système de « choix », permettant ainsi à un client de poursuivre la thérapie auprès d'un conseiller avec lequel il a établi un lien de confiance. Par ailleurs, le programme de counselling et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels versent les mêmes tarifs horaires aux conseillers. En outre, la Commission d'indemnisation a indiqué qu'elle était prête à rendre service aux clients du programme de counselling de la Commission d'enquête habitant dans la région de Cornwall, en tenant par exemple des audiences à Cornwall.

Si des personnes souhaitent présenter une demande à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, elles devraient certainement le faire. En plus d'obtenir une indemnité de counselling, elles pourraient recevoir une aide financière supplémentaire pour compenser la perte de salaire ou atténuer la douleur et la souffrance qu'elles ont subies. Il pourrait s'agir d'une bonne raison d'accorder le temps nécessaire au processus de demande. Les conseillers approuvés par la présente Commission d'enquête pourraient aider les clients à composer avec les répercussions affectives d'avoir à décrire la violence sexuelle subie et ses effets et à expliquer pourquoi ils ont attendu longtemps avant de parler d'incidents survenus plusieurs décennies auparavant. La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels aurait besoin de ces renseignements. Toutefois, dans les circonstances de la présente enquête, je serais très inquiet si on disait aux clients qu'ils ne peuvent continuer à recevoir des services de counselling que s'ils présentent une demande à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels. De nombreuses personnes touchées par l'enquête sont, depuis plusieurs décennies, prises dans des démêlés liés à des allégations de violence sexuelle faite à des enfants ou à des adolescents. La Commission d'enquête a été chargée de se pencher sur la réaction des établissements aux allégations de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à des enfants ou à des adolescents, mais elle n'avait pas le pouvoir de déterminer la responsabilité criminelle ou civile. Bon nombre de personnes touchées ont reçu des services de counselling par l'entremise de la Commission d'enquête. Leur

dire maintenant qu'elles devraient porter leur cause devant un autre tribunal qui déterminerait si un acte criminel a bel et bien été commis ou qu'elles n'auraient plus droit au counselling semble déplacé et susceptible de créer d'autres problèmes, tout particulièrement si des personnes vulnérables doivent témoigner de nouveau ou si elles risquent de se faire contre-interroger par l'avocat de leur agresseur présumé. Il est encore obligatoire de signifier un avis à l'auteur présumé d'un acte de violence criminel dans les affaires portées devant la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Si elles disposaient du temps nécessaire au processus de demande, les personnes en counselling qui ont reçu des indemnités de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels pourraient demander que soit modifiée leur indemnité actuelle afin d'y ajouter une indemnité de counselling ou d'en faire augmenter le montant. Le seul but de cette demande serait de leur permettre de poursuivre leur thérapie avec le même conseiller, au même tarif, sauf que les honoraires seraient payés par un organisme différent du ministère du Procureur général. Cependant, cela entraînerait des coûts supplémentaires : la Commission de l'indemnisation des victimes d'actes criminels devrait assumer des frais pour le traitement de ces demandes supplémentaires et les demandeurs qui seraient tenus d'effectuer ces démarches additionnelles pourraient avoir besoin d'aide pour présenter leurs demandes s'ils ne sont pas certains de la façon de procéder.

Certaines personnes recevant actuellement des services de counselling dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall ne seraient pas admissibles aux indemnités de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels. Il s'agirait notamment des membres de la famille de victimes présumées ou confirmées de violence sexuelle et des professionnels appelés à témoigner.

En ce qui concerne la prise en charge des clients en counselling par les organismes de la région de Cornwall ou la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, les options qui s'offrent aux survivants de violence sexuelle sont limitées. Au moment du sondage sur la capacité d'assurer des services dans la région, les fournisseurs locaux ne pouvaient s'occuper que d'un nombre limité de clients en counselling, bien que *quelques* places étaient disponibles, davantage pour les femmes que pour les hommes. Toutes les places étaient réservées aux survivants. Aucune option ne s'offrait aux personnes ayant des antécédents d'agresseur, aux professionnels de la collectivité ou aux membres de la famille de survivants de mauvais traitements. Il en allait de même pour la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, qui n'accordait aucune indemnité à ces dernières catégories de clients. Pour terminer, je tiens à souligner que, même si j'estime que toute personne désirant s'adresser à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels devrait le faire, je ne

considère pas le transfert de tous les cas de counselling à cette commission comme une solution pratique ou compatissante pour répondre aux besoins continus de services de counselling des personnes touchées par l'enquête.

Options offertes aux clients actuellement en counselling

En étudiant les besoins des clients, les témoignages d'experts pertinents et la capacité de dispenser des services de thérapie à l'extérieur du programme de counselling, j'ai envisagé quelques options pour la démarche que je recommande. J'ai examiné la durée de la prolongation, ainsi que le moyen ou le modèle qui serait employé pour la prestation des services de counselling, si le programme était prolongé. En ce qui a trait à la durée, j'ai été principalement influencé par les résultats du sondage, qui renfermaient des évaluations de clients par les conseillers. J'ai également intégré la prolongation des services de counselling à la recommandation globale d'un plan de guérison et de réconciliation communautaires dans la région de Cornwall. Puisque ce plan s'étend sur cinq ans, il est donc logique que l'un des éléments essentiels de la création d'un environnement de guérison communautaire – la guérison personnelle – ait la même durée.

J'ai en outre tenu compte des témoignages d'experts, dont j'ai parlé précédemment dans le présent chapitre ainsi que dans le volume 1 du présent rapport. Il ressort de ces témoignages qu'il n'est pas facile de déterminer la durée du counselling nécessaire; celle-ci varie selon les circonstances du traumatisme et les caractéristiques de la personne qui l'a subi.

J'ai soigneusement examiné la démarche adoptée par le commissaire Stephen T. Goudge dans le *Rapport de la Commission d'enquête sur la médecine légale pédiatrique en Ontario*. Le commissaire Goudge a autorisé la mise en œuvre d'un programme de counselling semblable à celui de l'Enquête publique sur Cornwall. Le commissaire Goudge a recommandé la prolongation des services de counselling offerts initialement dans le cadre de son enquête. Il a déclaré plus précisément ce qui suit :

La province de l'Ontario devrait financer le counselling pour les personnes dont la famille a été touchée par un processus vicié de médecine pédiatrique légale pendant trois années additionnelles donc pour une durée totale de cinq ans depuis le commencement, si les personnes concernées et les conseillers croient qu'un tel prolongement serait bénéfique¹⁸.

18. Stephen T. Goudge, *Rapport de la Commission d'enquête sur la médecine légale pédiatrique en Ontario* (octobre 2008), vol. 3, p. 582.

Parmi les motifs invoqués pour justifier la prolongation, le commissaire Goudge a souligné le besoin pour les clients de régler certains problèmes à long terme grâce au counselling. Il a également fait remarquer que la plupart des clients qui ont reçu de l'aide dans le cadre de son enquête n'auraient pu autrement recevoir des services de counselling, puisque l'Assurance-santé de l'Ontario ne couvrait pas le type de counselling offert¹⁹. Un tel raisonnement tient également pour les clients de la Commission d'enquête publique sur Cornwall.

En ce qui concerne le processus ayant permis de déterminer la durée de la prolongation, le commissaire Goudge a indiqué qu'il avait interrogé les conseillers et qu'ils avaient, en leur qualité de professionnels, recommandé jusqu'à trois années de counselling supplémentaires²⁰.

La Commission d'enquête publique sur Cornwall a elle aussi demandé aux conseillers combien de temps devraient durer les services futurs de counselling, mais leurs réponses donnaient à penser que le counselling devait se poursuivre plus longtemps que trois ans pour de nombreux clients, mais pas tous. Lorsque j'ai formulé mes recommandations, j'en ai conclu, en me fondant sur ces évaluations professionnelles, qu'il convenait d'envisager une durée plus longue afin de répondre aux besoins de la majorité des clients actuels.

Puisque le counselling est volontaire, je ne crois pas que des gens continuent d'y participer s'il ne comble plus un besoin dans leur vie. Lorsqu'ils n'auront plus besoin de counselling, ils cesseront d'y prendre part. Le plus grand risque qu'une personne court est d'interrompre le counselling avant que les problèmes qui l'empêchent de jouir de la vie au quotidien, ou même de simplement poursuivre sa vie, soient réglés.

J'en conclus, par conséquent, qu'une prolongation de cinq ans des services de counselling est justifiée et raisonnable dans les circonstances. Puisque des renseignements propres aux clients sont nécessaires pour déterminer le cours futur des événements, il est également justifié de procéder à un examen du programme de counselling pendant la dernière année de toute période de prolongation. Cet examen aurait pour objet de consulter les conseillers relativement au petit nombre de personnes qui pourraient avoir encore besoin de counselling et d'évaluer les mesures qu'il y a lieu de prendre à l'égard de ce groupe.

Outre la question de la prolongation, je me suis demandé si le modèle de prestation des services de counselling devait être modifié. Par exemple, pourrait-on offrir ces services par l'intermédiaire d'un organisme, ou peut-être deux, dont le financement servirait à rémunérer des conseillers « à l'interne »? Il était crucial de déterminer la durée appropriée de la prolongation, mais le modèle de prestation

19. *Ibid.*, vol. 4, pp. 642-643.

20. *Ibid.*, vol. 4, p. 643.

des services pendant la prolongation nécessitait quant à lui une réflexion et un examen distincts.

J'ai vu peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients à modifier le modèle de counselling pendant la période de prolongation. L'un des éléments ayant assuré le succès du programme de counselling est le choix donné aux clients, qui a permis de renforcer la confiance de ces derniers dans le processus de counselling. Supprimer cet élément clé pourrait causer un préjudice aux personnes en thérapie. Le sondage que nous avons mené a révélé que, pour certains, ce préjudice pourrait être très grave.

Même en faisant abstraction de cette préoccupation, il ne serait peut-être pas pratique d'adopter un modèle de prestation centré sur un organisme de Cornwall pour les clients vivant à l'extérieur de la région. En outre, il pourrait se révéler difficile de trouver un ou deux organismes dotés de toute l'expertise voulue. Par exemple, ce ne sont pas tous les organismes qui accepteraient une personne ayant des antécédents d'agresseur; certains organismes ne peuvent s'occuper des personnes présentant un retard de développement; d'autres n'offrent pas de services de counselling de couple. Le programme de counselling répond actuellement à tous ces besoins, car il peut jumeler directement chaque client avec un thérapeute possédant l'expertise nécessaire.

La possibilité que la prestation des services soit plus économique si elle est assurée par un organisme est intéressante et a été envisagée. Cependant, les économies sont incertaines, puisque l'organisme choisi pourrait s'engager à embaucher des conseillers ou à passer des contrats avec eux, sans recevoir la charge de travail attendue. En vertu du modèle actuellement utilisé pour la prestation des services de counselling, toute dépense consacrée à ces services prend fin dès qu'une personne interrompt sa thérapie. La conception et la mise en œuvre de nouveaux modes de prestation et d'administration du counselling pendant la période de prolongation entraîneraient également des coûts supplémentaires.

Après avoir évalué diverses possibilités en ce qui concerne les services de counselling, je continue de considérer l'actuel modèle fondé sur le « choix » comme étant adéquat et pratique pour toute période de prolongation. Son utilité a été prouvée et les solutions de rechange potentielles comportent plusieurs inconvénients sur le plan pratique.

Considérations d'ordre administratif et financier liées à la transition relative aux services de counselling

J'ai déjà mentionné le coût du programme de counselling jusqu'au 31 mars 2009. Il s'élevait à environ trois millions de dollars. Les prévisions des coûts futurs n'offrent pas la même certitude. Cependant, je reconnais qu'il est difficile d'évaluer les options qui s'offrent en l'absence de paramètres de coûts. Chaque

année, nous avons établi des prévisions concernant les coûts afférents au programme de counselling et les coûts réels se sont révélés raisonnablement proches de ces prévisions. Plus les prévisions sont éloignées dans le temps, moins elles sont fiables; des prévisions établies sur une période de cinq ans nécessitent des calculs complexes.

Toutefois, j'ai mis au point des paramètres de coûts généraux pour la prolongation éventuelle du programme de counselling pendant cinq ans. À cette fin, nous avons examiné la clientèle actuelle, son déclin probable au fil du temps, au fur et à mesure que des personnes choisiront de mettre fin à leur thérapie, et les profils d'utilisation que nous avons observés pour les services de counselling et d'aide au transport au cours des trois premières années d'exploitation.

Selon le personnel responsable du programme de counselling, il est raisonnable d'estimer à environ 2,7 millions de dollars les coûts du counselling pour la période de cinq ans. Un montant supplémentaire serait nécessaire pour l'aide au transport, vraisemblablement inférieur à 170 000 \$ pour la période complète. La cinquième année du programme de counselling amènerait probablement des dépenses de l'ordre de 230 000 \$.

Si le programme de counselling était prolongé, le volet administratif le serait aussi. Les frais généraux administratifs du programme de counselling de la Commission d'enquête publique sur Cornwall sont peu élevés, car la plupart des responsabilités ont été attribuées à des postes qui auraient déjà existé de toute façon. Le seul poste supplémentaire créé est celui de coordonnateur du counselling, un poste à temps partiel.

Puisque le nombre de clients en counselling est fixe et qu'il diminuera au fil du temps, et puisque les règles et les processus administratifs sont établis et consignés, il y aurait à l'avenir moins de travail lié à l'administration du programme de counselling qu'au début, à l'époque de l'élaboration du programme et de l'acceptation des clients. La coordination exigerait moins de temps. Cependant, pour que le programme soit exécuté avec intégrité, il faudrait maintenir certains des mécanismes de protection actuellement en place dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall, comme la séparation des approbations et des autorisations financières, ainsi qu'une certaine supervision et la prise de décisions aux échelons supérieurs à l'égard de certains enjeux ou de certaines demandes. Tout administrateur successeur devrait être capable de s'acquitter de ces fonctions. En outre, il faut prendre des mesures pour protéger les dossiers des clients, puisque ces derniers renferment des renseignements personnels et, dans bien des cas, médicaux. Par conséquent, tout transfert de dossier doit être fait dans le respect des lois sur la confidentialité des dossiers personnels et médicaux. Par exemple, le transfert au ministère du Procureur général ferait en sorte que les dossiers soient conservés en assurant la même confidentialité que celle que garantit la Commission d'enquête publique sur Cornwall. Il faudrait

respecter les préoccupations exprimées par les clients que la vie a amenés à perdre confiance dans les institutions publiques. Pour ce faire, il suffirait d'expliquer clairement le processus de transfert des dossiers ou des tâches administratives, ainsi que les mécanismes de protection de la confidentialité mis en place.

Bien que les considérations d'ordre administratif énumérées démontrent que le ministère du Procureur général serait le meilleur gardien des dossiers de counselling pendant la période de prolongation, le responsable désigné pour gérer celle-ci devrait être libre de confier les activités quotidiennes à un agent ou un organisme de son choix.

Finalement, je me suis demandé si le gouvernement de l'Ontario disposerait de suffisamment de temps pour étudier mes recommandations relatives au counselling, prendre une décision et la mettre en œuvre avant l'échéance fixée par le décret pour l'Enquête publique sur Cornwall, c'est-à-dire 90 jours après le dépôt du présent rapport. Je suis conscient qu'il faudra probablement plus que ce délai de 90 jours pour que les nouveaux engagements en matière de dépenses soient pris et que les nouvelles responsabilités administratives soient déterminées. L'interruption du counselling pendant la période d'étude de mes recommandations pourrait avoir de très graves conséquences pour de nombreuses personnes. Afin d'éviter un tel problème, si le gouvernement a besoin de quelques semaines ou mois supplémentaires pour prendre une décision définitive, je crois que le maintien des dispositions déjà en place dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall pendant une brève période serait réalisable, économique et moins susceptible de créer de la confusion. Quelle que soit la décision au terme du processus d'examen, le personnel de la Commission déjà en poste pourrait faciliter les communications, ainsi que le transfert des fonctions administratives et des dossiers.

Il importe de prendre sans tarder une décision sur les services de counselling, compte tenu des vies sur lesquelles elle se répercutera. Le personnel de la Commission offrira son aide et son entière collaboration en ce qui a trait à la mise en œuvre et à la communication de toute décision que prendra le gouvernement de l'Ontario. Si le gouvernement a besoin de plus de temps pour prendre sa décision, j'offre une solution temporaire pour accorder ce délai additionnel tout en assurant la continuité des services et le maintien des voies de communication.

Recommandations

1. Le programme de counselling devrait être prolongé pendant une période de cinq ans et il devrait être financé par le gouvernement de l'Ontario.
2. Les personnes admissibles aux services de counselling prolongés devraient être les mêmes qui ont été acceptées dans le programme

de l'Enquête publique sur Cornwall.

3. Les personnes acceptées dans le programme de services de counselling devraient pouvoir poursuivre leur thérapie avec leur conseiller actuel ou en choisir un nouveau, à la condition que ce dernier soit qualifié pour effectuer le travail et qu'il soit disposé à se plier aux paramètres de rémunération et aux exigences administratives du programme de counselling.
4. Le gouvernement de l'Ontario devrait continuer d'offrir une aide financière au transport aux personnes en question afin de faciliter leur participation aux séances de counselling.
5. Le modèle administratif, les règles et les mécanismes de soutien, comme la supervision, actuellement utilisés en ce qui a trait aux services de counselling devraient être maintenus, dans la mesure du possible.
6. Le ministère du Procureur général devrait être responsable de l'administration courante et de l'imputabilité du programme prolongé de counselling, bien qu'il puisse en confier la gestion des activités quotidiennes à un agent ou un organisme de son choix.
7. Si le ministère du Procureur général ne peut prendre une décision concernant la prolongation du programme de counselling au cours de la période de 90 jours suivant la publication du rapport de l'Enquête publique sur Cornwall, les dispositions administratives en vigueur dans le cadre de la présente enquête devraient être maintenues jusqu'à ce qu'une décision soit prise et annoncée.
8. Les conseillers et les organismes de service social de Cornwall et des comtés de Stormont, Dundas et Glengarry ainsi que les personnes acceptées dans le programme de counselling devraient être avisés de toute décision de prolonger le programme ou d'y mettre fin.
9. Le ministère du Procureur général devrait effectuer un examen des besoins futurs en matière de counselling pendant la dernière année de toute période de prolongation afin de déterminer si le counselling est toujours nécessaire et comment répondre aux besoins des clients.

Soutien transitoire supplémentaire à Cornwall

Le counselling n'est pas une panacée

J'ai soigneusement examiné le programme de counselling comme un programme distinct et j'ai formulé des recommandations concrètes pour la transition. Toutefois, je situe la question du counselling dans la région de Cornwall dans le contexte élargi de la guérison et de la réconciliation communautaires.

Bien que les programmes thérapeutiques à l'intention des clients en counselling soient cruciaux pour leur cheminement constructif vers la guérison, ils ne constituent pas le seul élément de cette guérison. Aux chapitres 2 et 3 de mon rapport de la phase 2, j'aborde les initiatives et les processus grâce auxquels Cornwall pourrait favoriser la guérison et la réconciliation. J'y souligne la nécessité d'inclure les survivants dans les processus et les activités. J'aborde le besoin de continuer à briser l'isolement social au moyen du soutien par les pairs et du counselling de groupe. Le counselling est un élément exceptionnellement important, mais ce n'est pas le seul. Pour obtenir des résultats plus holistiques, le counselling devrait être envisagé dans le contexte des ressources de guérison communautaires.

S'agissant du contexte élargi de la transition des services de counselling, je tiens à aborder certaines mesures complémentaires qui s'ajoutent au counselling. Je considère ces ressources supplémentaires comme une partie d'un plan global de transition concernant le counselling. L'une des initiatives vise à offrir un soutien communautaire accru aux survivants de mauvais traitements. L'autre est un programme axé précisément sur les survivants de mauvais traitements, qui a pour objet de réduire leur isolement social et de faciliter leur transition depuis le counselling individuel.

Soutien transitoire supplémentaire

Si mes recommandations sont reçues favorablement, les services de counselling seront offerts aux personnes déjà acceptées. Cependant, si d'autres survivants de mauvais traitements se manifestent ultérieurement dans la région de Cornwall, il pourrait être difficile de leur trouver une place en counselling. Dans le présent chapitre, j'ai déjà mentionné que j'avais interrogé les organismes locaux afin d'évaluer leur capacité à offrir des services de counselling. Bien qu'on trouve un grand nombre d'excellents organismes à Cornwall et dans les environs, leur capacité à desservir de nouveaux clients est limitée en raison de contraintes sur le plan des ressources ou du mandat.

Je me suis penché sur les nombreuses recommandations formulées par l'Hôpital communautaire de Cornwall dans le cadre des observations du public de la phase 2. Je ne suis pas convaincu qu'il était approprié de recommander l'embauche de plusieurs infirmières supplémentaires pour l'hôpital, compte tenu de mon mandat. Toutefois, j'appuie la demande de l'Hôpital communautaire de Cornwall concernant l'ajout d'une ressource en counselling. Les tâches liées au nouveau poste de conseiller seraient axées sur les victimes de mauvais traitements antérieurs, mais je suis conscient du fait que des impératifs organisationnels pourraient amener le conseiller à s'occuper également des personnes ayant subi des violences sexuelles plus récentes, comme les jeunes adultes. L'Hôpital communautaire de Cornwall occupe une place importante au sein de la collectivité

de Cornwall et il s'efforce déjà de répondre aux besoins des victimes de violence sexuelle; il vaut la peine de l'aider à accroître sa capacité de fournir des services.

Dans le même ordre d'idées que mes autres recommandations concernant l'élaboration d'un plan quinquennal pour Cornwall, je crois qu'une période de financement de cinq ans au bénéfice de l'hôpital est appropriée. L'Hôpital communautaire de Cornwall devrait, entre autres renseignements, fournir des statistiques annuelles sur les victimes de violence sexuelle courante ou antérieure dont s'occupe le titulaire du nouveau poste, en précisant si chaque personne est un homme ou une femme. Ces données permettraient d'évaluer plus facilement la nécessité de maintenir un tel poste. Je sais que le Programme d'urgence pour victimes d'agression et de violence sexuelle (ASAP) de l'Hôpital communautaire de Cornwall compile déjà en grande partie ce type de renseignements. Par conséquent, le regroupement des données ne devrait pas représenter une tâche trop lourde.

Cette ressource communautaire en counselling supplémentaire fait partie d'un réseau global d'intervention en matière de guérison communautaire à Cornwall. Selon ce que j'ai compris, cette nouvelle ressource en counselling coûterait 500 000 \$ sur cinq ans.

Je parlerai maintenant d'une autre initiative importante pour aider les clients à effectuer la transition depuis le counselling individuel.

Comme je l'ai indiqué précédemment dans le présent chapitre, cette Commission d'enquête a mis sur pied un comité de transition chargé d'aider la directrice des politiques à recueillir des renseignements et à définir des solutions relativement à l'avenir du programme de counselling. Le comité a assisté à une présentation sur le programme de traitement en établissement de Quinte, qui comprenait le témoignage d'un survivant qui avait participé à ce programme. Il a parlé des grands changements qui étaient survenus dans sa vie après qu'il eut rencontré d'autres survivants masculins et travaillé avec eux. Ce programme a eu et continue d'avoir d'importantes retombées positives pour lui et pour les autres participants. Ce programme a été créé par le Sexual Assault Centre for Quinte and District, dans la région de Belleville, et y est utilisé. Cet organisme est l'un des quelques centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Ontario qui desservent à la fois les hommes et les femmes. Ce programme a également été recommandé dans le cadre des observations du public de la phase 2 par Sexual Assault Support Services for women of SD&G and Akwesasne – un organisme de services ayant bonne réputation dans la région de Cornwall – ainsi que par le Sexual Assault Centre for Quinte and District.

Je crois comprendre que le programme offre une retraite d'une semaine à dix hommes ou dix femmes; les groupes ne sont pas mixtes. Tous les participants sont des survivants de violence sexuelle. Le programme englobe tous les aspects de la vie – physique, mental, artistique et spirituel – et offre des occasions

d'apprentissage et diverses activités. Il mise sur la résilience personnelle et brise les sentiments d'exclusion et de désespoir. Dans le cas des personnes qui, après avoir reçu du counselling individuel, sont prêtes à entreprendre un tel processus, la retraite pourrait représenter un autre pas en avant ou même une sorte de rite pour souligner la fin de leur thérapie.

Dans le cadre d'un processus de transition en matière de counselling, je crois qu'on peut organiser quatre retraites en établissement d'ici le début de 2014. Au moins deux devraient être réservées aux hommes. Je suggère que le Sexual Assault Centre for Quinte and District consulte des conseillers de Cornwall ainsi que des organismes de service social de la région afin d'identifier les personnes qui pourraient tirer avantage de ce programme en établissement. Je crois comprendre que les quatre retraites coûteraient au total environ 95 000 \$.

Il est possible que les personnes qui participent à ce programme en établissement accroissent la capacité de leadership des survivants à Cornwall. Lorsque j'ai parlé de guérison et de réconciliation communautaires, j'ai souligné l'importance de renforcer le leadership existant et d'accroître le nombre de leaders afin de favoriser l'établissement de relations. Les participants au programme en établissement pourraient offrir leur soutien aux personnes rencontrées durant la retraite, ou elles pourraient faire du bénévolat ou participer à l'une des nombreuses initiatives décrites pour Cornwall aux chapitres 2 et 3. Par conséquent, cette activité supplémentaire, qui s'inscrit dans la transition du counselling, correspond également à la vision et à l'orientation globales de la guérison et de la réconciliation communautaires à Cornwall.

Recommandations

10. Le gouvernement de l'Ontario devrait accorder un financement de cinq ans à l'Hôpital communautaire de Cornwall pour l'embauche d'un conseiller supplémentaire, chargé principalement de s'occuper des adultes ayant été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence. En contrepartie de ce financement, l'Hôpital communautaire de Cornwall devrait produire un rapport statistique annuel sur la clientèle desservie par le nouveau conseiller.
11. Le Sexual Assault Centre for Quinte and District devrait recevoir du ministère du Procureur général un financement destiné à la tenue de quatre sessions dans le cadre du programme de traitement en établissement de Quinte à l'intention de personnes suivant actuellement une thérapie ou habitant dans la région de Cornwall et de Stormont, Dundas et Glengarry. Au moins deux d'entre elles devraient être réservées aux hommes. Les sessions devraient avoir lieu avant le mois de juin 2014. Les organisateurs devraient consulter les conseillers du

programme de counselling et les organismes de services de Cornwall afin d'identifier les candidats.

Capacité d'offrir du counselling dans le cadre de futures enquêtes publiques

Points à considérer pour les futures enquêtes publiques

Le programme de counselling offert pendant l'Enquête publique sur Cornwall a été bien accueilli. Les observations des parties ainsi que les observations du public dans le cadre de la phase 2 en ont parlé de façon positive. Il a répondu à des besoins importants. J'aborderai brièvement le précédent qu'a établi le programme de counselling de l'Enquête publique sur Cornwall dans l'optique des futures enquêtes publiques.

J'ai créé le programme de counselling pour l'Enquête publique sur Cornwall en vertu des pouvoirs qui m'étaient conférés, à titre de commissaire, par l'article 3 de la *Loi sur les enquêtes publiques*²¹, de diriger les processus de l'enquête, car le décret constitutif de la Commission d'enquête publique sur Cornwall ne contenait aucune disposition précise à cet égard. Il serait préférable d'adopter une disposition explicite afin d'orienter les futurs processus de prestation de services de counselling.

Le précédent a été établi lorsqu'un pouvoir discrétionnaire relatif aux services de counselling a été expressément conféré au commissaire Stephen T. Goudge de la Commission d'enquête sur la médecine légale pédiatrique en Ontario. Dans ce cas précis, le décret contenait l'énoncé suivant :

Si, dans le cours de son enquête, la commission reçoit, notamment par écrit, des renseignements des victimes ou des familles, elle peut autoriser la prestation de services de counselling²².

Par la suite, un programme de counselling a été mis sur pied par la Commission d'enquête sur la médecine légale pédiatrique en Ontario, conformément aux directives du commissaire Stephen T. Goudge.

Au moment d'instituer d'autres enquêtes publiques, je crois qu'il vaudrait la peine d'envisager sérieusement d'inclure la prestation potentielle de services de counselling dans le mandat édicté par chaque décret. La possibilité que des personnes vulnérables soient touchées par l'enquête projetée constitue l'une des

21. L'article 3 de la *Loi sur les enquêtes publiques* énonce ce qui suit : « Sous réserve des articles 4 et 5, la commission chargée de l'enquête en fixe elle-même le déroulement ainsi que la procédure ».

22. Décret 826/2007 du 25 avril 2007, par. 16.

raisons importantes justifiant cet ajout. Bien entendu, il se peut que, dans certaines situations, les travaux d'une commission d'enquête ne fassent aucunement intrusion dans des affaires personnelles et que la probabilité qu'ils aient des répercussions sur la santé mentale d'une personne soit très mince. Dans de tels cas, le soutien n'est pas essentiel. Si le gouvernement estime que le sujet d'une enquête justifie la prestation de services de counselling, je suggère de donner à un commissaire le pouvoir discrétionnaire de concevoir, en fonction des objectifs liés aux besoins, le programme qui convient aux travaux de la commission d'enquête qu'il dirige. Le modèle de programme de counselling utilisé par deux enquêtes publiques en Ontario – la présente enquête et l'Enquête sur la médecine légale pédiatrique en Ontario – repose sur le choix du conseiller, comporte des démarches administratives simples et est par conséquent raisonnablement transférable à de futures enquêtes publiques. Si les prochaines commissions d'enquête mettent sur pied un programme de counselling, elles devraient envisager de s'inspirer de l'expérience de mise en œuvre d'un tel programme par la Commission d'enquête publique sur Cornwall. Notre Commission a créé une infrastructure administrative composée notamment de formulaires, de processus administratifs et de protocoles de protection de la vie privée, et élaboré des modèles de documents de communication. J'ai fourni certains détails sur le programme de counselling afin que les renseignements recueillis et l'expérience acquise puissent servir à de futures enquêtes. Ces renseignements, ainsi que d'autres documents, pourraient constituer le point de départ de futures démarches et être développés et améliorés de façon à mieux répondre aux besoins et à correspondre aux pratiques exemplaires en vigueur. Si une commission d'enquête a besoin d'un programme de counselling, il est essentiel qu'elle puisse le mettre en œuvre rapidement; le fait de pouvoir examiner des modèles antérieurs, de les adapter et de les améliorer en fonction des circonstances rend le travail plus efficace.

Recommandations

12. Au moment de créer des commissions d'enquête publique, le gouvernement de l'Ontario devrait déterminer s'il y a lieu, dans le décret constitutif, d'accorder expressément au commissaire nommé le pouvoir discrétionnaire de fournir des services de counselling.
13. Si un programme de counselling est créé, il devrait avoir pour objectif d'aider toutes les personnes touchées par l'enquête en question.
14. Si de prochaines commissions d'enquête décident d'offrir des services de counselling, elles devraient s'inspirer, pour leur mise en œuvre, du modèle mis au point par la Commission d'enquête publique sur Cornwall, qui est fondé sur le choix du conseiller par le client, la protection de la vie privée et des processus administratifs simples et utiles.

Annexe 1. Principaux documents de communication sur les services de counselling*

Aperçu du soutien en matière de counselling – Enquête publique sur Cornwall

Le personnel de l'Enquête publique sur Cornwall a pris les mesures nécessaires à l'intention des personnes touchées par l'Enquête afin que celles-ci aient accès au soutien en matière de counselling. Le soutien en matière de counselling vise à aider les personnes touchées de diverses manières par l'Enquête publique sur Cornwall afin qu'elles obtiennent de l'aide et qu'elles puissent faire face aux difficultés et élaborer des réponses d'adaptation saines. Il est très normal, compte tenu des questions qui sont abordées dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall, que certaines personnes aient besoin d'un soutien en matière de counselling.

Le soutien en matière de counselling est relié au travail de l'Enquête publique sur Cornwall et est donc relativement de courte durée, car il couvre la période d'activité de l'Enquête. Cela ne signifie pas que le besoin de counselling à long terme ne sera pas abordé. Le counselling à long terme peut être considéré par l'Enquête comme faisant partie de ses audiences et processus de formulation de recommandations. Pour le moment, la période de soutien en matière de counselling pour l'Enquête publique sur Cornwall sera prolongée jusqu'au 31 mars 2007, mais cette échéance sera réexaminée en janvier 2007.

L'un des aspects clés du soutien en matière de counselling est **le choix personnel**. Il appartient à chaque personne de décider si elle veut se prévaloir du soutien en matière de counselling. Si une personne souhaite bénéficier du counselling, elle pourra choisir le conseiller qui fournira le service. Il est important en thérapie de garantir les bonnes relations et l'un des éléments de cette relation consiste à choisir la bonne personne pour l'aider. Résultat : une personne peut choisir le conseiller qu'elle veut aussi longtemps que celui-ci possède les compétences requises. Si une personne décide de se prévaloir du soutien en matière de counselling, mais ne sait pas comment trouver le conseiller ou la conseillère qui lui prodiguera ce service, le personnel de l'Enquête lui remettra une liste de conseillers potentiels et elle pourra choisir celui ou celle qu'elle veut. Le personnel aura informé ces éventuels fournisseurs de services qu'ils pourront être contactés par les personnes touchées par l'Enquête publique sur Cornwall pour que l'accès à l'aide soit rapide.

* Nota : Tous les documents sont ceux qui ont été affichés sur le site Web de la présente Commission d'enquête, portant les dates et contenant l'information en vigueur au moment de leur affichage.

Un autre élément important du soutien en matière de counselling à l'Enquête publique sur Cornwall sera **la protection de la vie privée**. L'Enquête protégera le caractère confidentiel de tous les dossiers relatifs aux demandes de soutien en matière de counselling et donnera à son personnel la formation requise pour veiller à ce que la protection de la vie privée soit garantie. L'Enquête ne permettra pas aux avocats ni aux témoins ni aux parties à l'audience de savoir qui a demandé ou pas les services de counselling ni le nombre de séances de counselling qui ont eu lieu. L'Enquête n'aura pas de dossiers thérapeutiques. Le personnel de l'Enquête ne saura pas, par exemple, les questions qui auront été examinées lors des séances de soutien en matière de counselling. Tous les efforts seront déployés pour répondre aux demandes de soutien en matière de counselling de manière à respecter la vie privée et la dignité des personnes touchées par l'Enquête.

Le dernier élément clé du soutien en matière de counselling à l'Enquête publique sur Cornwall sera **un processus administratif simple et utile**. Comme l'argent qui sera dépensé est celui des contribuables, il devrait y avoir des processus en place pour veiller à la bonne gestion des choses. Toutefois, dans le cas des personnes qui souhaitent se prévaloir des services de counselling, l'accent est porté sur l'aide à apporter aux personnes touchées pour qu'elles puissent avoir accès au soutien en matière de counselling. Le personnel de l'Enquête fixera des rendez-vous privés pour ceux et celles qui auront présenté des demandes de counselling et guidera pas à pas ces personnes à travers les processus afin qu'elles comprennent bien ce qu'elles font. Les formules sont simples. Les fournisseurs de services de counselling seront rémunérés pour aider une personne à élaborer un plan personnel de counselling et à remettre un rapport à l'Enquête sur des questions fondamentales comme le nombre de séances ou le genre de counselling. Une fois le plan en place, le personnel de l'Enquête paiera directement les services de counselling approuvés pour que ceux et celles qui bénéficient des services de counselling ne paient pas ces frais de leurs poches. Les frais de déplacement pour se rendre au rendez-vous des services de counselling sont remboursés conformément aux lignes directrices du gouvernement de l'Ontario.

Toute personne qui souhaite obtenir un soutien en matière de counselling dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall peut demander un rendez-vous privé pour déterminer son admissibilité et mieux comprendre le processus. Une personne qui a un rendez-vous ne signifie pas qu'elle doit avoir des services de counselling. Dans tous les cas, le personnel de l'Enquête aidera les personnes à prendre leurs décisions en leur fournissant l'information requise.

Questions couramment posées et réponses correspondantes au sujet du soutien en matière de counselling à l'Enquête publique sur Cornwall

Q. : Qui peut se prévaloir du soutien en matière de counselling?

R. : Toute personne qui est touchée par le travail de l'Enquête publique sur Cornwall ou qui participe au travail de l'Enquête publique sur Cornwall, comme les parties, les témoins, les professionnels communautaires et les membres concernés de la collectivité et leurs familles. Les avocats et le personnel de la Commission ainsi que les avocats des parties et leurs familles sont aussi admissibles.

Q. : Qu'entend-on par membre de la famille?

R. : Un membre de la famille est un conjoint, y compris les personnes mariées ou vivant en union de fait ou encore les personnes de même sexe ou de sexe opposé en cohabitation. Les membres de la famille comprennent aussi les parents, les fils ou filles ainsi que les frères et sœurs.

Q. : Les mineurs sont-ils admissibles?

R. : Oui. Selon l'âge de l'enfant ou de la jeune personne, les mineurs peuvent présenter une demande en leur propre nom ou leurs parents ou tuteurs peuvent présenter la demande en leur nom. Si les mineurs peuvent présenter la demande en leur propre nom, toutes les politiques relatives à la protection de la vie privée s'appliqueront à eux.

Q. : Quel genre de counselling est offert?

R. : Les particuliers ont le droit de choisir. Ils peuvent choisir le genre de counselling et le fournisseur de soins qui leur conviennent. Ce point est très important pour que le counselling soit constructif. Les particuliers peuvent choisir un psychiatre ou un psychologue, un travailleur social, un thérapeute ou une personne possédant d'autres compétences en matière de counselling. Ils peuvent choisir des séances de counselling individuelles ou collectives ou une combinaison des deux. Ils peuvent choisir une personne dont le nom figure sur une liste de renvoi ou une autre personne qualifiée.

Q. : Qu'en est-il des groupes? Sont-ils couverts?

R. : Si un groupe est aidé par un conseiller, il pourra être couvert. Le conseiller devrait recommander qu'une thérapie collective serait utile, dans le cadre du plan individuel d'une personne. Un plan individuel est établi dans un document appelé « Formule 2 ». Le taux de groupe est de 200 \$ par heure pour un psychologue et de 150 \$ pour les autres conseillers approuvés. Si deux conseillers participent à des séances conjointes de counselling, le taux sera de 350 \$ par heure. Pour être admissible comme groupe, il faudrait au moins deux personnes de l'Enquête publique sur Cornwall si un seul conseiller suffit au groupe; pour qu'il y ait deux conseillers dans le groupe, il faudrait que celui-ci comprenne au moins trois personnes de l'Enquête publique sur Cornwall.

Q. : Quel est le montant payé pour les séances de counselling?

R. : Les paiements individuels peuvent atteindre 125 \$ par séance d'une heure avec un psychiatre ou un psychologue et 100 \$ dans le cas des autres conseillers qualifiés. Toutefois, si le taux habituel facturé par le fournisseur de services est inférieur à ce montant, c'est ce taux inférieur qui sera facturé.

Q. : Pendant combien de temps le soutien en matière de counselling sera-t-il disponible?

R. : Initialement, le soutien en matière de counselling devait être offert jusqu'au 31 mars 2007. En janvier 2007, les modalités de soutien feront l'objet d'un examen et, selon les circonstances, le counselling pourrait être prolongé ou modifié.

Q. : Qu'en est-il des frais de déplacement?

R. : Les personnes qui ont besoin de se déplacer en Ontario pour se rendre aux séances de counselling et retourner chez elles sont admissibles à un remboursement des frais de conduite automobile selon les indemnités de parcours du gouvernement provincial ou des frais de transport par taxi, autobus ou train, sur présentation des reçus et comptes de dépenses. Il faut choisir une façon économique de se déplacer (par exemple par autobus ou en conduisant dans le cas d'une grande distance, et non par taxi). Les déplacements extraordinaires (grandes distances, hors de la province) sont à la discrétion du personnel de l'Enquête et doivent être examinés avant d'être entrepris.

Q. : Que faire si les personnes ont besoin de plus de counselling à long terme?

R. : Le soutien en matière de counselling vise à aider les personnes qui participent à l'Enquête, ce qui par définition est limité à la durée de l'Enquête. Le besoin d'autres services est l'une des questions qui relèvent du mandat de la Commission et pourrait former d'autres recommandations. Les parties et le public peuvent faire d'autres observations à ce sujet au moment opportun.

Q. : Que faire si des particuliers estiment qu'ils ont besoin de counselling mais ne savent pas où l'obtenir?

R. : L'Enquête communiquera aux particuliers les noms de certains éventuels fournisseurs de services. Toutefois, chacun choisit le conseiller qui lui convient. La liste de renvoi a été dressée pour obtenir de l'aide. On peut choisir un nom qui figure sur la liste comme on peut choisir une autre personne qualifiée.

Q. : Comment fonctionne le processus visant à obtenir l'approbation du soutien en matière de counselling?

R. : Si vous souhaitez avoir un rendez-vous pour vous prévaloir du soutien en matière de counselling, veuillez communiquer avec Patrick Lechasseur au 613 938-6640 ou par courriel à patrick.lechasseur@jus.gov.on.ca. Un rendez-vous privé vous sera accordé pour vous remettre les formules pertinentes et les renseignements sur les éventuels fournisseurs de services si vous n'avez pas déjà choisi quelqu'un. La personne qui vous recevra à votre rendez-vous vous aidera aussi à bien comprendre les formules et processus. Tous les efforts seront déployés pour rendre ce processus simple et utile.

Q. : Quelle est la première étape à franchir pour obtenir le soutien en matière de counselling?

R. : Au rendez-vous, les personnes intéressées remplissent une formule demandant des services de counselling et se rendent ensuite chez le conseiller qu'elles auront choisi pour discuter d'un plan de counselling. Le conseiller choisi remet par la suite au personnel responsable de l'Enquête un rapport sur le plan de counselling. Les formules sont simples et vous recevrez de l'aide pour remplir les formules et bien comprendre le processus.

Q. : Je travaille et je ne peux pas me rendre aux locaux de l'Enquête pour discuter de counselling durant le jour et je ne veux pas appeler de mon lieu de travail. Est-ce que je peux parler à quelqu'un le soir?

R. : Oui. Nous ferons des entrevues téléphoniques le soir. Si vous désirez un rendez-vous téléphonique le soir, vous devriez appeler l'Enquête publique sur Cornwall et demander à parler à Patrick Lechasseur au 613 938-6640. Vous devriez indiquer que vous aimeriez avoir un rendez-vous le soir. Nous ferons les arrangements nécessaires pour que le coordonnateur responsable de la réception des demandes de counselling vous appelle à domicile le soir à une heure fixée d'avance (par exemple à 19 h 30). Assurez-vous d'avoir un stylo et une feuille à portée de la main pour prendre des notes lorsqu'il vous appelle. Vous recevrez plus de renseignements par la poste, mais la plupart des personnes trouvent qu'il est utile de prendre des notes aussi.

Q. : L'Enquête couvre-t-elle les frais d'un rapport préparé par un éventuel conseiller et des réunions initiales tenues pour discuter du plan de counselling?

R. : Oui. Un conseiller sera payé au tarif ordinaire de counselling jusqu'à concurrence de trois heures pour discuter du plan de counselling personnel avec une personne. Il a droit aussi à un montant de 100 \$ pour préparer le rapport sur le counselling recommandé et tout suivi concernant le rapport auprès de l'Enquête.

Q. : Comment les personnes visées sauront-elles que leur demande a été approuvée?

R. : Les particuliers et leur conseiller ou fournisseur de services recevront une réponse par écrit. Tous les efforts seront déployés pour répondre rapidement une fois que le personnel de l'Enquête recevra le matériel requis.

Q. : Comment le paiement fonctionne-t-il? Est-ce que les intéressés devront payer au début?

R. : Une fois que la demande d'une personne et le rapport reçu du fournisseur de services sont approuvés par écrit, le fournisseur de services envoie à l'Enquête une fois par mois sa facture représentant les services fournis. Il n'y aura pas de paiement pour les rendez-vous manqués. La TPS ne s'applique pas aux paiements de l'Enquête.

Q. : Qui saura si une personne a eu accès à un soutien en matière de counselling?

R. : À l'Enquête, la connaissance d'une demande ou l'approbation d'une séance de counselling est strictement limitée à la directrice des politiques, à un professionnel compétent pour aider à l'accueil initial et à un nombre limité d'employés de soutien qui ont besoin de traiter les paiements, de prendre les rendez-vous et de fournir les formules. Tous les efforts seront déployés pour assurer la protection de la vie privée et protéger le caractère confidentiel de l'information. Aucune autre partie, ni les avocats ni les témoins ne seront informés par le personnel de l'Enquête ni auront le droit d'avoir des renseignements concernant les personnes qui ont obtenu ou pas l'approbation de séances de counselling ni le nombre de séances de counselling approuvé.

Q. : Qu'arrive-t-il si je manque une séance de counselling?

R. : Si vous donnez un avis suffisant de votre incapacité de participer, vous pourrez fixer habituellement un autre rendez-vous avec votre conseiller. Vous devriez savoir de votre conseiller le délai de l'avis, qui est habituellement d'un ou de deux jours. Si vous ne vous présentez pas à un rendez-vous et si vous ne le faites pas savoir d'avance, ce qui arrive souvent, votre conseiller pourra vous demander si vous voulez réellement bénéficier de ces séances de counselling. Il est possible que votre conseiller n'accepte pas de fixer une autre date si vous manquez plusieurs rendez-vous. Vous devrez songer aux raisons pour lesquelles vous manquez vos rendez-vous. Est-ce parce que vous trouvez difficile de parler de certains sujets dans votre vie ou est-ce pour d'autres raisons? Une autre heure de la journée serait-elle un meilleur choix? Vous devrez discuter de ces questions avec votre conseiller et songer à votre propre désir de participer à des séances de counselling.

Q. : Est-ce qu'une personne qui reçoit un service de counselling doit garder cette information confidentielle?

R. : Non. Il lui appartient de décider si elle veut communiquer cette information ou la garder confidentielle. Pour sa part, le personnel de l'Enquête garde cette information confidentielle.

Q. : Les personnes intéressées seront-elles jamais contactées au sujet du soutien en matière de counselling?

R. : Au moment de l'examen du soutien en matière de counselling, en janvier 2007, ou vers la fin de l'Enquête ou peu après, le personnel de l'Enquête pourra contacter les personnes intéressées et les fournisseurs de services pour leur demander leur rétroaction sur le processus de soutien en matière de counselling au cours de l'Enquête. Les réponses seraient données à titre de statistiques et les commentaires demeureront anonymes. Toutefois, il est important d'évaluer les points forts et de connaître les points qui pourraient être améliorés à l'avenir. Les personnes qui ne voudront pas répondre ne seront pas obligées de le faire.

Si vous envisagez de vous prévaloir du service de counselling offert dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall, mais que vous avez des doutes quant aux services couverts et disponibles, appelez pour prendre rendez-vous. Le fait d'avoir un rendez-vous ne signifie pas que vous devez présenter une demande de counselling. Vous pouvez obtenir des renseignements et prendre votre décision lorsque vous serez prêt.

THE CORNWALL PUBLIC INQUIRY



L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR CORNWALL

Ontario

ÉVALUATION DES SERVICES DE COUNSELLING :**QU'EST-CE QUI A CHANGÉ? QU'EST-CE QUI N'A PAS CHANGÉ?**

Les services de counselling ont été évalués et prolongés. Le programme continuera à être offert sur le même modèle de base. Les commentaires des personnes bénéficiant du programme ont été très encourageants, bien qu'un certain nombre d'aspects nécessitent des améliorations.

Voici un aperçu des principaux changements apportés au programme :

QUELLE EST LA DURÉE DU PROGRAMME DE COUNSELLING?

À l'origine, il était prévu que le programme de counselling prendrait fin le 31 mars 2007. Il a maintenant été décidé qu'il se terminerait 90 jours après la présentation du rapport final du commissaire au gouvernement de l'Ontario. Le programme n'acceptera pas de nouveaux clients après le 31 mars 2008. Une évaluation aura lieu en janvier 2008 pour savoir si ce délai devrait être prolongé.

QUI EST ADMISSIBLE AUX SERVICES DE COUNSELLING?

Les conditions d'admissibilité n'ont pas changé. Les personnes touchées par l'Enquête publique sur Cornwall ou y participant ont le droit d'obtenir des services de counselling. Il s'agit des personnes suivantes :

- témoins et témoins potentiels
- personnes considérées comme des survivants, des victimes ou des victimes présumées
- personnes présumées avoir commis des mauvais traitements sexuels
- personnel et avocats de la Commission d'enquête et avocats des parties
- professionnels de Cornwall touchés par l'Enquête
- membres du public touchés par l'Enquête

La Commission d'enquête n'acceptera plus de nouveaux clients après le 31 mars 2008. Une évaluation aura lieu en janvier 2008 pour savoir si ce délai devrait être prolongé.

COMMENT LES SERVICES DE COUNSELLING SERONT-ILS ADMINISTRÉS?

Très peu de changements ont été apportés à l'administration du programme. Les clients peuvent encore choisir leur conseiller, pour autant qu'il soit qualifié pour fournir des services de counselling. Le personnel de l'Enquête continuera à faire des recommandations au besoin. Les formulaires, le processus de paiement et les protocoles stricts de protection de la vie privée resteront les mêmes.

Deux petits changements administratifs ont été mis en œuvre, comme suit :

La limite hebdomadaire, pour toutes les séances de counselling avec un conseiller, sera de six heures à moins que le fournisseur des services de counselling ne recommande, dans son opinion écrite, un plus grand nombre d'heures en raison d'une situation d'urgence (par exemple, suicide, deuil, rupture du mariage, maladie grave, situation juridique, violence grave ou agression sexuelle). **Le counselling par téléphone** sera autorisé dans les situations d'urgence ou dans des cas spéciaux approuvés par le personnel de l'Enquête.

Les honoraires d'une séance de counselling en famille ou en couple seront les mêmes que pour les séances individuelles (jusqu'à 100 \$ l'heure pour les travailleurs sociaux et 125 \$ pour les psychologues). Un « groupe » devra se composer d'au moins trois participants pour recevoir un tarif de groupe plus élevé. Ces chiffres sont comparables aux honoraires demandés dans d'autres programmes de counselling, comme par exemple les programmes d'aide aux employés.

DES CHANGEMENTS ONT-ILS ÉTÉ APPORTÉS AU PAIEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT?

Aucun changement ne sera apporté au paiement des frais de déplacement pour se rendre aux séances de counselling et en revenir : 0,40 \$ par kilomètre parcouru et les coûts réels pour le transport en autobus, train ou taxi, sur présentation des reçus. Comme il est obligatoire de choisir le mode de transport le plus économique, il n'est autorisé de prendre un taxi que dans les cas où aucun autre mode de transport raisonnable n'est disponible. Certains ont demandé d'accélérer le paiement ou de verser davantage d'acomptes, mais ce n'est pas possible sous le régime gouvernemental s'appliquant à l'Enquête.

Y A-T-IL DES CHANGEMENTS QUI CONCERNENT LES CONSEILLERS?

Le personnel de l'Enquête **se réunira tous les trois mois avec les conseillers** afin de discuter de questions courantes, d'établir des liens coopératifs et de se tenir au courant des besoins de formation des fournisseurs de services. Ces réunions

permettront de savoir ce dont les fournisseurs de services ont besoin pour mieux servir les clients, et de communiquer les attentes et les normes de pratique de l'Enquête. La Commission d'enquête attache une grande importance au travail des conseillers et est déterminée à les aider sur le plan de la formation et des conseils, et à leur offrir des occasions de coopération professionnelle et de formation. En outre, le personnel de l'Enquête invite les conseillers à lui faire part de leurs suggestions.

Pour éviter l'épuisement des conseillers et une dépendance à l'Enquête, nous imposerons une **limite de 20 dossiers par conseiller**. Toute pratique excédant cette limite sera autorisée à réduire son travail par attrition. Des exceptions seront acceptées pour des membres d'une famille qui veulent consulter le même conseiller ou pour des clients nécessitant des services près de chez eux.

Le personnel du programme de counselling **améliorera l'évaluation des qualifications des conseillers** pour s'assurer que des conseillers compétents sont toujours disponibles. Les exigences de qualification sont comparables à celles imposées dans le cadre des programmes d'aide aux employés.

Si vous souhaitez recevoir des services de counselling, veuillez appeler le coordonnateur des services de counselling, Patrick Lechasseur, à l'Enquête publique sur Cornwall, au 613 938-6640. Votre appel sera confidentiel.

QUESTIONS ET RÉPONSES

PROLONGATION DU DÉLAI D'ACCEPTATION DE NOUVEAUX CLIENTS AU PROGRAMME DE COUNSELLING DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR CORNWALL

Q. : Quels changements ont été apportés au programme de counselling?

R. : Nous avons décidé de ne plus accepter de **nouveaux** clients pour le programme de counselling après le 31 mars 2008. Les clients déjà approuvés pouvaient continuer leurs séances de counselling jusqu'à 90 jours après la date de publication du rapport de l'Enquête publique sur Cornwall, mais aucun nouveau client ne serait approuvé. Ainsi, par exemple, si une personne souhaitant recevoir du counselling se présentait en avril 2008, il serait trop tard pour qu'elle soit approuvée.

Cette date limite pour l'acceptation de nouveaux clients a été prolongée du 31 mars au 31 août 2008. Rien d'autre n'a changé.

Q. : Pourquoi le commissaire a-t-il décidé de prolonger l'acceptation des nouveaux clients jusqu'au 31 août 2008?

R. : Une consultation publique a été organisée et l'opinion du public a été sollicitée. La plupart des personnes qui ont participé aux consultations pensaient que des gens pourraient être touchés par l'Enquête publique sur Cornwall tant que les audiences de la phase 1 se poursuivraient. Ces audiences doivent se terminer cet été. Le commissaire voulait s'assurer que toutes les personnes touchées par les audiences avaient la possibilité d'obtenir des services de counselling.

Q. : Que se passera-t-il après le 31 août 2008 pour les personnes pour lesquelles les services de counselling ont déjà été approuvés?

R. : Les personnes pour lesquelles des services de counselling ont été approuvés continueront à recevoir les services jusqu'à 90 jours après la date de publication du rapport de l'Enquête publique sur Cornwall.

Q. : Y aura-t-il une autre prolongation?

R. : Non.

Q. : Comment puis-je obtenir des services de counselling?

R. : Vous pouvez appeler l'Enquête publique sur Cornwall, au 613 938-6640, et demander Patrick Lechasseur. Votre conversation avec Patrick est confidentielle. Il vous dira si vous êtes admissible aux services de counselling et vous assignera un conseiller qualifié. Votre vie privée sera protégée et les processus sont très simples. Nos clients sont traités avec gentillesse et dignité.

Q. : Pourrai-je obtenir des services de counselling à Cornwall autres que ceux qui sont offerts dans le cadre de l'Enquête?

R. : Absolument. Pour les services offerts localement, consultez le document intitulé « Fournisseurs de services de counselling et services offerts par des organismes communautaires à Cornwall », qui figure à la rubrique « Activités de guérison – Phase 2 – Counselling », sur le site Web de l'Enquête publique sur Cornwall, à www.cornwallinquiry.ca. Les services de counselling dans le cadre de l'Enquête ne sont pas votre seule option.

Q. : Dois-je vivre à Cornwall pour obtenir les services de counselling?

R. : Non. Vous devez être touché par l'Enquête publique sur Cornwall pour être admissible aux services de counselling, mais vous ne devez pas nécessairement vivre à Cornwall ou obtenir les services de counselling à Cornwall.

Date : Février 2008



Soutien aux témoins

Soutien aux témoins à l'Enquête publique sur Cornwall

Les services d'aide aux témoins sont offerts en Ontario pour les procès criminels. Ces services sont habituellement offerts aux victimes d'actes criminels ou aux témoins vulnérables, tels que les enfants qui ont été témoins d'agressions.

L'avocat du Projet pour hommes¹ a soulevé la question du soutien aux témoins à l'Enquête publique sur Cornwall au cours de son interrogatoire des témoins experts à la phase 1. Ce type d'interrogatoire a donné à penser que le soutien aux témoins était nécessaire, en plus du counselling. Par exemple, lorsque l'avocat du Projet pour hommes a adressé des questions de cette nature au professeur Nicholas Bala, un témoin expert devant la présente Commission, le professeur Bala a confirmé que des programmes d'aide aux victimes et aux témoins seraient tous les deux utiles².

Le 7 mai 2006³, après avoir examiné les questions liées au soutien aux témoins, j'ai ordonné la mise sur pied de services de soutien aux témoins pour l'Enquête publique sur Cornwall. La Commission d'enquête avait pour mandat de se renseigner sur les processus qui favoriseraient la guérison et la réconciliation dans la collectivité de Cornwall. Selon moi, les propres processus de la Commission, comme le fait de mettre du soutien à la disposition des témoins, favoriseraient un environnement plus propice à la guérison. J'ai mis sur pied le soutien aux témoins en ma qualité de commissaire en vertu de

1. Le Projet pour hommes était partie à cette enquête, ayant qualité limitée pour agir à la phase 1 et pleine qualité pour agir à la phase 2.

2. Nicolas Bala, témoignage, 20 février 2006, transcription, p. 60.

3. Un communiqué de presse a été publié par la Commission d'enquête et affiché sur son site Web, à l'adresse www.cornwallinquiry.ca.

l'article 3 de la *Loi sur les enquêtes publiques*⁴ afin de contrôler les processus de cette Enquête, parce qu'il n'y avait aucune disposition explicite dans le décret constitutif. J'ai fondé ma décision sur la nécessité de venir en aide aux témoins vulnérables et de diminuer la possibilité de « répétition de la victimisation ». À mon avis, il était également important de faire preuve de respect à l'égard du service public que rendaient tous les témoins à une enquête publique et d'atténuer l'environnement d'affrontement qui s'en est effectivement dégagé. C'est pourquoi je n'ai pas restreint l'admissibilité au soutien aux témoins aux survivants d'agression sexuelle. J'ai fait en sorte que ce soutien soit offert à tous les témoins, sauf les témoins experts. C'était la première fois qu'un service officiel de soutien aux témoins était mis sur pied dans le cadre d'une enquête publique.

J'ai attribué la responsabilité du soutien aux témoins au personnel de la phase 2. La Commission a retenu les services d'un coordonnateur du counselling et du soutien aux témoins pour effectuer ce travail et se pencher sur les besoins grandissants en matière de counselling. En plus d'être titulaire d'un diplôme d'études supérieures en psychologie et en counselling et de posséder une expérience professionnelle pertinente, le coordonnateur a reçu une formation spécialisée pour agir en qualité de ressource en matière de soutien aux témoins. Le directeur des politiques s'est également acquitté de fonctions de soutien aux témoins en plus de superviser la gestion de ce soutien. Le personnel de la Commission affecté à la phase 2 et à l'administration s'est chargé du travail administratif tel que la création d'un manuel administratif afin d'assurer l'uniformité de la procédure et la responsabilité financière, ainsi que des affectations particulières telles que les dispositions de voyage. Nous avons affiché des renseignements pertinents en ligne ainsi que des questions et réponses en matière de soutien aux témoins sur notre site Web, en plus d'informer les avocats de la Commission et des parties de la disponibilité du soutien aux témoins. Le contenu de l'annexe 1 qui suit le présent chapitre énonce les renseignements offerts aux témoins éventuels, aux avocats et au public.

Les services de base qui étaient offerts aux témoins à l'Enquête publique sur Cornwall comprenaient les suivants :

- donner des indications sur la disposition physique de la salle d'audience de la Commission, par exemple l'endroit où on s'assoit pour témoigner, les systèmes de son, les systèmes de traduction, l'endroit où se trouvent les avocats et le personnel de la Commission, les secteurs de la salle

⁴ L'article 3 de la *Loi sur les enquêtes publiques* énonce ce qui suit : « Sous réserve des articles 4 et 5, la commission chargée de l'enquête en fixe elle-même le déroulement ainsi que la procédure. »

- d'audience réservés aux médias et au public, l'entrée et la sortie de la salle d'audience et l'endroit où la famille ou les amis peuvent s'asseoir;
- expliquer le déroulement prévu d'une audience (l'ordre des interrogatoires ou le moment des pauses, comment demander des pauses et la signification de termes juridiques courants tels que « la séance est levée pour le reste de la journée »);
 - prendre des dispositions relatives au transport ou à l'accompagnement à destination et en provenance des locaux de la Commission d'enquête le jour auquel le témoignage a lieu, le cas échéant, et à l'hébergement, au besoin;
 - accompagner les témoins qui entrent dans la salle d'audience et en sortent, diriger les personnes vers une salle privée pendant les pauses ou le déjeuner et veiller à ce qu'elles aient de l'eau, du café ou un déjeuner;
 - entrer en communication avec la personne afin de s'assurer qu'elle est au courant du moment où on l'appellera à témoigner, puisqu'il y a parfois des délais, et effectuer un suivi après le témoignage afin de veiller à son bien-être;
 - assurer la liaison avec le service de counselling si un témoin en manifeste l'intérêt et rappeler aux témoins qu'ils sont admissibles au counselling pour eux-mêmes et leur famille;
 - aider à la préparation des notes de frais.

Le soutien aux témoins était offert pour l'audition des témoins de la phase 1 et les témoignages officiels de la phase 2. Cinquante personnes ont bénéficié du soutien aux témoins pendant la phase 1 et sept pendant les témoignages officiels de la phase 2.

Les témoins pouvaient choisir les services qui convenaient à leurs besoins et à leur situation. Par exemple, ils pouvaient obtenir de l'aide pour le transport, mais décider de ne pas se faire accompagner jusqu'à la salle d'audience ou en provenance de celle-ci. Au cours de l'audition des témoins, tous les témoins avaient accès à une salle qui leur était réservée, où ils pouvaient se retrouver seuls, se calmer ou bénéficier d'une pause ou prendre un repas en toute tranquillité. Les installations ayant servi aux témoignages officiels étaient séparées des bureaux de l'Enquête publique sur Cornwall et étaient également privées.

Les témoins qui ont demandé du soutien pouvaient également demander à une personne de confiance de les accompagner, telle qu'un conjoint, un autre membre de la famille ou un ami intime. Les coûts du transport ou de l'hébergement des personnes de confiance ont été pris en charge par le soutien aux témoins. Ceux et celles qui accompagnaient le témoin comme personne de confiance ont également bénéficié d'une orientation quant à l'endroit approprié où il fallait

s'asseoir dans la salle d'audience pendant le témoignage. Pour plusieurs témoins, il était extrêmement important que des amis ou des membres de la famille puissent être présents pour leur offrir leur soutien. On a également rappelé aux membres de la famille des témoins qu'ils étaient admissibles au counselling et on les a aidés à l'obtenir. Le personnel de la Commission avait le pouvoir discrétionnaire d'autoriser le paiement des services de garde d'enfants ou de personnes âgées les jours de témoignage, si cela répondait à un besoin confirmé.

Le soutien aux témoins prévoyait également le paiement des honoraires de conseillers qui accompagnaient les témoins à l'audience de la phase 1 ou aux témoignages officiels, si leur présence était nécessaire pour le bien-être de leurs clients. Des conseillers étaient présents à douze occasions. Soit dit en passant, plusieurs témoins et certains avocats ont indiqué avoir apprécié l'existence du soutien aux témoins et ils ont trouvé qu'il était très utile pour gérer l'expérience et les répercussions du témoignage.

Bien que le soutien aux témoins n'ait pas été établi à cette fin, j'ai constaté que les services de soutien aux témoins ont également favorisé l'efficacité des processus d'audience en assurant l'arrivée des témoins en temps opportun et la communication des délais ou d'autres questions liées à la présence des témoins.

Dans le cadre de l'audition des témoins durant la présente enquête et des témoignages officiels, j'ai été content du fait que le soutien aux témoins a favorisé l'efficacité et l'efficacité des processus, fait preuve de respect à l'égard du service public qu'ont rendu les témoins, montré de la compassion à l'endroit des personnes dont le témoignage a été stressant ou difficile sur le plan émotif et offert l'appui nécessaire à ceux et celles qui ont été touchés par l'expérience du témoignage.

Points à considérer pour l'avenir

Lorsque le gouvernement de l'Ontario met en place des enquêtes publiques, il devrait prendre en compte la possibilité d'offrir des services de soutien aux témoins et, s'il le juge opportun, d'accorder explicitement au commissaire dans le décret constitutif le pouvoir discrétionnaire d'offrir un soutien aux témoins. Si le gouvernement perçoit la prestation de services de soutien aux témoins comme étant convenable, compte tenu de l'objet de l'enquête et des témoins qui sont susceptibles de comparaître, je suggère de donner au commissaire le pouvoir discrétionnaire de concevoir le programme qui convient exactement aux travaux de l'enquête qu'il mène, en fonction des objectifs liés aux besoins des témoins et à la tenue efficiente des enquêtes. Les services de soutien aux témoins offerts par l'intermédiaire de la Commission d'enquête publique sur Cornwall pourraient être considérés comme le fondement de l'élaboration de

tous les services futurs qui seront créés. Parmi les éléments utiles de l'enquête, mentionnons l'aide au transport afin que des membres de la famille puissent être présents, la possibilité d'avoir recours à un conseiller, une salle réservée aux témoins et la communication avec les témoins de façon amicale avant et après le témoignage pour veiller à leur bien-être. Par exemple, nous avons constaté que ce n'est qu'après leur témoignage que certaines personnes étaient prêtes à parler des services de counselling offerts. Avant d'avoir témoigné, elles ne pouvaient que se concentrer sur le témoignage à venir. Par conséquent, la communication après le témoignage a été productive, en plus de démontrer un souci constant à l'égard du bien-être des témoins.

Recommandations

1. Lorsqu'il met sur pied des enquêtes publiques, le gouvernement de l'Ontario devrait déterminer si un décret constitutif doit prévoir explicitement un pouvoir discrétionnaire pour que le commissaire offre des services de soutien aux témoins.
2. S'ils sont mis en place, les services de soutien aux témoins devraient avoir pour objectifs de venir en aide aux témoins vulnérables et de réduire la répétition de la victimisation, de faire preuve de respect à l'égard du service public qui est rendu dans le cadre d'un témoignage à une enquête publique et de favoriser l'efficacité des processus d'audience.

ANNEXE 1

QUESTIONS LES PLUS COURANTES AU SUJET DES SERVICES DE SOUTIEN AUX TÉMOINS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR CORNWALL ET LEURS RÉPONSES

Q. : En quoi consistent les services de soutien aux témoins?

R. : Les services de soutien aux témoins sont destinés aux personnes qui sont citées à témoigner dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall et leur offrent divers services : explications sur la disposition physique de la salle d'audience, explications sur le déroulement des audiences, transport ou accompagnement jusqu'aux locaux de la Commission d'enquête le jour du témoignage et retour au domicile du témoin, accompagnement vers une salle privée réservée aux témoins pendant les pauses au cours du témoignage, rafraîchissements servis durant la pause du dîner, suivi après le témoignage pour s'assurer du bien-être du témoin, renseignements sur les retards dans le calendrier des témoignages, prise de contact avec les services de counselling si les témoins souhaitent y avoir recours.

Q. : Qui est admissible à recevoir des services de soutien aux témoins?

R. : Quiconque doit témoigner dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall. Les témoins seront avisés de leur statut de témoin par l'avocat de la Commission pendant l'Enquête publique sur Cornwall. Les services de soutien aux témoins sont aussi disponibles pour les témoignages officiels.

Q. : Qui fournit les services de soutien aux témoins?

R. : Une personne compétente et qualifiée, dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall. Cette personne neutre fournira l'aide dont a besoin un témoin, dans les limites des services prévus par le programme des services de soutien aux témoins. Les services sont offerts en anglais ou en français.

Q. : Qui paie les services de soutien aux témoins?

R. : L'Enquête publique sur Cornwall. Ses fonds proviennent du gouvernement de l'Ontario.

Q. : Quelle est la différence entre les services de soutien aux témoins et les services de counselling?

R. : Les services de counselling s'adressent à tous ceux qui sont visés par l'Enquête publique sur Cornwall. Ils proposent aux particuliers des séances de thérapie dans le cadre d'un plan personnel. Ces plans sont souvent élaborés pour une longue période et prévoient des séances de counselling avec des professionnels qualifiés. Bien qu'un grand nombre des personnes visées par l'Enquête publique sur Cornwall soient des témoins, les services de counselling sont également offerts aux personnes qui n'en sont pas. Les services de soutien aux témoins sont, quant à eux, destinés à aider un témoin pendant la période entourant la date du témoignage. Les services sont structurés de façon à mettre le témoin à l'aise et à lui fournir les renseignements sur le processus de témoignage. Toutefois, aucune séance de thérapie ou de counselling n'est offerte dans le cadre des services de soutien aux témoins.

Q. : Les témoins peuvent-ils recourir aux deux programmes, les services de counselling et les services de soutien aux témoins?

R. : Oui. Ces programmes offrent des services différents et les témoins peuvent faire appel aux deux s'ils le souhaitent. Les services de counselling s'adressaient à tous ceux qui sont visés par l'Enquête publique sur Cornwall ou qui y participent. Cependant, l'inscription générale pour les services de counselling s'est terminée le 31 août 2008 et le 22 octobre 2008 pour ceux qui utilisaient les services de soutien aux témoins soit dans la phase 1 ou pour les témoignages officiels.

Q. : Si quelqu'un obtient des services de soutien aux témoins, est-ce qu'il ou elle doit aussi recevoir des services de counselling?

R. : Non. Les services de counselling sont tout à fait volontaires. C'est à vous de décider.

Q. : Que dois-je faire pour obtenir des services de soutien aux témoins?

R. : Si vous êtes témoin dans le cadre de l'Enquête publique sur Cornwall, appelez la Commission d'enquête au 613 938-2461, en précisant que vous aimeriez recevoir des services de soutien aux témoins. Laissez un numéro de téléphone où un employé du

programme pourra vous rejoindre afin de discuter, en toute confidentialité, des services proposés. Si vous prenez la décision d'utiliser des services du programme de soutien aux témoins, vous pouvez décider des détails des services que vous avez choisis avec l'employé. À ce stade, l'employé devra vérifier auprès de l'avocat de la Commission d'enquête si vous êtes bien un témoin.

Q. : Dans quelle mesure les services de soutien aux témoins sont-ils confidentiels?

R. : Votre appel pour obtenir des renseignements au sujet des services de soutien aux témoins sera maintenu confidentiel. Si vous décidez d'obtenir certains services, nous devons vérifier si vous êtes réellement un témoin ou si vous participez aux témoignages officiels. Cette vérification se fera discrètement au sein de la Commission d'enquête. La Commission ne va pas publier le fait qu'une personne recourt aux services de soutien aux témoins. Toutefois, il sera difficile de passer inaperçu si un témoin est accompagné ou s'il reçoit d'autres services qui sont fournis dans un lieu public.

La décision de recourir aux services de soutien aux témoins est tout à fait individuelle. Les témoins peuvent se renseigner au sujet des services de soutien auprès d'un employé du programme de services de soutien aux témoins et décider de ne pas les obtenir. Une fois que les témoins ont obtenu les renseignements dont ils ont besoin, ils peuvent décider ou non de faire appel aux services de soutien aux témoins.

Remplir un mandat particulier

Orienté par des principes

La présente Commission s'est vu confier un mandat particulier. On m'a demandé de « faire enquête et rapport sur les processus, les services ou les programmes susceptibles de favoriser la guérison et la réconciliation communautaires¹ ». En déterminant ce qui devrait faire l'objet du rapport, j'ai pris soin d'élaborer des processus dans le cadre de la présente enquête qui permettraient de formuler des recommandations qui se complètent et se renforcent l'une l'autre. Le plus important, c'est que les recommandations ont été évaluées à l'aune des principes énoncés au chapitre 1. Reposant sur ces principes, les recommandations de la phase 2 facilitent la participation des survivants et favorisent les démarches appuyant le partenariat. J'ai proposé des démarches pour l'avenir qui soutiendront davantage les partenariats, la coopération et la collaboration. Mes recommandations abordent l'éducation, la formation, la sensibilisation du public et les services dont la population a besoin, en particulier les hommes survivants. En préparant ces recommandations, j'ai aussi fait preuve de pragmatisme, c'est-à-dire que, lorsque des travaux supplémentaires s'avéraient nécessaires avant de passer à la mise en œuvre, je l'ai souligné. J'ai en outre soupesé les choix selon ce qui est ressorti du dialogue communautaire, de l'analyse des résultats éventuels de toute proposition ainsi que de ce qui est faisable et de ce qui peut être mis en œuvre. J'ai pris en compte le temps et le coût de la mise en œuvre. Aucune conclusion d'inconduite n'a été faite dans ce rapport de la phase 2, car il est orienté vers l'avenir. Toutefois, en déterminant ce qui devrait faire l'objet du rapport, j'ai pris soin d'élaborer des processus dans le cadre de la présente enquête qui permettraient de formuler des recommandations qui se complètent – visant l'ensemble de la société – dans le but de déclarer la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, que ce soit actuellement ou dans le passé.

1. Voir le décret 558/2005 du 14 avril 2005. Le mandat est énoncé à l'article 3.

En examinant mes recommandations de la phase 2, certaines personnes affirmeront qu'elles sont trop timides, alors que d'autres diront qu'elles sont trop ambitieuses. À ceux qui croient qu'elles sont trop timides, je réponds que la viabilité est importante. L'un de mes grands principes est qu'il est préférable de faire moins de choses, mais de bien les faire, et d'en assurer la viabilité à long terme. Cela veut dire qu'il faut établir des priorités raisonnables. Ceux qui croient que le rapport de la phase 2 est trop ambitieux feraient bien de se rappeler qu'il y a un prix à payer lorsqu'on n'en fait pas assez et qu'il peut s'agir d'un prix important pour Cornwall et pour les Ontariens. Guidé par des principes soigneusement élaborés, j'ai examiné ce qui, à mon avis, répond le mieux aux intérêts de ceux à qui s'adresse la phase 2 de cette enquête, soit les personnes qui souhaitent la guérison et la réconciliation communautaires et qui en ont besoin, ainsi que les Ontariens qui ont demandé, par l'entremise de leur gouvernement, que la présente Commission d'enquête remplisse un mandat particulier.

Résumé des recommandations de la phase 2

J'ai abordé chaque recommandation dans le contexte du chapitre approprié. Aux chapitres 2 et 3, je me suis penché sur des recommandations précises pour Cornwall et les comtés de Stormont, Dundas et Glengarry. Aux chapitres 4, 5 et 6, j'ai abordé des questions d'envergure provinciale liées à l'éducation, aux politiques, aux lois et aux programmes pour que l'information et les leçons apprises ici à Cornwall puissent profiter aux collectivités de l'ensemble de la province. Aux chapitres 7 et 8, je formule des recommandations relatives aux services de soutien précis créés dans le cadre de cette enquête pour offrir de l'aide aux témoins et des services de counselling aux personnes touchées par l'enquête.

Bien que chaque recommandation réponde à des problèmes présentés dans un chapitre donné, elles sont toutes interdépendantes et s'entrecroisent. J'aimerais particulièrement faire ressortir la relation évidente qu'il y a entre les recommandations du chapitre 4 en matière d'éducation et de sensibilisation du public et celles du chapitre 6 concernant les services. L'éducation peut réduire le besoin de services en prévenant la violence; elle peut également permettre à ceux qui ont besoin de ces services de savoir qu'ils existent et, dans le cas des hommes, qui sont souvent socialisés pour éviter de chercher de l'aide, la sensibilisation du public pourrait sanctionner socialement l'obtention de l'aide dont ils ont besoin. Les chapitres 2, 3 et 7 se complètent pour créer un milieu propice à la guérison et fournir les bases et les processus permettant de soutenir la réconciliation et le renouvellement de la collectivité de Cornwall. Bien que chaque recommandation vise un objectif précis, elles devraient être perçues dans leur ensemble comme une réponse globale aux facteurs complexes et interreliés

de la violence faite aux enfants et aux jeunes et de la réaction des institutions publiques à cette violence.

En faisant des recommandations, je voudrais souligner que certaines d'entre elles devraient être étudiées et, si elles sont acceptées, mises en œuvre le plus tôt possible. En ce qui concerne Cornwall plus particulièrement, le fait d'attendre trop longtemps avant de mettre des initiatives en œuvre pourrait ralentir l'élan et faire obstacle au rétablissement des relations, élément indispensable à la réconciliation communautaire et à la contribution que certaines de ces propositions pourraient apporter sur le plan du renouvellement économique et social. Il serait dommage de revenir en arrière et de perdre le bénéfice des progrès que nous avons réalisés. En ce qui concerne les services de counselling, la santé et la guérison de nombreuses personnes pourraient être touchées. Les personnes en question doivent comprendre le plus tôt possible ce qui les attend.

Le défi à long terme est donc de continuer à avancer. Le maintien du changement est un défi en soi. Il faut trouver un juste équilibre entre la poursuite de la mise en œuvre et du renforcement des éléments qui portent fruit et celle de la réévaluation et de l'amélioration des stratégies futures de guérison et de prévention. Il faut pour cela relever de nouveaux défis de manière réfléchie et systématique, établir les priorités et créer de nouveaux partenariats. Même si nous réglons certaines formes de violence sexuelle d'une manière ou d'une autre, nous sommes confrontés aux nouveaux défis qu'amène la technologie, qui permet la diffusion à grande échelle de la pornographie juvénile et expose les jeunes à la tromperie ou au conditionnement sur Internet. Il faut continuer d'être vigilant. La durabilité repose sur les assises solides que sont l'évaluation réfléchie, la sélection des stratégies et la mise en œuvre exposées dans le rapport de la phase 2. Si nous créons un système de réponses interreliées et intégrées au lieu de choisir des initiatives peu ordonnées, la durabilité est possible, non seulement parce qu'il existe un fondement cohérent permettant l'amélioration et le renouvellement continus, mais aussi parce que les réponses intégrées se soutiennent les unes les autres.

Voici mes recommandations pour la phase 2.

Perspectives de guérison et de réconciliation

1. Une somme de 5 millions de dollars devrait être fournie par le gouvernement de l'Ontario pour soutenir la guérison et la réconciliation communautaires à Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry pendant une période de cinq ans.
2. Le gouvernement de l'Ontario devrait désigner spécifiquement un fonctionnaire pour agir en qualité d'agent de liaison entre les responsables des décisions relatives aux initiatives qui doivent être

financées et le gouvernement de l'Ontario afin de veiller au respect d'attentes raisonnables en matière de gestion financière et de reddition de comptes à l'égard des fonds publics et à l'établissement de mécanismes de gouvernance.

3. Les personnes responsables des décisions relatives aux initiatives qui doivent être financées devraient, aux fins de la reddition de comptes et de la remise de rapports au gouvernement de l'Ontario et aux habitants de Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry, être des représentants des organismes suivants, travaillant en collaboration : l'équipe de leadership des survivants, PrévAction, Citizens for Community Renewal et le campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent.
4. La portée des initiatives qui peuvent être approuvées dans le cadre de l'enveloppe de 5 millions de dollars devrait correspondre à celles qui peuvent être achevées dans un délai de cinq ans et qui visent des événements, des activités ou des organismes des régions de Cornwall et de Stormont, Dundas et Glengarry relativement aux points suivants :
 - a. le soutien des adultes survivants qui ont été victimes de violence sexuelle dans leur enfance ou leur jeunesse;
 - b. la prévention de la violence sexuelle faite aux enfants ou aux jeunes, y compris l'amélioration de la résilience et un sentiment d'inclusion pour les enfants et les jeunes;
 - c. le soutien et l'aide aux enfants, aux jeunes et à leurs familles lorsque survient la violence;
 - d. le perfectionnement des professionnels ou des employés des institutions régionales afin qu'ils puissent mieux soutenir les survivants adultes ou répondre à leurs besoins, ou mieux comprendre l'incidence des mauvais traitements d'ordre sexuel infligés aux enfants et aux jeunes et mieux y réagir, pourvu que ce perfectionnement soit inclusif et ne s'applique pas à une seule institution ou à un seul organisme;
 - e. la sensibilisation du public à l'incidence de la violence sexuelle faite aux enfants et celle des élèves et des employés des écoles locales;
 - f. tout lieu, endroit ou événement de reconnaissance lié à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, présentement et antérieurement.
5. Les dépenses qui peuvent être autorisées devraient pouvoir inclure les coûts du matériel en langue française relatif à toute initiative approuvée.
6. L'approbation des projets d'immobilisations devrait être limitée à 200 000 \$ à l'égard de tout organisme sur une période de cinq ans; la somme doit être dépensée avant la fin de la période de soutien de la guérison et de la réconciliation communautaires, qui est de cinq ans.

7. Les dépenses que le groupe peut approuver comprennent notamment un maximum de cinq bourses annuelles de réconciliation pour les adultes qui ont été victimes de violence sexuelle dans la région de Cornwall ou Stormont, Dundas et Glengarry et qui désirent obtenir l'équivalent d'un diplôme d'études secondaires ou parfaire leurs études en fréquentant le campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent.
8. En plus d'examiner et d'approuver des initiatives précises à Cornwall et dans la région, le groupe devrait retenir les services d'un facilitateur ou d'une personne-ressource en développement de la collectivité de son choix afin d'aider à établir des relations et il devrait avoir la discrétion voulue pour obtenir une aide administrative ou en gestion appropriée afin d'appuyer son travail, à même les sommes accordées par le gouvernement de l'Ontario. Les coûts de ces services et les frais généraux ne devraient pas dépasser 10 pour cent des sommes réservées au travail de guérison et de réconciliation communautaires sur une période de cinq ans.
9. Le groupe chargé des décisions devrait fournir un rapport annuel en français et en anglais aux gens de Cornwall et Stormont, Dundas et Glengarry pour donner des renseignements détaillés sur les services, les programmes et les dépenses en immobilisations qui sont en cours et planifiés et sur la justification des décisions relatives aux dépenses.

Un plan quinquennal pour un changement durable

10. Le ministère du Procureur général devrait accorder un financement d'au moins 650 000 \$ pour l'établissement et le fonctionnement d'un Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes à Cornwall, en se fondant sur la proposition présentée par l'équipe de leadership des survivants. Les fonds de fonctionnement et de dotation en personnel devraient être accordés pour une période minimale de cinq ans.
11. Le ministère du Procureur général devrait accorder un financement maximal de 2,8 millions de dollars pour l'établissement et le fonctionnement d'un Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille à Cornwall, en fonction de la proposition présentée par PréVAction et appuyée par la Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry et les Services communautaires de la police de Cornwall. Les fonds de fonctionnement et de dotation en personnel devraient être accordés pour une période minimale de cinq ans.
12. Le ministère du Procureur général devrait évaluer le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes et le Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille de façon continue

et présenter un rapport final au bout de cinq ans afin d'évaluer les résultats, l'information et l'expérience acquise et de déterminer si le financement des deux programmes devrait se poursuivre.

13. Le gouvernement de l'Ontario devrait soutenir l'établissement du Centre d'excellence du programme d'études appliquées en prévention, traitement et soutien communautaire pour les enfants, les jeunes et les adultes victimes de mauvais traitements au Campus de Cornwall du Collège Saint-Laurent. Ce soutien devrait comprendre un financement de 100 000 \$ pour le démarrage de l'institut de recherche connexe. Le gouvernement de l'Ontario devrait coopérer avec le Collège en mettant à sa disposition des fonctionnaires ayant une précieuse expertise pour donner des conférences et en envoyant des fonctionnaires aux ateliers d'été des programmes de certificat et d'études supérieures afin qu'ils profitent de la formation offerte. De plus, durant cinq ans, le Collège Saint-Laurent devrait recevoir 10 000 \$ annuellement pour une série de conférences afin de continuer à attirer des experts à Cornwall dans le but d'améliorer la compréhension de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes et d'améliorer les interventions dans ce domaine.
14. Le gouvernement de l'Ontario devrait accorder un financement de 300 000 \$ à PrévAction sur une période d'environ trois ans afin de soutenir la poursuite de son travail à titre de catalyseur de changement, de favoriser sa participation à la création de programmes comme le Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes et le Centre d'intervention en faveur de l'enfance et de la famille et de participer aux travaux permanents de la Fiducie de réconciliation.

Sensibilisation du public, éducation et formation professionnelle dans l'ensemble de l'Ontario

15. Le gouvernement de l'Ontario devrait lancer une campagne d'envergure provinciale visant à sensibiliser le public à la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes, semblable aux campagnes à long terme de lutte contre l'alcool au volant et celle qui est actuellement en cours contre la violence familiale. La campagne devrait chercher à rejoindre un public aussi large que possible et donc à s'appuyer sur la plus grande variété de médias possible, dont la télévision, la radio, les journaux, les magazines, Internet et les panneaux d'affichage. La campagne devrait également cibler différents auditoires grâce à des messages appropriés, s'adressant notamment au grand public, aux parents, aux bénévoles, aux garçons, aux filles, aux professionnels, ainsi qu'aux agresseurs avérés et potentiels.

16. Le gouvernement de l'Ontario devrait créer un comité consultatif chargé de lui donner des conseils sur la conception et la mise en œuvre de la campagne de sensibilisation. Le comité consultatif devrait se composer d'experts œuvrant dans divers domaines, dont l'éducation, la justice, la psychologie, les médias et le marketing social. Le comité devrait également bénéficier de la précieuse expertise de survivants de violence sexuelle et d'habitants de la région de Cornwall qui ont déjà activement manifesté de l'intérêt à l'égard d'une campagne de sensibilisation.
17. Le gouvernement de l'Ontario devrait mettre en œuvre un programme universel de sensibilisation à la violence sexuelle dans l'ensemble des écoles ontariennes et des niveaux scolaires. Diverses méthodes devraient être employées pour diffuser ces renseignements, par exemple, inviter des experts de l'extérieur à faire des présentations devant les élèves de tous les niveaux et faire préparer un programme de cours et du matériel pédagogique spécialisé que les enseignants pourraient utiliser en classe. Au moment de la conception de ce programme, il faudrait prendre soin d'y inclure des éléments précis liés à la violence sexuelle faite aux garçons et aux jeunes hommes.
18. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander au Conseil des doyens des 13 facultés d'éducation de l'Ontario d'intégrer obligatoirement aux programmes de baccalauréat et de maîtrise en enseignement une formation complète sur la violence sexuelle couvrant notamment les actes commis par des adultes en situation d'autorité, ainsi que des mesures législatives, des politiques et des pratiques en matière d'intervention.
19. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario de modifier les Normes d'exercice de la profession enseignante afin d'y inclure la prévention et la détection précoce de la violence sexuelle.
20. Le gouvernement de l'Ontario devrait faire en sorte que tous les conseils scolaires de la province offrent une formation à leurs enseignants et à leurs cadres et un programme d'études approprié sur la détection précoce et la prévention de la violence sexuelle. Par exemple, les conseils scolaires devraient inclure une formation sur la violence sexuelle dans le Programme d'insertion professionnelle du nouveau personnel enseignant.
21. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander à la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario de désigner la violence sexuelle comme sujet essentiel des ateliers de perfectionnement professionnel de ses membres.

22. Le gouvernement de l'Ontario devrait commander à l'Équipe d'action pour la sécurité dans les écoles un quatrième rapport qui examinerait les politiques et les programmes relatifs à la violence sexuelle commise par des adultes en situation de confiance. Ce rapport devrait étudier les mécanismes de vérification visant à déterminer la mesure dans laquelle ces programmes sont réellement offerts en classe à différents niveaux scolaires et les obstacles perçus à la prestation de ces programmes partout en Ontario.
23. Le gouvernement de l'Ontario devrait mettre en œuvre une formation professionnelle obligatoire, complète et continue pour les employés de la province de l'Ontario, y compris des séances de sensibilisation pour les professionnels susceptibles d'entrer en contact avec des enfants victimes de violence ou des adultes ayant été agressés sexuellement pendant leur enfance ou leur jeunesse. Des renseignements provenant d'experts du domaine de la violence sexuelle devraient être mis à la disposition de tous les partenaires du système judiciaire afin qu'ils en comprennent les répercussions la vie durant.
24. Le ministère du Procureur général devrait demander aux juges en chef de la Cour de justice de l'Ontario d'envisager la prestation d'un programme de formation des juges sur les questions de violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes par des adultes en qui ils ont confiance.
25. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander aux facultés professionnelles de l'ensemble des universités et collèges de l'Ontario de mettre en œuvre une formation obligatoire sur la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes et ses répercussions immédiates et tout au long de la vie à l'intention des professionnels qui entrent en contact avec des adultes survivants ou avec des enfants ou des jeunes pouvant avoir été agressés sexuellement.
26. Le gouvernement de l'Ontario devrait recommander aux ordres professionnels dont les membres sont susceptibles d'entrer en contact avec des adultes survivants ou avec des enfants et des jeunes pouvant avoir été agressés sexuellement de promouvoir la formation dans ce domaine et, s'il y a lieu, de modifier les lignes directrices et les normes pertinentes en matière de compétence professionnelle.
27. Le gouvernement de l'Ontario devrait financer la formation spécialisée commune des travailleurs de la protection de l'enfance et des policiers en ce qui a trait aux enquêtes sur les cas de violence sexuelle faite aux enfants. Il faudrait aussi offrir cette formation à d'autres professionnels

compétents qui pourraient être appelés à participer aux enquêtes ou à soutenir la victime ou sa famille.

28. Le gouvernement de l'Ontario devrait faire en sorte qu'un module de formation professionnelle soit préparé à l'aide des témoignages d'experts et d'autres éléments de preuve et renseignements pertinents tirés de l'Enquête publique sur Cornwall, afin qu'il puisse être intégré à l'enseignement collégial, universitaire et professionnel.

Changements politiques et législatifs

29. Le gouvernement de l'Ontario devrait demander à la Commission du droit de l'Ontario ou à une entité semblable d'étudier l'utilisation et les répercussions de la présentation d'excuses et d'élaborer des « pratiques exemplaires ou prometteuses », des protocoles et des trousseaux d'outils afin de favoriser et de soutenir la présentation d'excuses significatives.
30. Le gouvernement de l'Ontario devrait collaborer avec des associations, telles que le Barreau du Haut-Canada, l'Association du Barreau de l'Ontario, l'ADR Institute of Ontario, l'Ontario Medical Association et l'Insurance Institute of Ontario, afin de sensibiliser les professionnels à l'utilisation efficace des excuses dans le contexte d'instances civiles. Cette sensibilisation devrait porter sur les avantages et les risques liés aux excuses, les questions éthiques et juridiques qui découlent de la présentation d'excuses, la façon de promouvoir et de protéger les intérêts des personnes impliquées à chaque étape du processus d'instance civile et les éléments d'une présentation d'excuses efficace du point de vue des personnes qui reçoivent les excuses.
31. Le gouvernement de l'Ontario devrait promulguer dès que possible les dispositions de la *Loi sur les services policiers* créant le poste de directeur indépendant de l'examen de la police. Il devrait examiner l'efficacité de ce mécanisme du point de vue des victimes après plusieurs années de fonctionnement.
32. Le gouvernement de l'Ontario devrait s'assurer que ceux qui traitent les plaintes relatives aux services gouvernementaux, qu'il s'agisse du Bureau de l'ombudsman de l'Ontario ou de commissions indépendantes de traitement des plaintes, ont reçu une formation sur les victimes d'agression ou de violence sexuelle et qu'ils sont capables de fournir des services spécialisés, tels que des aiguillages appropriés et des interventions adaptées.

33. Le gouvernement de l'Ontario devrait créer un service de liaison avec les victimes à l'échelle de la province afin d'aider les victimes à accéder aux services adaptés à leurs besoins, non seulement au moment de la crise ou peu après, mais aussi à long terme. En mettant en place un tel service, il faudrait accorder la priorité à Cornwall et à la région de Stormont, Dundas et Glengarry.
34. Le gouvernement de l'Ontario devrait enjoindre à tous les ministères ou organismes relevant de sa compétence de cesser de demander ou d'exiger des ententes de confidentialité dans les règlements de cas de violence sexuelle, sauf pour préserver l'identité de la personne recevant un paiement et le montant de ce versement, mais uniquement si la personne le désire; le gouvernement de l'Ontario ne devrait pas appliquer les clauses de confidentialité contenues dans les ententes passées, sauf dans des circonstances exceptionnelles.
35. Le gouvernement de l'Ontario devrait adopter une loi concernant les institutions, telles que les conseils scolaires, les sociétés de l'aide à l'enfance et les services policiers, exigeant qu'elles adoptent d'ici trois ans une politique relative aux ententes de confidentialité semblable à celle qu'a adoptée le gouvernement de l'Ontario; entre-temps, il est vivement conseillé à ces organismes d'apporter volontairement des changements.
36. Le diocèse d'Alexandria-Cornwall devrait maintenir en vigueur une politique sur les clauses de confidentialité dans les accords de règlement semblable à celle qui est recommandée au gouvernement de l'Ontario.
37. Les règlements pris en application de la *Loi sur les assurances* devraient être modifiés afin de rendre illégale la pratique en vertu de laquelle un assureur suggère des dispositions de règlement qui restreignent les discussions sur les mauvais traitements et les règlements connexes avec les conjoints, les parents proches, les conseillers financiers, les médecins, les conseillers juridiques, les services policiers ou les organismes de réglementation, ou insiste pour inclure de telles dispositions.
38. Les organismes de médiateurs, d'arbitres et d'avocats devraient offrir des séances de formation afin de sensibiliser leurs membres aux questions touchant les clauses de confidentialité dans les règlements de causes de violence sexuelle, en mettant particulièrement l'accent sur les répercussions du fardeau du secret. De plus, les organismes de médiateurs et d'arbitres devraient élaborer une série de clauses de confidentialité de type « pratique exemplaire ou prometteuse » à utiliser dans les cas de violence sexuelle. De telles dispositions de type

« pratique exemplaire ou prometteuse » devraient indiquer clairement que les personnes peuvent discuter de la violence qu'elles ont subie ou de tout règlement connexe avec leurs conjoints, leurs parents proches, leurs conseillers financiers, leurs médecins et leurs conseillers juridiques, ainsi qu'avec les services policiers et les organismes de réglementation.

39. Le ministère du Procureur général devrait entreprendre un examen approfondi des pratiques en matière de détermination de la peine dans les causes de violence sexuelle faite aux enfants afin de déterminer s'il faut réviser les politiques et les procédures de la Couronne.
40. Le ministère du Procureur général devrait offrir une formation et des renseignements pertinents aux procureurs de la Couronne afin qu'ils présentent des observations appropriées aux tribunaux dans les causes de violence sexuelle faite par une personne en situation de confiance. Dans certains cas, des fonds devraient être accordés en vue de la préparation des rapports nécessaires. De plus, une formation et des renseignements pertinents devraient être offerts à tous les partenaires au sein du système de justice afin de faire en sorte que tous comprennent bien la plus récente information sur les répercussions de la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes par des personnes en position de confiance et d'autorité.
41. Le gouvernement de l'Ontario devrait communiquer avec les autres provinces et le gouvernement fédéral en vue d'entreprendre un examen de la détermination de la peine dans les causes de violence sexuelle faite aux enfants. Cet examen devrait porter notamment sur les durées de peine appropriées, la consignation de renseignements statistiques pertinents et accessibles concernant la violence sexuelle faite aux enfants et aux jeunes ainsi que les pratiques et les procédures relatives à la détermination de la peine des contrevenants dans ces causes.

Programmes et services offerts en Ontario

42. Le gouvernement de l'Ontario devrait commander une étude en vue d'établir une orientation stratégique et d'élaborer un plan de mise en œuvre pour fournir des services aux hommes ayant été victimes de violence sexuelle.
43. L'étude devrait se pencher sur l'éventail de services nécessaires, les modèles de prestation de services, la répartition de ces derniers, les considérations particulières relatives aux services destinés aux hommes et la responsabilité générale au sein du gouvernement de l'Ontario.

44. En attendant qu'une orientation stratégique soit mise en place relativement aux services destinés aux hommes, les services actuellement offerts aux victimes masculines de violence sexuelle devraient être soutenus par un financement continu.
45. Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée devrait définir une stratégie permettant de fournir des services de counselling à long terme aux personnes qui ont été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence et qui en ont besoin à long terme. Cette stratégie devrait avoir pour principal objectif d'accroître l'accès aux services de counselling à long terme en ayant recours à des psychologues et des travailleurs sociaux qualifiés. Dans ce contexte, il faut envisager de mener une étude bien structurée en vue d'examiner les répercussions des services de counselling sur les autres coûts des soins de santé.
46. Le ministère du Procureur général devrait fournir un appui constant aux initiatives de soutien par les pairs ou par le mentorat offert aux hommes et aux femmes qui ont été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence.
47. Le gouvernement de l'Ontario devrait fournir une subvention pour le transport aux survivants de violence sexuelle qui doivent participer à des séances de counselling ou de soutien par les pairs individuelles ou en groupe s'ils vivent dans une région rurale ou éloignée et qu'ils doivent parcourir plus de 100 kilomètres (aller-retour) pour ce faire.
48. Le gouvernement de l'Ontario devrait travailler avec des groupes, des organismes et des établissements de santé qualifiés et intéressés en vue de mettre sur pied jusqu'à cinq projets de démonstration fournissant un traitement aux délinquants sexuels, notamment à ceux qui ont été victimes de violence pendant leur enfance, en utilisant plusieurs modèles, à condition de prévoir des mesures de protection.
49. Le gouvernement de l'Ontario devrait envisager sérieusement d'adopter, parmi les initiatives à mettre en œuvre, le projet de l'Hôpital communautaire de Cornwall.
50. Le gouvernement de l'Ontario devrait collaborer avec les éventuels commanditaires ou partenaires des projets afin de s'assurer qu'au moins un des projets de démonstration incorpore le Projet pour hommes et un organisme tel que les cercles de soutien et de responsabilisation.
51. Les programmes devraient être évalués avec attention afin d'en déterminer l'incidence sur la prévention de la violence sexuelle, d'établir les pratiques prometteuses transférables et de mettre en place des solutions de traitement réalisables axées principalement sur la

prévention de la violence sexuelle, mais également sur l'amélioration de la vie des personnes susceptibles de commettre des infractions sexuelles afin de réduire leur propension à le faire.

Counselling

52. Le programme de counselling devrait être prolongé pendant une période de cinq ans et il devrait être financé par le gouvernement de l'Ontario.
53. Les personnes admissibles aux services de counselling prolongés devraient être les mêmes qui ont été acceptées dans le programme de l'Enquête publique sur Cornwall.
54. Les personnes acceptées dans le programme de services de counselling devraient pouvoir poursuivre leur thérapie avec leur conseiller actuel ou en choisir un nouveau, à la condition que ce dernier soit qualifié pour effectuer le travail et qu'il soit disposé à se plier aux paramètres de rémunération et aux exigences administratives du programme de counselling.
55. Le gouvernement de l'Ontario devrait continuer d'offrir une aide financière au transport aux personnes en question afin de faciliter leur participation aux séances de counselling.
56. Le modèle administratif, les règles et les mécanismes de soutien, comme la supervision, actuellement utilisés en ce qui a trait aux services de counselling devraient être maintenus, dans la mesure du possible.
57. Le ministère du Procureur général devrait être responsable de l'administration courante et de l'imputabilité du programme prolongé de counselling, bien qu'il puisse en confier la gestion des activités quotidiennes à un agent ou un organisme de son choix.
58. Si le ministère du Procureur général ne peut prendre une décision concernant la prolongation du programme de counselling au cours de la période de 90 jours suivant la publication du rapport de l'Enquête publique sur Cornwall, les dispositions administratives en vigueur dans le cadre de la présente enquête devraient être maintenues jusqu'à ce qu'une décision soit prise et annoncée.
59. Les conseillers et les organismes de service social de Cornwall et des comtés de Stormont, Dundas et Glengarry ainsi que les personnes acceptées dans le programme de counselling devraient être avisés de toute décision de prolonger le programme ou d'y mettre fin.
60. Le ministère du Procureur général devrait effectuer un examen des besoins futurs en matière de counselling pendant la dernière année de

toute période de prolongation afin de déterminer si le counselling est toujours nécessaire et comment répondre aux besoins des clients.

61. Le gouvernement de l'Ontario devrait accorder un financement de cinq ans à l'Hôpital communautaire de Cornwall pour l'embauche d'un conseiller supplémentaire, chargé principalement de s'occuper des adultes ayant été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance ou leur adolescence. En contrepartie de ce financement, l'Hôpital communautaire de Cornwall devrait produire un rapport statistique annuel sur la clientèle desservie par le nouveau conseiller.
62. Le Sexual Assault Centre for Quinte and District devrait recevoir du ministère du Procureur général un financement destiné à la tenue de quatre sessions dans le cadre du programme de traitement en établissement de Quinte à l'intention de personnes suivant actuellement une thérapie ou habitant dans la région de Cornwall et de Stormont, Dundas et Glengarry. Au moins deux d'entre elles devraient être réservées aux hommes. Les sessions devraient avoir lieu avant le mois de juin 2014. Les organisateurs devraient consulter les conseillers du programme de counselling et les organismes de services de Cornwall afin d'identifier les candidats.
63. Au moment de créer des commissions d'enquête publique, le gouvernement de l'Ontario devrait déterminer s'il y a lieu, dans le décret constitutif, d'accorder expressément au commissaire nommé le pouvoir discrétionnaire de fournir des services de counselling.
64. Si un programme de counselling est créé, il devrait avoir pour objectif d'aider toutes les personnes touchées par l'enquête en question.
65. Si de prochaines commissions d'enquête décident d'offrir des services de counselling, elles devraient s'inspirer, pour leur mise en œuvre, du modèle mis au point par la Commission d'enquête publique sur Cornwall, qui est fondé sur le choix du conseiller par le client, la protection de la vie privée et des processus administratifs simples et utiles.

Soutien aux témoins

66. Lorsqu'il met sur pied des enquêtes publiques, le gouvernement de l'Ontario devrait déterminer si un décret constitutif doit prévoir explicitement un pouvoir discrétionnaire pour que le commissaire offre des services de soutien aux témoins.
67. S'ils sont mis en place, les services de soutien aux témoins devraient avoir pour objectifs de venir en aide aux témoins vulnérables et de

réduire la répétition de la victimisation, de faire preuve de respect à l'égard du service public qui est rendu dans le cadre d'un témoignage à une enquête publique et de favoriser l'efficience des processus d'audience.



Résumé des travaux de recherche commandés par la Commission d'enquête publique sur Cornwall

Recherche de la phase 1

Examen de l'évolution des pratiques, des politiques et de la formation au sein de la police en ce qui concerne les abus sexuels infligés à des enfants – Rapport final remis en mai 2007.

Remis par :

Institut canadien de recherche sur le droit et la famille

Préparé par :

Joseph P. Hornick, Ph.D.

Chelsey Morrice, B.A., LL.B.

Politiques et pratiques des organismes de bien-être de l'enfance en réponse aux plaintes d'abus sexuels contre des enfants 1960-2006 – Rapport final remis en septembre 2007.

Préparé par :

Carol A. Stalker, Ph.D., TSI

Amanda Topham, M.S.S., TSI

Maxine Barbour, M.S.S., TSI

Natalie Forde, M.A.

Survol des politiques et pratiques en matière d'intervention des institutions religieuses face à des plaintes pour abus sexuels contre des enfants et des plaintes d'adultes pour abus sexuels passés contre des enfants, 1960-2006 – Rapport final remis en avril 2008.

Préparé par :

Tracy Trothen, D.Th.

Tim Crouch, M.Th.

Ryan McNally, M.Th.

Aperçu des politiques et pratiques des organismes gouvernementaux intervenant dans l'administration de la justice pour les adolescents et dans les soins en milieu surveillé dans les cas de plaintes pour abus sexuels à l'endroit d'enfants et de plaintes pour des abus sexuels passés déposées par des adultes qui ont reçu des services gouvernementaux, dispensés par des employés du gouvernement ou des bénévoles – Rapport final remis en juin 2008.

Préparé par :

Simon N. Verdun-Jones, J.S.D.

Carla McLean, M.A.

Valerie H. Gregory, M.B.S.I.

Lauren Freedman, M.A.

Recherche de la phase 2 menée par des parties

Le Projet pour hommes

Un ombudsman pour les survivants de violence sexuelle (rôle et fonctions) – Rapport final remis en avril 2008*.

Préparé par :

David Bennett, LL.B., médiateur accrédité

David Lizoain, B.A., M.Sc.

Des victimes à l'aide des victimes : Une étude des avantages, des risques et des enjeux du soutien par les pairs chez les victimes de violence sexuelle dans la province de l'Ontario – Rapport final remis en mai 2008.

Préparé par :

Mark Patton, M.S.S., TSI

Rick Goodwin, M.S.S., TSI

Des survivants à l'aide de survivants : Guide pratique pour comprendre le soutien par les pairs pour les survivants de violence sexuelle – Rapport final remis en novembre 2008.

Préparé par :

Rick Goodwin, M.S.S., TSI

Mark Patton, M.S.S., TSI

* Un atelier portant sur ce sujet a également eu lieu. Consulter l'annexe B sur les événements entourant l'Enquête publique sur Cornwall.

Les hommes et la guérison : Théorie, recherche et pratique dans le travail auprès des victimes masculines d'abus sexuels durant l'enfance – Rapport final remis en février 2009.

Préparé par :

Andy Fisher, Ph.D.

Rick Goodwin, M.S.S., TSI

Mark Patton, M.S.S., TSI

Projets de recherche de la phase 2

Documents

Enquête publique sur Cornwall – Rapport de recherche sur les services de counselling – Rapport final remis en janvier 2007.

Préparé par :

Allen Research Corporation

Le besoin de traitements et de services de soutien dans l'Est de l'Ontario pour les hommes ayant été victimes d'abus sexuels durant leur enfance ou leur adolescence et qui sont devenus délinquants sexuels à l'âge adulte – Document final remis en février 2008*.

Remis par :

Cercles de soutien et de responsabilité

Préparé par :

Michael Petrunik

Adina Ilea

Susan Love

Les excuses : Répercussions juridiques et éthiques des excuses dans les affaires civiles – Document final remis en avril 2008*.

Préparé par :

Leslie H. Macleod, B.A., LL.B., LL.M. (RED)

* Un atelier portant sur ce sujet a également eu lieu. Consulter l'annexe B sur les événements entourant l'Enquête publique sur Cornwall.

Abus sexuels commis contre des enfants en dehors de la famille : tendances en matière de détermination de la peine en Alberta, en Ontario et au Québec 1969-2008 – Document final remis en janvier 2009*.

Préparé par :

Angela M. Long, B.A., LL.B., LL.M., LL.D. (candidate), analyse des politiques, Commission d'enquête publique sur Cornwall
Louise-Michelle Tansey-Miller, B.A., LL.B., LL.L., adjointe de recherche, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Projets de recherche active

The Gatehouse^{md}

Programme de mentorat de The Gatehouse

Une formation a été donnée en septembre 2007.

Le programme a duré jusqu'en avril 2009.

Comment recevoir et gérer la divulgation, par les adultes, des abus sexuels qu'ils ont subis pendant leur enfance ou leur adolescence

Un atelier a eu lieu les 22 et 23 mai 2008.

L'évaluation a été remise (consulter également l'annexe B, Formation professionnelle).

Le Projet pour hommes

Série de conférences de formation – Comprend le volet de formation et le volet d'évaluation. (Consulter également l'annexe B, Formation professionnelle.)

De la conceptualisation à l'engagement : cours de deux jours sur la victimisation sexuelle des hommes

Un atelier a eu lieu les 14 et 15 novembre 2007 – Évaluation remise.

Un atelier a eu lieu les 25 et 26 septembre 2008 – Évaluation remise.

* Un atelier portant sur ce sujet a également eu lieu. Consulter l'annexe B sur les événements entourant l'Enquête publique sur Cornwall.

Nouvelle perspective sur la violence masculine : cours de deux jours pour aider les professionnels qui travaillent avec des hommes agressifs ou violents

Un atelier a eu lieu les 5 et 6 décembre 2007 – Évaluation remise.

Un atelier a eu lieu les 23 et 24 octobre 2008 – Évaluation remise.

Théorie et pratique de groupe : cours de deux jours sur la thérapie de groupe

Un atelier a eu lieu les 16 et 17 janvier 2008 – Évaluation remise.

Un atelier a eu lieu les 15 et 16 janvier 2009 – Évaluation remise.

Auto-gestion de la santé pour les travailleurs d'aide aux personnes traumatisées : atelier de deux jours sur le traumatisme transmis par personne interposée

Un atelier a eu lieu les 21 et 22 février 2008 – Évaluation remise.

Traumatisme et résilience : formation intensive de quatre jours pour les professionnels des soins de santé travaillant avec des personnes traumatisées

Un atelier a eu lieu du 31 mars au 3 avril 2008 – Évaluation remise.

Un atelier a eu lieu du 18 au 21 novembre 2008 – Évaluation remise.

PrévAction

PrévAction Rapport pour la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall – Rapport remis en septembre 2008.

Préparé par :

Claire Winchester

Rapport sur l'analyse de la conjoncture – Rapport remis à PrévAction en février 2009.

Préparé par :

EKOS Research Associates Inc.

Ce que pensent les jeunes de la prévention des abus sexuels, des dangers sur Internet et du Club des garçons et des filles – Rapport remis à PrévAction en février 2009.

Préparé par :

EKOS Research Associates Inc.

Child Advocacy Centre of Cornwall and the Surrounding Communities : Plan fonctionnel – Rapport remis à PrévAction en février 2009.

Préparé par :

The Thompson Rosemount Group Inc.

PrévAction Recherche et étude de faisabilité Recommandations Phase 2 – Guérison et réconciliation – Rapport remis en mars 2009.

Préparé par :

Claire Winchester

Comité Shelter 2015

Rapport sur Shelter 2015 : Proposition de recherche pour un refuge d'urgence à Cornwall (Ontario) – Rapport remis en décembre 2008.

Préparé par :

Jamie Marsolais

Collège Saint-Laurent

Centre d'excellence : programme d'études supérieures en prévention, traitement et soutien communautaire pour les victimes d'abus sexuels subis à l'enfance : présentation récapitulative sur l'étude de faisabilité – Présentation effectuée en janvier 2009.

Préparé par :

Don Fairweather, doyen, campus de Cornwall, Collège
Saint-Laurent

L'équipe de leadership des survivants

Recherche et étude de faisabilité : Centre de ressources communautaires pour la guérison des adultes – Rapport remis en février 2009.

Programme de prévention des agressions sexuelles et des voies de fait de l'Hôpital communautaire de Cornwall

Programme de traitement pour les délinquants sexuels et les personnes susceptibles de commettre une infraction sexuelle : proposition de programme

– Rapport remis en avril 2009.

Préparé par :

Angèle Lynch, responsable de programme, travailleuse en développement communautaire

Sarah Kaplan, M.S.S., TSI, chargée de projet, directrice,
Programme d'urgence pour victimes d'agression et de violence sexuelle (ASAP)

Événements entourant l'Enquête publique sur Cornwall

Ateliers de recherche

***Les répercussions juridiques et éthiques des excuses* – 17 janvier 2008**

Experts :

Leslie Macleod, auteure du document de recherche de la phase 2
Russell Getz, avocat au Ministry of the Attorney General de la
Colombie-Britannique

***Un ombudsman pour les survivants de violence sexuelle* – 22 avril 2008**

Experts :

David Bennett, auteur et avocat pour Le Projet pour hommes
Rick Goodwin, directeur exécutif du Projet pour hommes
Steve Sullivan, ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels
Kwame Addo, enquêteur au Bureau de l'ombudsman de l'Ontario

***Hommes victimes d'agression sexuelle pendant leur enfance qui commettent des agressions sexuelles à l'âge adulte* – 15 mai 2008**

Experts :

Susan Love, Circles of Support and Accountability
Michael Petrunik, coauteur du document de recherche de la phase 2
et professeur de criminologie, Université d'Ottawa
Adina Ilea, coauteure du document de recherche de la phase 2
Rick Goodwin, directeur exécutif du Projet pour hommes
Geris Serran, psychologue, Rockwood Psychological Services
D^{re} Pamela Yates, Service correctionnel Canada

Comment recevoir et gérer la divulgation, par des adultes, des abus sexuels qu'ils ont subis pendant leur enfance ou leur adolescence – 22 et 23 mai 2008

Experts :

Jan Handy, directrice générale, The Gatehouse
Angela Gallant, gestionnaire de programme, The Gatehouse
Sabrina Ramlackan, coordonnatrice des enquêtes et du soutien aux adultes, The Gatehouse

Parlons de la peine – 22 octobre 2008

Experts :

Angela Long, coauteure et analyste des politiques, Commission d'enquête publique sur Cornwall
Louise-Michelle Tansey-Miller, coauteure et assistante de recherche, Commission d'enquête publique sur Cornwall
Ellen Campbell, fondatrice et directrice générale, Canadian Centre for Abuse Awareness
Scott Newark, avocat et commentateur pour les médias

Tables rondes

Homophobie, hétérosexisme : pourquoi ces attitudes nuisent à la lutte contre les abus infligés à des enfants et des adolescents – 1^{er} octobre 2008

Experts :

D^r Michael Seto, professeur agrégé, Université de Toronto
Professeur Bruce Ryder, professeur agrégé, Osgoode Hall Law School
Jan Handy, membre du comité consultatif et directrice générale, The Gatehouse

Ententes de confidentialité dans les règlements à l'amiable au civil – 4 décembre 2008

Experts :

Erik Knutsen, professeur adjoint, faculté de droit de l'Université Queen's, et avocat
Steven Gaon, avocat et médiateur
Simona Jellinek, avocate représentant les victimes qui se spécialise dans les cas de mauvais traitements

***La déclaration obligatoire des mauvais traitements d'ordre sexuel –
20 janvier 2009***

Experts :

D^{re} Carol Stalker, professeure, Université Wilfrid Laurier
Amanda Topham, conférencière, King's College à l'Université
Western Ontario
Maureen Reid, Société d'aide à l'enfance, London (Ontario)

Formation professionnelle

***Thérapie de couples axée sur les émotions avec des personnes qui ont survécu
à des traumatismes – 24 et 25 janvier 2007***

Présenté par :

Gail Palmer, Centre for Emotionally Focused Couples Therapy

Série de conférences de formation

Présenté par :

Le Projet pour hommes

***De la conceptualisation à l'engagement (From Conceptualization
to Engagement) : cours de deux jours sur la victimisation
sexuelle des hommes – 14 et 15 novembre 2007; 25 et
26 septembre 2008***

***Nouvelle perspective sur la violence masculine (Revisioning Male
Violence) : cours de deux jours pour aider les professionnels qui
travaillent avec des hommes agressifs ou violents – 5 et
6 décembre 2007; 23 et 24 octobre 2008***

***Théorie et pratique de groupe (Group Theory and Practice) : cours
de deux jours sur la thérapie de groupe – 16 et 17 janvier 2008;
15 et 16 janvier 2009***

***Auto-gestion de la santé pour les travailleurs d'aide aux personnes
traumatisées (Self-Care for the Trauma Worker) : cours de deux
jours sur le traumatisme transmis par personne interposée –
21 et 22 février 2008***

Traumatisme et résilience (Trauma and Resiliency) : formation intensive de quatre jours pour les professionnels des soins de santé travaillant avec des personnes traumatisées – 31 mars au 3 avril 2008; 18 au 21 novembre 2008

Comment recevoir et gérer la divulgation, par des adultes, des abus sexuels qu'ils ont subis pendant leur enfance ou leur adolescence – 22 et 23 mai 2008

Présenté par :

The Gatehouse

Questions et processus liés aux demandes présentées à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels à l'attention des avocats – 15 octobre 2008

Présenté par :

Bernadette Clément, avocate à la clinique juridique S D & G

La vie après des abus sexuels – 17 novembre 2008

Présenté par :

Regalena Melrose, psychologue et auteure

EMDR (Désensibilisation des mouvements oculaires et retraitement) : atelier – partie 1 – 26, 27 et 28 janvier 2009

Présenté par :

D^r Roger Solomon

Traumatisme chez le client qui a un retard de développement – 8 décembre 2008; 21 janvier 2009

Présenté par :

Services de développement S. D. et G.

Supervision à l'intention des professionnels du counselling – Cornwall : 7 février, 26 mars, 21 mai, 30 juillet, 27 août, 15 octobre et 3 décembre 2008 et 18 février 2009; Ottawa : 21 avril, 5 mai, 9 juillet, 21 juillet, 8 septembre et 22 septembre 2008 et 9 février 2009

Présenté par :

Heather MacIntosh, psychologue

Réunions communautaires***Réunions de convocation de la phase 2 avec le comité consultatif***

- 9 août 2006 **Renouveau communautaire à Cornwall**
Paul Scott
Ken Parker
Deb Jodoin
Marion Kane
Elaine MacDonald
- Fournisseurs de services de counselling**
Wayne Nadler
Piret Koppel
Bob Smith
Deanna Poirer
Ros Forster
Alice Koekkoek
- 16 août 2006 **Ville de Cornwall**
Paul Fitzgerald, directeur municipal
Deb Daigle, directrice de la Division du logement social
- Maire Phil Poirier, ville de Cornwall**
- Chef Daniel Parkinson, Services communautaires de la police de Cornwall**
- 22 août 2006 **Jamie Marsolais**
Évêque Paul-André Durocher, diocèse d'Alexandria-Cornwall
- 31 août 2006 **Organismes de Cornwall offrant des services de santé mentale, des services de sensibilisation ou des services de soutien en situation de crise**
Dave Henry, Équipe d'intervention d'urgence en santé mentale
Deanna Shorkey, Services de consultation psychologique pour les enfants et les jeunes, Hôpital communautaire de Cornwall

Richard Allaire, Croix-Rouge (ÉduRespect)
Pierre Landry, Équipe Psycho-Sociale
Sarah Kaplan, ASAP, Hôpital communautaire de
Cornwall
Debbie Fortier, Maison Baldwin House
Lucie Beauregard, Sexual Assault Services For Women
of S.D.G. and A.

1^{er} septembre 2006 **Dave Thomas, chef de la direction, directeur de
l'éducation, Upper Canada District School Board**
**Dr Richard Kaley et M^{me} Malika Cherif, Integrative
Counselling Services**

**Organismes de Cornwall offrant des services de
counselling ou autre**
Ray Houde, Services de counselling familial
Glen Barnes, Services de toxicomanie de l'Est de l'Ontario
Josee Delisle, Maison des jeunes de Cornwall
Judy Dancause, Centre AGAPÊ

5 septembre 2006 **Maire Phil Poirier, ville de Cornwall**
Société d'aide à l'enfance
Rick Abell
Mehroon Kassam
Bill Carrière

12 septembre 2006 **Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT)**
Cosette Chafe
Diane Dupont
Le Projet pour hommes
Rick Goodwin
Peter Gahlinger
David Bennett
**Surintendant en chef Beechy, Police provinciale de
l'Ontario**
**Kevin Hummel, Association de la Police provinciale
de l'Ontario**

13 septembre 2006	Étienne Saint-Aubin, directeur général, clinique juridique S D & G Catholic District School Board of Eastern Ontario Anne Perron Bill Gartland Marg Shea-Lawrence Jane McMillan
26 septembre 2006	Membres de la collectivité et survivants
27 septembre 2006	Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario
28 septembre 2006	Murray MacDonald, procureur de la Couronne, Cornwall SOSA/Victims Group
29 août 2007	Cornwall Sunrise Rotary Club
4 septembre 2007	Maire Bob Kilger, ville de Cornwall
5 décembre 2007	Club Optimiste de Lancaster
9 janvier 2008	Kinnettes
27 mai 2008	Club Optimiste de Cornwall

Autres réunions

Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté : phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall – 2 mai 2007

Cet événement a mis l'accent sur les opinions des membres de la collectivité à l'égard de la phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall et a cherché à recueillir des idées pour faire avancer le mandat de la phase 2 qui consiste à favoriser la guérison et la réconciliation à Cornwall.

Conférenciers :

Colleen Parrish, directrice des politiques, Commission d'enquête publique sur Cornwall

G. Normand Glaude, commissaire, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Ben Hoffman, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Gail Kaneb, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Jan Handy, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Phil Murray, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Peter Jaffe, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Réunion de suivi du Groupe de travail sur la phase 2, table 2 – 24 mai 2007

Cette réunion de suivi à l'événement « Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté » du 2 mai 2007 a tablé sur les idées tirées de l'événement et cherché à consolider le leadership communautaire.

Rencontre communautaire du Groupe de travail sur la phase 2 – 26 juin 2007

Cette réunion de suivi à l'événement « Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté » du 2 mai 2007 a tablé sur les idées tirées de l'événement et cherché à consolider le leadership communautaire.

Phase 2 – rencontres communautaires

St. Lawrence Intermediate School – 5 septembre 2007

Légion royale canadienne – 6 septembre 2007

The Weave Shed – 8 septembre 2007

École Viscount Alexander – 13 septembre 2007

Glenview Heights – 14 novembre 2007

Réunion du comité consultatif avec le renouveau communautaire à Cornwall sur le processus de la phase 2 – 11 septembre 2007

Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté : prévention et communauté – 18 octobre 2007

Tablant sur le premier événement « Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté », cette rencontre a cherché à sensibiliser le public à l'égard des efforts qui sont déployés pour mettre fin aux mauvais traitements d'ordre sexuel infligés aux enfants.

Conférenciers :

Ben Hoffman, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Jan Handy, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Gail Kaneb, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

G. Normand Glaude, commissaire, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Colleen Parrish, directrice des politiques, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Mehroon Kassam, PrévAction

Jamie Marsolais, PrévAction

Dan Parkinson, chef, Services communautaires de la police de Cornwall, et PrévAction

Richard Allaire, président de PrévAction et programme ÉduRespect de la Croix-Rouge

Bernadette Clément, PrévAction

Chris Francis, PrévAction

Mike Church, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Isobel Fitzpatrick, sergent, Police provinciale de l'Ontario

Lise Brisson, membre de la collectivité

Peter Jaffe, comité consultatif, Commission d'enquête publique sur Cornwall

Holy Trinity Catholic Secondary School Choir du Catholic District School Board of Eastern Ontario, dirigé par Helen McAlear

Consultations publiques sur les audiences non probantes – 29 et 30 novembre 2007

Des consultations en personne ont eu lieu avec les gens qui pourraient vouloir témoigner de façon officielle. Le nom de ces personnes n'est pas dévoilé pour des raisons de protection de la vie privée.

Consultations publiques sur le processus de la phase 2 – 29 et 30 janvier 2008

Les membres du comité consultatif Ben Hoffman et Jan Handy ont rencontré les personnes intéressées à la phase 2 pour parler du déroulement des choses et pour recevoir des suggestions à l'égard du travail qui doit être fait durant la période restante de la phase 2.

Créer un climat d'espoir, de confiance et de fierté – La technologie et l'exploitation des enfants : Les risques et les possibilités – 15 avril 2008

Tablant sur les deux premiers événements « Instaurer l'espoir, la confiance et la fierté », cette rencontre a cherché à sensibiliser le public à l'égard des risques liés à l'exploitation des enfants au moyen de la technologie et d'Internet.

Conférenciers :

Paul Gillespie, ancien sergent-détective du Service de police de la ville de Toronto

Rick Greenwood, chef de l'exploitation, Centre national de coordination contre l'exploitation des enfants, GRC

John Smith, Section de la pornographie juvénile, Police provinciale de l'Ontario

Sabrina Yoong, deal.org

Cercles de guérison – 20 janvier 2009; 7 mars 2009; 11 juin 2009

Des survivants, des membres de PrévAccion et d'autres membres de la collectivité de Cornwall et des environs se sont joints aux membres du comité consultatif pour former des cercles de guérison, guidés par des enseignants et des personnes âgées autochtones de Minwaashin Lodge à Ottawa.

REMARQUE : Tous les événements se sont déroulés à Cornwall, à l'exception de certaines séances de supervision du soutien et du counselling qui ont eu lieu à Ottawa et d'une réunion communautaire qui s'est tenue à Lancaster (Ontario).





RAPPORT DE LA
Commission d'enquête
sur Cornwall



Ontario

Série: ISBN 978-1-4435-0009-8
Volume 2: ISBN 978-1-4435-0012-8